

# 2<sup>ÈME</sup> ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

Élue le 6 Juin 1946

---

---

## TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

*rédigées par les Services des Procès-Verbaux et des Archives*

(11 Juin 1946 — 27 Novembre 1946)

## TOME II

## TABLE NOMINATIVE

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

1948



# TOME II

---

## NOMS

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

---

Le présent tome comprend, pour chaque membre de la 2<sup>me</sup> Assemblée Nationale Constituante (Elue le 6 juin 1946), les indications ayant trait :

- au département qu'il représente,
- à la validation de son élection,
- aux Commissions dont il a été membre,
- aux propositions de loi, de résolution, rapports et avis qu'il a déposés,
- aux projets de loi dont il est signataire en tant que membre du Gouvernement le cas échéant,
- aux dates et pages de ses interventions en séance publique,
- aux excuses pour absence,
- aux congés obtenus, etc.

**Voir l'avertissement en tête du tome I.**



## EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

---

**A**..... Annales.

**J. O.**..... *Journal officiel.*

**p.**..... page.

---





# 2<sup>ME</sup> ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

Élue le 2 Juin 1946

## TABLE NOMINATIVE



### A

**ABBAS (M. Ferhat), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt** (*Collège des électeurs français musulmans non citoyens*).

Son élection est validée [19 juin 1946] (**A.**, p. 2544). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie, **n° 222**. — Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission parlementaire d'enquête sur les causes, le déroulement et les responsabilités dans les événements d'Algérie au cours de l'année 1945, **n° 240**. — Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à rapporter le décret du 26 septembre 1939 prononçant la dissolution du parti du peuple algérien, **n° 269**. — Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter un arrêté de M. le Gouverneur général de l'Algérie en date du 14 mai 1945, prononçant la dissolution du groupement « Les Amis du Manifeste et de la Liberté », **n° 270**. — Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République algérienne en tant qu'Etat fédéré, membre de l'Union française, **n° 358**. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à retirer au Pouvoir exécutif le droit de légiférer en matière pénale en Algérie, **n° 383**. — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter, en ce qui concerne le culte musulman, les dispositions de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat rendue applicable à l'Algérie par le décret du 27 septembre 1907, **n° 577**. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à la suppression des « Territoires du Sud » et à leur rattachement à l'Algérie du Nord, **n° 713**.

**Interventions :**

Est entendu au cours de la discussion du rapport de M. Archidice sur les opérations électorales du département d'Alger et des territoires de Ghardaïa [19 juillet 1946] (A., p. 2733). — Demande à interpeller sur les incidents de Zeramdine et la politique du Gouvernement en Tunisie [8 août 1946] (p. 3095). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale, intervention de M. Saadane* [22 avril 1946] (p. 3256); *intervention de M. Herriot* [27 avril 1946] (p. 3335); DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Art. 75 *bis* : *Son amendement au second alinéa* [10 septembre 1946] (p. 3595); DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (p. 3803, 3807); *Contre-projet de M. Francis* [20 septembre 1946] (p. 3895); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 septembre 1946] (p. 4230 et suiv.); — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3278 et suiv.); — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés; Art. 21 : *Dispositions relatives à l'Algérie, son amendement* [4 octobre 1946] (p. 4548); Art. 23 : *Son amendement : collèges électoraux* (p. 4550), *ses explications de vote* (p. 4551); *Son second amendement : femmes musulmanes* (p. 4552); Art. 24 : *Son amendement : répartition des sièges* (p. 4553).

**ABELIN (M. Pierre), Député du département de la Vienne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des affaires économiques, douanes et conventions commerciales [30 juillet 1946] (p. 2840).

**Dépôts :**

Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

réaliser la coordination des publications élaborées par les différents départements ministériels sur les résultats de leur gestion, n° 311. — Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant modification du prix du permis de chasse et création d'un permis de chasse général unique, n° 434. — Le 3 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter l'article 62 de la loi du 24 mai 1946 instituant le prêt d'installation aux jeunes ménages paysans, n° 653. — Le 20 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Delachenal relative aux allocations familiales agricoles, n° 956.

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions : *Discussion générale* [11 juillet 1946] (A., p. 2658); — du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2827); — des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2900); — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à accorder une indemnité forfaitaire de 30 0/0* [2 août 1946] (p. 2962); *le retire* (p. 2964); *Son second amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant modification du prix du permis de chasse et création d'un permis de chasse général et unique, en qualité de *Rapporteur* : *Demande le maintien des deux catégories de permis* [9 août 1946] (p. 3112); — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles; Art. 16 *bis* : *Ses observations* [11 septembre 1946] (p. 3641); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 4001); Art. 1<sup>er</sup> : *Soutient l'amendement de*

*Mme Poinso-Chapuis* [25 septembre 1946] (p. 4032) ; Art. 4 bis nouveau : *Ses observations* (p. 4034) ; Art. 106 : *Son amendement au dernier alinéa* (p. 4046) ; Art. 123 bis : *Son amendement* (pp. 4058, 4060, 4073) ; Art. 166 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4086) ; Art. 168 : *Son amendement* (p. 4089) ; Art. 4 quater nouveau : *Ses observations* (p. 4108) ; ECONOMIE NATIONALE, Chap. 7 : *Amendement de M. Rigal* [2 octobre 1946] (p. 4443) ; DISPOSITIONS SPÉCIALES : Art. 171 : *Ses amendements* (p. 4527) ; *les retire* (p. 4528) ; Art. 172 nouveau : *Son amendement* (ibid.) ; *le retire* (ibid.).

**ACHOUR (M. Mohand), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa** (*Collège des électeurs français musulmans non citoyens*).

Son élection est validée [19 juillet 1946] (A., p. 2735). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les textes régissant actuellement l'aliénation des terres de colonisation en Algérie, n° 194. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie aux condamnés de Reibell et de Cherchell, n° 377. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi portant statut politique de l'Algérie, n° 921. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie, et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Raymond et plusieurs de ses collègues tendant à simplifier et à accélérer la procédure relative aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités publiques, n° 933. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Achour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger les textes régissant

actuellement l'aliénation des terres de colonisation en Algérie, n° 932.

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (A., p. 3254).

**AHNNE (M. Georges), Député du territoire des Etablissements français de l'Océanie.**

Son élection est validée [23 septembre 1946] (A., p. 3950). = Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [30 juillet 1946] (p. 2840).

**AIROLDI (M. Julien), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Alpes-Maritimes [12 juin 1946] (A., p. 2499). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 12 : *Son amendement* [3 septembre 1946] (p. 3499) ; Art. 29 A : *Son amendement sur la nomination du Président de la République* [12 septembre 1946] (p. 3696) ; DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER ; Art. 71 F : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3900) ; Art. 71 G : *Son amendement* (p. 3901) ; Art. 71 I : *Son amendement* (p. 3906) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4173) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4506).

**ALLONNEAU (M. Auguste), Député du département de Maine-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à proroger pour l'année 1947, les dispositions des lois n° 45-0195 du 31 décembre 1945 et n° 46-1718 du 3 août 1946 accordant des subventions spéciales de l'Etat aux collectivités locales, n° 923.

**Interventions :**

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question sur la situation de la population dans la région de Cholet [23 juillet 1946] (A., p. 2771); Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946; Art. 10 : *Crédits supplémentaires* [2 août 1946] (p. 2971); — d'une interpellation de M. André sur la politique de ravitaillement du Gouvernement [8 août 1946] (p. 3051); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 159 bis : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4071). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 10 : *Son amendement concernant les associés ou gérants de personnes morales* [4 octobre 1946] (p. 4604); *Son amendement concernant les personnes morales devenues propriété de Français* (p. 4605).

**ANDRÉ (M. Pierre), Député de Meurthe-et-Moselle.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission de la caisse nationale d'assurances [30 juillet 1946] (p. 2840).

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le rationnement du pain, n° 435. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger la réglementation de Vichy relative à la vente et à l'achat des véhicules d'occasion, n° 723. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle du 2 novembre 1945 en cas de rejet de la Constitution, n° 893. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à rendre libres les prix de vente des produits des brevets d'invention, n° 899. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Joseph Denais relative aux activités des étrangers admis en France comme travailleurs salariés, n° 1047. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Frédéric Dupont tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux personnes célibataires ou divorcées les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 janvier 1946 portant exonération, dans certains cas des cotisations versées pour les allocations familiales, n° 1048.

**Interventions :**

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [5 juillet 1946] (A., p. 2625). — Pose : à M. le Ministre du Ravitaillement une question sur l'affaire des viandes avariées de Nancy [23 juillet 1946] (p. 2762); à M. le Ministre de l'armement une question sur les réquisitions d'appareils civils d'aviation (p. 2764). — Intervient auprès de M. le Ministre de l'Economie nationale au sujet de la production des bicyclettes (p. 2765). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question : sur la date de discussion de la loi sur les dommages de guerre (p. 2776); sur les réclamations inutiles des sinistrés (*ibid.*); pose à M. le Ministre de la Production industrielle une question sur les pneumatiques tourisme (p. 2843 et 2844). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale de M. le Ministre du Ravitaillement [5 juillet 1946] (p. 2624); la développe [30 juillet 1946] (p. 2847 et suivantes);

*Ses observations* [8 août 1946] (p. 3054). — Est entendu dans la discussion : des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Constantine : *Validation de M. Pantaloni* [8 août 1946] (p. 3040); d'une proposition de résolution tendant aux reclassement et revalorisation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3486); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DU CONSEIL DES MINISTRES ; Art. 30 : *Amendement de M. Bastid : Ses explications de vote* [4 septembre 1946] (p. 3533); *Dispositions transitoires*; Art. 94 : *Son amendement tendant à ajouter un article additionnel* [17 septembre 1946] (p. 3766); — du projet de loi portant organisation du referendum ; Art. 4 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3859); Art. 6 : *Ses observations* (p. 3861); — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des députés : *Discussion générale* [23 septembre 1946] (p. 3941); — dépose une demande d'interpellation sur l'insuffisance scandaleuse des traitements des fonctionnaires de la police française et sur la pauvreté du matériel dont dispose cette police [24 septembre 1946] (p. 4010). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 168 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4101); ARMEMENT, *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4428); INTÉRIEUR ; Art. 46 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4489); *Le retire* (p. 4490). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4249); sur le procès-verbal de la précédente séance [30 septembre 1946] (p. 4262). — Participe à la discussion d'une proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4275 et suivantes). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [4 octobre 1946] (p. 4546). — Participe à la discussion d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4575); — du projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4635); Art. 49 : *Son amendement tendant à augmenter le plafond du traitement pour le calcul de la rente* (p. 4641); *Le retire* (ibid.).

### ANGELETTI (M. Yves), Député du département de la Marne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2595).

#### Interventions :

Intervient dans la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DU CONSEIL DES MINISTRES ; Art. 30 : *Ses observations contre l'amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (A., p. 3528); DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : *Son amendement* [10 septembre 1946] (p. 3590 et suiv.); DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION : *Soutient l'amendement de M. Cot* [17 septembre 1946] (p. 3765); DE L'UNION FRANÇAISE : *Ses observations* [18 septembre 1946] (p. 3787); — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement au deuxième alinéa* [2 octobre 1946] (p. 4382).

### ANTIER (M. Paul), Député du département de la Haute-Loire.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des Territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555). — Est proclamé secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

#### Dépôts :

Le 13 juin 1946, une proposition de résolution concernant le Bureau de l'Assemblée Nationale Constituante élue le 2 juin 1946, n° 2. — Le 18 septembre 1946 une proposition de loi relative à l'organisation professionnelle agricole dans le cadre de la Nation, n° 885.

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Ses explications de vote* [26 juin 1946] (A., p. 2570); — de propositions de loi

relatives à l'élection des députés; Art. 4 : *Ses observations* [23 septembre 1946] (p. 3954); Art. 14 : *Amendement de M. Bardoux, ses explications de vote* (p. 3962); — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues par les élections de 1945; Art. unique : *Amendement de Mme Brossolette* [4 octobre 1946] (p. 4574); *Son sous-amendement* (p. 4576).

**APITHY (M. Sourou-Migan), Député du territoire de Dahomey—Togo** (*Collège des non-citoyens*).

Son élection est validée [5 juillet 1946] (A., p. 2610). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 3 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans les délais les plus courts des textes nécessaires portant création d'une caisse de retraite au Togo, n° 663.

**Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : de l'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [18 septembre 1946] (A. p. 3802); DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art. 71 F : *Son amendement au 2<sup>e</sup> alinéa* [20 septembre 1946] (p. 3900); — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer [5 octobre 1946] (p. 4713).

**ARAGON (M. Charles d'), Député du département des Hautes-Pyrénées.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale départementale et communale [30 juillet 1946] (p. 2840).

**Dépôt :**

Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à intégrer le personnel de la voirie départementale dans le service des ponts et chaussées et à donner aux cantonniers et chefs-cantonniers les titres d'agents et de chefs de travaux, n° 792.

**Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (A., p. 2936); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés; Art. 3 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3931); *Le retire* (ibid.); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa* (p. 3956); *Le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement* (p. 3958); *Le retire* (ibid.); Art. 15 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.).

**ARBELTIER (M. René), Député du département de Seine-et-Marne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite des vieux aux veuves âgées de soixante-cinq ans qui n'ont pas droit à pension de réversion par suite du décès prématuré du mari, n° 483.

**ARCHIDICE (M. Georges), Député du département du Lot**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département d'Alger et territoire de Ghardaïa, collège des électeurs français musulmans non citoyens [4 juillet 1946] (A., p. 2601); Est entendu dans la discussion de ce rapport [19 juillet 1946] (p. 2730). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : Art. 5 : *Amendement de M. Marin*; *ses explications de vote* [3 septembre 1946] (p. 3495); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Amendement de M. Bastid*; *ses explications de vote* [4 septembre 1946] (p. 3532); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : Art. 1<sup>er</sup> : *ses explications de vote* [30 septembre 1946] (p. 4288, 4291); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : PRODUCTION INDUSTRIELLE, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4507).

**ARNAL (M. Franck), Député du département du Var.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [4 juillet 1946] (p. 2586).

**Interventions :**

Son opposition au vote sans débat d'une proposition de loi concernant les terroristes [23 septembre 1946] (A., p. 3972).

**ARTHAUD (M. René), Député du département de Vaucluse, Ministre de la Santé publique.**

Son élection est validée [18 juillet 1946] (A., p. 2675). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du ravitaillement (p. 2555). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 9<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 1<sup>er</sup> circ. [12 juin 1946] (A., p. 2523). — Est nommé Ministre de la Santé publique (J. O. du 24 juin 1946, p. 5646); — En cette qualité : donne sa démission de Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [26 juin 1946] (p. 2571); — Répond à une question posée par Mme Bastide sur l'assimilation des sages-femmes aux assistantes sociales et aux infirmières [23 juillet 1946] (p. 2777).

**ASSERAY (M. Louis), Député du département de Maine-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. André sur la politique du Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2930).

**ASTIER DE LA VIGERIE (M. Emmanuel d'), Député du département d'Ille-et-Vilaine.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, à l'occasion du 14 juillet 1946, des décrets accordant la grâce à certaines catégories prévues par la loi du 16 avril 1946 portant amnistie, n<sup>o</sup> 130. — Le 25 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n<sup>o</sup> 46-815 du 26 avril 1946 rendant applicables pour 1946, aux Assemblées prévues

par la Constitution, les inéligibilités relatives aux élections de 1945, n° 1046.

### Interventions :

Est entendu : dans la discussion du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (A., p. 2617, 2623) ; — sur la demande de discussion immédiate de sa proposition de résolution tendant à accorder la grâce amnistiante à certaines catégories à l'occasion du 14 juillet [11 juillet 1946] (p. 2654, 2660). — Pose : à M. le Président du Gouvernement une question sur l'affaire de la D.G.E.R. [23 juillet 1946] (p. 2759) ; à M. le Ministre de la Justice des questions sur : la situation d'un inculpé poursuivi par la cour de justice de Grasse (*ibid.*) : les mesures de grâce amnistiante prises à l'occasion du 14 juillet (p. 2774). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses observations sur l'unité de la Résistance* [6 août 1946] (p. 3017 et suiv.) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des députés ; Art. 5 : *Amendement de M. d'Aragon* [23 septembre 1946] (p. 3952) ; Art. 16 : *Ses observations* (p. 3964) ; Art. 17 : *Ses observations* (p. 3970) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa réponse à M. Marin* [30 septembre 1946] (p. 4290) ; Art. 7 : *Amendement de M. Marin* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4304) ; Art. 13 : *Amendement de M. Marin* (p. 4306) ; Art. 34 : *Amendement de M. Mutter* (p. 4309) ; Art. 37 nouveau : *Ses observations* (p. 4310) ; Art. 23 : *Amendement de M. Viard* [4 octobre 1946] (p. 4552) ; Art. 24 : *Amendement de M. Abbas* (p. 4553) ; Art. 38 : *Amendement de M. Tchicaya* (p. 4554) ; *Amendement de M. Raoahangy* (p. 4556) ; Art. 46 : *Amendement de M. Colonna* (p. 4559). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4249) ; — sur le procès-verbal de la précédente séance [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4301). — Participe à la discussion de sa proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 ; En qualité de *Président de la Commission de l'intérieur* : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4573) ; Article unique : *Amendement de Mme Brossollette sur les porteurs de francisque* (p. 4574 et suiv.) ; [5 octobre 1946] (p. 4711). — S'excuse de son absence et obtient un congé [4 septembre 1946] (p. 3445).

### AUBRY (M. Albert), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555) ; de la Commission de la comptabilité (p. 2555).

### Dépôts :

Le 10 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Jean Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser la retraite du combattant ; 2<sup>o</sup> de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter le taux de la retraite du combattant, n° 708. — Le 17 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir en faveur des prisonniers et déportés le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, n° 835. — Le 24 septembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer une aide spéciale au profit des aveugles de la résistance, n° 1022.

### Interventions :

Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Demande à interpellier sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature, ce qui entraîne de véritables scandales dont le pays s'émeut avec raison [19 juillet 1946] (p. 2738). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [23 juillet 1946] (p. 2758) ; — de nouveau sur la fixation de cette date [26 juillet 1946] (p. 2820) ; — développe cette interpellation [6 août 1946] (p. 3000 et suiv.). — Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'État, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale, Anciens combattants*, [2 août 1946] (p. 2960, 3022 et suiv.) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement sur le taux des grands invalides*

[9 août 1946] (p. 3124); *accepte la disjonction* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 168 *ter*: *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4094); *Son amendement* (p. 4102); AFFAIRES ÉTRANGÈRES: *Discussion générale* (p. 4113); seconde lecture, Art. 168 *ter*, en qualité de *Rapporteur*; *Ses observations: Allocations aux grands invalides* [3 octobre 1946] (p. 4330).

#### AUDEGUIL (M. Fernand), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre: de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission des territoires d'outre-mer [4 juillet 1946] (p. 2586).

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946: RAVITAILLEMENT [3 octobre 1946] (A., p. 4502).

#### AUGARDE (M. Jacques), Député du Maroc.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre: de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la défense nationale (*ibid.*).

#### Interventions :

Participe à la discussion: de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française: DE L'UNION FRANÇAISE: *Discussion générale* [19 septembre 1946] (A., p. 3842); — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République; Art. 16: *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4177). = S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).

#### AUJOLAT (M. Paul), Député du territoire du Cameroun français (*Collège des citoyens*).

Son élection est validée [17 septembre 1946] (A., p. 3754). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### Dépôts :

Le 17 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement des médecins africains du Cameroun, anciens combattants des Forces françaises libres, n° 837. — Le 17 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale un plan de réorganisation des services de la santé publique, dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° 839. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Aujolat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement des médecins africains du Cameroun, anciens combattants des Forces françaises libres, n° 1097.

#### Interventions :

Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française: DE L'UNION FRANÇAISE: *Discussion générale* [19 septembre 1946] (A., p. 3839).

#### AURIOL (M. Vincent), Député du département de la Haute-Garonne, Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531).

En qualité de Président de l'Assemblée Nationale Constituante :

#### Prononce :

Une allocution le 19 juin 1946, n° 3.

**Interventions :**

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale Constituante* [14 juin 1946] (A., p. 2538). — Ses allocutions en prenant place au fauteuil [19 juin 1946] (p. 2541) ; [21 août 1946] (p. 3183). — Préside : la séance du 19 juin 1946 (p. 2541) ; la séance du 26 juin (p. 2554) ; la séance du 4 juillet (p. 2585) ; la séance du 5 juillet (p. 2609) ; la séance du 11 juillet (p. 2634) ; la séance du 18 juillet (p. 2673) ; la séance du 19 juillet (p. 2729) ; la séance du 20 août (p. 3183) ; la 2<sup>e</sup> séance du 22 août (p. 3236) ; la 2<sup>e</sup> séance du 23 août (p. 3291) ; la 2<sup>e</sup> séance du 27 août (p. 3327) ; la séance du 28 août (p. 3359) ; la 2<sup>e</sup> séance du 29 août (p. 3403) ; les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séances du 3 septembre (p. 3461) ; la séance du 5 septembre (p. 3550) ; la 2<sup>e</sup> séance du 10 septembre (p. 3589) ; les deux séances du 12 septembre (p. 3677) ; la séance du 13 septembre (p. 3725) ; la séance du 17 septembre (p. 3750) ; la 1<sup>re</sup> séance du 18 septembre

(p. 3785) ; les deux séances du 19 septembre (p. 3833) ; les deux séances du 20 septembre (p. 3881) ; la séance du 21 septembre (p. 3922) ; les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séances du 23 septembre (p. 3950) ; les deux séances du 24 septembre (p. 3977) ; la deuxième partie de la seconde séance du 26 septembre (p. 4118) ; les deux séances du 27 septembre (p. 4149, 4169) ; la 2<sup>e</sup> séance du 28 septembre (p. 4209) ; les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séances du 1<sup>er</sup> octobre (p. 4321) ; la 1<sup>re</sup> séance du 2 octobre (p. 4369) ; les deux séances du 3 octobre (p. 4474 et 4498) ; la 3<sup>e</sup> séance du 4 octobre (p. 4590) ; la séance du 5 octobre (p. 4666). — Son éloge funèbre de M. Louis Bernard [3 septembre 1946] (p. 3461). — Son allocution à l'issue du vote de la Constitution [28 septembre 1946] (p. 4246). — Ses observations sur un incident (lettre de M. Defferre) [5 octobre 1946] (p. 4667). — Son allocution au moment de la séparation de l'Assemblée Nationale Constituante [5 octobre 1946] (p. 4716). — Déclare close la session de l'Assemblée Nationale Constituante (*ibid.*).



## B

**BABET (M. Raphaël), Député de la Réunion**  
(2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [4 septembre 1946] (A., p. 3518). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 5 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier à l'occasion du projet de budget pour l'exercice 1947 des mesures propres à venir en aide à toutes les écoles de la Réunion afin que soient données à tous les enfants de ce département français, l'éducation et l'instruction auxquelles ils ont droit, n° 677.

S'excuse de son absence [28 septembre 1946] (A., p. 4224). — Obtient un congé (*ibid.*).

**BACON (M. Paul), Député du département de la Seine** (4<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et des pétitions [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « Société de travail et d'épargne »,

n° 113. — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, n° 656. — Le 4 septembre 1946, une proposition de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail dans la liberté d'opinion, n° 669. — Le 18 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une caisse des intempéries, n° 881.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 14 : *Son amendement sur la durée de la grossesse et le droit aux allocations* [6 août 1946] (A., p. 2998).

**BADIE (M. Vincent), Député du département de l'Hérault.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de la législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter, sous certaines conditions, les anciens prisonniers de guerre et anciens déportés poli-

tiques du paiement de l'impôt général sur le revenu afférent aux années pendant lesquelles ils étaient en captivité, n° 124. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la création d'une médaille commémorative en faveur de tous les Français et Françaises déportés politiques, n° 172. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les magistrats déportés politiques, internés, en vue de leur avancement et de leur retraite, du temps pendant lequel ils ont été ainsi écartés de leur fonction, n° 176. — Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser d'urgence la fiscalité viticole, n° 226. — Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre l'application de l'article 301 du Code civil, alinéa 2, à la séparation de corps, n° 357. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la distribution et l'utilisation de la pénicilline, n° 427. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à défendre le consommateur par la répression de la spéculation sur la vente des vins, n° 498. — Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à incorporer au principal de la créance du Crédit foncier les arrérages que les débiteurs de cet établissement n'ont pu lui verser en raison des circonstances, n° 506. — Le 23 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi tendant à la désaffectation des Iles Royales et Saint-Joseph du groupe des Iles du Salut de la Guyane française comme lieu d'exécution de la peine de relégation et à la désignation d'un nouveau lieu de séjour des relégués, n° 540. — Le 5 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer et à garantir la production et le commerce de la chaussure de qualité, n° 678. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre comme point de départ dans la liquidation des pensions d'invalidité, les dates auxquelles les mutilés, les invalides ou les victimes de la guerre et de la répression se sont mis en instance de pension devant un centre de réforme, n° 762. — Le 25 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la Nation, n° 1061. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de

la justice et de législation générale sur le projet de loi portant modification et codification de textes relatifs à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique, n° 1141.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Président de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression* : *Discussion générale* [2 août 1946] (A., p. 2934) ; Art. 5 : *Pensions des anciens combattants* (pp. 2967, 2969) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre [9 août 1946] (p. 3113) ; *Discussion générale* (p. 3119). — Demandé à interpellier sur l'organisation de la campagne viticole et les mesures à prendre pour sauvegarder les intérêts des vignerons ainsi que les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à fixer le prix du vin à la production à 140 francs le degré-hecto, alors que par suite des conditions atmosphériques défavorables le prix de revient est supérieur [10 septembre 1946] (p. 3601). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 7 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid* [11 septembre 1946] (p. 3651) ; Art. 17 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3965) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 168 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4091) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires ; Art. 9 : *Ses explications de vote* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4329) ; — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la Nation, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice* : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4331).

#### BADIOU (M. Raymond), Député du Département de la Haute-Garonne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commis-

sion de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (A., p. 2554); de la Commission d'études des services d'incendie [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### Dépôts :

Le 3 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne, victimes d'un orage de grêle, n° 648. — Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur : I. le projet de loi relatif à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales; II. les propositions de loi : 1° de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les collectivités à résilier ou réviser les contrats de concessions qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée; 2° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales; III. la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser et résilier certains contrats passés avec les collectivités communales et départementales, et relatifs à l'exploitation en régie par les communes et syndicats de communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 1028.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du Maroc [12 juin 1946] (A., p. 2514). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 5 : *Amendement de M. Marin* [3 septembre 1946] (p. 3493); Art. 76 : *Ses explications de vote sur l'article* [10 septembre 1946] (p. 3600); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 29 A : *Ses explications de vote* [28 septembre 1946] (p. 4198); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* [30 septembre 1946] (p. 4279, 4282).

#### BALLANGER (M. Robert), Député du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi modifiant le régime actuel des zones de salaires, d'allocations familiales, d'allocations aux vieux travailleurs et d'indemnités de résidence dans le département de Seine-et-Oise, n° 141. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement des mesures en faveur des « mal lotis », n° 143.

#### BARANGÉ (M. Charles), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 5 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 104. — Le 5 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, n° 105. — Le 23 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 235. — Le 30 juillet 1946 un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi tendant à autoriser le Président du

Gouvernement provisoire de la République à ratifier l'accord conclu entre le Gouvernement provisoire de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, comportant règlement en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre, n° 304. — Le 30 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi tendant à approuver une convention entre le Gouvernement provisoire de la République française et l'Export Import Bank, n° 305. — Le 30 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de la liquidation du matériel dit « surplus acquis par l'Etat », n° 313. — Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant relèvement des pensions de guerre des lois des 31 mars et 24 juin 1919 et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, n° 408. — Le 27 août 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1946, n° 578. — Le 3 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, n° 634. — Le 17 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 850 (Tomes I-II-III-IV). — Le 27 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 1084. — Le 27 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à corriger certaines lacunes de la législation sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, n° 1085. — Le 28 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant

ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 1109.

### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Puy-de-Dôme [12 juin 1946] (A., p. 2517). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 [11 juillet 1946] (p. 2635); *rémunération des personnels et pensions* (p. 2655); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 (p. 2637). — En qualité de *Rapporteur général* de la Commission des finances et du contrôle budgétaire : donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2826). — Donne lecture de son rapport sur les projets de loi concernant les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2875 et suiv.). — Est entendu sur le projet de loi portant amélioration de la situation des personnels en activité et en retraite de l'Etat, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 [2 août 1946] (p. 2943); Art. 3 : *Amendements de MM. Dupuy et Roubert* (p. 2965); Art. 10 : *Ses observations* (p. 2971). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à rétablir les parités d'indemnité existant entre le personnel des P. T. T. et les régies financières, en qualité de *Rapporteur général* donne lecture de son rapport [2 août 1946] (p. 2976); — du projet de loi élevant l'abattement sur les traitements et salaires en qualité de *Rapporteur général* [2 août 1946] (p. 2977). — Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Réunion, 1<sup>re</sup> circ. [8 août 1946] (p. 3099). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de la liquidation du matériel dit « surplus » acquis par l'Etat, en qualité de *Rapporteur général*, déclare que la Commission des finances n'a pu se réunir et statuer [9 août 1946] (p. 3777); — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *donne lecture de son rapport* [9 août 1946] (p. 3413); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur les amendements déposés* (p. 3125); — du projet

de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Ses observations* [9 août 1946] (p. 3141) ; — du projet de loi sur la liquidation des « surplus » acquis par l'Etat : *donne lecture de son rapport* [9 août 1946] (p. 3142) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charlot* (p. 3145) ; *Amendement de M. Penoy* (p. 3145) ; Art. 5 : *Ses observations* (p. 3147) ; Art. 7 : *Demande la disjonction de l'article* (p. 3148) ; — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission des finances : *donne lecture de son rapport* [10 septembre 1946] (p. 3381) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements* [11 septembre 1946] (p. 3624) ; *Amendement de M. Jean Moreau au second alinéa* (p. 3626) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 3627) ; Art. 6 : *Amendement de M. Hugues* (p. 3629) ; *Amendement de M. Morice au second alinéa* (p. 3630) ; *Amendement de M. Hugues au second alinéa* (ibid.) ; *Ses observations sur l'article* (p. 3631) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 3633) ; Art. 12 : *Ses observations sur les amendements* (p. 3635) ; Art. 16 : *Amendement de M. Denais* (p. 3640) ; Art. 16 bis : *Ses observations* (p. 3641) ; Art. 20 : *Ses observations* (p. 3643) ; — d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy fixant le calcul de l'indemnité extraordinaire à attribuer aux retraités de l'Etat, en qualité de *Rapporteur général* : *donne lecture de son rapport* [11 septembre 1946] (p. 3644) ; — d'une proposition de résolution de M. Peters, concernant l'indemnité provisoire aux fonctionnaires : *donne lecture de son rapport* [19 septembre 1946] (p. 3864) ; *ses observations* (p. 3867) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Rapporteur général* : *donne lecture de son rapport* [24 septembre 1946] (p. 3979) ; *Discussion générale* (p. 3999) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Figuières* [25 septembre 1946] (p. 4033) ; Art. 4 bis nouveau : *Observations de M. Abelin* (p. 4034) ; Art. 37 bis nouveau : *Amendement de M. Ramette* (p. 4040) ; Art. 54 : *Ses observations* (p. 4043) ; Art. 58 : *Crédits des articles sans incidence budgétaire* (ibid.) ; Art. 113 : *Ses observations* (p. 4050) ; Art. 143 : *Ses observations* (p. 4063) ; Art. 157 : *Chèques postaux* (p. 4069) ; Art. 123 bis : *Ses observations* (p. 4073) ; Art. 163 : *Suppression des organismes d'achat* [26 septembre 1946] (p. 4084) ; Art. 168 : *Ses observations* (p. 4100) ; *Amendement de M. Aubry* (p. 4103) ; FINANCES, Chap. 141 *quater* : Dis-

*jonction de l'article* (p. 4120) ; AGRICULTURE, Chap. 138 : *Ses observations* (p. 4135) ; ARMÉES, Chap. 15 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4416) ; ARMEMENT, *Discussion générale* (p. 4428) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 11 : *Ses observations* (p. 4447) ; Chap. 184 : *Ses observations* (p. 4450) ; Chap. 341 : *Amendement de M. Barel* (p. 4452) ; INFORMATION : *Discussion générale* (p. 4461) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4491) ; RAVITAILLEMENT, Chap. 6 : *Ses observations* (p. 4504) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 26 : *Ses observations sur le vote du collectif* (p. 4510) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Schauffler* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4324) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 32 : *Son amendement relatif à la fixation du minimum vital* [5 octobre 1946] (p. 4684) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à limiter la prime de rendement aux crédits ouverts pour chaque Ministère* (p. 4692) ; Art. 43 : *Amendements de MM. Herriot et Pineau sur les notes chiffrées et les appréciations générales* (p. 4694) ; Art. 48 : *Ses observations concernant les conditions d'avancement de grade* (p. 4697) ; Art. 139 : *Amendement de M. Pineau sur l'organisation des institutions sociales* (p. 4707). = S'excuse de son absence [27 août 1946] (p. 3311).

#### **BARDOUX (M. Jacques), Député du département du Puy-de-Dôme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

#### **Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de loi ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle, n° 35. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative aux principes généraux de l'électorat et de l'éligibilité, n° 39. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française, n° 42. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à créer dans les départements des chambres de paysannerie, n° 43. — Le

26 juin 1946, une proposition de loi relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture, n° 44. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative aux conseils cantonaux, n° 45. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative à la création d'une « Cour suprême de la République », n° 46. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi relative au recrutement des magistrats et à l'organisation des tribunaux, n° 76. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi portant définition de la nationalité française et fixant les règles de l'immigration des étrangers et de leur naturalisation, n° 77. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi relative aux conseils municipaux, n° 78. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi relative aux régions administratives, n° 79. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi relative à l'élection des membres de la seconde chambre du Parlement, n° 138. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés, n° 139. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à favoriser l'accroissement de la production agricole, n° 140. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à accroître les rentes des crédiérentiers et petits propriétaires, n° 328. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à créer dans les départements des chambres du travail, n° 386.

### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 août 1946] (A., p. 2999) ; — de sa proposition de loi et de celles de MM. Philip, Coste-Floret et Bétolaud tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale : Ses observations* [20 août 1946] (p. 3191 et suiv.) ; *Son contre-projet, le défend* [28 août 1946] (p. 3360 et suiv.) ; DU CONSEIL DES MINISTRES : Art. 30 : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3527) ; DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72 : *Son amendement sur la composition du Conseil supérieur* [10 septembre 1946] (p. 3591) ; *Le retire* (p. 3592) ; DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Art. 75 bis nouveau : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 3595) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 76 : *Ses explications de vote* (p. 3599) ;

Art. 7 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid* [11 septembre 1946] (p. 3647) ; Art. 15 : *Son amendement au troisième alinéa* [12 septembre 1946] (p. 3678) ; *Le retire* (p. 3679) ; Art. 17 : *Ses amendements* (p. 3681) ; *Les retire* (ibid.) ; Art. 29 A : *Son amendement* (p. 3697) ; Art. 44 : *Son amendement sur la Haute Cour de justice* [13 septembre 1946] (p. 3727) ; *Le retire* (p. 3728) ; DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION : Art. 83 : *Son amendement* [17 septembre 1946] (p. 3764) ; DISPOSITIONS TRANSITOIRES : Art. 88 : *Son amendement* (p. 3766) ; *Le retire* (ibid.) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française ; DU PARLEMENT : Art. 7 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4193) ; DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION : Art. 82 : *Son amendement* (p. 4215, 4216) ; DISPOSITIONS TRANSITOIRES : Art. 92 bis : *Son amendement à la suppression de l'article* (p. 4220) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4235) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 avril 1946] (p. 3286) ; — d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 : *Discussion générale* [29 août 1946] (p. 3392) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 8 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3957) ; Art. 13 : *Son amendement* (p. 3958) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 14 : *Son amendement au dernier alinéa* (p. 3962) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 3966) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* (p. 4280) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : Art. 2 : *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4173) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 4175) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 4176) ; Art. 19 : *Son amendement* (p. 4178) ; *Le retire* (p. 4179) ; *Son second amendement* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4276) ; — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4334) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement au huitième alinéa* [2 octobre 1946] (p. 4382).

**BAREL (M. Virgile), Député du département des Alpes-Maritimes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à réglementer les réquisitions, la vente et la transformation en appartements d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique, n° 73. — Le 3 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux instituteurs et institutrices chargés de famille, pour l'établissement de la retraite, les mêmes avantages qu'à leurs collègues célibataires ou mariés sans enfants à charge, n° 652. — Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts dans les départements du Sud-Est de la France, n° 243.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Oise [26 juin 1946] (A., p. 2575). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (p. 4022) ; EDUCATION NATIONALE : Chap. 255 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4451) ; *Le retire* (p. 4452) ; Chap. 341 : *Son amendement* (*ibid.*) ; *Le retire* (*ibid.*) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Art. 59 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4492).

**BARRACHIN (M. Edmond), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commis-

sion de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le niveau de vie des personnes économiquement faibles : vieillards, petits rentiers, petits pensionnés et retraités, n° 400.

**Interventions :**

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [19 juillet 1946] (A., p. 2738). — Demande à interpellier sur les mesures que M. le Ministre des Affaires étrangères compte prendre pour concilier la participation à l'élaboration du statut de la fédération indochinoise du parti communiste au Gouvernement avec l'attitude de ce parti au cours des récents événements d'Indochine [9 août 1946] (p. 3173). — Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : Art. 3 : *Soutient l'amendement de M. Brunhes* [3 septembre 1946] (p. 3481, 3483). — Intervient dans le débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'essence [12 septembre 1946] (p. 3687). — Participe à la discussion : de la proposition de loi de M. Bétolaud tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum, en qualité de *Rapporteur* de la Commission de l'intérieur : *donne lecture de son rapport* [17 septembre 1946] (p. 3754) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* [23 septembre 1946] (p. 3940) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 3964) ; *Ses observations sur le vote préférentiel* [30 septembre 1946] (p. 4266) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* (p. 4279).

**BARRÉ (M. Henri), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**Interventions :**

Prend part à la discussion sur le règlement de l'ordre du jour [5 juillet 1946] (A., p. 2625).

**BARROT (M. Noël), député du département de la Haute-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la distribution et l'utilisation de la pénicilline, n° 1041.

**BARTHÉLEMY (M. André), Député du département du Jura.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi modifiant l'article 18 de la loi du 13 juillet 1911 relatif à l'envoi par la poste, contre remboursement, d'objets de correspondance, n° 504.

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des per-

sonnels de l'Etat en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 11 : *Son amendement concernant les parités externes des fonctionnaires des postes avec ceux des finances* [2 août 1946] (A., p. 2974) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : Art. 60 bis *proposé par M. Doyen concernant l'Administration des P. T. T.* [5 octobre 1946] (p. 4700) ; *le retire* (ibid.).

**BARTOLINI (M. Jean), Député du département du Var.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre ; de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (ibid.).

**Dépôt :**

Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à restituer la carte et les avantages du combattant aux marins embarqués durant la guerre 1914-1918 sur les navires-hôpitaux et ayant été affectés dans les bases navales françaises à l'étranger et dans les colonies, n° 705.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 4<sup>e</sup> circonscription [12 juin 1946] (A., p. 2524). — Pose à M. le Ministre des finances une question concernant l'acompte provisionnel des travailleurs de l'Etat et des fonctionnaires d'outre-mer [23 juillet 1946] (p. 2770). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 126 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4035) ; ARMEMENT : *Discussion générale* [10 octobre 1946] (p. 4420). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [4 octobre 1946] (p. 4546).

### BAS (M. André), Député du département du Haut-Rhin.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1945, relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, n° 228. — Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, les personnes domiciliées en Alsace-Lorraine et en Algérie pendant toute ou une partie de l'occupation ennemie, ainsi que les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande, n° 231.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Cantal [12 juin 1946] (A., p. 2502). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

### BASTID (M. Paul), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

#### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (A., p. 3239 et suiv.); PRÉAMBULE : *Son amendement au 5<sup>e</sup> alinéa* [28 août 1946] (p. 3370); *Son amendement au 8<sup>e</sup> alinéa* (p. 3374); Art. 3 :

*Son amendement sur la souveraineté et la représentation* [3 septembre 1946] (p. 3478); Art. 5 : *Amendement de M. Marin : Ses explications de vote* (p. 3494); Art. 8 : *Son amendement sur la déclaration de guerre* (p. 3498); Art. 9 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement* (p. 3499); Art. 13 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement* (ibid.); Art. 16 : *Son amendement* (p. 3500); Art. 18 : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3519); Art. 24 : *Son amendement* (p. 3520); DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, Art. 25 : *Son amendement* (ibid.); DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 C : *Son amendement* (p. 3522); Art. 29 L : *Son amendement* (p. 3525); Art. 29 M : *Son amendement* (ibid.); Art. 29 N : *Son amendement* (p. 3526); *Le retire* (ibid.); Art. 29 O : *Son amendement* (ibid.); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Son amendement* (p. 3528); Art. 32 : *Son amendement* [5 septembre 1946] (p. 3552); *Le retire* (ibid.); DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES MINISTRES, *son amendement tendant à la suppression de ce titre* (p. 3558); *Le retire* (ibid.); DES COLLECTIVITÉS LOCALES, Art. 75 : *Soutient l'amendement de M. Sourbet* (p. 3559); Art. 36 : *Son amendement* (p. 3563); *Le retire* (ibid.); DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE, Art. 72 : *Son amendement* [10 septembre 1946] (p. 3592); *Ses observations* (p. 3594); Art. 76 : *Amendement de M. Leenhardt* (p. 3596); Art. 7 : *Son amendement* [11 septembre 1946] (p. 3646); Art. 15 : *Ses amendements* (p. 3652); *Les retire* (ibid.); Art. 17 : *Ses amendements* [12 septembre 1946] (p. 3681); *Les retire* (ibid.); Art. 21 : *Son amendement* (p. 3694); Art. 29 I : *Ses observations sur l'amendement de M. Cot* (p. 3703); Art. 29 L : *Son amendement* (p. 3706); *Le retire* (ibid.); Art. 37 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Coty* (p. 3709); Art. 38 : *Son amendement aux deux premiers alinéas* (p. 3712); DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (p. 3806); Art. 71 D : *Ses observations* [21 septembre 1946] (p. 3925); *Demande la seconde délibération sur l'ensemble* (ibid.); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française; PRÉAMBULE : *Amendement de M. Masson* [28 septembre 1946] (p. 4192); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Son amendement* (p. 4199); DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION, Art. 82 : *Amendements de MM. Tony Révillon et Caillavet* (p. 4217); *Ses*

*observations* (p. 4219); DISPOSITIONS TRANSITOIRES, Art. 93 *ter* : *Son amendement* (p. 4221); — du projet de loi portant organisation du referendum; Art. 4 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3859); Art. 6 : *Demande le renvoi à la Commission* (p. 3861); — du rapport sur la composition et l'élection du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4152 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement* (p. 4165). = S'excuse de son absence [29 août 1946] (p. 3359). — Obtient un congé (*ibid.*).

### BASTIDE (Mme Denise), Député du département de la Loire.

Son élection est validée [26 juin 1946] (A., p. 2553). = Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à créer un service municipal de déléguées sociales, n° 238. — Le 3 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à créer un service municipal de déléguées sociales, n° 654. — Le 23 septembre 1946, une proposition de loi tendant à organiser la profession de mécanicien-dentiste, n° 985.

#### Interventions :

Pose : à M. le Ministre du Ravitaillement une question orale concernant des distributions supplémentaires à certaines catégories [23 juillet 1946] (A., p. 2761); à M. le Ministre de l'Intérieur une question tendant à accorder aux maires des pouvoirs de réquisition pour les logements (p. 2771); à M. le Ministre de la Population une question sur les distributions de vivres à effectuer aux enfants non accueillis dans les colonies de vacances (p. 2774); à M. le Ministre de la Santé publique sur l'assimilation des sages-femmes aux assistantes sociales et aux infirmières (p. 2777); à M. le Ministre de la Produc-

tion industrielle sur le déblocage de laine filée au profit des titulaires de la carte « V » (p. 2844).

### BAUDRY D'ASSON (M. Armand de), Député du département de la Vendée.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555).

### BAUMANN (M. Jean), Député du département des Vosges.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôt :

Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-1146 du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale, n° 760.

#### Interventions :

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, 12<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement* [29 août 1946] (A., p. 3415); *le retire* (*ibid.*); DE L'UNION FRANÇAISE, Art. 5 : *Son amendement* [21 septembre 1946] (p. 3925). — Demande à interpeller sur le retard apporté par le Gouvernement à déposer le projet de loi sur la réparation des dommages de guerre [11 septembre 1946] (p. 3658). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 80 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4130). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 13 : *Son amendement concernant le cas où la reconstruction est impossible* [4 octobre 1946] (p. 4608); *le retire* (*ibid.*); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4610); *le retire* (*ibid.*).

**BAUMEL (M. Jacques), Député du département de la Creuse.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555); de la Commission de la Constitution [11 juillet 1946] (p. 2635).

**Dépôts :**

Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi renforçant les pénalités prévues contre le marché noir et prévoyant la peine de mort, pour actes graves, portant atteinte à la santé publique, n° 216. — Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret n° 46-251 du 20 février 1946 diminuant le taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente des tabacs, n° 217. — Le 6 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une distribution supplémentaire de cartouches de chasse, n° 395. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions réglementaires permettant d'intégrer, dans le corps préfectoral, les fonctionnaires ou citoyens privés délégués dans les fonctions de chef de cabinet de préfet depuis la libération, n° 479. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la retenue de 10 0/0 sur les intérêts de certains emprunts coloniaux, n° 480. — Le 22 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires pour hâter le transfert des corps des victimes militaires et civiles de la guerre 1939-1945, n° 500. — Le 24 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contrôle des fraudes dans la vente au détail des vins dits « d'appellation contrôlée » et l'importation des vins de qualité produits en Algérie, n° 1004.

**Interventions :**

Ses explications de vote lors de l'élection du président du Gouvernement provisoire de

la République française [19 juin 1946] (A., p. 2545). — Participe à la discussion d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement [26 juin 1946] (p. 2568). — Est entendu : pour un fait personnel [4 juillet 1946] (p. 2598); — au cours de la demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution de MM. d'Astier de la Vigerie et Jacques Duclos tendant à amnistier certaines catégories pour le 14 juillet [11 juillet 1946] (p. 2654). — Demande à interpellier sur le problème allemand et le statut de la Ruhr [23 juillet 1946] (p. 2778). — Participe à la discussion : d'interpellations de MM. Meck et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés [25 juillet 1946] (p. 2805); — du projet de loi relatif aux congés payés des jeunes travailleurs : *Ses observations sur le mode de discussion* [2 août 1946] (p. 2952); — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale : Solidarité gouvernementale* [2 août 1946] (p. 2959); Art. 5 : *Dépenses militaires excessives* (p. 2969); — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3116); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3291 et suiv.); DES COLLECTIVITÉS LOCALES; Art. 76 : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3600); Art 7 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid* [11 septembre 1946] (p. 3649); Art. 17 : *Soutient l'amendement de M. P. Chevallier* [12 septembre 1946] (p. 3681); *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3967); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* [30 septembre 1946] (p. 4285). — S'excuse de son absence [4 septembre 1946] (p. 3445). — Obtient un congé (*ibid.*).

**BAURENS (M. Alexandre), Député du département du Gers.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de l'agriculture

(*ibid.*) ; de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [18 juillet 1946] (p. 2674).

### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi relative à la constitution d'un office national interprofessionnel du machinisme agricole, **n° 111**. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les combattants F. F. I. des dispositions de l'ordonnance n° 45-2468 du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts du Crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, **n° 161**. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux producteurs de blé la consommation familiale, **n° 403**. — Le 20 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Delachenal relative aux allocations familiales agricoles, **n° 490**. — Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Baurens et plusieurs de ses collègues relative à la constitution d'un office national interprofessionnel du machinisme agricole, **n° 733**. — Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : 1° le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole ; 2° la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes, **n° 818**.

### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 96 : *Son amendement tendant à réduire le crédit* [26 septembre 1946] (A., p. 4131) ; *le retire* (p. 4132).

### BAYLET (M. Jean), Député du département de Tarn-et-Garonne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commis-

sion de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

### Interventions :

Son opposition au vote sans débat de la proposition de loi concernant les herboristes [25 septembre 1946] (p. 3972).

### BEAUQUIER (M. Pierre), Député du territoire de Belfort.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communications (chemins de fer, marine marchande et pêches, et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*). — Est nommé membre suppléant de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

### Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer la période des congés payés et à déterminer les facilités de transport accordées aux salariés pour cette période, **n° 61**. — Le 23 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale départementale et communale sur le projet de loi relatif au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure des inscriptions d'urgence, **n° 530**.

### Interventions :

Est entendu dans la discussion : du projet de loi instituant une révision supplémentaire des listes électorales, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [18 juillet 1946] (A., p. 2693) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des

Députés ; Art. 38, en qualité de *Rapporteur* : ses observations [4 octobre 1946] (p. 4554) : Amendement de M. Ravoahangy (p. 4556).

**BÈCHE (M. Emile), Député du département des Deux-Sèvres.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**BÉNÉ (M. Maurice), Député du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2544) ; de la Commission des moyens de communication [11 juillet 1946] (p. 2635).

**Dépôts :**

Le 4 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déclarer nul l'acte dit « loi n° 5024 », du 30 novembre 1941, prononçant le déclassement de certaines lignes d'intérêt général et à reclasser lesdites lignes, n° 673. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches, et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur : 1° la proposition de loi de MM. Dewèze et Palewski tendant à l'abrogation de l'acte du Gouvernement de fait de Vichy dit loi du 30 novembre 1941 déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-les-Chevreuse à Limours (Seine-et-Oise) ; 2° la proposition de résolution de M. Maurice Béné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déclarer nul l'acte dit « loi n° 5024 », du 30 novembre 1941, prononçant le déclassement de certaines lignes d'intérêt général et à reclasser lesdites lignes, n° 1042.

**BEN-KEDDACHÉ (M. Mohamed), Député du département d'Alger (Collège des électeurs français musulmans non citoyens).**

Son élection est validée [19 juillet 1946] (A., p. 2730). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (A., p. 2554).

**BENKHELIL (M. Abdesselam), Député du département de Constantine, territoire de Touggourt (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).**

Son élection est validée [19 juin 1946] (A., p. 2544). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

**BENOIST (M. Charles), Député du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches, et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [4 juillet 1946] (p. 2586).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet 1946] (A., p. 2675) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 3 : *Contre l'amendement de M. Desjardins* [3 septembre 1946] (p. 3483). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [28 septembre 1946] (p. 4189).

**BENOIT (M. Alcide), Député du département de la Marne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Com-

mission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches, et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Chap. 150 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (A., p. 4136) ; *Le retire* (ibid.) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 65 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4492) ; *Le retire* (ibid.).

#### BEN TOUNÈS (M. Abderrahmane), Député du département d'Alger et du territoire de Ghardaia (Collège des électeurs français musulmans non citoyens).

Son élection est validée [19 juillet 1946] (A., p. 2735). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches, et lignes aériennes) [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### BÉRANGER (M. André), Député du département de la Nièvre.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [30 juillet 1946] (A., p. 2851).

#### BERGASSE (M. Henry), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946]

(p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication (chemin de fer, marine marchande et pêches, et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones (ibid.).

#### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *Son amendement au 8<sup>e</sup> alinéa* [28 août 1946] (A., pp. 3371, 3373) ; — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; Art. 16 *ter* nouveau : *Soutient l'amendement de M. Mignot* [11 septembre 1946] (p. 3641) ; *Le retire* (p. 3642) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 15 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3963) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (pp. 3997 et suiv.) ; — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [30 septembre 1946] (p. 4262). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement au premier alinéa* [2 octobre 1946] (p. 4375) ; *Le retire* (p. 4376) ; Art. 51 : *Son amendement* (p. 4379).

#### BERGERET (M. Henri), Député du département de la Loire.

Son élection est validée [26 juin 1946] (A., p. 2554). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

#### BERLIOZ (M. Joanny), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 5 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

ouvrir dans le collectif de septembre 1946 un crédit exceptionnel de 10 millions permettant de secourir les victimes d'orages qui, les 29 et 30 août 1946, ont dévasté plusieurs régions du département de l'Isère, n° 686. — Le 11 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir dans le collectif de septembre 1946 un crédit exceptionnel de 100 millions permettant de secourir les victimes des calamités atmosphériques qui ont dévasté les départements de l'Isère, de la Drôme et de l'Ardèche, n° 746.

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (A., p. 2892) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 54 : *Ses observations et son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4043).

#### BERNARD (M. Louis), Député du département de la Nièvre

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2534). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôt :

Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut de la Marine nationale (anciennement Forges de la Chaussade de Guérisny) (Nièvre), n° 169.

#### Interventions :

Pose : à M. le Ministre des Finances une question sur les taux et âges de mises à la retraite des ouvriers et fonctionnaires de l'Etat [23 juillet 1946] (A., p. 2769) ; à M. le Ministre de l'Agriculture une question sur l'aide à apporter aux viticulteurs sinistrés de la région de Pouilly-sur-Loire à Donzy (Nièvre) 30 juillet 1946] (p. 2847).

#### BERNARD-COTHIÉ (M. René), Député du territoire de la Côte française des Somalis.

Son élection est validée [18 juillet 1946] (A., p. 2675). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission du règlement et des pétitions (p. 2555) ; — de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [11 juillet 1946] (p. 2635) ; — de la Commission des territoires d'outre-mer (*ibid.*) ; — de la Commission des affaires étrangères [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### BERTHO (M. le R.-P. Jacques), Député du Dahomey—Togo (*Collège des citoyens*).

Son élection est validée [5 juillet 1946] (A., p. 2609). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Apithy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans les délais les plus courts des textes nécessaires portant création d'une caisse de retraite au Togo, n° 903.

#### Interventions :

Participe à la discussion : des propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 38 : *Dispositions relatives aux territoires d'outre-mer, son amendement* [4 octobre 1946] (A., p. 4553) ; *le retire* (p. 4554) ; — du projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale : *Son amendement tendant à accorder deux sièges au Dahomey* [5 octobre 1946] (p. 4710) ; *le retire* (p. 4711) ; — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer : *Amendement de M. Lecourt tendant à reprendre le texte du projet n° 965 du Gouvernement* [5 octobre 1946] (p. 4713).

**BESSAC (M. Abel), Député du département du Lot.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2534).

**Dépôts :**

Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à organiser l'enseignement agricole post-scolaire, n° 524. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Lhuissier tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant l'expropriation des terrains et installations nécessaires à l'exercice de la culture physique et des sports dans les communes de moins de 5.000 habitants, n° 1055.

**Interventions :**

S'excuse de son absence [4 juillet 1946] (A., p. 2535). — Obtient un congé (*ibid.*)

**BESSET (M. Pierre), Député du département du Puy-de-Dôme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2535).

**Dépôts :**

Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 221 du Code général des contributions directes, relatif à la remise d'impôts pour pertes de récoltes subies pour faits de grêle, n° 281. — Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi concernant les indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, n° 1001.

**Interventions :**

Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (A., p. 2537). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question sur le dégrèvement des petits viticulteurs victimes des intempéries [23 juillet 1946] (p. 2769) ; à M. le Sous-Secrétaire d'Etat une question sur l'intégration du personnel vicinal dans le cadre des ponts et chaussées (p. 2778). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Art. 123 *bis* nouveau ; *Son amendement tendant à la suppression de l'article* [25 septembre 1946] (p. 4052).

**BETOLAUD (M. Robert), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [26 juin 1946] (p. 2534).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 166. — Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum, n° 214.

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi relatif aux congés payés des jeunes travailleurs : *Ses observations sur l'ensemble du projet* [2 août 1946] (A., p. 2951) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Ses observations sur l'ensemble du projet de loi* [2 août 1946] (p. 2975). — Demande à interpellier sur les mesures que M. le Garde des Sceaux compte prendre pour assurer le fonctionnement de la Haute Cour de justice, devant la carence de certains jurés [2 août 1946] (p. 2978). — Participe à la discussion : de sa proposition de loi et de celles de MM. Philip, Bardoux et Coste-l'orel tendant à

établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [20 août 1946] (p. 3194) ; PRÉAMBULE : *Amendement de M. Mignot au neuvième alinéa* [28 août 1946] (p. 3375) ; Art. 3 : *Soutient l'amendement de M. Brunhes au dernier alinéa* [3 septembre 1946] (p. 3479 et suiv.) ; Art. 5 : *Amendement de M. Marin, ses explications de vote* (p. 3491) ; *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Marin* (p. 3494) ; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : Art. 29 D : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3522) ; DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid* [10 septembre 1946] (p. 3593) ; Art. 7 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Coty* [11 septembre 1946] (p. 3658) ; Art. 29 H : *Son amendement sur le Conseil supérieur de la magistrature* [12 septembre 1946] (p. 3699) ; Art. 77 : *Amendement de M. Herriot* [13 septembre 1946] (p. 3733) ; Art. 78 : *Ses observations* (p. 3738) ; DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale : répond à M. Cot* [18 septembre 1946] (p. 3815) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française ; DU PARLEMENT : Art. 21 : *Soutient l'amendement de M. Ramarony* [28 septembre 1946] (p. 4194) ; DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art. 71 F bis : *Ses observations* (p. 4212) ; DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72 : *Soutient l'amendement de M. Mignot* (p. 4213) ; DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION : Art. 82 : *Son amendement au sixième alinéa* (p. 4215) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (p. 3576) ; *Ses observations contre la question préalable* [17 septembre 1946] (p. 3755). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [18 septembre 1946] (p. 3823), [21 septembre 1946] (p. 3931). — Participe à la discussion : du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 7 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3863) ; — du rapport sur la composition et l'élection du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4155 et suiv.) ; Art. 2 : *Ses observations* (p. 4170) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 4174). — Est entendu sur une demande de discussion immédiate d'une proposition de loi tendant à modifier la loi constitutionnelle du 2 novembre 1945 [28 septembre 1946] (p. 4225). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi

tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4278) ; — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4333) ; — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 ; Article unique : *Amendement de Mme Brossolette* [4 octobre 1946] (p. 4575). — Prend part à la discussion du projet et de la proposition de loi portant création d'un centre national de la cinématographie : *Discussion générale* [5 octobre 1946] (p. 4689).

### BEUGNIEZ (M. Louis), Député du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, n<sup>o</sup> 1088. — Le 2 octobre 1946, un rapport fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'organisation de la Commission supérieure de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents, n<sup>o</sup> 1169.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 165 : *Son amendement sur la sécurité sociale* [26 septembre 1946] (A., p. 4085) ; — du projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles ; En qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4634, 4636) ; Art. 26 : *Amendement de M. Garet concernant l'intervention du tribunal de paix dans l'enquête* (p. 4638) ; Art. 49 : *Amendement de M. Pierre André tendant à augmenter le plafond*

*du traitement pour le calcul de la rente* (p. 4641); *Ses observations sur les élections aux caisses de sécurité sociale* (p. 4645).

**BEY-LAGOUN (M. Haouès), Député du département de Constantine et Territoire de Toggourt** (*Collège des électeurs français musulmans non citoyens*).

Son élection est validée [19 juin 1946] (**A.**, p. 2544). = Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Interventions :

Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (**A.**, p. 3252 et suiv.).

**BICHET (M. Robert), Député du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription), Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des Services de l'Information.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (*ibid.*).

#### Interventions :

Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des Services de l'Information [*J. O.* du 25 juin 1946] (p. 5662).

#### En cette qualité :

Est entendu dans la discussion des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [10 août 1946] (p. 2899) ; — du projet

de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 160 : *Amendement de M. Dusseaulx* [26 septembre 1946] (p. 4082) ; INFORMATION : *Sa réponse à MM. Grenier et Lussy* [8 octobre 1946] (p. 4457 et suiv.) ; — du projet et de la proposition de loi portant création d'un centre national de la cinématographie : *Discussion générale* [5 octobre 1946] (p. 4689).

**BIDAULT (M. Georges), Député du département de la Loire, Président du Gouvernement provisoire, Ministre des Affaires Etrangères.**

Son élection est validée [26 juin 1946] (**A.**, p. 2554). = Est élu Président du Gouvernement provisoire de la République [19 juin 1946] (**A.**, p. 2549). — Est nommé Ministre des Affaires étrangères [*J. O.* du 25 juin 1946] (p. 5646).

**En qualité de Président du Gouvernement provisoire de la République :**

#### Lit :

Le 26 juin 1946, une déclaration du Gouvernement provisoire de la République française, n° 4.

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion : de l'interpellation de M. Ramarony sur la composition et la politique du Gouvernement [26 juin 1946] (**A.**, p. 2559) ; *Sa réponse aux autres interpellateurs* (p. 2569) ; — des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2881). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2961) ; Art. 5 : *Pensions des veuves de guerre* (p. 2967, 2970) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses observations avant le scrutin* [23 août 1946] (p. 3288). — Sa communication, au nom du Gouvernement, sur le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946]

(p. 3882, 3887). — Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Ses observations sur la demande de seconde lecture de M. Lecourt* [21 septembre 1946] (p. 3928) ; *Ses observations à l'issue du vote de la Constitution en deuxième lecture* [28 septembre 1946] (p. 4247). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4249).

### **BILLÈRES (M. René), Député du département des Hautes-Pyrénées.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

### **BILLOUX (M. François), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription), Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530).

#### **Dépôts :**

**En qualité de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme :**

Le 11 septembre 1946, un projet de loi sur les dommages de guerre, n<sup>o</sup> 749.

#### **Interventions :**

Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (J. O. du 24 juin 1946, p. 5646).

#### **En cette qualité :**

Répond aux questions posées par : M. Delachenal sur la reconstruction des régions dévastées en Savoie [23 juillet 1946] (p. 2775) ; M. Pierre André sur la date de discussion de la loi sur les dommages de guerre (p. 2776) ; sur les inutiles réclamations des sinistrés (*ibid.*). — Intervient : dans la discussion d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur

la réparation intégrale des dommages de guerre [9 août 1946] (p. 3130, 3150 et suiv.) ; répond à M. Lenormand (p. 3164) ; à M. Darou (p. 3165) ; à M. Devemy (p. 3166) ; à M. Marin (p. 3172) ; — dans la discussion du projet de loi sur la liquidation des surplus acquis par l'Etat ; Art. 2 : *Amendement de M. Charlot* [9 août 1946] (p. 3146) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 3148). — Participe à la discussion du projet et de propositions de loi sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4591 et suiv.) ; Art. 3 : *Amendements divers* (p. 4599) ; Art. 15 : *Amendement de M. Louis Marin concernant les acomptes touchés par les sinistrés* (p. 4610) ; Art. 19 : *Ses observations sur les sinistrés qui ont touché plus de 45.000 francs* (p. 4613) ; Art. 20 : *Amendement de M. Zunino tendant à supprimer les mots : « faute de preuve »* (p. 4613) ; Art. 25 : *Amendement de M. Thiriet concernant la reconstruction des bâtiments agricoles* (p. 4615) ; *Amendement de M. Courant relatif aux augmentations de valeur d'immeubles du fait des réparations* (p. 4616) ; Art. 26 : *Ses observations concernant le paiement des loyers par les sinistrés* (p. 4617) ; Art. 31 : *Amendement de M. Rincant tendant à soumettre les mutations entre vifs à l'autorisation du tribunal civil* (p. 4619) ; Art. 35 : *Amendement de M. Louis Marin concernant le délai de dépôt des dossiers* (p. 4620) ; Art. 36 : *Sa demande d'addition d'un 2<sup>e</sup> alinéa relatif à l'admission des présomptions* (*ibid.*) ; Art. 44 : *Son nouveau texte proposé pour cet article* (p. 4622) ; Art. 65 : *Amendement de M. Prot tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 4625) ; Art. 54 (réservé) : *Amendement de M. Nisse tendant à la convocation des sinistrés devant la commission cantonale* (p. 4648) ; Art. 59 (réservé) : *Ses observations sur la publication des décisions des commissions cantonales* (*ibid.*) ; *Ses observations sur les dommages maritimes* (p. 4649) ; *Ses remerciements à l'Assemblée pour le vote de la loi* (*ibid.*).

### **BINOT (M. Jean), Député du département de la Seine-Inférieure (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : **PRÉAMBULE**, douzième alinéa ; *contre l'amendement de M. Ribeyre* [29 août 1946] (**A.**, p. 3416) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : **MARINE MARCHANDE**, Cbap. 23 : *Demande le renvoi à la Commission* [3 octobre 1946] (p. 4493).

**BIONDI (M. Jean), Député du département de l'Oise, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission de la comptabilité (p. 2555).

**Interventions :**

Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur [*J. O.* du 25 juin 1946] (p. 5662). — Participe à la discussion : du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 4 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (**A.**, p. 3859) ; Art. 6 : *Questions à poser* (p. 3862) ; Art. 19 : *Ses observations* (p. 3864) ; Art. 22 : *Vote par correspondance* (ibid.) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Ses observations sur les modalités d'application de la loi* [27 septembre 1946] (p. 4167) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 4174) ; Art. 6 : *Amendement de M. Detraives* (p. 4176) ; Art. 16 : *Amendement de M. Augarde* (p. 4177) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture concernant le Conseil de la République : Art. 2 : *Amendement de M. Ribeyre* [28 septembre 1946] (p. 4223) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés : Art. 13 : *Amendement de M. Marin* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4306) ; Art. 30 : *Amendement de M. Marin* (p. 4308) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : **INTÉRIEUR**, Chap. 35 : *Observations de M. Marie* [3 octobre 1946] (p. 4489) ; Chap. LI et LL : *Demande le rétablissement de ces chapitres* (p. 4490).

**BISCARLET (M. Alfred-Gaston), Député du département de la Haute-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; **AFFAIRES ÉTRANGÈRES** : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (**A.**, p. 4113).

**BISSOL (M. Léopold), Député de la Martinique (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [27 août 1946] (**A.**, p. 3327). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**BOCCAGNY (M. Albert), Député du département de la Haute-Savoie.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le prix du lait à la production, n° 60.

**BOCQUET (M. Emile), Député du département du Nord (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer

l'amnistie de certains délits de hausse illicite relevés à l'encontre de producteurs de lait postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946, n° 64. — Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir au plus tôt un plan de production laitière après fixation préalable du prix d'achat du lait à 10 francs le litre au minimum, n° 738. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant rétablissement dans sa rédaction primitive de l'article 4 de la loi validée du 4 septembre 1943 relative à la stabilisation des baux à ferme, n° 1044.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Savoie [12 juin 1946] (A., p. 2521).

#### BOISDON (M. Daniel), Député du département du Cher.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (A., p. 2545).

#### Dépôts :

Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à appliquer aux élections municipales le principe de la représentation proportionnelle, n° 285. — Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 46 de la loi du 5 décembre 1922 (modifié par les lois des 22 juin 1928 et 25 janvier 1933) en vue de majorer la valeur des jardins et champs pour l'acquisition desquels les sociétés de crédit immobilier sont autorisées à consentir des prêts, n° 362. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier en faveur des petites communes (de moins de 2.500 habitants) le barème des indemnités de fonctions allouées aux maires et aux adjoints par l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, n° 402. — Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à fixer à

20 ans la capacité civile et politique des citoyens français, n° 511. — Le 21 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur la composition et l'élection du Conseil de la République, n° 972. — Le 26 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur la composition et l'élection du Conseil de la République, n° 1073 (Articles).

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion : du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet 1946] (A., p. 2711); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : Art. 3 : *Contre l'amendement de M. Brunhes* [3 septembre 1946] (p. 3481, 3483); Art. 29 A : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. R. Mayer* [12 septembre 1946] (p. 3698); Art. 30 : *Soutient l'amendement de M. Lecourt* (p. 3706); — du rapport sur la composition et l'élection du Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur : donne lecture de son rapport* [27 septembre 1946] (p. 4150 et suiv.); *Ses observations* (p. 4157, 4169).

#### BOISSOUDY (M. Guy de), Député du territoire de l'Oubangui-Chari—Tchad (Collège des non-citoyens).

Son élection est validée [12 septembre 1946] (A., p. 3693). = Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555).

#### BONNEFOUS (M. Raymond), Député du département de l'Aveyron.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*). — Est nommé membre de la Haute Cour de justice [23 juillet 1946] (p. 2750).

**BONTE (M. Florimond), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**BORRA (M. Raoul), Député du département de Constantine.**

Son élection est validée [8 août 1946] (A., p. 3040). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 10 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la langue arabe la langue officielle à côté de la langue française en Algérie ; 2<sup>o</sup> de M. Mahdad et plusieurs de ses collègues tendant à admettre en Algérie l'arabe comme langue officielle au même titre que le français, n<sup>o</sup> 722. — Le 12 septembre 1946 une proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi du 9 mars 1946 portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie à l'occasion des 1<sup>er</sup> et 8 mai 1945, n<sup>o</sup> 797. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les tarifs pratiqués par les greffiers d'Algérie, n<sup>o</sup> 798.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 2517). — Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription) [4 juillet 1946] (p. 2592) ; — sur le rapport de M. Cudenet concernant les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet 1946] (p. 2685 et suivantes, p. 2694 et suivantes). — Est nommé membre de la Commission de grâce amnistiant

en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674). — Est entendu dans la discussion : des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Constantine, validation de M. Pantaloni [8 août 1946] (p. 3040) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3273) ; — des propositions de la conférence des présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4341). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4345). — Participe à la discussion des propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 21 : *Dispositions spéciales à l'Algérie, contre l'amendement de M. Abbas* [4 octobre 1946] (p. 4548).

**BOSQUIER (Mlle Henriette), Député du département du Gard.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommée membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 18 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant déclassement de la place de Bergues (Nord), n<sup>o</sup> 863.

**BOUGRAIN (M. Patrice), Député du département de Saône-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

**Interventions :**

Est entendu : dans la discussion d'interpellations sur la composition et la politique du Gou-

vernement : *Ses explications de vote* [26 juin 1946] (p. 2570); — sur le procès-verbal de la précédente séance [24 septembre 1946] (p. 3997). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ARMÉES, Chap. 45 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4418).

### **BOUHEY (M. Jean), Député du département de la Côte-d'Or.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555); de la Commission nationale de presse et d'information [30 juillet 1946] (p. 2840).

### **BOULET (M. Paul), Député du Département de l'Hérault.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*).

#### **Dépôts :**

Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gau tendant à inviter le Gouvernement à financer une cave coopérative « témoin » pour la vérification et le vieillissement des vins des Corbières, n° 766. — Le 21 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la question de la fixation du prix du vin, n° 971.

#### **Interventions :**

Pose à M. le Ministre des Finances une question sur le paiement des primes dues aux viticulteurs [23 juillet 1946] (A., p. 2770). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 117 : *Ses observations sur les cata-*

*clyses ayant atteint la viticulture* [25 septembre 1946] (p. 4051); AGRICULTURE, Chap. L B : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4138); RAVITAILLEMENT : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4503); — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés; Art. 13 : *Amendement de M. Marin* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4307); — d'un projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires; Art. 6 nouveau : *Ses observations* [10 octobre 1946] (p. 4327).

### **BOULOUX (M. Alphonse), Député du département de la Vienne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

#### **Dépôt :**

Le 8 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à l'ouverture d'un enseignement post-scolaire agricole et ménager dans les écoles primaires publiques des communes rurales de France, n° 421.

#### **Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (A., p. 2954).

### **BOUR (M. Louis), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphiques et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, n° 365. — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 relative au renouvellement des baux industriels et commerciaux, n° 466 — Le 29 août 1946 un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur : 1° la proposition de loi de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne ; 2° la proposition de résolution de M. Demusois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la création d'une régie autonome et d'un office régional des transports parisiens s'inspirant de l'avant-projet voté par les conseils généraux de la Seine et de la Seine-et-Oise, ainsi que par le Conseil municipal de Paris, n° 624. — Le 27 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur le projet de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, n° 1091.

**Interventions :**

Participe à la discussion des propositions de loi relatives à l'élection des Députés ; Art. 12 : *Son amendement aux deux premiers alinéas* [23 septembre 1946] (A., p. 3957, 3961).

**BOURBON (M. Henri), Député du département de l'Ain.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en valeur les terres incultes expropriées par l'Etat et non utilisées, n° 106.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 80 : *Son amendement tendant à réduire le crédit* [26 septembre 1946] (p. 4131).

**BOURDAN (M. Pierre), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Interventions :**

Est entendu lors de la fixation de la date de discussion d'interpellations de MM. Meck et July sur le rapatriement des prisonniers de guerre français [23 juillet 1946] (A., p. 2754). = Est entendu dans la discussion : des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2891) ; — d'une interpellation de M. André sur la politique générale de M. le ministre du ravitaillement [2 août 1946] (p. 2935) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 5 : *Amendement de M. Marin* [5 septembre 1946] (p. 3493) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote sur la question préalable* [17 septembre 1946] (p. 3759) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés : *Ses observations sur la représentation proportionnelle* [30 septembre 1946] (p. 4270 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* (p. 4284) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 octobre 1946] (p. 4562) ; — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la Nation : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4332).

**BOURET (M. Henri), Député du département des Côtes-du-Nord.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Participe à la discussion des propositions de loi relatives à l'élection des Députés ; Art. premier : *Ses explications de vote* [30 septembre 1946] (A., p. 4291).

**BOURGES-MAUNOURY (M. Maurice), Député du département de la Haute-Garonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (p. 4024).

**BOUTARENE (M. Kadda), Député du département d'Oran, territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555) ; — de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**BOUVIER-O'COTTEREAU (M. Jean), Député du département de la Mayenne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946]

(p. 2554) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*) ; de la Commission de la comptabilité (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à revatoriser les pensions et retraites des mutilés, anciens combattants, veuves, ascendants et orphelins de la guerre, n° 5. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des Français non producteurs des villes et des campagnes, n° 125. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, en attendant la mise en vigueur de la loi portant généralisation de la sécurité sociale, à prendre les mesures nécessaires en vue de l'attribution d'une allocation d'attente à tous les Français et Françaises, âgés de plus de 65 ans, ne bénéficiant pas de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et dont les ressources sont inférieures aux chiffres prévus pour l'attribution de cette dernière allocation, n° 136. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la création d'une formation spéciale regroupant les parachutistes-agents de mission, n° 145. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs des pertes subies du fait des actes de l'ennemi ou des troupes alliées pendant la guerre 1939-1945, n° 487. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté à l'industrie et au commerce de la mégisserie, n° 493. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des banques populaires, caisses de crédit, les sommes nécessaires aux prêts spéciaux des prisonniers, déportés et F.F.L. anciens combattants, n° 494. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener aux conditions normales le taux d'extraction de la farine de blé, n° 495. — Le 20 août 1946, une proposition de loi portant organisation de la profession d'architecte et réglant le port du titre d'architecte, n° 496. — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les franchises et les droits d'alcool, afin d'améliorer le régime des appellations contrôlées,

**n° 554.** — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre à la disposition des municipalités des villes sinistrées les locaux militaires vacants, **n° 561.** — Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à la réhabilitation des Français condamnés par des tribunaux militaires ou civils, alors que les faits pour lesquels ils ont été poursuivis étaient des actes patriotiques, **n° 575.** — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier le prix des pommes de terre livrées en 1945, **n° 580.** — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à étendre à certaines catégories d'anciens combattants le droit au port de la médaille de la Résistance, **n° 645.** — Le 2 octobre 1946, une proposition de loi tendant à la remise en vigueur de la législation sur les emplois réservés, **n° 1168.**

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : FINANCES : *Dépenses diverses*, Chap. 223 bis nouveau : *Son amendement* [26 septembre 1946] (**A.**, p. 4122) ; *Le retire* (ibid.) ; AGRICULTURE : Chap. 60 : *Son amendement* (p. 4130) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE : Chap. 26 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4510) ; Chap. LH bis : *Son amendement* (p. 4511) ; *Le retire* (ibid.) ; AGRICULTURE : Chap. C : *Son amendement, suppression du chapitre* (p. 4515) ; *Le retire* (ibid.) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Schauflyer* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4324) ; Art. 8 : *Ses observations* (p. 4328). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [4 octobre 1946] (p. 4546). = S'excuse de son absence [5 juillet 1946] (p. 2609), [30 juillet 1946] (p. 2839).

**BOUXOM (M. Fernand), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription), Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la

santé publique [26 juin 1946] (p. 2554). — Est proclamé vice-président de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2538) ; — Préside les deux séances du 1<sup>er</sup> août 1946 (p. 2871) ; la seconde partie de la deuxième séance du 2 août (p. 2951) ; la seconde partie de la deuxième séance du 8 août (p. 3077) ; la première partie de la 2<sup>e</sup> séance du 9 août (p. 3127) ; la première séance du 23 août (p. 3271) ; la première séance du 23 septembre (p. 3937) ; la première séance du 26 septembre (p. 4081) ; la seconde partie de la 2<sup>e</sup> séance du 27 septembre (p. 4178) ; la séance du 30 septembre (p. 4261) ; la deuxième séance du 2 octobre (p. 4388) ; la première séance du 4 octobre (p. 4545).

#### Dépôt :

Le 2 août 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi fixant le régime des prestations familiales, **n° 345.**

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* pour avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique : *Donne lecture de son rapport* [6 août 1946] (p. 2985 et suivantes). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [23 août 1946] (p. 3306). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement au 9<sup>e</sup> alinéa* [2 octobre 1946] (p. 4383).

**BOYSSON (M. Guy de), Député du département de l'Aveyron.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse et des sports (ibid.).

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur

l'exercice 1946 : EDUCATION NATIONALE, Chap. 141 *quinquiès* : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4448) ; INTÉRIEUR, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4486).

**BRAULT (M. Armand), Député du département de l'Oise.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**BRAUN (Mme Madeleine), Député du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription), Vice-présidente de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommée membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la radio, de la presse et du cinéma (p. 2555) ; de la Commission du règlement et des commissions (*ibid.*) ; de la Commission nationale de presse et d'information [30 juillet 1946] (p. 2840). — Est proclamée vice-présidente de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2538). — Préside la première partie de la 2<sup>e</sup> séance du 30 juillet 1946 (p. 2839) ; la deuxième séance du 2 août (p. 2934) ; la première séance du 3 septembre (p. 3445) ; la deuxième partie de la 1<sup>re</sup> séance du 12 septembre (p. 3689) ; la deuxième séance du 18 septembre (p. 3794) ; la première séance du 28 septembre (p. 4189).

**Dépôts :**

Le 26 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Edouard Herriot et plusieurs de ses collègues tendant à nommer une Commission du suffrage universel chargée d'examiner les projets ou propositions de loi ayant pour objet de modifier la loi électorale, n° 268. — Le 28 septembre 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des étrangers, n° 1105.

**BRION (Mme Mariette), Député du département de la Charente.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**BROSSOLETTE (Mme Gilberte), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le droit à la médaille de la famille française pour toute mère de famille, de nationalité française, quelle que soit son origine, n° 740.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 ; Article unique : *Son amendement concernant les porteurs de francisque* [4 octobre 1946] (A. p. 4574).

**BROUSSE (M. Georges), Député du département de Tarn-et-Garonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 juillet 1946] (p. 2586). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder, dans l'octroi des subventions économiques, d'une manière plus équitable et moins onéreuse pour le Trésor public, n° 456.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Savoie [12 juin 1946] (A., p. 2521). — Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 3 : *Amendement de M. Desjardins* [3 septembre 1946] (p. 3484).

**BRUGUIER (M. Georges), Député du département du Gard.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**BRUNET (M. Louis), Député de la Tunisie.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [11 juillet 1946] (p. 2635).

**BRUNHES (M. Julien), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative aux sociétés de crédit mutuel immobilier destinées à favoriser l'accession à la propriété immobilière, n° 25. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative au statut de l'entreprise en participation, n° 26. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales aux militaires jouissant d'une pension proportionnelle, n° 132. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la revalorisation des contrats d'assurance-vie et de rente viagère par attribution aux assurés des plus-values d'actif résultant de la réévaluation des bilans prescrite par le décret du 23 mai 1946, n° 302. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à rajuster l'exonération à la base dont jouissent, sur les produits de leurs parts pour l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les associés gérants des sociétés à responsabilité limitée, n° 742.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Morice sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement compte mettre en application la loi de sécurité sociale : *Discussion générale* [8 août 1946] (A., p. 3065) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, alinéa 12 ; *Ses observations* [29 août 1946] (p. 3413) ; Art. 3 : *Son amendement au 4<sup>e</sup> alinéa* [3 septembre 1946] (p. 3479) ; *Son second amendement* (p. 3481) ; DE L'UNION FRANÇAISE : *Ses observations* [18 septembre 1946] (p. 3788).

**BRUYNEEL (M. Robert), Député du département de Loir-et-Cher.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531).

**Dépôts :**

Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à réglementer la visite des chais des viticul-

teurs, n° 337. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 24 juillet 1937 relative à la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier, n° 338. — Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à fixer l'avancement et la retraite des fonctionnaires internés et déportés, en raison du rôle que leurs fonctions leur ont permis de jouer dans la résistance à l'ennemi; n° 470. — Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 440 *bis* du Code de l'enregistrement pour le mettre en harmonie avec les dispositions des articles 815 et 832 du Code civil et de l'arrêté du 22 juillet 1944, n° 471.

### Interventions :

Est entendu lors de la fixation de la date de discussion d'interpellations de MM. Meck et July sur le rapatriement des prisonniers de guerre français [23 juillet 1946] (A., p. 2755). — Pose à M. le Ministre de l'Economie nationale une question sur la suppression des S. P. [23 juillet 1946] (p. 2765). — Demande à interpellier sur la situation actuelle des petits rentiers et plus particulièrement des rentiers viagers [25 juillet 1946] (p. 2809) : Est entendu sur la fixation de la date de discussion [26 juillet 1946] (p. 2821). — Est entendu dans la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3.300 et suiv.); Art. 14 : *Son amendement* [3 septembre 1946] (p. 3499); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 ; *Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3532); Art. 44 : *Son amendement* [13 septembre 1946] (p. 3728) : — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 ; *Ses explications de vote* [28 septembre 1946] (p. 4201). — Demande à interpellier sur les raisons qui ont incité le Gouvernement à augmenter le prix de l'essence dans des proportions excessives malgré les velléités qu'il a manifestées d'empêcher la hausse des prix [4 septembre 1946] (p. 3534). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [11 septembre 1946] (p. 3646) [12 septembre 1946] (p. 3685, 3689). — Participe à la discussion du rapport sur la composition et l'élection des membres du Con-

seil de la République; Art. 2 : *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4163).

### BURLLOT (M. Joseph-André), Député du département de Loir-et-Cher.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

### Dépôts :

Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à fixer la situation de famille des prisonniers et déportés au regard du décompte des droits de succession, n° 629. — Le 12 septembre 1946, un rapport, fait au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des articles 2 de l'acte dit loi du 18 décembre 1940 et de la loi du 8 avril 1946 relatifs à la honification du taux de l'intérêt servi par les caisses d'épargne, n° 776.

### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (A., p. 3583); Art. 16 *ter* nouveau : *Ses observations sur l'article* [11 septembre 1946] (p. 3642).

### BURON (M. Robert), Député du département de la Mayenne.

Son élection est validée [13 juin 1946], (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. [4 juillet 1946] (p. 2586).

### Interventions :

Est entendu dans la discussion : des projets de loi sur les accords de Washington et la

convention avec l'Export-Import-Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (**A.**, pp. 2883, 2895) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (p. 4022) ; Art. 160 : *Amendement de M. Dusseaulx* [26 septembre 1946] (p. 4082) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE, en qualité de *Rapporteur*, Art. 61 bis nouveau : *Ses observations* [3 octobre 1946] (p. 4511) ; Art. L H bis : *Plans d'importation* (ibid.). — S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (**A.**, p. 2674).

**BUSNEL (M. Pierre), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (**A.**, (4762 .p



## C

**CACHIN (M. Marcel), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554). — Préside : en qualité de *doyen d'âge* la séance du 11 juin 1946 (A., p. 2491) ; la séance du 13 juin (p. 2529) ; la séance du 14 juin (p. 2537).

**En qualité de Président d'âge de l'Assemblée Nationale Constituante :**

Prononce le 11 juin 1946, une allocution, n° 1.

**Dépôt :****En qualité de Député :**

Le 29 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux victimes des violents incendies qui ont fait rage à Montmartre et à Clichy dans la nuit du 28 au 29 août, n° 610.

**CAILLAVET (M. Henri), Député du département de Lot-et-Garonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute-Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à augmenter le taux de l'indemnité versée aux médaillés d'honneur du travail, n° 273. — Le 4 septembre 1946, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse nationale des calamités agricoles pour le blé et le vin, n° 671. — Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à allouer une indemnité aux médaillés d'honneur du travail, n° 950. — Le 21 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage et du métayage, n° 968.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Allier [12 juin 1946] (A., p. 2498). — Participe à la discussion du rapport sur les textes, adoptés en première lecture tendant à rétablir la Constitution de la République française : *de la révision de la Constitution*; Art. 82 : *Amendement de M. Tony Révillon* [28 septembre 1946] (p. 4215). — S'excuse de son absence [8 août 1946] (p. 3039). — Obtient un congé (*ibid.*).

**CALAS (M. Raoul), Député du département de l'Hérault.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-

arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (A., p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (A., p. 2587)

#### Dépôts :

Le 19 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le mode de calcul de l'impôt sur les bénéficiaires agricoles, en ce qui concerne les exploitations viticoles, n° 925. — Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réparer l'injustice dont sont victimes certains marins arrêtés et détenus dans des camps de concentration pour des faits de résistance, n° 952.

#### Interventions :

Participe à la discussion : d'une proposition de résolution tendant aux reclassement et revalorisation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (A., p. 3485); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; AGRICULTURE, Chap. LB : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4139) ; RAVITAILLEMENT, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4504).

#### CALONNE (M. Nestor), Député du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Interventions :

Demande à interpeller sur les motifs invoqués par M. le Ministre des Finances pour justifier l'arrêt du paiement des prestations, augmentées de 30 0/0, aux pensionnés mineurs, augmentation votée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale Constituante le 29 août 1946 [17 septembre 1946] (A., p. 3767). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 165 : *Contre l'amendement de M. Beugniez* [26 septembre 1946] (p. 4085).

#### CAMPBIN (M. René), Député du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la défense nationale (*ibid.*). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département du Haut-Rhin [12 juin 1946] (A., p. 2519).

#### CANCE (M. René), Député du département de la Seine-Inférieure (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Sarthe [12 juin 1946] (A., p. 2521).

#### CAPDEVILLE (M. Jean), Député du département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [11 juillet 1946] (p. 2635).

#### CARON (M. Paul), Député du département du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555).

**CARTIER (M. Marius), Député du département de la Haute-Marne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [11 juillet 1946] (p. 2635).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; INTÉRIEUR : Chap. G : *Son amendement, Traitement des cantonniers* [3 octobre 1946] (A., p. 4516) ; *Le retire* (p. 4517).

**CASANOVA (M. Laurent), Député du département de Seine-et-Marne, Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532).

**Dépôt :**

**En qualité de Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre :**

Le 23 septembre 1946, un projet de loi relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 994.

**Interventions :**

Est nommé Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646). — En cette qualité : Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 : ANCIENS COMBATTANTS [11 juillet 1946] (A., p. 2644) ; — répond à une question orale de M. Desjardins sur les emplois réservés [23 juillet 1946] (p. 2763) ; — répond aux interpellations de MM. Meck et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés [25 juillet 1946] (pp. 2794 et suiv., pp. 2806, 2808). — Participe à la discussion : du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion*

*générale* [9 août 1946] (p. 3119) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS, *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4434) ; Art. 150 : *Observations de M. Mutter* (p. 4436) ; *Sa réponse à M. Meck* (p. 4436).

**CASPARY (M. Alcxandre), Député du département de Meurthe-et-Moselle.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (Travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2553).

**Dépôts :**

Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (Travaux publics, mines, force-motrices), sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à doter d'un statut définitif les « centres techniques », n° 1057. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer l'effet rétroactif de l'ordonnance du 23 juillet 1945 relative au cumul de deux ou plusieurs pensions, n° 1201.

**CASTELLANI (M. Jules), Député du territoire de Madagascar, (1<sup>re</sup> circonscription) (Collège des citoyens).**

Son élection est validée [26 juillet 1946] (A., p. 2818). = Est nommé membre de la Commission des Territoires d'outre-mer [9 août 1946] (p. 3127).

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des person-

nels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'Exercice 1946 ; *Discussion générale, Fonctionnaires d'outre-mer* [2 août 1946] (A., p. 2959) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3119) ; — demande à interpellier sur la politique économique poursuivie à l'heure actuelle à Madagascar [4 septembre 1946] (p. 3534). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3831) ; *Ses observations sur le nouveau texte* [20 septembre 1946] (p. 3888) ; — du projet de loi portant organisation du referendum ; Art. 22 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3864). — Est entendu pour un fait personnel sur le procès-verbal de la précédente séance [20 septembre 1946] (p. 3881). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : FRANCE D'OUTRE-MER, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4479).

#### **CASTERA (M. Edmond), Député du département du Gers.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (A., p. 2554).

#### **Dépôt :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance du 21 décembre 1944 en vue de fixer un juste prix du blé en fonction du prix de revient, suivant les régions et les différentes catégories d'exploitations agricoles, n° 57.

#### **Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Chap. LD *bis* : *Son amendement* [2 octobre 1946] (A., p. 4419) ; *Le retire* (*ibid.*).

#### **CATOIRE (M. Jules), Député du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de comptabilité (p. 2555).

#### **CATRICE (M. Jean), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2534) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*).

#### **Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2928) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 37 *bis* nouveau : *Amendement de M. Ramette* [25 septembre 1946] (p. 4040) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4381).

#### **CATROUX (M. Guillaume), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans).**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

#### **CAYEUX (M. Jean), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à reconnaître la coopération commerciale et à organiser son statut, n° 19. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office, n° 542.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Dahomey-Togo, Collège des citoyens [4 juillet 1946] (A., p. 2602). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 78 : *Amendement de M. Leenhardt, ses explications de vote* [13 septembre 1946] (p. 3740); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 125 : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4055); Art. 169 nouveau : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4105); Art. 168 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4530); — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [30 septembre 1946] (p. 4285).

**CAYOL (M. Raymond), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris, pour l'automne 1946, à l'occasion du centenaire de l'école française d'Athènes, une exposition d'art et d'histoire et à organiser, d'autre part, le voyage d'une mission d'études en Grèce et dans

le Proche-Orient, n° 354. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation-logement, n° 628. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une indemnité de première mise d'équipement pour les instituteurs et professeurs de l'enseignement public, n° 693. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif sur les chemins de fer, aux élèves des grandes Ecoles et des Facultés, n° 715. — Le 17 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à majorer, pour la prochaine rentrée des classes, le taux des cours et conférences complémentaires dans les facultés et écoles d'enseignement supérieur, n° 833. — Le 23 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder un droit d'auteur aux créateurs scientifiques, n° 998. — Le 23 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les formalités de naturalisation des immigrés d'origine arménienne ayant servi sous les drapeaux français, n° 999.

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (A., p. 4445); — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires; Art. 17 : *Ses observations sur les immeubles et matériels militaires* [5 octobre 1946] (p. 4678); Art. 21 : *Son amendement concernant les organisations syndicales représentatives* (p. 4681); *Le retire* (*ibid.*); *Article additionnel 143 bis de M. Dumas tendant à l'application du statut aux agents de la ville de Paris* (p. 4708); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 4709).

**CERCLIER (M. Roger), Député du département de la Creuse.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Com-

mission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du ravitaillement (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôt :

Le 26 juillet 1946, un rapport fait au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris, en 1949, une exposition internationale, n° 278.

#### CERMOLACCE (M. Paul), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchandes et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rétablir d'urgence la ligne du chemin de fer de la Côte orientale de la Corse; 2<sup>o</sup> de M. Gavini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre dès maintenant les mesures nécessaires pour préparer, dans le plus bref délai possible, l'achèvement de la remise en état du réseau ferré du département de la Corse, n° 1043.

#### CERNY (M. Joseph), Député du département de l'Aude.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

#### CÉSAIRE (M. Aimé), Député de la Martinique (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [3 septembre 1946] (A., p. 3462). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Interventions :

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : De L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale; Ses observations* [18 septembre 1946] (A., p. 3795); — du projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles : *Son article additionnel tendant à appliquer la loi à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane* [4 octobre 1946] (p. 4645); — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : *Son article additionnel 145 bis, tendant à l'application de la loi à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane* [5 octobre 1946] (p. 4707); *le retire* (p. 4708).

#### CHAMBEIRON (M. Robert), Député du département des Vosges.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2255).

#### Interventions :

Son rapport au nom du 4<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Gironde [12 juin 1946] (A., p. 2507); du département de l'Hérault (p. 2508); du département d'Ille-et-Vilaine (*ibid.*); du département de l'Indre (*ibid.*); du département de l'Indre-et-Loire (p. 2509); du département de l'Isère (*ibid.*); du département du Jura (*ibid.*); du département des Landes (p. 2510); du département de Loir-et-Cher (*ibid.*). — S'excuse de son absence [19 juin 1946] (p. 2541); [27 août 1946] (p. 3311). — Obtient un congé [19 juin 1946] (p. 2541), [27 août 1946] (p. 3311).

**CHAMBRUN (M. Gilbert de), Député du département de la Lozère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse ; *Ses explications de vote* [18 juillet 1946] (A., p. 2712).

**CHAMPEIX (M. Marcel), Député du département de la Corrèze.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [4 juillet 1946] (p. 2586). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à l'organisation de l'enseignement post-scolaire agricole et agricole ménager, n° 371.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; Art. 150 : *Son amendement sur les élevages-pépinières de Pompadour* [29 septembre 1946] (p. 4064).

**CHARBONNEL (Mme Paulette), Député du département de l'Aisne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-

arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser des bureaux de vote dans tous les établissements hospitaliers et à étendre le droit de vote par correspondance aux personnes immobilisées chez elles pour des raisons de santé, n° 401. — Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des dispositions de la loi du 11 septembre 1941 concernant les herboristes, n° 739. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les propositions de résolution : 1° de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer la célébration, par une commémoration nationale, du centenaire de la Révolution française de 1848 ; 2° de M. Juglas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer la commémoration du centenaire de la Révolution de 1848, de l'établissement du suffrage universel et de la Seconde République, n° 768.

**CHARLOT (M. Jean), Député du département du Var.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchandé et pêches, lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques,

ayant regagné leurs foyers avant le 1<sup>er</sup> mars 1945, les avantages dont jouissent ceux dont le retour a été postérieur à cette date, n° 186. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à annuler l'acte dit « loi du 27 août 1940 » relatif à la circulation des véhicules automobiles, n° 244. — Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de l'acte dit loi du 25 septembre 1941 relatif au recensement des propriétaires des véhicules automobiles, n° 420. — Le 10 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de loi de M. Charlot et plusieurs de ses collègues tendant à annuler l'acte dit « loi du 27 août 1940 » relatif à la circulation des véhicules automobiles, n° 698.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi sur la liquidation des surplus acquis par l'Etat ; Art. 2 : *Son amendement concernant la composition du conseil d'administration de la société nationale* [9 août 1946] (A., p. 3144) ; *Son second amendement tendant à insérer un nouvel article concernant la responsabilité de ce conseil* (p. 3145) ; *le retire* (p. 3146). — Intervient dans le débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellation sur l'essence [12 septembre 1946] (p. 3687). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des Députés ; Art. 10 : *Soutient l'amendement de M. Lejeune* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4305).

#### CHARPENTIER (M. René), Député du département de la Marne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] p. 2554 ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les moyens de traction des agriculteurs et à les améliorer par le développement de la motorisation, n° 62. — Le 18 juillet 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et à donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, n° 156. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir au plus tôt un plan de production laitière après fixation préalable du prix d'achat du lait à 10 francs le litre au minimum, n° 199. — Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 20.000 francs le montant de l'abattement pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles, n° 229. — Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre un plan complet de rééquipement de l'agriculture française et à en prévoir le financement, n° 468. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger les articles 7 et 9 de l'ordonnance du 17 juillet 1945 sur le ravitaillement, n° 691. — Le 27 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de pain, à diminuer le taux de blutage et à répartir plus justement les contingents de farine de seigle, n° 1082.

#### Interventions :

En qualité de *Rapporteur* de la commission de l'agriculture, donne lecture de son rapport sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet concernant les attributions de l'Office national et interprofessionnel des céréales et la remise en vigueur de la loi du 15 août 1936 [19 juillet 1946] (A., p. 2735).

#### CHARPIN (M. Joannès), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Com-

mission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la justice et de législation générale (ibid.); de la Commission du règlement et des pétitions [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### Dépôts :

Le 25 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 25 de Pardonance n° 45-2395 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 1056.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales; Art. 22 : *Son amendement sur le règlement des prestations familiales* [6 août 1946] (A., p. 2999); Art. 28 : *Son amendement sur l'application de la loi* (ibid.); *le retire* (ibid.). = S'excuse de son absence [17 septembre 1946] (p. 3754).

#### CHASSAING (M. Eugène), Député du département du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555).

#### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 17 : *Son amendement concernant la stabilité monétaire* [12 septembre 1946] (A., p. 3681); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU PARLEMENT, Art. 17 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4193); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946; FINANCES : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4118); — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires; Art. 32 : *Ses observations sur le minimum vital* [5 octobre 1946] (p. 4685).

#### GHASTELLAIN (M. Jacques), Député du département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (ibid.).

#### Interventions :

Sa protestation au sujet de la validation de M. Pantaloni [8 août 1946] (A., p. 3045). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique de ravitaillement [8 août 1946] (p. 3047); — d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3163). — du projet et des propositions de loi sur la réparation des dommages de guerre; Art. 5 : *Son amendement sur le droit à réparation* [4 octobre 1946] (p. 4601); Art. 49 (réservé) : *Son amendement concernant la représentation des sinistrés à la commission cantonale* (p. 4648).

#### CHATAGNER (M. Joseph), Député du département de l'Ain.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de comptabilité [4 juillet 1946] (p. 2586).

#### Dépôt :

Le 30 juillet 1946, une proposition de loi ayant pour objet de mettre à la disposition des collectivités locales (départements, communes et associations reconnues d'utilité publique) ceux des bâtiments d'Etat dépendant du Ministère des Armées et de celui de l'Armement qui ne sont pas occupés ou qui le sont insuffisamment, n° 298.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 4<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du territoire de la Guyane

française [22 août 1946] (A., p. 3264). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; Art. 52 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4041).

**CHAUSSON (M. Clément), Député du département de la Corrèze.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 11 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en demeure la S. N. C. F. de tenir les engagements prévus par le cahier des charges des concessionnaires de barrages en ce qui concerne la continuité du trafic sur la ligne de chemins de fer Paris — Aurillac — Béziers, n° 752.

**CHAUTARD (M. Bertrand), Député du département de l'Ardèche.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Boisdon tendant à fixer à 20 ans la capacité civique et politique des citoyens français, n° 820. — Le 2 octobre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Boisdon et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 20 ans la capacité civile et politique des citoyens français, n° 1182.

**CHAZE (M. Gaston), Député du département des Basses-Pyrénées.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à fixer à 120.000 francs la partie du salaire annuel non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail, n° 93. — Le 28 août 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant modification de la loi du 31 décembre 1945 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie de l'exercice 1946, n° 595.

**CHERRIER (M. Marcel), Député du département du Cher.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 5 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers et déportés leur maintien dans les administrations et services publics, jusqu'au licenciement total des agents de leur catégorie nommés postérieurement au 10 juillet 1940, n° 683. — Le 19 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à un juste rajustement de l'indemnité spéciale

temporaire payée aux retraités proportionnels, n° 906. — Le 19 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur le projet de loi tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945 avec les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928, n° 909. — Le 19 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Coutant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer un rapport constant entre les pensions, retraites et allocations servies aux anciens travailleurs des banques nationalisées, à leurs veufs, veuves, ascendants et descendants, et les salaires effectivement servis dans la profession pratiquée, n° 912. — Le 19 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux ouvriers des établissements industriels de l'État, de faire valider en regard de leur régime des retraites, le temps accompli eu dehors des établissements, par suite des hostilités, n° 913. — Le 28 septembre 1946, une proposition de loi tendant à faire entrer en compte, pour le calcul de pension, le temps passé dans les usines travaillant pour la défense nationale, aux ouvriers mobilisés pendant la guerre 1914-1918, détachés dans ces usines, s'ils sont rentrés ou s'ils sont restés après leur démobilisation au service de l'Etat, n° 1111.

**CHEVALIER (M. Fernand), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa** (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans*).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département du Lot-

et-Garonne [12 juin 1946] (A., p. 2512). — Est entendu lors de la nomination de membres des commissions [27 juin 1946] (p. 2555) — Est nommé membre de la commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674). — Est entendu : dans la discussion du rapport sur les opérations électorales du département d'Alger et du territoire de Ghardaïa [19 juillet 1946] (p. 2734) ; — sur un incident, pour un fait personnel (p. 2738) ; — lors de la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (p. 3260 et suiv.) ; — du rapport sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4391).

**CHEVALLIER (M. Louis), Député du département de l'Indre.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555) ; de la Commission nationale de presse et d'information [30 juillet 1946] (p. 2840). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**CHEVALLIER (M. Pierre), Député du département du Loiret.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour accorder le bénéfice de la pension à certaines catégories de veuves et d'orphelins d'anciens militaires qui, jusqu'à

ce jour, s'en trouvent privés de par les dispositions en vigueur, n° 53. — Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires en vue d'accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de trois cents francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, depuis le début de leur hospitalisation, n° 89. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les apiculteurs du statut du fermage, n° 249. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à intégrer le personnel de la voirie départementale dans le service des ponts et chaussées et à donner aux cantonniers et chefs-cantonniers les titres d'agents et de chefs de travaux, n° 250. — Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation des secrétaires de mairie et des employés des communes de moins de dix mille habitants, n° 267. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs le bénéfice des suppléments réservés jusqu'à maintenant aux seules communes prioritaires, n° 690. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux locataires sinistrés, et évincés pour des raisons d'urbanisme, une option sur le local vacant de même nature le plus proche, n° 755.

#### Interventions :

Est entendu : dans la discussion de la proposition de résolution de M. Rochet tendant à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et déterminer les attributions de l'office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (A., p. 2737); sur la fixation de la date de discussion : d'une interpellation de M. Aubry concernant l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature [26 juillet 1946] (p. 2820); de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale [26 juillet 1946] (p. 2824); *Discussion générale* [8 août 1946] (p. 3071); *Ses explications de vote* (p. 3094); — au cours de la discussion de l'interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2919). — Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 3 :

*Son amendement au second alinéa* [5 septembre 1946] (p. 3562); Art. 17 : *Son amendement* [12 septembre 1946] (p. 3681).

#### CHEVIGNÉ (M. Pierre de), Député du département des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la défense nationale (*ibid.*).

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (A., p. 4026 et suiv.); — de la proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4277).

#### CHRISTIAENS (M. Louis), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret n° 46-251, du 20 février 1946, portant diminution du taux des remises accordées aux débitants de tabac sur les prix de vente des tabacs, n° 413. — Le 19 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la proposition de résolution de M. Eugène Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier dans l'intérêt des petits commerçants les modalités de paiement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 896.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (A., p. 4028 et suiv.).

**CITERNE (M. Gabriel), Député du département des Deux-Sèvres.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la radio, de la presse et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission des territoires d'outre-mer [4 juillet 1946] (p. 2586).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Aveyron [12 juin 1946] (A., p. 2500). — Est entendu dans la discussion du rapport sur les opérations électorales du département d'Alger et du territoire de Ghardaïa [19 juillet 1946] (p. 2733).

**CLAIREFOND (M. Emmanuel), Député du département de Maine-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

**CLEMENCEAU (M. Michel), Député du département de Seine-et-Marne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement de la culture populaire rurale, n<sup>o</sup> 1137.

**Interventions :**

Participe à la discussion du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : *Ses explications de vote* [28 septembre 1946] (A., p. 4237).

**CLOSTERMANN (M. Pierre), Député du département du Bas-Rhin.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la comptabilité (p. 2555); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [4 juillet 1946] (p. 2586); de la Commission de la défense nationale [30 juillet 1946] (p. 2840). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

**Dépôt :**

Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à assimiler les camps de Schirmeck et du Struthof (Bas-Rhin) aux camps de déportation, n<sup>o</sup> 614

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 : ANCIENS COMBATTANTS [11 juillet 1946] (A., p. 2639 et suiv.); — des interpellations de MM. Meck et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés [25 juillet 1946] (p. 2807).

**COFFIN (M. Lucien), Député du département du Cher.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (**A.**, p. 4313, 4316); — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4333); — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires; Art. 31 : *Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la prime de rendement* [5 octobre 1946] (p. 4683); Art. 43 : *Amendements de MM. Herriot et Pineau sur les notes chiffrées et les appréciations générales* (p. 4694 et 4695).

**COGNIOT (M. Georges), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2532). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à ouvrir un recours en révision contre les condamnations prononcées pour outrages aux bonnes mœurs commis par la voie du livre, n° 219. — Le 25 septembre 1946, une proposition de loi tendant à établir le système de la représentation proportionnelle intégrale et sans panachage pour les élections au Conseil municipal de Paris, n° 1036.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : du rapport sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département de la Seine [4 juillet 1946] (**A.**, p. 2595); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, EDUCATION NATIONALE [11 juillet 1946] (p. 2646); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 78 : *Contre l'amendement de M. Leenhardt* [13 septembre 1946] (p. 3734 et suiv.); — du projet de loi portant ouverture et

annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 8 A : *Ses observations sur les centres d'apprentissage* [25 septembre 1946] (p. 4035); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 7 : *Observations de M. de Menthon* [2 octobre 1946] (p. 4441 et suiv.); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial*, Chap. 25 : *Ses observations sur les astronomes* (p. 4447); Chap. 35 : *Promotions du cadre normal au cadre supérieur* (p. 4448); Chap. 43 : *Amendement de M. Tournaud* (p. 4449); Chap. 44 : *Ecoles normales primaires élémentaires* (ibid.); Chap. 295 : *Subventions* (p. 4452).

**COLIN (M. André), Député du département du Finistère, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*).

**Dépôts :**

**En qualité de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil :**

Le 21 septembre 1946, un projet de loi modifiant les articles 29 b à 29 i du Livre I<sup>er</sup>, titre II du Code du travail, n° 960. — Le 2 octobre 1946, un projet de loi portant création d'un Centre national de la cinématographie, n° 1172.

**Interventions :**

Est nommé Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (*J. O.* du 24 juin 1946 (p. 5646)). — En cette qualité : prend part à la discussion sur le règlement de l'ordre du jour [11 juillet 1946] (**A.**, p. 2661). — S'associe au nom du Gouvernement aux vœux de rétablissement adressés à M. le Président de l'Assemblée [23 juillet 1946] (p. 2750). — Est entendu dans le débat sur la fixation de la date d'interpellations de M. Meck sur les caisses de sécurité sociale [23 juillet 1946] (p. 2573); — sur le rapatriement des prisonniers de guerre français (*ibid.*); — sur les

dommages de guerre (p. 2758). — Sa réponse à une question de M. de la Vigerie concernant la D. G. E. R. [23 juillet 1946] (p. 2760). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation : de M. Félix sur la situation actuelle de la presse [26 juillet 1946] (p. 2820); de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale (p. 2823); de M. Baumel sur le problème allemand et le statut de la Ruhr (p. 2825).

### COLONNA (M. Antoine), Député de la Tunisie.

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2534); de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*).

#### Dépôt :

Le 25 septembre 1946, une proposition de loi relative à la participation des citoyens français de Tunisie, de la zone française du Maroc et de la Fédération Indochinoise, à l'élection de députés à l'Assemblée Nationale, n° 1035.

#### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (A., p. 3833 et suiv.); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : *Citoyens français de la zone française du Maroc et de Tunisie*; Art. 46; *Son amendement* [4 octobre 1946] (p. 4558).

### COPEAU (M. Pascal), Député du département de la Haute-Saône.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Garonne [12 juin 1946] (A., p. 2507). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE; *Contre-projet de M. Bardoux* [28 août 1946] (p. 3662); Art. 17 : *Ses observations sur l'article* [12 septembre 1946] (p. 3682); Art. 71 I : *Soutient l'amendement de M. Airolti* [20 septembre 1946] (p. 3906); — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4158).

### CORDONNIER (M. Denis), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire le dépistage de la tuberculose pulmonaire par la radiophotographie systématique, n° 128. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décider la majoration des pensions des victimes de la guerre, n° 162. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent pour assurer un minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes, quelle que soit l'origine de leur infirmité, n° 293. — Le 8 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire le dépistage de la tuberculose pulmonaire par la radiophotographie systématique, n° 428. — Le 28 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent pour assurer un minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes, quelle

que soit l'origine de leur infirmité, n° 593. — Le 18 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de tuberculose, n° 857. — Le 3 octobre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme ; 2° de M. Guy Petit tendant à abroger et à normaliser certaines dispositions légales en matière de consommation d'alcool ; 3° de M. Cudenet et plusieurs de ses collègues tendant à l'annulation de certaines dispositions de la législation spéciale sur la consommation des boissons alcoolisées ; 4° de M. Mignot tendant à modifier la réglementation relative aux débits de boissons, n° 1189.

**CORNUT (M. Antoine), Député du département de la Gironde.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale [20 août 1946] (p. 3184).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Nord, 2<sup>e</sup> circonscription [12 juin 1946] (A. p. 2515) ; son rapport supplémentaire [26 juin 1946] (p. 2575).

**COSTE-FLORET (M. Paul), Député du département de l'Hérault.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République

française, n° 68. — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française, n° 350 (Préambule). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 23 août 1946, pour les alinéas premier, 2, 7, 11 *bis* nouveau, 12, 12 *bis* et 12 *ter* nouveaux). — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 28 août 1946, pour le 3<sup>e</sup> alinéa). — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les

propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 17 septembre 1946, pour le dernier alinéa). — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 19 septembre 1946, pour les deux derniers alinéas). — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 20 septembre 1946, pour les deux derniers alinéas). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip

et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française, n° 350. — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission pour les articles premier, 2, 3, 4, 5, 9, 10, 13, 16, 17, 20, 21, 24 *bis* nouveau, 25, 26, 29, 36 et 38). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 23 août 1946, pour les articles 2, 7, 12, 15, 16, 17 *bis* nouveau, 21, 29 et 38). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à

établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 23 août 1946, pour les articles 3, 8, 9, 17, 24, 32, le titre IV *bis* nouveau et l'article 74). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 29 août 1946, pour les articles 7 *bis* nouveau, 19, 69, 70 *bis* nouveau, 72, 73, 76, 78, 79, 82, 85 et 90). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française [Nouveau texte présenté par la Commission, compte tenu des nouvelles rédactions (1), (2), (3) et (4)]. — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de

M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 10 septembre 1946, pour les articles 7, 15, 17, 21, 27, 29 *bis* nouveau, 32, 37, 43, 44, 45, 72, l'intitulé du titre X, les articles 75 *bis* nouveau, 76, 77, 78, 79, le titre XI et les articles 83 et 84). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 12 septembre 1946, pour les articles 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 17 septembre

1946, pour les articles 70, 71 A à 71 J inclus). — Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 20 septembre 1946, pour les articles 63 à 71 M). — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle ; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française ; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République » ; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 21 septembre 1946, pour les articles 5, 29 B, 71 D et 71 F bis nouveau). — Le 26 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la Constitution sur les textes adoptés en première lecture par l'Assemblée Nationale Constituante pour la proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 1075 (articles).

### Interventions :

Participe à la discussion de propositions de loi de MM. Philip, Bardoux, Coste-Floret et Bétolaud tendant à établir la Constitution de la République française : En qualité de *Rapporteur général* de la Commission de la Constitution : *Donne lecture de son rapport* [20 août 1946] (A., p. 3184 et suiv.) : PRÉAMBULE : *Contre-projet de M. Bar-*

*doux* [28 avril 1946] (p. 3362) ; *Amendement de M. Herriot au second alinéa* (p. 3365) ; *Amendement de M. F. Dupont* (p. 3367) ; *Amendement de M. Valentino* (p. 3369) ; *Amendement de M. Denais* (p. 3370) ; *Amendement de M. Bastid au 5<sup>e</sup> alinéa* (ibid.) ; *Amendement de M. de Sesmaisons au 7<sup>e</sup> alinéa* (p. 3374) ; *Amendement de M. Bastid au 8<sup>e</sup> alinéa* (p. 3374) ; *Amendement de M. Laniel au 11<sup>e</sup> alinéa* [29 août 1946] (p. 3409, 3412) ; 12<sup>e</sup> alinéa : ENSEIGNEMENT PUBLIC (p. 3414) ; *Amendement de M. Ramarony* (p. 3432) ; Art. 3 : *Amendement de M. Bastid* [3 septembre 1946] (p. 3479) ; *Amendement de M. Brunhes* (p. 3481) ; Art. 5 : *Amendement de M. Marin* (p. 3491, 3492, 3496) ; *Amendement de M. Marin sur le vote obligatoire* (p. 3497) ; *Amendement de M. Bastid* (p. 3498) ; Art. 14 : *Amendements de MM. Bastid et Bruyneel* (p. 3499) ; Art. 16 : *Amendement de M. Coty* (p. 3500) ; Art. 18 : *Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3519) ; Art. 24 : *Amendement de M. Bastid* (p. 3520) ; DU CONSEIL ÉCONOMIQUE : Art. 25 : *Amendement de M. Courant* (p. 3521) ; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 C : *Amendement de M. Bastid* (p. 3522) ; Art. 29 D : *Amendement de M. Bétolaud* (p. 3523) ; Art. 29 E : *Observations de M. Marin* (p. 3524) ; Art. 29 J : *Amendement de M. Ramarony* (p. 3525) ; Art. 29 O : *Amendement de M. Bastid* (p. 3526) ; DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 3527) ; *Amendement de M. Bastid* (p. 3529) ; Art. 32 : *Amendement de M. Delachenal* [5 septembre 1946] (p. 3552) ; Art. 35 : *Amendement de M. Coty* (p. 3555 et suiv.) DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES MINISTRES (p. 3559) ; DES COLLECTIVITÉS LOCALES, Art. 35 : *Amendement de M. P. Chevallier* (p. 3562) ; Art. 36 : *Amendement de M. Delachenal* (p. 3563) ; *Ses observations* [10 septembre 1946] (p. 3590) ; Art. 72 : *Son amendement* (ibid.) ; *Amendement de M. July* (p. 3591) ; *Amendement de M. Bardoux* (p. 3592) ; Art. 75 bis nouveau : *Amendement de M. Bardoux au 2<sup>e</sup> alinéa* (p. 3595) ; Art. 76 : *Amendement de M. Leenhart* (p. 3596) ; *Amendement de M. Denais* (p. 3599) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bastid* (p. 3647, 3650) ; Art. 15 : *Amendement de M. Bardoux au 3<sup>e</sup> alinéa* [12 septembre 1946] (p. 3678) ; *Amendement de M. Coty* (p. 3679) ; Art. 21 : *Second amendement de M. Delachenal* (p. 3696) ; Art. 29 I : *Amendement de M. Detraives* (p. 3700) ; *Amendement de M. Cot* (p. 3704) ; Art. 37 : *Amendement de*

*M. Coty* (p. 3709); Art. 43 : *Amendement de M. Péron* [13 septembre 1946] (p. 3726); Art. 44 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 3727); *Amendement de M. Bruyneel* (p. 3728); Art. 77 : *Amendement de M. Herriot* (p. 3732); DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION, Art. 83 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cot* [17 septembre 1946] (p. 3765); DE L'UNION FRANÇAISE : *Ses observations* [18 septembre 1946] (p. 3785); *Répond à M. Lamine-Guèye* (p. 3799); *Ses observations sur le nouveau texte* [20 septembre 1946] (p. 3888); Art. 74 G : *Amendement de M. Airoldi* (p. 3902); *Amendement de M. Cot* (p. 3905); Art. 71 K : *Amendement de M. Jullirn* (p. 3909); Art. 63 : *Ses observations sur les amendements* [21 septembre 1946] (p. 3925); du rapport fait sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française [28 septembre 1946] (p. 4190); DU PARLEMENT. Art. 7 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 4193); DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE; Art. 29 A : *Amendement de M. Ramarony* (p. 4197); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Amendement de M. Bastid* (p. 4199); DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Art. 71 bis : *Ses observations* (p. 4213); Art. 71 J : *Amendement de M. Jullien* (ibid.); DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE, Art. 72 : *Amendement de M. Mignot* (p. 4214); DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, Art. 76 : *Amendement de M. Rollin* (ibid.); DISPOSITIONS TRANSITOIRES, Art. 92 bis : *Amendement de M. Bardoux* (p. 4220); *Ses observations sur le Conseil de la République* (p. 4224); *Ses observations lors du vote de l'ensemble* (p. 4232). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [13 septembre 1946] (p. 3742); [18 septembre 1946] (p. 3823); [20 septembre 1946] (p. 3911). — Participe à la discussion : du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4155 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* (p. 4163, 4165, 4170); Art. 2; *Amendement de M. de Tinguy* (p. 4172); Art. 16 : *Amendement de M. Augarde* (p. 4178); — de la proposition de loi de M. Pierre André tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Donne lecture de son rapport* [30 septembre 1946] (p. 4274); *Discussion générale* (p. 4278); — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique; Art. 5 : *Amendement de M. Bouxom* [2 octobre 1946] (p. 4384).

### **COSTES (M. Alfred), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des communications et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555).

#### **Dépôts :**

Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les taux de « l'allocation aux vieux travailleurs » des bénéficiaires de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée par la loi du 3 janvier 1946, n° 274. — Le 23 août 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues relative à l'ordonnance du 2 février 1945 organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs salariés, n° 526. — Le 10 septembre 1946, un avis présenté au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, n° 696. — Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi modifiant le régime actuel des zones de salaires, d'allocations familiales, d'allocations aux vieux travailleurs et d'indemnités de résidence dans le département de Seine-et-Oise; 2° de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime actuel des zones (salaires, allocations familiales, allocations aux vieux travailleurs, indemnités de fonctionnaires) dans les départements de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, n° 731. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la Sécurité sociale et fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale, n° 754. — Le 12 septembre 1946 un rapport fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi

augmentant le taux des allocations aux vieux travailleurs salariés, pensions de vieillesse revisées et pensions d'invalidité, fixé par la loi n° 46-1 du 3 janvier 1946 et modifiant les ordonnances n° 45-170 du 2 février 1945, n° 45-2250 du 4 octobre 1945 et 45-2454 du 19 octobre 1945 relatives à la Sécurité sociale ; 2° la proposition de résolution de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever les taux de « l'allocation aux vieux travailleurs » des bénéficiaires de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée par la loi du 3 janvier 1946, n° 789. — Le 23 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Dubois et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 19 du Livre IV du Code du travail (secrétaires des conseils de prud'hommes), n° 996. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Coutant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les prix des tabacs et cigarettes fixés pour les militaires aux citoyens appelés à bénéficier de la loi du 22 mai 1946 généralisant l'allocation aux vieux, n° 1159.

### Interventions :

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Manche [12 juin 1946] (A., p. 2513); son rapport supplémentaire [11 juillet 1946] (p. 2667). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [5 juillet 1946] (p. 2625). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif au jour férié du 15 juillet, en qualité de *Rapporteur* : donne lecture de son rapport [11 juillet 1946] (p. 2654); — du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet 1946] (p. 2710); — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur* pour avis de la Commission du travail : Donne lecture de son rapport [10 septembre 1946] (p. 3582).

### COT (M. Pierre), Député du département de la Savoie.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Com-

mission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

### Interventions :

Demande à interpellier sur la mise en application de l'accord par lequel la France a reconnu le Gouvernement du Viet-Nam, les raisons qui ont provoqué l'interruption de la Conférence de Fontainebleau et les répercussions fâcheuses que cette interruption peut avoir sur la création de l'Union française [9 août 1946] (A., p. 3173). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (p. 3246 et suiv.); Art. 3 : *Amendement de M. Brunhes* [3 septembre 1946] (p. 3480); Art. 5 : *Amendement de M. Marin sur la loi électorale* (p. 3495); Art. 18 : *Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3519); DES COLLECTIVITÉS LOCALES : Art. 75 : *Amendement de M. Sourbet, ses explications de vote* [5 septembre 1946] (p. 3560); DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72 : *Soutient l'amendement de M. Angeletti* [10 septembre 1946] (p. 3590); *Amendement de M. Bastid* (p. 3593); Art. 21 : *Son amendement* [12 septembre 1946] (p. 3695); Art. 29 A : *Soutient l'amendement de M. Airoidi* (p. 3696); *Le retire* (p. 3697); Art. 29 I : *Son amendement* (p. 3701 et suiv.); Art. 37 : *Amendement de M. Valentino* (p. 3710); *Le retire* (ibid.); Art. 38 : *Ses explications de vote contre l'amendement de M. Lecourt* (p. 3712); DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION : Art. 83 : *Son amendement au 3<sup>e</sup> alinéa* [17 septembre 1946] (p. 3765); Art. 84 : *Son amendement* (ibid.); DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (p. 3815 et suiv.); Art. 69 : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3897); *Le retire* (ibid.); Art. 70 : *Son amendement* (p. 3898); *Le retire* (ibid.); Art. 71 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 71 G : *Soutient l'amendement de M. Airoidi* (p. 3901); *Son amendement* (p. 3904); *Le retire* (p. 3905); Art. 71 D : *Son amendement* [21 septembre 1946] (p. 3925); *Le retire* (ibid.); *Demande de seconde délibération présentée par M. Lecourt* (p. 3927); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Amendement de M. Masson* [28 septembre 1946] (p. 4191); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4241). — Est entendu

sur le règlement de l'ordre du jour [18 septembre 1946] (p. 3824), [21 septembre 1946] (p. 3931), [28 septembre 1946] (p. 4202). — Participe à la discussion : du projet de loi portant organisation du referendum ; Art. 6 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3861) ; d'une proposition de loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Ses observations* [27 septembre 1946] (p. 4166) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : Art. 6 : *Ses observations* [27 septembre 1946] (p. 4175) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : Art. 5 : *Amendement de M. Bouxom* [2 octobre 1946] (p. 4385) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 21 : *Dispositions spéciales à l'Algérie, amendement de M. Abbas* [4 octobre 1946] (p. 4549).

#### **COTY (M. René), Député du département de la Seine-Inférieure (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*) ; de la Commission de la comptabilité (p. 2555).

#### **Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger la date limite du dépôt des déclarations des dossiers relatifs aux dommages de guerre, n° 85. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre, n° 118. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret du 20 février 1946 qui a réduit les remises allouées aux débitants de tabac, n° 133. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre sans retard à l'Assemblée Nationale Constituante l'ensemble du problème de la reconstruction et à lui proposer la création d'une Caisse autonome de la reconstruction, n° 134. — Le 25 juillet

1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à comprendre par priorité dans le rajustement des salaires, traitements et retraites, les pensions des anciens combattants, des veuves de déportés et de la Résistance et des victimes des deux guerres, et à n'en pas exclure les allocations servies aux vieillards et invalides non plus que les mesures destinées à venir en aide aux petits épargnants, n° 263. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à relever la limite de la retraite mutualiste organisée avec le concours financier de l'Etat au profit des anciens combattants et victimes de la guerre 1914-1918 par les lois des 4 août 1923, 30 décembre 1928 et 31 mai 1933, n° 777. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à relever la limite de la retraite mutualiste organisée avec le concours financier de l'Etat au profit des anciens combattants et victimes de la guerre 1914-1918 par les lois des 4 août 1923, 30 décembre 1928 et 31 mai 1933, n° 777 (rectifié).

#### **Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [23 août 1946] (A., p. 3298) ; Art. 8 : *Amendement de M. Bastid* [3 septembre 1946] (p. 3498) ; Art. 11 : *Son amendement* (*ibid.*) ; Art. 13 : *Son amendement* (*ibid.*) ; *le retire* (*ibid.*) ; Art. 16 : *Son amendement* (p. 3500) ; *le retire* (*ibid.*) ; DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3532) ; Art. 33 : *Son amendement au second alinéa* [5 septembre 1946] (p. 3553) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 3554) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à la suppression de l'article* (p. 3558) ; Art. 39 : *Son amendement au second alinéa* (*ibid.*) ; Art. 35 : *Amendement de M. P. Chevallier* (p. 3562) ; Art. 7 : *Ses amendements sur le Conseil de la République* [11 septembre 1946] (p. 3657) Art. 15 : *Ses amendements* [12 septembre 1946] (p. 3679) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 3681) ; *le retire* (*ibid.*) ; Art. 21 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Ramarony* [12 septembre 1946] (p. 3685) ; *Ses amendements au deuxième alinéa* (p. 3695) ; *retire le second* (*ibid.*) ; *Son troisième amendement* (p. 3696) ; *le retire* (*ibid.*) ; *Son quatrième amendement* (*ibid.*) ; *le retire* (*ibid.*) ;

*Son cinquième amendement* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 29 I : *Son amendement* (p. 3706) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 37 : *Son amendement* (p. 3707 et suiv.) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DISPOSITIONS TRANSITOIRES, Art. 92 bis : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4220) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Art. 113 : *Situation des ports de commerce* [25 septembre 1946] (p. 4050) ; Art. 168 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4090) ; Art. 168 : *Son amendement tendant à ajouter un autre article sur le rajustement des indemnités allouées aux réfugiés* (p. 4099) ; Art. 168 : *Son amendement sur les réfugiés* (ibid.) ; *le retire* (p. 4100) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement au cinquième alinéa* [27 septembre 1946] (p. 4174) ; *Son amendement au septième alinéa* (ibid.) ; Art. 4 : *Ses observations* (p. 4175) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 4177) ; Art. 13 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 14 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 19 : *Ses observations* (p. 4178) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés ; Art. 34 : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4309) ; — d'un projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement au sixième alinéa* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4332) ; — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 ; Article unique : *Amendement de Mme Brossolette* [4 octobre 1946] (p. 4576) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 8 : *Son amendement concernant les dommages causés aux fonds de commerce* [4 octobre 1946] (p. 4604) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à remplacer les mots : « au cours des hostilités » par les mots : « au cours d'hostilités »* (p. 4604) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 10 : *Son amendement concernant les étrangers ayant servi au cours des hostilités* (p. 4605) ; *le retire* (ibid.) ; Article additionnel de M. Kriégel-Valrimont relatif aux personnes condamnées pour faits de collaboration (p. 4607) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à tenir compte du travail du sinistré et de sa famille* (p. 4608) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 17 : *Son amendement concernant la libération par titre nominatif ou rente viagère* (p. 4611) ; *Son*

*amendement concernant l'indemnité d'éviction* (p. 4611) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement concernant la subrogation du locataire au propriétaire défuillant* (ibid.) ; *le retire* (ibid.).

### COUDRAY (M. Georges), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531) = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (ibid.). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1<sup>er</sup> septembre 1942 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, n° 619. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi ayant pour objet de faire bénéficier les capitaines de grande pêche des majorations de compléments de pension accordées aux capitaines au cabotage ayant quatre ans de commandement, n° 716. — Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1<sup>er</sup> septembre 1942 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, n° 803. — Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de loi de M. Coudray et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de faire bénéficier les capitaines de grande pêche des majorations de compléments de pension accordées aux capitaines au cabotage ayant quatre ans de commandement, n° 817.

#### Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur

la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3136) ; *Ordre du jour* (p. 3172) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4585) ; Art. 3 : *Son amendement au cinquième alinéa* (p. 4599) ; Art. 25 : *Son amendement concernant les propriétaires n'ayant pas plus de 500.000 fr. de revenus* (p. 4615) ; *Son amendement relatif aux petits bateaux de pêche* (ibid.) ; Art. 5 (réservé) : *Ses observations concernant le remboursement des automobiles* (p. 4646).

**COURANT (M. Pierre), Député du département de la Seine-Inférieure (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Dépôt :**

Le 13 septembre 1946, une proposition de loi tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1945 sur le fonds national d'amélioration de l'habitat, n<sup>o</sup> 811.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Tarn [13 juin 1946] (A., p. 2535). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3149) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3294 et suiv.) ; **PRÉAMBULE** : *Amendement de M. Herriot au second paragraphe* [28 août 1946] (p. 3368) ; *Amendement de M. Laniel au onzième alinéa* ; *Ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3411) ; Art. 5 : *Amendement de M. Marin, loi électorale* [3 septembre 1946] (p. 3494) ; **DU CONSEIL ECONOMIQUE** ; Art. 25 : *Son amendement* (p. 3521) ; **DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE** ; Art. 72 : *Son amendement au quatrième alinéa* [10 septembre 1946] (p. 3594) ; Art. 21 : *Son amendement au dernier alinéa*

[12 septembre 1946] (p. 3695) ; *le retire* (ibid.) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République : **DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION**, Art. 82 : *Son amendement au sixième alinéa* [28 septembre 1946] (p. 4218). — Participe à la discussion : des propositions de la conférence des présidents [24 septembre 1946] (p. 3996) ; [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4340) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : Art. 6 nouveau : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4328) ; — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues aux élections de 1945 : Art. unique : *Ses observations sur sa situation personnelle en ce qui concerne la francisque* [4 octobre 1946] (p. 4575) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4582) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à déduire de la créance, les indemnités déjà perçues des autorités françaises, alliées ou de l'ennemi* (p. 4602) ; Art. 9 : *Son amendement concernant l'application de la loi aux étrangers dont le conjoint a servi pendant la guerre* (p. 4604) ; Art. 10 : *Son amendement concernant les biens des étrangers ayant servi au cours des hostilités* (p. 4605) ; Art. 25 : *Son amendement relatif aux augmentations de valeur des immeubles, du fait des réparations* (pp. 4615, 4616) ; *Son article nouveau concernant le fonds national pour l'amélioration de l'habitat* (p. 4627) ; *Le retire* (ibid.). — S'excuse de son absence [5 juillet 1946] (p. 2609). — Obtient un congé (ibid.).

**COURTOIS (M. Jean), Député du département du Jura.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le champ d'application de l'assurance contre les accidents professionnels aux accidents survenus

pendant le trajet du domicile de l'assuré au lieu de travail et vice versa, n° 353. — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rembourser les frais engagés pour les élections du 10 mars 1946 aux Chambres de métiers, n° 352. — Le 30 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898, l'article 553 du Code des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine, et les articles 22 et 23 de l'ordonnance n° 45-2453 du 19 octobre 1945 sur les accidents du travail et à rajuster les rentes et allocations accordées à certaines victimes d'accidents du travail survenus dans les professions non agricoles ou à leurs ayants droit. — II. les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 13 juillet 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 2° de M. Chaze et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 120.000 francs la partie du salaire annuel non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 60.000 francs et à l'extension du rajustement aux mutilés atteints d'une incapacité égale ou supérieure à 10 0/0 ; 4° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation à 100.000 francs de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes, n° 1130. — Le 30 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898, l'article 553 du Code des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine, les articles 22 et 23 de l'ordonnance n° 45-2453 du 19 octobre 1945 sur les accidents du travail et à rajuster les rentes et allocations accordées à certaines victimes d'accidents du travail survenus dans les professions agricoles ou à leurs ayants droit. — II. les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 13 juillet 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à

certaines catégories de victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 2° de M. Chaze et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 120.000 francs la partie du salaire annuel non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 60.000 francs et à l'extension du rajustement aux mutilés atteints d'une incapacité égale ou supérieure à 10 0/0 ; 4° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation à 100.000 francs de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes, n° 1130 (rectifié).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du neuvième bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 3<sup>me</sup> circonscription [12 juin 1946] (A., p. 2524). — Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 5 : *Son amendement* [6 août 1946] (p. 2992).

#### COUSTON (M. Paul), Député du département de Vaucluse.

Son élection est validée [18 juillet 1946] (A., p. 2675). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### COUTANT (M. Robert), Député du département du Nord (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2551) ; de la Commission supérieure de la caisse nationale d'assurance [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### Dépôts :

Le 8 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale

sur les propositions de résolution : 1° de M. Beauquier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer la période des congés payés et à déterminer les facilités de transport accordées aux salariés pour cette période; 2° de M. Roubert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire remettre en vigueur le tarif réduit spécial accordé, antérieurement aux hostilités, aux bénéficiaires de congés payés, n° 418. — Le 22 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un rapport constant entre les pensions, retraites et allocations servies aux anciens travailleurs des banques nationalisées, à leurs veufs, veuves, ascendants et descendants, et les salaires effectivement servis dans la profession pratiquée, n° 523. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les prix des tabacs et cigarettes fixés pour les militaires aux citoyens appelés à bénéficier de la loi du 22 mai 1946 généralisant l'allocation aux vieux, n° 795.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Rhône, 1<sup>re</sup> circonscription [12 juin 1946] (A., p. 2519). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Chap. L I : *Son amendement, réduction du crédit* [3 octobre 1946] (p. 4511); *le retire* (p. 4512).

#### CRISTOFOL (M. Jean), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser et résilier certains contrats passés avec les collectivités communales et départementales,

et relatifs à l'exploitation en régie par les communes et syndicats de communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 148. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une nouvelle révision des listes électorales pour permettre à de nombreux électeurs non inscrits de participer aux prochaines consultations nationales, n° 149. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à organiser et à financer les études surveillées sur le plan national, sous forme d'heures supplémentaires, n° 844. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur les propositions de résolution : 1° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que l'exercice normal de leur droit de vote soit donné à tous les Français qui, pour une raison majeure, seraient absents de leur domicile légal lors des élections; 2° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser des bureaux de vote dans tous les établissements hospitaliers et à étendre le droit de vote par correspondance aux personnes immobilisées chez elles pour des raisons de santé, n° 934.

#### Interventions :

Est entendu pour un fait personnel [13 septembre 1946] (A., p. 3743). — Participe à la discussion : du projet de loi portant organisation du referendum prévu par l'article 3 de la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'intérieur, donne lecture de son rapport* [19 septembre 1946] (p. 3858); Art. 6 : *Ses observations* (p. 3861); Art. 7 : *Vote par procuration* (p. 3863); Art. 19 : *Ses observations* (p. 3864); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; INFORMATION : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4460). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [3 octobre 1946] (p. 4534). — Prend part à la discussion des propositions de résolution tendant à étendre le droit de vote par correspondance aux personnes immobilisées chez elles pour des raisons de santé, en qualité de *Rapporteur : Discussion générale* [5 octobre 1946] (p. 4710).

**CROIZAT (M. Ambrose), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription), Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587).

**Dépôts :**

En qualité de Ministre du Travail et de la Sécurité sociale :

Le 11 juillet 1946, un projet de loi relatif au jour férié du 15 juillet 1946, n° 116. — Le 11 juillet 1946, un projet de loi fixant le régime des prestations familiales, n° 151. — Le 18 juillet 1946, un projet de loi relatif aux congés payés des jeunes travailleurs, n° 170. — Le 6 août 1946, un projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail, n° 393. — Le 20 août 1946, un projet de loi relatif à l'incorporation de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et à la création de la Caisse nationale d'assurance sur la vie, n° 486. — Le 20 août 1946, un projet de loi tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945, avec les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928, n° 499. — Le 27 août 1946, un projet de loi relatif aux conditions de validité du reçu pour solde de tout compte souscrit par un salarié lors de la résiliation du contrat de travail, n° 558. — Le 27 août 1946, un projet de loi augmentant le taux des allocations aux vieux travailleurs salariés, pensions de vieillesse révisées et pensions d'invalidité, fixé par la loi n° 46-1 du 3 janvier 1946 et modifiant les ordonnances n° 45-170 du 2 février 1945, n° 45-2250 du 4 octobre 1945 et 45-2454 du 19 octobre 1945 relatives à la Sécurité sociale, n° 560. — Le 27 août 1946, un projet de loi portant réorganisation des Contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, n° 563. — Le 3 septembre 1946, un projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, n° 639. — Le 4 septembre 1946, un projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898, l'article 563 du Code des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine, et les articles 22 et 23 de l'ordonnance n° 45-2453 du 19 octobre 1945 sur les accidents du travail et à rajuster les rentes et allocations accordées à cer-

taines victimes d'accidents du travail survenus dans les professions non agricoles ou à leurs ayants droit, n° 668. — Le 21 septembre 1946, un projet de loi tendant à accorder aux retraités de la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs une avance sur pension, n° 966. — Le 23 septembre 1946, un projet de loi relatif à l'organisation de la Commission supérieure de la Caisse nationale d'Assurance en cas d'accidents, n° 981. — Le 23 septembre 1946, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale et fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, n° 982. — Le 23 septembre 1946, un projet de loi concernant les indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, n° 995.

**Interventions :**

Est nommé Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646). — En cette qualité : Répond à une question de M. Delachenal sur la retraite des vieux travailleurs [23 juillet 1946] (A., p. 2767). — Intervient dans la discussion : du projet de loi relatif aux congés payés des jeunes travailleurs ; Art. 4 : *Amendement de M. Peeters* [2 août 1946] (p. 2931) ; *Observations de M. Baumel sur l'application en Algérie* (p. 2952) ; — du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : *Discussion générale* [6 août 1946] (p. 2989 et suiv.) ; — de l'interpellation de M. Morice sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement compte mettre en application la loi de sécurité sociale : *Discussion générale* [8 août 1946] (p. 3076) ; *Ses observations sur la réforme et le plan de sécurité sociale* (p. 3087 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements* [11 septembre 1946] (p. 3624) ; *Amendement de M. Jean Moreau au second alinéa* (p. 3626) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 123 *bis* nouveau : *Amendement de M. Besset* [23 septembre 1946] (p. 4052) ; Art. 165 : *Amendement de M. Beugniet* [26 septembre 1946] (p. 4085) ; Art. 169 *bis* nouveau : *Ses observations* (p. 4091 et suiv.) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4495) ; En qualité de

Ministre de la Production par intérim : PRODUCTION INDUSTRIELLE, *Discussion générale* (p. 4508) ; Chap. 26 : *Amendement de M. Lucas* (p. 4510) ; *Amendement de M. Bouvier-O'Cottreau* (ibid.) ; Chap. L H bis : *Achats et répartitions* (p. 4511) ; Chap. L I : *Amendement de M. Coutant* (p. 4512). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole ; Art. 9 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer le dernier alinéa* [4 octobre 1946] (p. 4631) ; — du projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4635 et 4636) ; Art. 49 : *Amendement de M. Pierre André tendant à augmenter le plafond du traitement pour le calcul de la rente* (p. 4641).

**CUDENET (M. Gabriel), Député du département de l'Aude.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à l'annulation de certaines dispositions de la législation spéciale sur la consommation des boissons alcoolisées, n° 528.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Vosges [12 juin 1946] (A., p. 2528) ; du département de Vaucluse [11 juin 1946] (p. 2667) ; son rapport tendant à la validation de M. Daladier [18 juillet 1946] (p. 2675). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses explications de vote* [6 août 1946] (p. 3027) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; PRÉAMBULE, alinéa 12 : *Son sous-amendement* [29 août 1946] (p. 3425) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Art. 168 : *Soutient l'amendement de M. Badie* [26 septembre 1946] (p. 4090).

## D

**DAGAIN (M. Léon), Député du département de la Nièvre.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531); = Est nommé membre: de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les parités d'indemnité existant antérieurement entre le personnel des postes, télégraphes et téléphones et les régies financières, n° 375.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'Exercice 1946; Art. 11 : *Amendement sur les traitements des postiers* [2 août 1946] (A., p. 2974).

**DALADIER (M. Edouard), Député du département de Vaucluse.**

Son élection est validée [18 juillet 1946] (A., p. 2714).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du rapport de M. Cudénet sur les opérations électorales du

département de Vaucluse [18 juillet 1946] (A., p. 2678 et suiv., p. 2703 et suiv., p. 2709, 2713).

**DALLONI (M. Marius), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; de l'UNION FRANÇAISE: *Discussion générale* [18 septembre 1946] (A., p. 3818); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946; Art. 166 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4086); — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République; Art. 18 : *Ses observations* [27 septembre 1946] (p. 4178).

**DANIEL (M. Guillaume), Député du département des Côtes-du-Nord.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [4 juillet 1946] (p. 2586).

**DAROU (M. Marcel), Député du département du Nord (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [5 juillet 1946] (A., p. 2610). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (ibid.).

**Dépôts :**

Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941, n° 301. — Le 26 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les traitements annuels de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, n° 373. — Le 5 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Charlot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux déportés politiques, ayant regagné leurs foyers avant le 1<sup>er</sup> mars 1945, les avantages dont jouissent ceux dont le retour a été postérieur à cette date, n° 684. — Le 12 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à tenir compte aux institutrices et instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, n° 793. — Le 19 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941, n° 905. — Le 19 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à définir la qualité de réfractaire et de maquisard en vue d'accorder à ceux qui pourront se prévaloir légalement de ce titre un

certain nombre d'avantages déjà consentis à d'autres victimes de la guerre et de la répression ; 2° de M. Pierre-Grouès et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut des réfractaires au service du travail obligatoire ; 3° de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à accorder certains avantages aux réfractaires du service du travail obligatoire, n° 907.

**Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre ; *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3164) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 113 : *Ses observations sur le port de Dunkerque* [25 septembre 1946] (p. 4047) ; — du projet et de propositions de loi sur la réparation des dommages de guerre ; Art. 5 : *Son amendement sur les dommages causés aux bateaux de pêche* [4 octobre 1946] (pp. 4601, 4602).

**DASSONVILLE (M. Gaston), Député du département du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de deux millions de francs aux familles des pêcheurs de Boulogne-sur-Mer disparus en mer au cours du naufrage du chalutier « La Concorde », n° 488.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de l'Ain [12 juin 1946] (A. p. 2516).

**DAVID (M. Marcel), Député du département des Landes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531) = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du ravitaillement (p. 2555). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Art. 117 : *Son amendement tendant à accorder des secours d'extrême urgence aux agriculteurs victimes des invasions de criquets* [25 septembre 1946] (p. 4050) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap 128 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4133) ; *le retire* (p. 4134) ; Chap. 138 : *Son amendement* (ibid.) ; *le retire* (p. 4135) ; Chap. 162 : *Son amendement* (p. 4137) ; *le retire* (ibid.). — S'excuse de son absence [8 août 1946] (p. 3039). — Obtient un congé (ibid.).

**DEBIDOUR (M. Henri), Député de Saint-Pierre et Miquelon.**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la santé publique et de la population [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des affaires étrangères [11 juillet 1946] (p. 2635).

**Dépôt :**

Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à permettre l'accession aux diplômes d'Etat de docteur en médecine, chirurgien-dentiste et de pharmacien, des titulaires de diplômes délivrés par les universités étrangères ayant rendu des services effectifs à la France dans l'armée ou dans la Résistance, n° 497.

**Interventions :**

En qualité de *Président de la Commission* de la famille, de la population et de la santé

publique, intervient dans la discussion de la proposition de résolution de M. Mazuez sur l'attribution de bons d'achats de voitures et de pneumatiques au corps médical [26 juillet 1946] (A., p. 2819). — Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales, en qualité de *Président de la Commission* de la famille : *Discussion générale* [6 août 1946] (p. 2987) ; — de l'interpellation de M. Morice concernant l'application de la loi sur la sécurité sociale : *Discussion générale* [8 août 1946] (p. 3086) ; — du projet de loi sur la liquidation des « surplus » acquis par l'Etat ; Art. 6 : *Son amendement concernant les territoires d'outre-mer* [9 août 1946] (p. 3147).

**DEFFERRE (M. Gaston), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530) = Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du règlement et des pétitions (ibid.) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [4 juillet 1946] (p. 2586).

**Dépôts :**

Le 19 juillet 1946, une proposition de loi relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 201. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 376. — Le 22 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux déportés et internés politiques victimes de spoliation, les réparations auxquelles ils doivent pouvoir prétendre, n° 519. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à assurer l'exercice du droit de réponse, n° 1076.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : des projets de loi concernant les accords de Washington et

la convention avec l'Export-Import-Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (A., p. 2897 et suiv.) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'État en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'Exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2949) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Art. 71 G : *Amendement de M. Airoldi* [20 septembre 1946] (p. 3903) ; — des propositions de la Conférence des présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4340) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : INFORMATION : *Discussion générale, France-press* [2 octobre 1946] (p. 4458) ; *Son amendement* (p. 4462).

### DEFOS DU RAU (M. Joseph), Député du département des Landes.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555) ; de la Commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674).

#### Dépôt :

Le 23 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Eugène Petit dit Claudius et plusieurs de ses collègues portant dérogation à l'acte dit loi du 23 décembre 1941, relative à la publication des annonces légales et judiciaires, n° 535.

#### Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 9 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (A., p. 3957). — *S'excuse* de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).

### DEGROND (Mme Germaine), Député du département de Seine-et-Oise (4<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommée membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du ravitaillement (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à substituer au Ministère du ravitaillement une organisation simplifiée sous le contrôle direct de la Présidence du Conseil, n° 29. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des Halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national, n° 55. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le droit à la médaille de la famille française pour toute mère de famille, de nationalité française, quelle que soit son origine, n° 433. — Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou de denrées sur la voie publique et autres lieux publics ou privés, n° 482. — Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à substituer au Ministère du ravitaillement une organisation simplifiée sous le contrôle direct de la Présidence du Conseil, n° 944. — Le 25 septembre 1946, une proposition de loi tendant au renforcement des pouvoirs des inspecteurs de vente en gros chargés du contrôle des opérations dans les halles, foires, marchés et abattoirs, n° 1039. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant au renforcement des pouvoirs des inspecteurs de vente en gros chargés du contrôle des opérations dans les halles, foires, marchés et abattoirs, n° 1140.

#### Interventions :

Est entendue dans la discussion de l'interpellation de M. André sur la politique générale de

M. le ministre du ravitaillement [30 juillet 1946] (A., p. 2853) [2 août 1946] (p. 2932); *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3056); — sur le règlement de l'ordre du jour, en qualité de *Présidente de la Commission* du ravitaillement (p. 2858). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires; *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (pp. 4312, 4317); *Ses observations sur une addition à l'article premier* (p. 4326); — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation; Art. premier : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4333); — du projet de loi tendant à accorder au ministre du ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du code d'instruction criminelle : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4338); — du projet de loi portant modification et codification de la législation économique : *Ses observations sur le renvoi* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4339); — de la proposition de loi tendant au renforcement des pouvoirs des inspecteurs de vente en gros chargés du contrôle des opérations dans les halles, foires, marchés et abattoirs [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4339).

#### DEIXONNE (M. Joseph), Député du département du Tarn.

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre de la Commission de l'Education nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré de la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôt :

Le 12 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une Caisse nationale des lettres, n° 773.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Gers

[12 juin 1946] (A., p. 2507). — Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 3 : *Amendement de M. Brunhes* [3 septembre 1946] (p. 3483); DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Art. 71 E : *Sa demande de renvoi de l'amendement de M. Valentino, à la Commission* [20 septembre 1946] (p. 3900).

#### DELACHENAL (M. Joseph), Député du département de la Savoie.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555); de la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites [30 juillet 1946] (p. 2840); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [27 septembre 1946] (p. 4130).

#### Dépôt :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative aux allocations familiales agricoles, n° 54.

#### Interventions :

Posé : à M. le Ministre du Ravitaillement une question orale sur la ration de vin [23 juillet 1946] (A., p. 2760); à M. le Ministre du Travail une question sur la retraite des vieux travailleurs (p. 2767); à M. le Ministre des Finances une question sur le cautionnement dont est l'objet le transport du bétail dans les communes frontières (p. 2768); à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question sur la reconstruction des régions dévastées en Savoie (p. 2775); à M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics une question sur le désenclavement des communes de Savoie dont le chef-lieu n'est pas encore desservi par une route carrossable (p. 2777); à M. le Ministre de la Production industrielle une question sur la vente au marché noir des matières premières comme l'acier [30 juillet 1946] (p. 2840); sur les travaux prévus à Tignes, en Savoie (p. 2841 et suiv.); à M. le Ministre de l'Agriculture une question

relative au payement des réquisitions allemandes aux cultivateurs (p. 2845). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du ravitaillement [30 juillet 1946] (p. 2857). — Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : CONSEIL DES MINISTRES, Art. 31 : *Son amendement tendant à compléter l'article* [5 septembre 1946] (p. 3551) ; Art. 32 : *Son amendement* (p. 3552) ; Art. 36 : *Son amendement* (p. 3563) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 21 : *Son amendement au second alinéa* [12 septembre 1946] (p. 3695) ; *Son second amendement* (ibid.) ; Art. 37 : *Son amendement* (p. 3710) ; DE L'UNION FRANÇAISE, Art. 5 : *Son amendement* [21 septembre 1946] (p. 3925) ; *Le retire* (ibid.).

### **DELAHOUTRE (M. Eugène), Député du département de l'Oise.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **Dépôts :**

Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage, n° 460. — Le 28 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi constatant la nullité de l'acte dit « loi du 4 novembre 1942 », conférant les pouvoirs d'officier d'état civil et les attributions notariales aux chefs des offices consulaires français en Allemagne et validant certains actes reçus par lesdits offices, n° 1117.

#### **Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique du ravitaillement du Gouvernement : *Organisation des services* [8 août 1946] (A., p. 3048) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 29 : *Ses observations concernant la lecture*

*des textes en discussion* [4 octobre 1946] (p. 4618) ; Art. 31 : *Amendement de M. Rincant concernant les mutations entre vi/s* (p. 4619) ; Art. 32 : *Ses observations sur les mutations* (p. 4619).

### **DELBOS (M. Yvon), Député du département de la Dordogne. Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] p. 2554). — Est proclamé Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2538). — Préside la séance du 25 juillet 1946 (p. 2785) ; la 1<sup>re</sup> séance du 9 août 1946 (p. 3111) ; la 1<sup>re</sup> séance du 22 août (p. 3223) ; la 1<sup>re</sup> séance du 27 août (p. 3311) ; la 1<sup>re</sup> séance du 25 septembre (p. 4017) ; la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> octobre (p. 4304).

#### **Interventions :**

Est entendu dans la discussion : du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet 1946] (A., p. 2712) ; — des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; PRÉAMBULE : *Soutient l'amendement de M. Bastid* [28 août 1946] (p. 3370) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (p. 3574 et suiv.) ; *Ses explications de vote sur la question préalable* [17 septembre 1946] (p. 3760) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés ; Art. 5 : *Ses observations contre l'amendement de M. d'Aragon* [23 septembre 1946] (p. 3953) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [30 septembre 1946] (pp. 4283, 4290).

### **DELCOS (M. François), Député du département des Pyrénées-Orientales.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission de la radio, de la presse et du cinéma (p. 2555) ; de la Commission de la comptabilité (ibid.).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi portant statut de la mutualité agricole, n° 163. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à affecter une somme d'un milliard de francs à la dotation du crédit agricole en vue de faciliter le financement de l'équipement coopératif de l'agriculture, n° 291. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer et à faire voter rapidement un projet de loi permettant d'indemniser le personnel des établissements situés à la frontière franco-espagnole, n° 310. — Le 30 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. la proposition de loi de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux viticulteurs ayant eu une récolte déficitaire une indemnité pour insuffisance de rendement ; II. la proposition de résolution de M. Paul Boulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la question de la fixation du prix du vin, n° 1126.

**Interventions :**

Ses observations sur les propositions de la conférence des présidents [24 septembre 1946] (A., p. 3995). — Prend part à la discussion du projet de loi et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 5 : *Son amendement sur les dommages causés par les inondations* [4 octobre 1946] (p. 4602). — S'excuse de son absence [5 juillet 1946] (p. 2609). — Obtient un congé (*ibid.*).

**DELEMOTTE (M. Jules), Député du département de la Somme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement [23 juillet 1946] (p. 2750).

**Dépôts :**

Le 22 août 1946, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Bocquet et plusieurs de ses

collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'amnistie de certains délits de hausse illicite relevés à l'encontre de producteurs de lait postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946, n° 517. — Le 20 septembre 1946, un avis supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'amnistie de certains délits de hausse illicite relevés à l'encontre de producteurs de lait postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946, n° 946.

**DELORME (M. Claudius), Député du département du Rhône (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : de la proposition de résolution de M. Rochet tendant à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et déterminer les attributions de l'Office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (A., p. 2737) ; — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; Art. 12 : *Son amendement au second alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3635) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 8 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3957).

**DEMUSOIS (M. Antoine), Député du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 19 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

déposer un projet de loi ayant pour objet la création d'une régie autonome et d'un office régional des transports parisiens s'inspirant de l'avant-projet voté par les conseils généraux de la Seine et de la Seine-et-Oise, ainsi que par le conseil municipal de Paris, n° 203. — Le 17 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; 2° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution de la représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés de la France métropolitaine ; 3° de M. Joseph Denais tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle, n° 845. — Première partie (Métropole, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Algérie). — Le 18 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur les propositions de résolution : 1° de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux ; 2° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement des mesures en faveur des « mal lotis », n° 875. — Le 18 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Abbas et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission parlementaire d'enquête sur les causes, le déroulement et les responsabilités dans les événements d'Algérie au cours de l'année 1945, n° 876. — Le 27 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'électorat des musulmans algériens résidant en France, n° 1104. — Le 30 octobre 1946, un avis présenté au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie, et de l'administration générale, départementale et communale sur : I. Le projet de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des trans-

ports de voyageurs dans la région parisienne. — II. La proposition de loi de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne. — III. La proposition de résolution de M. Demusois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la création d'une Régie autonome et d'un Office régional des transports parisiens s'inspirant de l'avant-projet voté par les conseils généraux de la Seine et de la Seine-et-Oise, ainsi que par le Conseil municipal de Paris, n° 1204.

### Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (*A.*, p. 2923) ; *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3057) ; — Des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de Constantine, validation de M. Pantaloni [8 août 1946] (p. 3042 et suiv.) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale* [23 août 1946] p. 3275) ; — *Ses explications de vote* (p. 3288) ; — d'une proposition de loi de M. Betolaud tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum, en qualité de *Rapporteur* : donne lecture de son rapport [10 septembre 1946] (p. 3573) ; — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'intérieur* [21 septembre 1946] (p. 3929). — Participe à la discussion des propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés, en qualité de *Rapporteur* : donne lecture de son rapport [23 septembre 1946] (p. 3938 et suiv.) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 3951) ; Art. 8 : *Amendement de M. Delorme* (p. 3957) ; Art. 15 : *Amendement de M. Rigal* (p. 3958) ; Art. 12 : *Ses observations* (p. 3961) ; Art. 14 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 3962) ; Art. 16 : *Observations de M. Hugues* (p. 3964) ; Art. 17 : *Ses observations* (p. 3969) ; *Donne sa démission de Rapporteur* (p. 3970) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* [30 septembre 1946] (p. 4288) ; Art. 10 : *Contre l'amendement de M. Lejeune* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4305) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Art. 168 : *Ses explications de vote* [26 septembre 1946] (p. 4106) ; — du projet

et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires; Art. 3 : *Amendement de M. René Mayer tendant à faire nommer aux emplois supérieurs par décret* [5 octobre 1946] (p. 4675); Art. 31 : *Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la prime de rendement* (p. 4683); *Son article additionnel 124 bis tendant à la consultation des commissions administratives paritaires* (p. 4704); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 4709).

### DENAI (M. Joseph), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ajourner l'application et à effectuer la révision de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la sécurité sociale, n° 49. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le respect de la loi dans la composition du Conseil d'administration des Charbonnages de France, n° 50. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés politiques, n° 158. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de tous impôts et taxes frappant spécialement les célibataires, n° 165. — Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 2 de la loi 45-015 du 2 décembre 1945 sur la nationalisation de la Banque de France, n° 221. — Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à valoriser la médaille coloniale, n° 227. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer au profit des mères de famille nombreuse une retraite proportionnelle au nombre de leurs enfants, n° 258. — Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour assurer aux Français des locaux

d'habitation, n° 259. — Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuée par ou pour l'ennemi, n° 260. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des Chambres départementales du travail, n° 322. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer, à la carte d'électeur, le livret électoral, n° 323. — Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, n° 367. — Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, n° 368. — Le 6 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, n° 380. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative aux activités des étrangers admis en France comme travailleurs salariés, n° 381. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à alléger les charges fiscales des rentiers viagers, des retraités et des petits propriétaires, n° 382. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt de solidarité les redevables sexagénaires non assujettis à l'impôt général sur le revenu, n° 397. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des facilités de voyage aux familles des morts pour la France, n° 478. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne, n° 481. — Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à assurer l'exercice du droit de réponse, n° 587. — Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle, n° 588. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à abroger toutes dispositions contraires à l'article 67 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions de guerre, n° 626. — Le 5 septembre 1946, une proposition de loi tendant à retarder de six mois la date limite prévue par l'ordonnance du 14 novembre 1944 portant pre-

mière application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 675. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à la revision de certains prix de vente de fonds de commerce, n° 830. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer sur des bases nouvelles la rémunération de l'Etat, du capital et du travail dans les entreprises constituées en la forme de sociétés anonymes, n° 861. — Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter les mesures fiscales prises en faveur des personnes économiquement faibles, n° 949. — Le 21 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter à 65 ans la limite normale de la vie active, n° 978. — Le 2 octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales dans toutes les communes de France, n° 1171.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département des Basses-Pyrénées [12 juin 1946] (*A.*, p. 2518); — Sa demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer aux épargnants, rentiers viagers, petits propriétaires et généralement à toutes personnes économiquement faibles, une équitable contrepartie des avantages consentis à la population active [23 juillet 1946] (p. 2778); est entendu sur la fixation de la date de la discussion [26 juillet 1946] (p. 2821). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés : *Discussion générale* [26 juillet 1946] (p. 2829); — de projets de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Son amendement au 4<sup>e</sup> alinéa* [28 août 1946] (p. 3369); *Soutient l'amendement de M. Bergasse au 8<sup>e</sup> alinéa* (p. 3371); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30; *Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3531); Art. 35 : *Amendement de M. Coty* [5 septembre 1946] (p. 3557); DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, Art. 76 : *Son amendement au premier alinéa* [10 septembre 1946] (p. 3599); — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de refe-

rendum : *Ses observations lors des explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3580); — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (pp. 3584 et suiv.); Art. 2 : *Ses observations* [11 septembre 1946] (p. 3625); Art. 11 : *Son amendement sur les ressources du titulaire* (p. 3634); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 3639); Art. 17 bis : *Contre la disjonction de l'article* (p. 3643). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi inscrivant l'école centrale des arts et manufactures au nombre des écoles nationales d'enseignement technique [20 septembre 1946] (p. 3913). — Participe à la discussion : de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des députés : *Discussion générale* [23 septembre 1946] (p. 3945); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 34 ter nouveau : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4037); Art. 168 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4090); Art. 168 quater : *Son amendement* (p. 4091); — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945; Art. unique : *Ses explications de vote sur l'amendement de Mme Brossolette* [4 octobre 1946] (p. 4576).

#### DENIAU (M. Roger), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (*A.*, p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] p. 2555; de la Commission des territoires d'outre-mer (ibid.).

#### Dépôt :

Le 4 octobre 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-239 du 11 octobre 1945 sur le relèvement, n° 1213.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département du Gard

[12 juin 1946] (A., p. 2507). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; ANCIENS COMBATTANTS : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4433) ; INFORMATION : *Demande le renvoi de la discussion* (p. 4462) ; *Retire son amendement* (ibid.) ; FRANCE D'OUTRE-MER ; Chap. 72 bis : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4483) ; *Le retire* (p. 4486).

### DENIS (M. Alphonse), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Interventions :

Intervient dans le débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'essence [12 septembre 1946] (A., p. 3687).

### DENIS (M. André), Député du département de la Dordogne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530) — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 24 septembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger l'article premier de l'acte dit « loi du 31 octobre 1941 » modifiant la législation des caisses d'épargne, n° 1016. — Le 4 octobre 1946, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi portant modification et codification des textes relatifs à la constatation, à la poursuite et à la

répression des infractions à la législation économique, n° 1211.

#### Interventions :

Demande à interpellier sur les menaces qui pèsent, à l'occasion de la construction des barrages de Bort et de la Triouzoune, tant sur les propriétaires riverains, par suite du mode d'évaluation des terres expropriées, que sur la vie économique de cette région [11 septembre 1946] (A., p. 3659). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4313) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Schauffler, ses explications de vote* (p. 4324) ; *Addition à l'article* (p. 4326) ; Art. 6 nouveau : *Son amendement* (p. 4327) ; *le retire* (ibid.).

### DEPREUX (M. Edouard), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription), Ministre de l'Intérieur.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532) ; — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

##### En qualité de Ministre de l'Intérieur :

Le 18 juillet 1946, un projet de loi instituant une revision supplémentaire des listes électorales, n° 167. — Le 6 août 1946, un projet de loi tendant à venir en aide aux victimes de certaines calamités, n° 389. — Le 6 août 1946, un projet de loi portant modification de la loi du 31 décembre 1945 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie de l'exercice 1946, n° 391. — Le 8 juillet 1946, un projet de loi relatif au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure des inscriptions d'urgence, n° 398. — Le 27 août 1946, un projet de loi relatif à la révision et à la résiliation de certains contrats par les collectivités locales, n° 562. — Le 27 août 1946, un projet de loi relatif aux syndicats de communes et aux syndicats

mixtes, n° 564. — Le 28 août 1946, un projet de loi relatif à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 599. — Le 11 septembre 1946, un projet de loi relatif aux cimetières militaires alliés de la guerre 1939-1945, n° 748. — Le 19 septembre 1946, un projet de loi portant organisation du referendum prévu par l'article 3 de la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics, n° 897. — Le 23 septembre 1946, un projet de loi relatif au ban de vendanges, n° 989. — Le 24 septembre 1946, un projet de loi portant organisation des communes rurales en Algérie, n° 1011. — Le 24 septembre 1946, un projet de loi relatif à la sécurité sociale en Algérie, n° 1012. — Le 24 septembre 1946, un projet de loi portant statut organique de l'Algérie, n° 1013. — Le 24 septembre 1946, un projet de loi tendant à assurer le concours de la métropole au financement du plan de progrès social de l'Algérie, n° 1014. — Le 28 septembre 1946, un projet de loi tendant à modifier les articles 203, 204 et 355 du Gode du Timbre relatifs au droit de timbre des cartes de séjour d'étrangers, n° 1108.

#### Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [14 juin 1946] (A., p. 2539); — Ses explications de vote lors de l'élection du président du Gouvernement provisoire de la République française [19 juin 1946] (p. 2547). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (J. O. du 24 juin 1946, p. 5646).

#### En cette qualité :

Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [5 juillet 1946] (p. 2625). — Sa réponse aux questions posées par : Mme Bastide tendant à donner aux maires des pouvoirs de réquisition pour les logements [23 juillet 1946] (p. 2771); M. Allonneau sur la situation de la région de Cholet (ibid.); M. Morand sur les populations sinistrées par la grêle dans les régions du Saumurois et du Choletais (ibid.). — Participe à la discussion d'une interpellation de M. Quilici, sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale, intervention de M. Saadane* [22 août 1946] (p. 3256); *Interventions de M. Abbas* [23 août 1946] (p. 3282);

*Ses observations* (p. 3282 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Félix sur les troubles de Nantes [3 septembre 1946] (p. 3460). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946; INTÉRIEUR, Chap. 6 : *Amendement de M. Roubert* [3 octobre 1946] (p. 4486); Chap. 7 : *Amendement de M. Giovani* (p. 4487); Chap. 27 : *Observations de M. Rollin sur les vols et la criminalité* (p. 4488); Chap. 46 : *Amendement de M. P. André* (p. 4489).

#### DESHORS (M. Jean), Député du département de la Haute-Loire.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531) = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à l'amélioration de la qualité des produits du sol et du rendement à l'hectare par la création de fermes régionales types, n° 581. — Le 29 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures nécessaires pour supprimer le rationnement du tabac dans la métropole, n° 627.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946; Art. 37 bis nouveau : *Amendement de M. Ramette* [25 septembre 1946] (A., p. 4040).

#### DESJARDINS (M. Charles), Député du département de l'Aisne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires mobilisés, prisonniers de guerre, déportés et prisonniers civils de guerre, les mêmes avantages que ceux obtenus par les fonctionnaires demeurés en fonction, n° 12. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à mettre à la charge de la nation les frais d'exhumation, de transfert et d'inhumation définitive des militaires décédés au cours de la guerre, des combattants des forces françaises de l'intérieur, des victimes civiles de la guerre, des déportés et internés, n° 13. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article unique de la loi du 14 mai 1946 complétant l'article 37 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 14. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à permettre la révision des décisions de justice prononcées pendant l'occupation allemande à l'encontre des justiciables qui, par suite de faits de guerre ou de résistance, ont été éloignés du lieu des juridictions qui ont prononcé ces décisions, n° 15. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les permissions dites « agricoles », n° 47. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux prisonniers de guerre évadés de la guerre 1939-1945 la médaille dite « des évadés », n° 53. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur la loi du 14 mars 1936 créant la médaille des prisonniers civils, otages et déportés de la grande guerre, n° 54. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à supprimer la taxation des produits agricoles, à supprimer les subventions de l'Etat permettant de livrer à la consommation ces produits à un prix inférieur à celui payé aux producteurs et d'utiliser le montant des dites subventions au versement d'une allocation d'attente aux vieillards privés de ressources, n° 127. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi du 7 mai 1946 aux locataires des locaux à usages professionnels et commerciaux, n° 416. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux sinistrés qui ont acquittés la moitié de l'impôt de péréquation auquel ils sont assujettis de s'acquitter du montant restant dû en produisant des factures des travaux de reconstitution de leurs immeubles endommagés par faits de guerre,

n° 417. — Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à annuler la rescision des procès-verbaux de vente conclus avant le 1<sup>er</sup> septembre 1940 en cas de besoin de plus des sept dixièmes, n° 439. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi relatif à la prorogation de certains délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, n° 877. — Le 18 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder jusqu'au 31 décembre 1946 la prime de prompt livraison attribuée par le décret du 3 août 1946 aux cultivateurs ayant livré leur blé avant le 1<sup>er</sup> octobre 1946, n° 860.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [11 juillet 1946] (A., p. 2636); — de la proposition de résolution de M. Rochet tendant à remettre en vigueur la loi du 15 août 1926 et déterminer les attributions de l'office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (p. 2738). — Pose : à M. le Ministre du Ravitaillement une question orale sur la ration de sucre [23 juillet 1946] (p. 2761); à M. le Ministre des Anciens combattants une question sur les emplois réservés (p. 2763); intervient au cours des questions posées à M. le Ministre des Armées (p. 2764); pose : à M. le Ministre de l'Economie nationale des questions sur la production des automobiles et tracteurs agricoles (*ibid.*); à M. le Ministre des finances une question : sur les rations de tabac (p. 2768); sur les cautionnements pour les transports de bétail dans les communes frontalières (*ibid.*); à M. le Ministre de la Justice une question sur la situation paradoxale de certains tribunaux, tel celui de Vervins (p. 2771); à M. le Ministre de la Production industrielle une question sur la délivrance des bons de pneumatiques pour bicyclettes et automobiles [30 juillet 1946] (p. 2843, 2845). — Demande à interpellier sur les raisons pour lesquelles le ravitaillement continue à livrer aux consommateurs, sous le nom de pain, une exécrable mixture, alors que les battages, même dans le Nord de la France ont permis de livrer une grande quantité de blé aux organismes stockeurs [28 août 1946] (p. 3376).

— Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 3 : *Son amendement sur l'électorat* [3 septembre 1946] (p. 3483) ; — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; Art. 2 : *Son amendement au premier alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3625) ; *le retire* (p. 3626) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 37 bis nouveau : *Amendement de M. Ramette* [25 septembre 1946] (p. 4040) ; ANCIENS COMBATTANTS ; Chap. 150 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4436) ; RAVITAILLEMENT : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4500) ; — d'une proposition de loi relative à l'inéligibilité de personnes relevées de l'indignité nationale : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4571) ; Article unique : *Son amendement concernant les déportés* [4 octobre 1946] (p. 4572). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 9 : *Son amendement concernant les Français acquéreurs d'immeubles appartenant à des étrangers* [4 octobre 1946] (p. 4604).

**DETRAVES (M. Guillaume), Député du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1947] (p. 2545). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et aux agents des services publics prisonniers de guerre ou déportés politiques pour actes de résistance, n° 430. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à l'expropriation d'entreprises abandonnées par leurs propriétaires à la libération et reprises par le personnel lui-même, n° 553.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales de la Tunisie [13 juin 1946]

(A., p. 2535). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 15 : *Son amendement au troisième alinéa* [12 septembre 1946] (p. 3679) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 29 T : *Son amendement sur le rôle du Président de la République* (p. 3700) ; — du rapport sur la composition et l'élection du Conseil de la République ; Art 6 : *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4175).

**DEVEMY (M. Roger), Député du département de Saône-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (ibid.).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à reconnaître les obligations de l'Etat pour la liquidation intégrale de la solde due aux officiers, sous-officiers et gradés à solde mensuelle prisonniers de guerre rapatriés en 1945, n° 114. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur la législation sur les emplois réservés à certaines catégories de victimes de la guerre et militaires de carrière, n° 262. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir en faveur des prisonniers et déportés le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, n° 340.

**Interventions :**

Intervient au cours de la discussion du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Rapport de M. Duches* [2 août 1946] (p. 2953) ; — de l'interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3165).

**DEVÈZE (M. Michel) Député du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 24. — Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris, pour l'automne 1946, à l'occasion du centenaire de l'école française d'Athènes, une Exposition d'art et d'histoire et à organiser, d'autre part, le voyage d'une mission d'études en Grèce et dans le Proche-Orient, n° 56. — Le 5 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder rapidement à un reclassement et à une revalorisation de la fonction enseignante, n° 101. — Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime actuel des zones (salaires, allocations familiales, allocations aux vieux travailleurs, indemnités de fonctionnaires) dans les départements de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, n° 366. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux anciens combattants des Forces françaises libres et aux anciens maquisards de bénéficier des prêts attribués aux anciens prisonniers de guerre et déportés, n° 426. — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse nationale des lettres, n° 461. — Le 28 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser une saison nationale annuelle des Arts à Versailles, n° 592. — Le 4 septembre 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte du Gouvernement de fait de Vichy dit loi du 30 novembre 1941 déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-les-Chevreuse à Limours (Seine-et-Oise), n° 670.

**Interventions :**

Participe à la discussion : de la proposition de résolution tendant aux reclassement et revalori-

sation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (A., (p. 3485) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 18 : *Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3519).

**DEVINAT (M. Paul), Député du département de Saône-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 mai 1946 instituant des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, n° 356. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant modification à la réglementation forestière à la Guadeloupe, n° 859.

**Interventions :**

Intervient lors du débat sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Denais et Bruyneel sur la situation des petits rentiers et petits épargnants [26 juillet 1946] (A., p. 2823). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; Art. 6 : *Son amendement au second alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3630) ; *le retire* (p. 3631) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (p. 3806) ; PRÉAMBULE : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3889) ; *le retire* (ibid.) ; PRINCIPES : Art. 63 : *Son amendement* (p. 3896) ; Art. 65 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 68 : *Son amendement* (p. 3897) ; Art. 71 : *Son amendement* (p. 3898) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 71 C : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 71 I : *Son amendement* (p. 3907) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 71 J : *Son amendement* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 63 : *Son amendement* [21 septembre 1946] (p. 3925) ; *le retire* (ibid.) ;

Art. 71 D : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.). — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires; Art. 9 : *Ses explications de vote* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4328); — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique; Art. 5 : *Amendement de M. Bouxom* [2 octobre 1946] (p. 4384).

### DEZARNAULDS (M. Pierre), Député du département du Loiret.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des Finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

### DHERS (M. Pierre), Député du département de la Drôme.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] p. 2554). = S'excuse de son absence [28 septembre 1946] (p. 4225).

### DIALLO (M. Yacine), Député du territoire de Guinée.

Son élection est validée [19 juillet 1946] (A., p. 2730). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 6 août 1946, une proposition de loi portant amnistie des infractions commises en Guinée française à l'occasion des incidents des 16 et 17 octobre 1945, n° 394. — Le 12 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Yacine Diollo et plusieurs de ses collègues portant amnistie des infractions commises en Guinée française à l'occasion des incidents des 16 et 17 octobre 1945, n° 779.

#### Interventions :

Participe à la discussion : d'une proposition de résolution tendant aux reclassement et revalorisation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (A., p. 3486); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (p. 3813).

### DIENESCH (Mlle Marie-Madeleine), Député du département des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 3 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'emploi de veuves de guerre dans les administrations publiques, n° 662. — Le 28 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs et des institutrices, n° 1114. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer une indemnité de première mise d'équipement pour les instituteurs et professeurs de l'enseignement public, n° 1090.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 153 A nouveau; *Sa demande de*

*disjonction* [25 septembre 1946] (A., p. 4065); *Amendement de M. Sanguier* [26 septembre 1946] (p. 4108).

**DIXMIER (M. Joseph), Député du département du Puy-de-Dôme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale : *Ses explications de vote* [8 août 1946] (A., p. 3094) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : RAVITAILLEMENT, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4503).

**DOMINJON (M. Pierre), Député du département de l'Ain.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, n° 1002.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Aisne [12 juin 1946] (A., p. 2497). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 38 : *Soutient l'amendement de M. Lecourt* [12 septembre 1946] (p. 3711) ; Art. 44 : *Ses explications de vote contre l'amendement de M. Bruyneel* [13 septembre 1946] (p. 3728) ; — des conclusions du rapport sur la

constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur de la commission de la Constitution* : *Donne lecture de son rapport* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4345 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hamon* (p. 4349).

**DOUALA-MANGA-BELL (M. Alexandre) Député du Territoire du Cameroun (Collège des non-citoyens).**

Son élection est validée [27 août 1946] (A., p. 3327). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555) ; — de la Commission des territoires d'outre-mer [17 septembre 1946] (p. 3754).

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (A., p. 3852). — *S'excuse de son absence* [2 août 1946] (p. 2934). — Obtient un congé (*ibid.*).

**DOYEN (M. Eugène), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission de l'intérieur et de l'Algérie, de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

**Dépôt :**

Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer l'éligibilité aux techniciens du cadastre, n° 918.

**Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du ravitaillement [2 août 1946] (A., p. 2937) ; — du projet et des propositions de loi

relatifs au statut général des fonctionnaires : *Son article additionnel 60 bis concernant l'administration des P. T. T.* [5 octobre 1946] (p. 4700).

**DRAVENY (M. Lucien), Député du département de la Marne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi relative au statut de l'artisanat, n° 196.

**DUBOIS (M. René), Député du département de la Loire-Inférieure.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 19 du Livre IV du Code du travail (secrétaires des conseils de prud'hommes), n° 339.

**DUCLOS (M. Jacques), Député du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription), (Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.)**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (ibid.).

**Dépôts :**

Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à l'institution de la représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés de la France métropolitaine, n° 384. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier la composition des organismes directeurs du crédit, n° 419. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi fixant la contribution de la France à la réparation des dommages de guerre en Tunisie, n° 1134. — Le 2 octobre 1946, une proposition de résolution tendant à assurer le vote du statut de la fonction publique avant la séparation de l'Assemblée Nationale Constituante, n° 1166.

**Interventions :**

Sa motion relative à l'avènement de la République italienne [12 juin 1946] (A., p. 2494). — Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> bureau, sur les opérations électorales du département des Ardennes [12 juin 1946] (p. 2499). — Est proclamé Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2538). — Préside : la séance du 23 juillet 1946 (p. 2750) ; la séance du 6 août (p. 2984) ; la seconde partie de la 2<sup>e</sup> séance du 9 août (p. 3155) ; la séance du 4 septembre (p. 3518) ; la 1<sup>re</sup> séance du 10 septembre (p. 3573) ; la 2<sup>e</sup> séance du 25 septembre (p. 4031) ; la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 26 septembre (p. 4126) ; la 2<sup>e</sup> séance du 4 octobre (p. 4569). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [14 juin 1946] (p. 2539). — Ses explications de vote lors de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République française (p. 2545). — Est entendu dans la discussion : des interpellations sur la composition et la politique extérieure du Gouvernement [26 juin 1946] (p. 2562) ; — du rapport sur les opérations électorales dans la 1<sup>re</sup> circonscription du département de la Seine [4 juillet 1946] (p. 2596) ; — du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (p. 2621) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions [11 juillet 1946] (p. 2658) ; — du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet

1946] (p. 2705 et suiv., 2713). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [18 juillet 1946] (p. 2714) ; sur l'ajournement de la discussion d'une interpellation de M. Aubry [25 juillet 1946] (p. 2809). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : d'une interpellation de M. Aubry concernant l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature [26 juillet 1946] (p. 2820) ; — d'une interpellation de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale [26 juillet 1946] (p. 2823) ; sur le règlement de l'ordre du jour [30 juillet 1946] (p. 2858). — Participe à la discussion : des propositions de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank ; *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2903) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* [2 août 1946] (p. 2964) ; Art. 5 : *Anciens combattants* (p. 2968) ; — de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à rétablir les parités d'indemnité existant entre le personnel des P. T. T. et les régies financières : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2976). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron portant réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3082 et suiv.). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale : *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3094) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements portant le coefficient à 4* [9 août 1946] (p. 3123) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale, Intervention : de M. Cot* [22 août 1946] (p. 3249) ; *de M. Le Bail* [27 août 1946] (p. 3331) ; *de M. Herriot* (p. 3342) ; PRÉAMBULE, alinéa 12 : *Ses explications de vote sur les amendements de M. Montillot et le sous-amendement de M. Cudenet* [29 août 1946] (p. 3428) ; Art. 76 : *Ses explications de vote sur l'ensemble de l'article* [10 septembre 1946] (p. 2600) ; du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 septembre 1946] (p. 4237) ; — d'une proposition de loi ayant pour objet une enquête sur les

événements survenus en France de 1933 à 1945 ; Art. 2 : *Son amendement* [29 août 1946] (p. 3398 et suiv.) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote sur la question préalable* [17 septembre 1946] (pp. 3757, 3762). — Est entendu : lors d'une déclaration de M. Bidault, sur le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946] (p. 3883) ; — sur le règlement de l'ordre du jour [20 septembre 1946] (p. 3911) ; — au cours de la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés, *Discussion générale* [23 septembre 1946] (pp. 3941, 3947 et suiv.) ; Art. 5 : *Amendement de M. d'Arçon* (p. 3953) ; Art. 17 : *Ses observations contre les amendements* (pp. 3967 et suiv.) : *Ses observations sur le panachage* [30 septembre 1946] (pp. 4265, 4270 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> ; *Ses observations contre les amendements* (p. 4282) ; *Ses explications de vote* (p. 4285) ; *Ses observations* (p. 4289) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 octobre 1946] (p. 4561) ; — sur l'adoption des propositions de la conférence des présidents [24 septembre 1946] (p. 3996) ; — dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (pp. 4006 et suiv.) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4112). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4276) ; — de sa proposition de résolution sur le statut de la fonction publique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4407).

#### DUCLOS (M. Jean), Député du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532) — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à revaloriser les pensions d'invalidité des mutilés, des veuves, des ascendants et

orphelins de la guerre, n° 112. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à revaloriser la retraite du combattant, n° 174. — Le 5 septembre 1946, une proposition de loi relative à la retraite anticipée facultative des anciens combattants et victimes de la guerre employés dans les administrations publiques, n° 687.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'Exercice 1946, en qualité de *Rapporteur pour avis* de Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression : *Donne lecture de son rapport* [2 août 1946] (A. p. 2953 et suiv.) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3117).

#### DUFOREST (M. Armand), Député du département de la Sarthe.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### DUFOUR (M. André), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555) ; — de la Commission de la comptabilité (*ibid.*).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure, 2<sup>e</sup> circonscription [12 juin 1946] (A., p. 2522).

#### DUMAS (M. Joseph), Député du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôt :

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à régler vis-à-vis du Gouvernement français la situation des fonctionnaires détachés de la métropole et incorporés au cadre chérifien, n° 409.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 31 : *Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la prime de rendement* [5 octobre 1946] (A., p. 4683) ; *Son article additionnel 145 bis tendant à l'application du statut aux agents de la ville de Paris* (p. 4708) ; *le retire* (*ibid.*).

#### DUPRAZ (M. Joannès), Député du département de l'Indre-et-Loire.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi déterminant aux Antilles et à la Réunion les conditions dans lesquelles des facilités pourront être accordées aux chefs d'entreprises mobilisés, en vue de leur permettre de reprendre leur activité, n° 1155.

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, Art. 5 : *Son amendement* [21 septembre 1946] (A., p. 3925). — Est entendu pour un rappel au règlement [26 septembre 1946] (p. 4114). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur*, Chap. 36 : *Ses observations* [3 octobre 1946] (p. 4483). — S'excuse de son absence [4 juillet 1946] (pp. 2585, 2674). — Obtient un congé (*ibid.*)

**DUPUY (M. Marc), Député du département de la Gironde**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à organiser la remise en valeur et la protection contre les incendies de la forêt de Gascogne, n° 98. — Le 22 août 1946 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour sauver la forêt de Gascogne des incendies qui la ravagent et préparer sa renaissance rapide, n° 501. — Le 11 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'application immédiate de la loi du 3 août 1946, en particulier de l'article 3, fixant le calcul de l'indemnité extraordinaire attribuée aux retraités de l'Etat, n° 725. — Le 25 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues relative au prêt au mariage; 2° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le prêt au mariage; 3° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le prêt au mariage, n° 1038.

**Interventions :**

Pose : à M. le Ministre du Ravitaillement une question concernant le ravitaillement de la ville

de Bordeaux [23 juillet 1946] (A. p. 2761); à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à la destruction des foyers de sauterelles dans le département de la Gironde [30 juillet 1946] (p. 2846). — Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946; Art. 3 : *Son amendement sur l'indemnité extraordinaire* [2 août 1946] (p. 2965); *le retire* (*ibid.*); — de sa proposition de résolution fixant le calcul de l'indemnité extraordinaire à attribuer aux retraités de l'Etat : *Discussion générale* [11 septembre 1946] (p. 3645); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 123 *bis* nouveau : *Amendement de M. Besset* [25 septembre 1946] (p. 4053); Art. 123 *bis* : *Son amendement* (p. 4057); Art. 123 *bis* : *Ses observations* (p. 4072); AGRICULTURE, Chap. 42 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4129); *le retire* (p. 4130); RAVITAILLEMENT, Chap. 31 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4505); *le retire* (*ibid.*).

**DUQUESNE (M. Jules), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites [30 juillet 1946] (p. 2840). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant au reclassement du personnel des caisses d'assurances sociales et des compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1<sup>er</sup> juin 1945, dans les nouveaux organismes de la sécurité sociale, n° 462. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires en vue d'accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de trois cents francs à titre d'argent

de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, depuis le début de leur hospitalisation, n° 615.

**DURROUX (M. Jean), Député du département de l'Ariège.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à revenir à la structure donnée par la loi du 15 août 1936 à l'Office national interprofessionnel des céréales, n° 109. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Baurens et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux producteurs de blé la consommation familiale, n° 775.

**DUSSEAUX (M. Roger), Député du département de la Seine - Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554). ; — de la Commission des affaires économiques, douanes et conventions commerciales [30 juillet 1946] (p. 2840).

**Dépôt :**

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à faciliter la reconstruction des localités sinistrées par l'application aux matériaux préfabriqués d'un taux réduit de la taxe à la production, n° 425.

**Interventions :**

Intervient dans le débat en vue de la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'enfance [12 septembre 1946] (A., p. 3689). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 137, *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4056) ; Art. 160 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [26 septembre 1946] (p. 4082).

**DUTARD (M. Lucien), Député du département de la Dordogne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Mayenne [12 juin 1946] (A., p. 2514).



## E

**ÉBOUÉ (Mme Eugénie), Député de la Guadeloupe.**

Son élection est validée [9 août 1946] (A., p. 3127). = Est nommée membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Départements et territoires d'outre-mer*, Art. 71 M : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3909) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 72 bis : *Amendement de M. Deniau* [3 octobre 1946] (p. 4485) ; — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer [5 octobre 1946] (p. 4714).

**EHM (M. Albert), Député du département du Bas-Rhin.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : FINANCES, Chap. 140 bis nouveau : *Son amendement* [26 septembre 1946] (A., p. 4119).

**ENGEL (M. Emile), Député du département de la Moselle.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter le rapatriement des Alsaciens et des Lorrains retenus en captivité par les armées alliées, n° 63. — Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux vieillards et invalides par l'adaptation des prestations de rentes et d'allocations à l'accrois-

sement du coût de la vie, n° 415. — Le 5 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues relative au versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 679. — Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, n° 1019.

#### Interventions :

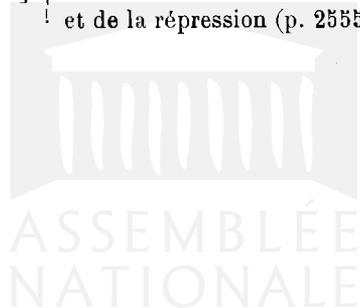
S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (A., p. 2674).

#### **ERRECART (M. Jean), Député du département des Basses-Pyrénées.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### **EVRARD (M. Just), Député du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1496] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).



## F

**FAGON (M. Yves), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (*A.*, p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute-Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi portant statut général des fonctionnaires civils, **n° 69**. — Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat, de faire valider en regard de leur régime des retraites, le temps accompli en dehors des établissements, par suite des hostilités, **n° 361**. — Le 17 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur : I. le projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues portant statut général des fonctionnaires civils ; 2<sup>o</sup> de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut général des fonctionnaires, **n° 821**. — Le 4 octobre 1946, une proposition de loi tendant au relèvement des taux de la majoration spéciale de l'allocation d'assistance prévue par l'article 173 de la loi de finances du 16 avril 1930 introduisant un ar-

ticle 20 *bis* dans la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, **n° 1206**.

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (*A.*, p. 2957) ; — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; Art. 14 *bis* : *Son amendement* [11 septembre 1946] (p. 3637) ; — des propositions de la Conférence des présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4342) ; — d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos sur le statut de la fonction publique, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [2 octobre 1946] (p. 4406) ; — d'une proposition de loi relative à l'inéligibilité des personnes relevées de l'indignité nationale : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4572). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires en qualité de *Rapporteur* ; Art. 2 : *Amendement de M. Herriot tendant à admettre le recours contentieux* [5 octobre 1946] (p. 4675) ; Art. 3 : *Amendement de M. René Mayer tendant à faire nommer aux emplois supérieurs par décret* (p. 4675) ; Art. 6 : *Amendement de M. René Mayer tendant à reconnaître les associations de fonctionnaires* (p. 4677) ; Art. 19 : *Amendement de M. Herriot concernant l'élection des représen-*

*tants des fonctionnaires au Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4679); Art. 20 : *Ses observations concernant les commissions et comités paritaires* (p. 4680); Art. 21 : *Amendement de M. Cayol concernant les organisations syndicales représentatives* (p. 4681); Art. 31 : *Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la prime de rendement* (p. 4683); Art. 32 : *Amendements de MM. Peeters et Barangé relatifs à la fixation du minimum vital* (p. 4684); Art. 45 : *Amendements de MM. Peeters et Herriot concernant l'avancement de grade à l'examen ou au concours* (p. 4696); Art. 48 : *Amendement de M. Herriot concernant les conditions d'avancement de grade* (p. 4697); Art. 57 : *Amendement de M. Herriot tendant à l'annulation du tableau d'avancement en cas d'irrégularité* (p. 4699); Art. 60 bis *proposé par M. Doyen concernant l'administration des P. T. T.* (p. 4700); Art. 65 : *Amendement de M. Herriot sur la limitation des droits de l'autorité disciplinaire* (p. 4700); Art. 124 bis *proposé par M. Demusois tendant à la consultation des commissions administratives paritaires* (p. 4704); Art. 139 : *Amendement de M. Albert Petit relatif aux institutions medico-sociales* (p. 4706); *Amendement de M. Pineau sur l'organisation des institutions sociales* (ibid.); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 4708).

**FAJON (M. Etienne) Député du département de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Dordogne [12 juin 1946] (A., p. 2505). — Est entendu dans la discussion : du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (p. 2619 et suiv.); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [20 août 1946] (p. 3196 et suiv.); PRÉAMBULE : *Amendement de M. July au 10<sup>e</sup> alinéa : ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3407); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* [3 septembre 1946] (p. 3477); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 :

*Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3530); Art. 7 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid* [11 septembre 1946] (p. 3647); Art. 78 : *Amendement de M. Leunhardt* [13 septembre 1946] (p. 3739); DE L'UNION FRANÇAISE : *Ses observations* [20 septembre 1946] (p. 3868); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : Art. 29 A : *Amendement de M. Ramarony* [28 septembre 1946] (p. 4197); — du rapport sur la composition et l'élection du Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. de Tinguy* [27 septembre 1946] (p. 4171); Art. 12 : *Son adjonction à l'article* (p. 4176); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, concernant le Conseil de la République : Art. 2 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4223). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4202). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique; Art. 5 : *Amendement de M. Bouxom* [2 octobre 1946] (p. 4385).

**FARAUD (M. Roger) Député du département de la Charente-Maritime.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

**FARGE (M. Yves), Ministre du Ravitaillement.**

Est nommé Ministre du Ravitaillement [J. O. du 10 juillet 1946] (p. 6162).

**Dépôts :**

**En qualité de Ministre du Ravitaillement :**

Le 12 septembre 1946, un projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, n° 756. — Le 12 septembre 1946, un projet de loi tendant à

accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, n° 781. — Le 12 septembre 1946, un projet de loi portant modification et codification de textes relatifs à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique, n° 783.

#### Interventions :

Sa réponse : à une question orale de M. Delachenal sur la ration de vin [23 juillet 1946] (p. 2760 et suiv.); de M. Rochet sur le même sujet (*ibid.*); de M. Desjardins sur la ration de sucre (p. 2764); de Mme Bastide sur les distributions supplémentaires à certaines catégories (*ibid.*); de M. Thannier sur la ration de vin (*ibid.*); de M. Dupuy sur le ravitaillement de Bordeaux (*ibid.*); de M. Rophé sur l'épuration dans son Ministère (p. 2762); de M. André sur les viandes avariées de Nancy (*ibid.*); de M. Rousseau sur le ravitaillement en viande et en poisson (*ibid.*); — à une interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2939 et suiv.); *Ses observations en réponse à M. Guy Petit* [8 août 1946] (p. 3046); *Deblocage de vin à Rouen* (p. 3048); *Sa réponse à M. Lecacheux* (p. 3049); *Incidents de viande avariée à Nancy* (p. 3054); *Demande le vote de l'ordre du jour de M. Poimboeuf* (p. 3056). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4314, 4318); Art. 1<sup>er</sup> : *S'oppose à l'amendement de M. Schauffler* (p. 4322 et suiv.); *Addition à l'article* (p. 4326); Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Hubin-Desgrées* (p. 4328); Art. 9 : *Ses observations sur le vin* (p. 4329, 4330); — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4331); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* (p. 4332); — du projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] p. 4336); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : RAVITAILLEMENT, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4501 et suiv.); Chap. L G : *Ses observations* (p. 4506).

#### FARINEZ (M. Auguste), Député du département des Vosges.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Aude [12 juin 1946] (A., p. 2500).

#### FAUVEL (M. Etienne), Député du département de la Manche.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2534); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2535).

#### FAYET (M. Pierre), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (Collège des électeurs français musulmans et non-musulmans).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2553); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à faire de la langue arabe la langue officielle à côté de la langue française en Algérie, n° 28. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la réparation des préjudices matériels et moraux portés aux fonctionnaires du cadre algérien victimes de l'acte du 5 octobre 1940, n° 107. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'électorat des musulmans algériens résidant en

France, n° 710. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour limiter les maisons de prostitution et les faire déplacer en dehors des quartiers populeux et à une distance d'un minimum de cinq cents mètres des écoles, des mosquées, des églises en Algérie, n° 711. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi sur la taxe d'apprentissage du 13 juillet 1925, n° 724.

#### Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [3 juillet 1946] (A., p. 2623). — Est nommé membre de la commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674). — Participe à la discussion d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale, intervention de M. Demusois* [23 août 1946] (p. 3275). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4345). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 21 : *Dispositions spéciales à l'Algérie : Amendement de M. Abbas* [4 octobre 1946] (p. 4349).

#### FÉLIX (M. le Colonel), Chombard de Lauwe dit], Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2331). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à rétablir et à modifier les articles 417 à 440 du Code des douanes concernant le droit intérieur de consommation sur le sel, supprimés par la loi du 31 décembre 1945, n° 237.

#### Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question sur les examens du baccalauréat [23 juillet 1946] (A., p. 2763). — Demande à interpellier : sur les intentions du Gouvernement en face de la situation actuelle de la presse et sur les problèmes urgents que pose la création de la Société nationale des entreprises de presse [23 juillet 1946] (p. 2778) ; est entendu lors de la fixation de la date de cette interpellation [26 juillet 1946] (p. 2820) ; — sur les troubles extrêmement graves qui se sont produits à Nantes le 21 août au soir et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre [23 août 1946] (p. 3306) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 août 1946] (p. 3413), [3 septembre 1946] (p. 3455). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 9 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4035), [26 septembre 1946] (p. 4107) ; INFORMATION, en qualité de *Président de la Commission* de la presse, de la radio et du cinéma : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4461).

#### FÉLIX-TCHICAYA, voy. TCHICAYA (Félix).

#### FERRACCI (M. Jean), Député du territoire de Guinée (Collège des citoyens).

Son élection est validée [19 juillet 1946] (A., p. 2730). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554). — de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la répression (p. 2555). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

#### Dépôt :

Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux indigènes coloniaux anciens combattants, l'égalité des droits à pensions prévus par la loi

du 31 mars 1919 en faveur des militaires métropolitains victimes de la guerre et lorsqu'il y a polygamie, à réserver à l'épouse la plus ancienne le droit à pension de réversion, n° 374.

#### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (A., p. 3821); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : DISPOSITIONS RELATIVES AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Guinée française* : *Son amendement* [4 octobre 1946] (p. 4556).

#### FIGUÈRES (M. Léopold), Député du département des Pyrénées-Orientales.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes de certaines calamités agricoles, n° 256. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles fermant la frontière franco-espagnole, n° 265. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. Rarel et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer les réquisitions, la vente et la transformation en appartements d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique, n° 854. — Le 30 septembre 1946, une proposition de loi portant statut provisoire des centres d'apprentissage, n° 1125. — Le 30 septembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer à 23 ans l'âge de l'éligibilité aux Assemblées ou collèges électoraux élus au suffrage universel direct, n° 1128. — Le 3 octobre 1946, une proposition de loi tendant à abaisser la majorité civile et politique à 20 ans, n° 1205.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Son amendement à l'article premier* [25 septembre 1946] (A., p. 4032); Art. 117 : *Calamités agricoles* (p. 4051); Art. 168 : *Son amendement concernant les salariés de la frontière espagnole* [26 septembre 1946] (p. 4100); Art. 4 *quater* nouveau : *Ses observations* (p. 4108); — des propositions de la conférence des Présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4341). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 5 octobre 1946 [5 octobre 1946] (p. 4716).

#### FINET (M. Maurice), Député du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Devèze tendant à inviter le Gouvernement à organiser une saison nationale annuelle des Arts à Versailles, n° 804. — Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi inscrivant l'Ecole centrale des Arts et Manufactures au nombre des écoles nationales d'enseignement technique, n° 805. — Le 23 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les articles 153 A à G du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, n° 1062. — Le 30 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de

ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif sur les chemins de fer, aux élèves de grandes écoles et des facultés, n° 1132.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'éducation nationale* ; Art. 153 A nouveau : *Centres d'apprentissage* ; donne lecture de son rapport [25 septembre 1946] (A., p. 4065).

#### FIZAINÉ (M. Georges), Député du département de la Meuse.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (A., p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôt :

Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux salariées, mères de famille, un supplément à leur congé annuel, n° 536.

#### FONLUPT-ESPERABER (M. Jacques), Député du département du Haut-Rhin.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (p. 2545).

#### Interventions :

Participe à la discussion : d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* [29 août 1946] (A., p. 3396) ; *le retire* (p. 3397) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 76 :

*Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3600) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, concernant le Conseil de la République ; *Amendement de M. Ribeyre* [28 septembre 1946] (p. 4223).

#### FORCINAL (M. Albert), Député du département de l'Eure.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission de la défense nationale [4 juillet 1946] (p. 2586) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [30 juillet 1946] (p. 2840). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Nord (3<sup>e</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 2516). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS ; Art. 150 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4436).

#### FOUSSAT (M. André), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôt :

Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à l'institution d'un Office national de la pomme de terre, n° 369.

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 150 : *Soutient l'amendement de M. Champeix* [25 septembre 1946] (A., p. 4065).

**FOUYET (M. Emmanuel), Député du département du Finistère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**FRANCIS (M. Ahmed), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français musulmans non citoyens).**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; **DE L'UNION FRANÇAISE** : *Son contre-projet* [20 septembre 1946] (A., p. 3893 et suiv.).

**FRANÇOIS (Mme Germaine), Député du département de la Nièvre.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommée membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 29 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de résolution de M. Bernard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut de la Marine nationale (anciennement Forges de la Chaussade de Guérigny) (Nièvre), **n° 623**. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut de l'établissement national constitué par les Forges de la Chaussade et leurs dépendances à Guérigny (Nièvre) utilisé par la Marine nationale, **n° 848**.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Lozère [12 juin 1946] (A., p. 2512).

**FRÉDÉRIC-DUPONT (M.), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2598). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission de l'intérieur et de l'Algérie, de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme, **n° 95**. — Le 5 juillet 1946, une proposition de loi concernant la réglementation des entreprises de réparations de chaussures, **n° 96**. — Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à titulariser les employés auxiliaires de l'Etat, ascendantes des victimes de la guerre non bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, **n° 103**. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente aux consommateurs, **n° 164**. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'accès à la profession de photographe, **n° 236**. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers, **n° 290**. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux personnes célibataires ou divorcées les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 janvier 1946 portant exonération, dans certains cas, des cotisations versées pour les allocations familiales, **n° 316**. — Le 20 août 1946, une proposition de loi concernant la réglementation des entreprises de réparations de chaussures, **n° 469**. — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de la profession de pâtissier, **n° 635**. — Le 3 septembre 1946, une proposition de

résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des retraités de l'imprimerie nationale, n° 638. — Le 4 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à chaque profession de dresser un programme d'aide à la vieillesse sur le plan professionnel par la constitution de maisons de retraite et à établir un projet de financement de ce programme, n° 665. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « bottier » dans l'industrie et le commerce, n° 707. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à régler l'application de la loi du 12 mai 1946 fixant la date de cessation des hostilités à la prorogation des délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le tribunal des conflits, n° 831. — Le 17 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner la possibilité de régulariser sans pénalités ni formalités particulières, leur situation fiscale, jusqu'à la fin de 1946, aux ressortissants français qui possèdent des biens en Italie, et qui ont été empêchés de souscrire aux obligations édictées par le décret du 9 septembre 1939, en raison de la guerre, n° 832. — Le 30 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris, n° 1121.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription) [4 juillet 1946] (A., p. 2591 et suiv.). — Demande à interpeller sur les conditions dans lesquelles une grande partie des immeubles des rues de Varenne, Bellechasse et Barbet-de-Jouy, sont l'objet au bénéfice de ministères, de réquisitions ou d'expropriations [20 août 1946] (p. 3200). — Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; PRÉAMBULE : *Son amendement au 2<sup>e</sup> alinéa sur l'habeas corpus* (28 août 1946) (p. 3366) ; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 D : *Soutient l'amendement de M. Betolaud* [4 septembre 1946] (p. 3522). — Ses rapports au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire de l'Oubanghi-Chari-Tchad (Collège des

citoyens et Collège des non-citoyens) [11 septembre 1946] (p. 3662). — Demande à interpeller sur la situation actuelle des artisans coiffeurs [12 septembre 1946] (p. 3713) ; — sur la réquisition et l'expropriation des immeubles se trouvant 70, 72, 74, rue de Varenne ; 68, 70, rue de Bellechasse [13 septembre 1946] (p. 3741). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Chap. B : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4453) ; *Le retire* (ibid.) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. RG : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4517) ; *Le retire* (p. 4518) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : *Ses observations sur l'ensemble* [5 octobre 1946] (p. 4709).

#### FROMENT (M. Edouard), Député du département de l'Ardèche.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555).

#### M. FURAUD (M. Jacques), Député du département de la Charente.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à organiser la profession artisanale, n° 58. — Le 27 septembre 1946, une proposition de loi sur le statut de l'artisanat, n° 1079. — Le 27 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut fiscal de l'artisanat, n° 1081.

#### Interventions :

S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).

## G

**GABELLE (M. Pierre), Député du département du Loiret.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 26 juillet 1946, une proposition de loi relative à l'ordonnance du 2 février 1945 organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs salariés, n° 287.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : *Discussion générale* [6 août 1946] (A., p. 2988).

**GALICIER (Mme Emilienne), Député du département du Nord (3<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommée membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation, n° 997. — Le 27 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation, n° 1098.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (A., p. 4330).

**GALLET (M. Henri), Député du département de la Vienne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*). — Est nommé membre de la commission de grâce amnistiant en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674).

**GALY-GASPARROU (M. Georges), Député du département de l'Ariège.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la défense nationale [30 juillet 1946] (p. 2840).

**GARAUDY (M. Roger), Député du département du Tarn.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préparer la célébration, par une commémoration nationale, du centenaire de la Révolution française de 1848, n° 271. — Le 4 octobre 1946, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les propositions de loi : 1° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la langue arabe la langue officielle à côté de la langue française en Algérie ; 2° de M. Mahdad et plusieurs de ses collègues tendant à admettre en Algérie l'arabe comme langue officielle au même titre que le français, n° 1207.

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, alinéa 12 : *Amendement de M. Montillot sur la liberté de l'enseignement* [29 août 1946] (A., p. 3419 et suiv.). — Est entendu pour un fait personnel : *Manuels d'histoire de l'enseignement libre* [3 septembre 1946] (p. 3487). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 153 A nouveau : en qualité de *Président de la Com-*

*mission de l'éducation nationale : Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4066) ; Art. 153 A nouveau : *Disjonction de l'article* [26 septembre 1946] (p. 4108) ; Art. 154 : *Ses observations* (p. 4109).

**GARCIA (M. Félix), Député du département des Landes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy, n° 99. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le système d'attribution des suppléments régionaux et nationaux, n° 307. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier rapidement le classement des communes en zones en ce qui concerne l'attribution des allocations familiales, n° 308. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à supprimer la réhabilitation en matière de tuberculose bovine et à modifier la législation existante en cette matière, n° 341. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à créer une caisse autonome nationale des calamités agricoles assurant le fonctionnement de l'assurance nationale obligatoire pour les calamités agricoles, n° 621. — Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Lamarque-Cando et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts en Gascogne et à préparer la reconstruction agricole et sylvicole de la zone forestière de Gascogne, n° 936. — Le 23 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à diminuer les cotisations des métayers en matière d'assurances sociales en rendant facultative l'indemnité journalière, n° 984

**Interventions :**

En qualité de *Rapporteur* du 9<sup>e</sup> Bureau, des opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département de la Seine : *donne lecture de son rapport* [4 juillet 1946] (**A.**, p. 2587). — Intervient au cours de la discussion générale d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2924). — Demande à interpellier sur les mesures que M. le Ministre de la Justice compte prendre pour que les magistrats membres des tribunaux paritaires des baux ruraux appliquent l'ordonnance du 17 octobre 1945 et la loi du 13 avril 1946 dans leur lettre et aussi dans leur esprit [22 août 1946] (p. 3262). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [11 septembre 1946] (p. 3659). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 117 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4050) ; AGRICULTURE : Chap. 128 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4133) ; *Le retire* (ibid.) ; Gchap. 138 : *Son amendement* (p. 4134) ; *Le retire* (p. 4135) ; AGRICULTURE : Chap. J : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4515) ; *Le retire* (p. 4516) ; — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice ; Art. 5 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4354) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 4357) ; *Le retire* (ibid.).

**GARET (M. Pierre), Député du département de la Somme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555) ; de la Commission du Règlement et des pétitions (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur les propositions de loi : 1<sup>e</sup> de M. Badie tendant à étendre l'application de l'article 301 du Code civil, alinéa 2, à la séparation

de corps ; 2<sup>e</sup> de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à permettre d'accorder des dommages-intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, n<sup>o</sup> 815. — Le 21 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi du 18 avril 1946 relative à la propriété commerciale, n<sup>o</sup> 969. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à la prolongation du délai fixé par la loi du 2 avril 1946 ayant trait aux brevets d'invention déposés depuis 1939 et non exploités, n<sup>o</sup> 1059. — Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 18 avril 1946, relative au renouvellement des baux industriels et commerciaux, n<sup>o</sup> 1020.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses observations sur le journal La Défense* [6 août 1946] (**A.**, p. 3020 et suiv.) ; — Son rapport sur une pétition [8 août 1946] (p. 3100). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3155). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : *Article additionnel de M. Kriegel-Valrimont concernant les personnes condamnées pour faits de collaboration* [4 octobre 1946] (p. 4606) ; Art. 13 : *Son amendement prévoyant le cas où le bien détruit a reçu des améliorations locatives* (p. 4608) ; Art. 19 : *Ses observations concernant la preuve par présomption* (p. 4613) ; Art. 12 bis (nouveau) : *Ses observations concernant les personnes condamnées exclues du bénéfice de la loi* (p. 4646) ; — du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole ; Art. 1<sup>er</sup> : *Soutient l'amendement de M. Grimaud concernant le contentieux des accidents du travail et des maladies professionnelles* [4 octobre 1946] (p. 4629) ; *le retire* (p. 4630) ; Art. 31 : *Ses*

*observations sur l'assistance judiciaire* (p. 4633); — du projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles; Art. 26 : *Son amendement concernant l'intervention du tribunal de paix dans l'enquête* [4 octobre 1946] (p. 4638); *le retire* (p. 4639); Art. 28 : *Son amendement tendant à clore l'information dans le mois de l'accident* (p. 4639); *le retire* (ibid.).

**GATUING (M. Marcel), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra**  
(*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans*).

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2534); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 24 septembre 1946, un deuxième rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés; 2° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution de la représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés de la France métropolitaine; 3° de M. Joseph Denais tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle; 4° de M. Reille-Soult et plusieurs de ses collègues relative à l'élection des députés de la France métropolitaine, des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et de l'Algérie, n° 1029. — Première partie (Métropole, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Algérie).

#### Interventions :

En qualité de *Vice-Président de la Commission* de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale, est

entendu sur le règlement de l'ordre du jour [19 juillet 1946] (A., p. 2739). — Participe à la discussion : du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements tendant à adopter le coefficient 4* [9 août 1946] (p. 3122); — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum; *Ses observations sur le résultat du vote* [10 septembre 1946] (p. 3587); — du projet de loi portant organisation du referendum; Art. 4 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3860); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés, en qualité de *Rapporteur* de la Commission de l'intérieur; *Donne lecture de son rapport* [30 septembre 1946] (p. 4263); Art. 10 : *Amendement de M. Lejeune* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4305).

**GAU (M. Albert), Député du département de l'Aude.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 28 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à financer une cave coopérative « témoin » pour la vérification et le vieillissement des vins des Corbières, n° 591. — Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant au reclassement du personnel des caisses d'assurances sociales et des compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1<sup>er</sup> juin 1945, dans les nouveaux organismes de la sécurité sociale, n° 812.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires; Art. 9 : *Ses explications de vote* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (A., p. 4329).

**GAUTIER (M. André), Député du département de Seine-et-Marne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer les indemnités dues aux travailleurs déplacés en raison des frais supplémentaires qui leur incombent pour l'entretien d'un double foyer, ou l'usage d'une double résidence, n° 255.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 9 : *Son amendement concernant les étrangers ayant des enfants mineurs français* [4 octobre 1946] (A., p. 4604); *Le retire* (ibid.); Art. 35 : *Son amendement relatif aux demandes d'indemnité* (p. 4620).

**GAVINI (M. Jacques), Député du département de la Corse.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (ibid.).

**Dépôt :**

Le 3 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre dès maintenant les mesures nécessaires pour préparer, dans le plus bref délai possible, l'achèvement de la remise en état du réseau ferré du département de la Corse, n° 659.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion des conclusions du rapport du 2° Bureau sur les opérations électorales du département de Constantine,

(validation de M. Pantaloni) [8 août 1946] (A., p. 3041); *Sa protestation sur la non-validation* (p. 3043).

**GAY (M. Francisque), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription), Ministre d'Etat.**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Est nommé Ministre d'Etat (J. O. du 24 juin 1946, p. 5646).

**Interventions :****En cette qualité :**

S'associe à l'adresse au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique [4 juillet 1946] (p. 2586).

**GAZIER (M. Albert), Député du département de la Seine, (5<sup>e</sup> circonscription), Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et Transports.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Interventions :**

Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et Transports [J. O. du 25 juin 1946] (p. 5662).

**En cette qualité :**

Répond aux questions posées par : M. Delachenal sur le désenclavement des communes de Savoie dont le chef-lieu n'est pas encore desservi par une route carrossable [23 juillet 1946] (p. 2777); M. Rigal sur l'attribution au personnel vicinal de vêtements de travail, chaussures, bottes et vélos (ibid.); M. Besset sur l'intégration du personnel vicinal dans le cadre des ponts et chaussées (p. 2778).

**GENEST (M. Maurice), Député du département d'Eure-et-Loir.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Com-

mission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à la réglementation des entreprises de réparations de chaussures, n° 349. — Le 13 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prolonger d'un mois les délais prévus par le décret du 9 août 1945 pour la prime de prompt livraison accordée aux producteurs de blé ou seigle, n° 806. — Le 13 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de tabac, n° 810. — Le 20 septembre 1946, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Baurens et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux producteurs de blé la consommation familiale, n° 942. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration journalière de pain, à améliorer le taux de blutage de la farine sans aucune adjonction de succédanés, n° 1144.

#### Interventions :

Est entendu lors de la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Meck et July sur le rapatriement des prisonniers de guerre français [23 juillet 1946] (A., p. 2755).

#### GERNEZ (M. Raymond), Député du département du Nord (3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

#### GERVOLINO (M. Roger), Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Son élection est validée [13 septembre 1946] (A., p. 3725). = Est nommé membre de la

Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales des territoires des établissements français de l'Océanie [21 septembre 1946] (A., p. 3933).

#### GETTEN (M. Gilbert), Député du département de la Haute-Garonne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôt :

Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, n° 1072.

#### GIACOBBI (M. Paul), Député du département de la Corse.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales : du département de la Corse [12 juin 1946] (A., p. 2503) ; du département de Constantine et territoire de Touggourt (Colège des électeurs français, citoyens musulmans et non musulmans) [11 juillet 1946] (p. 2666).

— Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *Amendement de M. Herriot au second alinéa* [28 août 1946] (p. 3365). — S'excuse de son absence [8 août 1946] (p. 3039). — Obtient un congé (*ibid.*).

**GILLOT (M. Roger), Député du département de la Nièvre.**

Son élection est validée [20 septembre 1946] (A., p. 3882). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production [25 septembre 1946] (p. 4031).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : TRAVAUX PUBLICS, Chap. 64 : *Reconstruction des ouvrages dans la Nièvre* [3 octobre 1946] (A., p. 4514).

**GINOLLIN (Mme Denise), Député du département de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommée membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du ravitaillement (*ibid.*). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la suppression des mandataires et commissionnaires des Halles et à la mise en régie autonome des Halles centrales de Paris, n° 168. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone autour de Paris et à prendre les mesures nécessaires afin de revenir au droit commun pour l'expropriation et l'indemnisation des zoniers, et afin d'aménager la zone, n° 177. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la

Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de compléter l'article 28 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, concernant les bénéficiaires de droit de priorité en matière de logement, n° 606. — Le 29 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser et régler le marché de la viande par la suppression des intermédiaires inutiles, n° 611. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre aux veuves, ascendants et descendants d'internés morts dans les camps ou des suites de leur détention le bénéfice des avantages accordés par l'ordonnance du 3 mars 1945, n° 612. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques, qui n'ont pas perçu pendant la période de leur déportation, leur traitement ou salaire, un pécule de 1.000 francs par mois de captivité, n° 769. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux veuves, ascendants et descendants d'internés morts dans les camps ou des suites de leur détention le bénéfice des avantages accordés par l'ordonnance du 3 mars 1945, n° 1065. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux déportés politiques, qui n'ont pas perçu pendant la période de leur déportation, leur traitement ou salaire, un pécule de 1.000 francs par mois de captivité, n° 1199.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. André, sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (A., p. 2926).

**GINSBURGER (M. Roger), Voy. Villon (M. Pierre).**

**GIOVONI (M. Arthur), Député du département de la Corse.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2544).

**Dépôt :**

Le 3 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rétablir d'urgence la ligne de chemin de fer de la côte orientale de la Corse, n° 647.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [27 août 1946] (A., p. 3328); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : INTÉRIEUR, Chap. 7 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4487); *le retire* (ibid.).

**GIRARDOT (M. Pierre-Louis), Député du département des Basses-Alpes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la défense nationale [4 juillet 1946] (p. 2586).

**GIRAUD (M. le général Henri), Député du département de la Moselle.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 10 septembre 1946, une proposition de loi modifiant l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative aux huissiers et tendant à prévoir des règles spéciales pour les

candidats huissiers des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 695.

**Interventions :**

Participe à la discussion : d'interpellations de MM. Meek et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés [25 juillet 1946] (A., p. 2805); — du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés : *Discussion générale* [26 juillet 1946] (p. 2829); — des projets de loi portant ratification des accords de Washington et de la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2910); — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie [22 août 1946] (p. 3227 et suiv.); *Intervention de M. Abbas* (p. 3279); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 3 : *Amendement de M. Desjardins* [3 septembre 1946] (p. 3484); DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 F : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3525); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 32 : *Son amendement* [5 septembre 1946] (p. 3552); *Son amendement au 5<sup>e</sup> alinéa* [12 septembre 1946] (p. 3707); DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3837 et suiv.); Art. 65 : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3896); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 24 *ter* nouveau : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4054); ARMÉES : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4401).

**GODIN (M. André), député du département de la Somme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

proposer à l'Assemblée Nationale Constituante les mesures nécessaires pour rétablir la parité de rémunération entre les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et ceux du Ministère des Finances, n° 701. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à la nullité de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 et au rétablissement des fonctionnaires et retraités des collectivités locales dans leurs droits acquis, n° 1156.

#### Interventions :

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre [9 août 1946] (A., p. 3140). — S'excuse de son absence [17 septembre 1946] (p. 3754).

#### GORSE (M. Georges), Député du département de la Vendée.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des affaires étrangères [4 juillet 1946] (p. 2586).

#### Dépôts :

Le 30 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser le Président du Gouvernement provisoire de la République à ratifier l'accord conclu entre le Gouvernement provisoire de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, comportant règlement en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre, n° 303. — Le 3 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif à certaines décisions des tribunaux mixtes d'Egypte, n° 649.

#### Interventions :

En qualité de *Rapporteur de la Commission des affaires étrangères* ; dépose et lit son rapport

sur les projets de loi concernant les accords de Washington et la Convention avec l'Export-Import Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (A., p. 2872 et suiv.).

#### GOSNAT (M. Georges), Député du département de la Charente-Maritime, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Armement.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*).

#### Interventions :

Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à l'Armement [*J. O.*, du 25 juin 1946] (p. 5662). — En cette qualité : répond à une question orale de M. André sur les réquisitions d'avions civils [23 juillet 1946] (p. 2764). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Parpais sur l'indemnité exceptionnelle de 1.000 francs non versée aux travailleurs de l'Etat [26 juillet 1946] (p. 2823). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés : *Discussion générale* [26 juillet 1946] (p. 2829) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; ARMEMENT : Chap. A : *Primes de rendement au personnel des usines nationalisées* [2 octobre 1946] (p. 4432).

#### GOSSET (M. Paul), Député du département du Nord (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la radio, de la presse et du cinéma (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 25 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Meck et

plusieurs de ses collègues relative au versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 1031.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 9<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 2524).

#### GOUDOUX (M. Jean), Député du département de la Corrèze.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 10 septembre 1946, une proposition de loi portant indemnisation des expropriations pour la construction de retenues d'eau, barrages et centrales hydroélectriques, n° 703. — Le 12 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail, n° 763.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 150 : Son amendement sur les élevages-pépinières de Pompadour [25 septembre 1946] (A., p. 4064).

#### GOUGE (M. Henry), Député du département de la Loire-Inférieure).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531), = Est nommé membre de la Com-

mission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôt :

Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à exiger un minimum de conditions d'habitabilité pour les constructions à usage d'habitation, n° 1080.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de Saône-et-Loire [12 juin 1946] (A., p. 2520). — Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3166); — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Félix sur les troubles de Nantes [3 septembre 1946] (p. 3457). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 25 : *Amendement de M. Thiriet concernant la reconstruction des bâtiments agricoles* [4 octobre 1946] (p. 4615).

#### GOUIN (M. Félix), Député du département des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription), Président du Gouvernement provisoire de la République, puis Vice-Président du Conseil.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Interventions :

Se démet de ses fonctions de *Président du Gouvernement provisoire de la République* [11 juin 1946] (A., p. 2494). — Son allocation en qualité de *Président du Gouvernement provisoire*

*de la République* [19 juin 1946] (p. 2543). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* [sans portefeuille] (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646). — En cette qualité : est entendu dans la discussion des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank, *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2905).

**GREFFIER (M. Paul), Député du département de l'Eure.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (*A.*, p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 39 : *Son amendement sur les honoraires d'expertise* [4 octobre 1946] (*A.*, p. 4620) ; *le retire* (*ibid.*).

**GRENIER (M. Fernand), Député du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (*A.*, p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la radio, de la presse et du cinéma (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 18 septembre 1946, une proposition de loi portant création d'un commissariat du cinéma, n<sup>o</sup> 867. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi portant création d'un Centre national de la Cinématographie ; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues portant création d'un Commissariat du Cinéma, n<sup>o</sup> 1202.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la

Moselle [13 juin 1946] (*A.*, p. 2533). — Pose à M. le Ministre de la Justice des questions : sur la mise en vente des appartements [23 juillet 1946] (p. 2772) ; sur le commissaire Brunet, ex-directeur de Clairvaux (*ibid.*). — Participe à la discussion : d'interpellations de MM. Meck et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés [25 juillet 1946] (p. 2800 et suiv.) ; — des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2896) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale, Intervention de M. F. Chevalier* [22 août 1946] (p. 3264) ; — du projet de loi portant organisation du referendum ; Art. 6 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3861) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; Art. 124 *ter* nouveau : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4054) ; INFORMATION : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4456) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des députés ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marin* [30 septembre 1946] (p. 4288) ; — des propositions de la Conférence des présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4342) ; — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice ; Art. 28 : *Amendement de M. Péron* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4358). — Ses observations sur un incident (*lettre de M. Defferre concernant le collectif de l'information*) [5 octobre 1946] (p. 4667).

**GRESA (M. Jacques) Député du département de la Haute-Garonne, Questeur de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (*A.*, p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554). — de la Commission de la défense nationale (*ibid.*). — Est proclamé *Questeur* de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut général des fonctionnaires, n<sup>o</sup> 173. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier intégra-

lement de l'article 51 de la loi du 30 mars 1929 les agents de l'administration de l'Etat mis en congé pour tuberculose ouverte et en traitement au moment de leur mise à la retraite, n° 276. — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires mobilisés, prisonniers, déportés ou internés politiques au cours de la guerre 1939-1945 des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927, n° 467. — Le 23 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir dans le collectif d'août 1946 les crédits permettant l'indemnisation des agriculteurs victimes des récentes calamités agricoles et, en particulier, des violents orages du début d'août qui ont dévasté la région du Sud-Ouest et endommagé dans une proportion de 80 à 100 0/0 les vignobles, céréales et cultures diverses d'une partie du département de la Haute-Garonne, n° 545. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à la prolongation du délai fixé par la loi du 2 avril 1946 ayant trait aux brevets d'invention déposés depuis 1939 et non exploités, n° 625. — Le 13 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder avant le 1<sup>er</sup> octobre 1946 à un reclassement et à une revalorisation des fonctions techniques, n° 808. — Le 18 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir à 9 0/0 et 6 0/0 le taux des remises allouées aux débiteurs de tabac, n° 884. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les inventeurs d'une extension du délai de grâce pour le paiement des taxes d'annuités des brevets, n° 926. — Le 5 octobre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel des mines de sel gemme le statut des mineurs institué par la loi du 1<sup>er</sup> février 1946, n° 1219.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions [11 juillet 1946] (A., p. 2656); — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles; Art. 16 *ter* nouveau : *Ses observations* [11 septembre 1946] (p. 3642); — d'une proposition de résolution concernant l'indemnité provisoire

aux fonctionnaires : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3866); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (p. 4027); Art. 167 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4085); AIR : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4412 et suiv.); Chap. 3 : *Son amendement* (p. 4414); ARMEMENT : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 4422).

#### GRIMAUD (M. Henri-Louis), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2534). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à transférer le siège du tribunal de l'arrondissement de Grasse à Cannes, n° 491. — Le 12 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi relatif à certaines décisions des tribunaux mixtes d'Egypte, n° 785. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Roubert et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts depuis plus de dix ans dans la ville de Cannes, n° 929. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues relative au rétablissement de la légalité républicaine, n° 1194. —

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Morbihan [12 juin 1946] (A., p. 2515). — Ses rapports sur des pétitions [8 août 1946] (p. 3100). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus

en France de 1933 à 1945 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 août 1946] (p. 3401). — du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole ; Art. premier : *Son amendement concernant le contentieux des accidents du travail et des maladies professionnelles* [4 octobre 1946] (p. 4629).

### **GROS (M. Antonin), Député du département de l'Hérault.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

#### **Dépôts :**

Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 220. — Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à chaque viticulteur une part de vin réservataire correspondant aux besoins réels de son exploitation, n° 451. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux viticulteurs ayant eu une récolte déficitaire, une indemnité pour insuffisance de rendement, n° 937. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à constater la nullité de l'acte provisoirement applicable dit « loi du 31 décembre 1941 » portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles, n° 1086. — Le 30 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898, l'article 563 du Code des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine, et les articles 22 et 23 de l'ordonnance n° 45-2433 du 19 octobre 1945 sur les accidents du travail et à rajuster les rentes et allocations accordées à certaines victimes d'accidents du travail survenus dans les professions non agricoles ou à leurs ayants droit ; II. les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 13 juillet 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants

droit ; 2° de M. Chaze et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 120.000 francs la partie du salaire annuel non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 60.000 francs et à l'extension du rajustement aux mutilés atteints d'une incapacité égale ou supérieure à 10 0/0 ; 4° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation à 100.000 francs de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes, n° 1133.

#### **Interventions :**

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Vienne [12 juin 1946] (A., p. 2527). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4126, 4128) ; Chap. 152 : *Son amendement* (p. 4137) ; *le retire* (ibid.).

### **GROUDIÈRE, Voy. QUÉNAULT DE LA.**

### **GUÉRIN (Mme Lucie), Député du département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommée membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **Dépôt :**

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'organisation de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés et déficients, n° 242.

### **GUÉRIN (M. Maurice), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Com-

mission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545). — Est proclamé *Vice-Président de la Haute Cour de justice* [26 juin 1946] (p. 2571).

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Soutient l'amendement de M. de Tinguy au premier alinéa* [28 août 1946] (p. 3363) ; DU CONSEIL DES MINISTRES ; Art. 33 : *Son amendement* [5 septembre 1946] (p. 3553) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4375).

#### GUÉRIN (Mme Rose), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de compléter l'article 28 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, concernant les bénéficiaires de droit de priorité en matière de logement, n° 147.

#### GUESDON (M. Raymond), Député du département de l'Orne.

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dom-

mages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3168) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 113 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4132) ; *Le retire* (ibid.) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 3 : *Son amendement concernant les dommages matériels causés aux déportés et prisonniers* [4 octobre 1946] (p. 4602) ; *Le retire* (ibid.) ; *Article additionnel de M. Kriegel-Valrimont relatif aux personnes condamnées pour faits de collaboration* (p. 4607) ; Art. 14 : *Son amendement concernant le procès-verbal des éléments somptuaires* (p. 4609) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à faire payer le coût de la reconstruction au moment de la liquidation du dossier* (p. 4612) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 4617).

#### GUIGUEN (M. Louis), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que l'exercice normal de leur droit de vote soit donné à tous les Français qui, pour une raison majeure, seraient absents de leur domicile légal lors des élections, n° 254.

— Le 17 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de résolution de M. Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans retard toutes les mesures pour hâter la renaissance du port de Dunkerque et lui assurer les moyens de lutter contre la concurrence des ports étrangers, n° 834. — Le 3 octobre 1946,

une proposition de loi tendant à modifier la loi du 28 mars 1946, relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 1193.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Finistère [12 juin 1946] (A., p. 2506).

#### GUILBERT (M. Paul), Député du département de la Manche.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer un ordre des masseurs-kinésithérapeutes et un ordre des pédicures, n° 735. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Guilbert et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un ordre des masseurs-kinésithérapeutes et un ordre des pédicures, n° 1069.

#### GUILLANT (M. André), Député du département de l'Eure.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département du Rhône (2<sup>e</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 6520). — Donne lecture du rapport de M. Barangé, au nom du 7<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Réunion (1<sup>re</sup> circonscription) [27 août 1946] (p. 3320).

#### GUILLE (M. Georges), Député du département de l'Aude.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 23 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire ouvrir dans le collectif de crédits de l'exercice 1946 un crédit de 10 milliards au titre « Secours aux agriculteurs victimes de calamités agricoles et destiné à indemniser les agriculteurs dont les récoltes ont été endommagées par les calamités agricoles », n° 550. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reviser d'urgence la fiscalité viticole, n° 609. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer une caisse nationale des calamités agricoles, n° 694. —

#### GUILLET (M. Pierre-Emmanuel), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones [4 juillet 1946] (p. 2586).

#### Dépôt :

Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les prisonniers de guerre et déportés politiques des dispositions du décret du 10 août 1945 relatif au tarif des notaires, appliquées en matière de succession aux personnes qui, à 30 ans, n'ont pas au moins trois enfants, n° 801.

#### Interventions :

Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la Répu-

blique française: *Discussion générale, intervention de M. Cot* [22 août 1946] (**A.**, p. 3249); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946: AGRICULTURE, Chap. 138: *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4134); *le retire* (p. 4135); — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice; Art. 5: *Amendement de M. de Moro-Giafferri* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4355); — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945; Art. unique: *Soutient l'amendement de Mme Brossollet* [4 octobre 1946] (p. 4574, 4576); *le retire* [5 octobre 1946] (p. 4711 et 4712). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 8: *Son amendement tendant au remboursement des cautions versées par les familles de résistants incarcérés* [4 octobre 1946] (p. 4603).

#### **GUILLON (M. Jean), Député du département de l'Indre-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **Dépôts :**

Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à ouvrir un recours en revision contre les condamnations prononcées pour outrages aux bonnes mœurs commis par la voie du livre, **n° 622**. — Le 10 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur: 1<sup>o</sup> le projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, portant codification de la nationalité française, **n° 718**. — Le 24 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation générale

sur: 1<sup>o</sup> le projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, portant codification de la nationalité française, **n° 1024**. — Le 28 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, **n° 1113**. — Le 2 octobre 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues portant indemnisation des expropriations pour la construction de retenues d'eau, barrages et centrales hydro-électriques, **n° 1183**.

#### **Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de Tarn-et-Garonne [12 juin 1946] (**A.**, p. 2526). — Participe à la discussion: des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice; Art. 15: *Son amendement* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4356); — du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice: Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4629).

#### **GUITTON (M. Jean-Baptiste), Député du département de la Loire-Inférieure.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre: de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

#### **Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre; discussion générale [9 août 1946] (**A.**, p. 3156, 3172). — Est entendu sur la

fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Félix sur les troubles de Nantes [3 septembre 1946] (pp. 3458 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : Art. 9, *Ses observations contre la clôture* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4331).

### **GUYOMARD (M. Joseph), Député du département du Morbihan.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

### **GUYON (M. Jean-Raymond) Député du département de la Gironde.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (ibid.).

#### **Dépôts :**

Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 325. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme, n° 324. — Le 17 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant relèvement du taux applicable au paiement des manquants à la charge des planteurs de tabacs, n° 826. — Le 17 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur les propositions de résolution : 1° de MM. Coty, Courant et Chastellain tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret du 20 février 1946, qui a réduit les remises allouées aux débiteurs de tabac ; 2° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à

rajuster le taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente aux consommateurs ; 3° de M. Baumel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret n° 46-251 du 20 février 1946 diminuant le taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente des tabacs ; 4° de M. Christiaens et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret n° 46.251, du 20 février 1946 portant diminution du taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente des tabacs, n° 827. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 27 juillet 1944 relative au rétablissement de la liberté syndicale modifiée et complétée par l'ordonnance du 26 septembre 1944 et la loi du 25 février 1946, n° 829. — Le 17 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de MM. Jean-Raymond Guyon, Liquard et Sourbet tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 851. — Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Sigrist et plusieurs de ses collègues tendant à l'application aux planteurs de tabac des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 6 janvier 1929, n° 1025. — Le 27 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions de l'article 8 de l'ordonnance n° 45-524 du 31 mars 1945, relatif à la taxe additionnelle à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, n° 1087. — Le 3 octobre 1946, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal des ostréiculteurs, n° 1191. — Le 3 octobre 1946, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal des vins, n° 1196.

#### **Interventions :**

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 2522). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Rapporteur* : FINANCES, Chap. 140 bis : *Amen- dement de M. Ehm* [26 septembre 1946]

(p. 4120) ; Chap. 150 : *Son amendement* (p. 4136) ; *Le retire* (p. 4137).

**GUYOT (M. Raymond), Député du département de la Seine (3<sup>e</sup> Circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [20 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de Seine-

et-Oise, première circonscription [12 juin 1946 (A., p. 2522). — Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 5 : *Pensions des veuves de guerre* [2 août 1946] (pp. 2967, 2969) ; — d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses observations* [6 août 1946] (p. 3021) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3118) ; Art. premier : *Son amendement tendant à adopter le coefficient 4* (p. 3121).



ASSEMBLÉE  
NATIONALE

NUMELEX

## H



**HADJ SAID (M. Chérif), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt** (*Collège des électeurs français musulmans non-citoyens*).

Son élection est validée [19 juin 1946] (A., p. 2544). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587). — Est nommé membre de la Commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674).

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie [22 août 1946] (A., p. 3228).

**HALBOUT (M. Emile), Député du département de l'Orne.**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587), = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555). — de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de

guerre sur la proposition de résolution de M. René Coty et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre sans retard à l'Assemblée Nationale Constituyente l'ensemble du problème de la reconstruction et à lui proposer la création d'une Caisse autonome de la reconstruction, n° 633. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à permettre l'établissement de jeunes foyers d'agriculteurs, par la remise en cultures distinctes des exploitations agricoles, arbitrairement groupées depuis 1939 et par l'interdiction faite à tout propriétaire ou exploitant de rassembler sous une direction unique, deux ou plusieurs fermes, qui, prises isolément, peuvent assurer le travail et la vie normale d'une famille, n° 882.

**Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3170); — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 41 : *Son amendement sur l'attribution d'acomptes* [4 octobre 1946] (p. 4621); *le retire* (*ibid.*); Art. 64 : *Son amendement tendant à remplacer le mot : « antérieure » par le mot : « antérieurs »* (p. 4624).

**HAMON (M. Marcel), Député du département des Côtes-du-Nord.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530); = Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de

grâce amnistiant en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674); titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

#### Dépôt :

Le 10 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Desjardins tendant à permettre la révision des décisions de justice prononcées pendant l'occupation allemande à l'encontre des justiciables qui, par suite de faits de guerre ou de résistance, ont été éloignés du lieu des juridictions qui ont prononcé ces décisions, n° 719.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 4<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Loire [19 juin 1946] (A., p. 2549). — Est entendu dans la discussion : d'une interpellation de M. Aubry sur l'épuration dans la magistrature [6 août 1946] (pp. 3001, 3024); — d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 : *Discussion générale* [29 août 1946] (p. 3393 et suiv.); — d'une proposition de loi relative aux majorations de loyers et aux droits à la prorogation : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3446 et suiv.); — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice; Article premier : *Son amendement* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4348).

#### HELLEU (M. Yves), Député du département de l'Allier.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); — de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Dahomey-Togo (Collège des non-citoyens) [4 juillet 1946]

(A., p. 2602). — Participe à la discussion du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République; Art. 2 : *Ses observations* [27 septembre 1946] (p. 4179); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS, *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4434). — S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).

#### HENNEGUELLE (M. Henri), Député du département du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); — de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 27 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones, sur la proposition de résolution de MM. Vendroux et Caron, tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la remise en état et le développement des ports de Boulogne et Calais, n° 1094.

#### Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3161); — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 39 : *Son amendement concernant les frais normaux de constitution des dossiers* [4 octobre 1946] (p. 4620).

#### HENRY (M. Yves), Député du département des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'institution d'un Office national des engrais, amendements et pesticides, n° 110.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (A. p. 4314).

**HERRIOT (M. Edouard), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à nommer une commission du suffrage universel chargée d'examiner les projets ou propositions de loi ayant pour objet de modifier la loi électorale, n° 16. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à créer une distinction au profit des réfractaires et maquisards, n° 123.

**Interventions :**

Sa motion à l'occasion de l'avènement de la République italienne [12 juin 1946] (A., p. 2494). — Ses explications de vote lors de l'élection du président du Gouvernement provisoire de la République française (p. 2545). — Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement [26 juin 1946] (p. 2566) ; — du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (p. 2624) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions [11 juillet 1946] (p. 2658) ; — des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2904) ; —

du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 3 : *Amendement de M. Dupuy* [2 août 1946] (p. 2965) ; Art. 10 : *Crédits supplémentaires* (p. 2970 et suiv.) ; — d'une interpellation de M. André sur la politique de ravitaillement du Gouvernement : *Priorité de l'ordre du jour de M. Masson* [8 août 1946] (p. 3055) ; — d'une demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3081) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [27 août 1946] (p. 3332 et suiv.) ; PRÉAMBULE : *Son amendement sur la non-rétroactivité des lois* [28 août 1946] (p. 3365) ; alinéa 12 : *Amendement de M. Montillot et sous-amendement de M. Cudenet, ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3428) ; *Amendement de M. Ramarony* (p. 3433) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la laïcité* [3 septembre 1946] (p. 3478) ; DU CONSEIL DES MINISTRES : Art. 30 : *Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3529) ; *Ses explications de vote* (p. 3532) ; DES COLLECTIVITÉS LOCALES : Art. 75 : *Amendement de M. Sourbet, ses explications de vote* [5 septembre 1946] (p. 3561) ; Art. 76 : *Ses observations* [10 septembre 1946] (p. 3596 et suiv.) ; *Ses explications de vote* (pp. 3599, 3600) ; Art. 7 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid* [11 septembre 1946] (p. 3649) ; DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Art. 77 : *Ses observations* [13 septembre 1946] (p. 3729) ; *Son amendement* (p. 3732) ; Art. 78 : *Ses observations* (p. 3734) ; *Amendement de M. Leenhardt* (pp. 3736, 3740) ; DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale : Sa réponse à M. Diallo* [18 septembre 1946] (p. 3814) ; Art. 71 M : *Ses observations* [20 septembre 1946] (p. 3909) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Son amendement au deuxième alinéa* [28 septembre 1946] (p. 4192) ; *Dépose une demande de scrutin* (ibid.) ; DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Amendement de M. Bastid* (p. 4199) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4226 et suiv.) ; *Ses observations sur les explications de M. Lecourt* (p. 4240) ; *Explications de vote*

de M. Le Troquer (p. 4243) ; — d'une proposition de résolution tendant aux reclassement et revalorisation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3486) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3577). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [17 septembre 1946] (p. 3768). — Participe à la discussion : du projet de loi portant organisation du referendum ; Art. 4 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3860) ; — d'une proposition de résolution concernant l'indemnité provisoire aux fonctionnaires : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3865). — Est entendu lors : d'une déclaration du Gouvernement sur le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946] (p. 3887) ; — de la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* [23 septembre 1946] (p. 3943 et suiv.) ; Art. 17 : *Ses observations* (p. 3968) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [4 octobre 1946] (p. 4360) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 4009) ; Art. 155 : *Ses observations sur les écoles de musique* [25 septembre 1946] (p. 4067) ; Art. 159 bis : *Ses observations sur les subventions* (p. 4070). — Prend part à la discussion du projet de loi et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 2 : *Son amendement tendant à admettre le recours contentieux* [5 octobre 1946] (p. 4674) ; Art. 19 : *Son amendement concernant l'élection des représentants des fonctionnaires au Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4679) ; *Son amendement tendant à supprimer la référence à l'article 78* (p. 4680) ; *le retire* (p. 4702) ; Art. 43 : *Son amendement concernant les notes et l'appréciation générale* (p. 4692) ; Art. 45 : *Son amendement sur l'avancement de grade à l'examen ou au concours* (p. 4693) ; Art. 48 : *Son amendement concernant les conditions d'avancement de grade* (p. 4697) ; Art. 52 : *Son amendement concernant la promotion à l'échelon supérieur* (p. 4698) ; Art. 54 : *Son amendement concernant l'avancement à l'ancienneté des petits fonctionnaires* (p. 4699) ; Art. 57 : *Son amendement tendant à l'annulation du tableau d'avancement en cas d'irrégularité* (ibid.) ; Art. 65 : *Son amendement sur la limitation des*

*droits de l'autorité disciplinaire* (p. 4700) ; Art. 71 : *Son amendement concernant l'appel au Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4701) ; Art. 78 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4702). — S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674) ; [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4302). — Obtient un congé [18 juillet 1946] (p. 2674) ; [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4302).

#### **HERTEL (M. Joseph), Député du département de la Seine-Inférieure (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2534).

#### **HERVÉ (M. Pierre), Député du département du Finistère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

#### **Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [23 août 1946] (A., p. 3291) ; PRÉAMBULE : *Contre l'amendement de M. de Tinguy* [28 août 1946] (p. 3364) ; *Amendement de M. Laniel à l'article 11* : *Ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3411) ; Art. 15 : *Ses amendements* [11 septembre 1946] (p. 3651) ; *les retire* (p. 3652) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4161 et suiv.).

#### **HOUPOUET-BOIGNY (M. Félix), Député du territoire de la Côte d'Ivoire.**

Son élection est validée [19 juillet 1946] (A., p. 2729). = Est nommé membre de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions de la loi du 11 septembre 1941 concernant les herboristes, n° 126. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Aujoulat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale un plan de réorganisation des services de la santé publique, dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° 1096.

**Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (A., p. 3849); — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer [5 octobre 1946] (p. 4713).

**HUGUES (M. Emile), Député du département des Alpes-Maritimes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer une procédure de purge au sujet des biens soumis au droit de préemption du Trésor en ce qui concerne l'application de l'impôt de solidarité, n° 137. — Le 19 juillet 1946, une proposition de loi tendant à abroger l'article 76 relatif aux limites d'âge des instituteurs publics de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 207. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier les délais d'enregistrement des baux ruraux, n° 251. — Le 8 août 1946, une proposition de loi relative à une modification de l'article 22, alinéa 2, du Code général des impôts directs, n° 422. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret du

1<sup>er</sup> juillet 1940 relatif à la revision des pensions militaires, n° 532. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage, n° 721. — Le 11 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 13 avril 1946, relative au statut du fermage et du métayage, n° 753. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager les retraites servies aux anciens employés de banques nationalisées, n° 765.

**Interventions :**

Demande à interpellier sur les graves difficultés dans lesquelles se débat actuellement l'industrie pharmaceutique française et les dangers qui en résultent pour la santé publique [9 août 1946] (A., p. 3173). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles; Art. 6 : *Ses amendements au premier alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3629); *Son amendement au second alinéa* (p. 3630); *Ses observations sur l'article* (p. 3632); Art. 7 : *Son amendement* (p. 3633); *le retire* (ibid); — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés; Art. 16 : *Ses observations* [23 septembre 1946] (p. 3963); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 169 *ter* nouveau; *Ses observations sur ses amendements* [26 septembre 1946] (p. 4093).

**HULIN (M. Henri), Député du département de l'Aisne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes, téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

**HUSSEL (M. Lucien), Député du département de l'Isère, Questeur de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Com-

mission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est proclamé *Questeur de l'Assemblée Nationale Constituante* [14 juin 1946] (p. 2539).

**HUTIN-DESGRÉES (M. Paul), Député du département du Morbihan.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 24 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les employés communaux des

garanties dont jouissent en matière de retraites les fonctionnaires de l'Etat, n° 1007. — Le 30 septembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer le bénéfice automatique de l'assistance médicale gratuite aux personnes visées par la loi du 13 septembre 1946, relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, n° 1124.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Calvados [12 juin 1946] (A., p. 2501). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles; Art. 2 : *Son amendement au 1<sup>er</sup> alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3625); — d'un projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires; Art. 6 nouveau : *Son amendement* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4328); *Le retire* (ibid.). — Est entendu sur un incident (*Lettre de M. Defferre sur le vote du collectif de l'Information*) [5 octobre 1946] (p. 4667).



## I

**IHUEL (M. Paul), Député du département du Morbihan.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). == Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Charpentier et plusieurs de

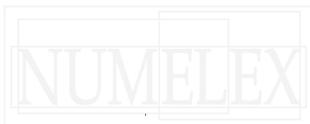
ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les moyens de traction des agriculteurs et à les améliorer par le développement de la motorisation, n° 1187.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : RAVITAILLEMENT, Chap. L G : *Taux de blutage* [3 octobre 1946] (A., p. 4506)



## J



**JACQUINOT (M. Louis), Député du département de la Meuse.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**JAQUET (M. Gérard), Député du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 30 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de Mme Degrand tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des Halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national ; 2<sup>o</sup> de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression des mandataires et commissionnaires des Halles et à la mise en régie autonome des Halles centrales de Paris, n<sup>o</sup> 1123.

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre

des Députés : *Discussion générale* [23 septembre 1946] (A., p. 3946) ; *Ses explications de vote contre le nouveau projet* [30 septembre 1946] (p. 4267).

**JEAN-MOREAU (M.), Député du département de l'Yonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [30 juillet 1946] (p. 2840).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer jusqu'à la mise en vigueur de la loi portant généralisation de la sécurité sociale, une allocation d'attente aux Français et Françaises âgés de plus de 65 ans sans ressources suffisantes et ne bénéficiant pas de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n<sup>o</sup> 20. — Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes, n<sup>o</sup> 82. — Le 23 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux pâtisseries l'exercice normal de leur profession, n<sup>o</sup> 531. — Le 13 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration journalière de pain, à améliorer le taux de blutage de la farine sans aucune adjonction de succédanés, n<sup>o</sup> 802.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Vienne [12 juin 1946] (**A.**, p. 2327). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés : *Discussion générale* [26 juillet 1946] (p. 2829) ; — des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2901) ; — de sa proposition de loi tendant à accorder une allocation d'attente à des Français ne bénéficiant pas de l'allocation aux vieux travailleurs : *Demande de discussion immédiate* [29 août 1946] (p. 3404) ; *Retire cette demande* (p. 3405) ; — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (p. 3587) ; Art. 2 : *Son amendement* [11 septembre 1946] (p. 3623) ; *Son amendement au 2<sup>e</sup> alinéa* (p. 3626) ; Art. 20 : *Ses observations* (p. 3644) ; Art. 32 : *Soutient l'amendement de M. le général Giraud* [12 septembre 1946] (p. 3707) ; *Le retire* (ibid) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 4 *bis* nouveau : *Demande le maintien de l'article* [25 septembre 1946] (p. 4034) ; ARMEMENT : Chap. 49 *bis* nouveau : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4430) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [3 octobre 1946] (p. 4529). = S'excuse de son absence [4 juillet 1916] (p. 2593).

**JOINVILLE**, voy. **Malleret**

**JUGLAS (M. Jean-Jacques)**, Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 23 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préparer la commémoration du centenaire de la Révolution de 1848, de l'établissement du

suffrage universel et de la Seconde République, n<sup>o</sup> 544. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française, n<sup>o</sup> 1145. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des territoires composant l'Afrique équatoriale française, n<sup>o</sup> 1146. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de l'archipel des Comores, n<sup>o</sup> 1147. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie, n<sup>o</sup> 1148. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des îles de Saint-Pierre et Miquelon, n<sup>o</sup> 1149. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative du Cameroun, n<sup>o</sup> 1150. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative du Togo, n<sup>o</sup> 1151. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de Madagascar, n<sup>o</sup> 1152. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative des Etablissements français d'Océanie, n<sup>o</sup> 1153. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis, n<sup>o</sup> 1154.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (1<sup>re</sup> circonscription) et (2<sup>e</sup> circonscription) (*Col-lèges des non-citoyens*) [5 juillet 1946] (**A.**, p. 2626) ; de la 3<sup>e</sup> circonscription, archipel des

Comores [18 juillet 1946] (p. 2719); du territoire de Madagascar (1<sup>re</sup> circonscription, *Collège des citoyens*) [25 juillet 1946] (p. 2812); du territoire de Madagascar (2<sup>e</sup> circonscription, *Collège des citoyens*) (p. 2813). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [18 septembre 1946] (p. 3804 et suiv.); *Ses observations en réponse à M. Cot* (p. 3815); — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : Art. 18; *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4178); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Président de la commission des territoires d'outre-mer* : Art. 72 bis : *Amendement de M. Deniau* [3 octobre 1946] (p. 4484).

#### JULES-JULIEN (M. Alfred), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des moyens de communication, des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*).

#### Dépôt :

Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer et à garantir la production et le commerce de la chaussure de qualité; 2<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « bottier » dans l'industrie et le commerce, n<sup>o</sup> 1174.

#### Interventions :

Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique; Art. 5 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (A., p. 4380).

#### JULIAN (M. Gaston), Député du département des Hautes-Alpes.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux ayants droit des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939, les avantages réservés aux veuves, ascendants et descendants de déportés politiques, n<sup>o</sup> 791. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la mention « Mort pour la France » aux Français et Françaises tombés en Espagne, dans les rangs de l'armée régulière de la République espagnole, n<sup>o</sup> 911. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Jean Duclos et plusieurs de ses collègues relative à la retraite anticipée facultative des anciens combattants et victimes de la guerre employés dans les administrations publiques, n<sup>o</sup> 914.

#### JULLIEN (M. Jean-Joseph), Député du Maroc.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la France d'outre-mer (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 10 : *Ses observations contre l'amendement de M. E. Petit* [6 août 1946] (A., p. 2995). — Demande à interpellier sur les accidents d'aviation qui se sont produits dans les journées des 3 et 4 septembre 1946 et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour établir les responsabilités engagées et prévenir le retour d'accidents de cette nature [10 septembre 1946] (p. 3601). — Participe à la discussion : d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : Art. 16 ; *Soutient l'amendement de M. Mignot* [11 septembre 1946] (p. 3638) ; *le retire* (p. 3639) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3841) ; Art. 71 K : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3908) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art. 71 J, *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4213) ; *le retire* (ibid.).

**JULY (M. Pierre), Député du département d'Eure-et-Loir.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Demande à interpellier sur la présence en Russie d'un certain nombre de prisonniers de guerre français et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour hâter leur rapatriement [4 juillet 1946] (A., p. 2598) ; est

entendu sur la fixation de la date de discussion [23 juillet 1946] (p. 2754) ; développe son interpellation [25 juillet 1946] (p. 2790 et suiv., p. 2808). — Participe au débat sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice : *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3085). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *Son amendement au 10<sup>e</sup> alinéa* [29 août 1946] (p. 3405) ; DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72, *Son amendement* [10 septembre 1946] (p. 3591) ; — Demande à interpellier sur le caractère illégal des mesures que le Gouvernement a prises à l'encontre d'un certain nombre de journaux de la Résistance [28 septembre 1946] (p. 4248).

**JUVÉNAL (M. Max), Député du département des Bouches-du-Rhône.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674). — Titulaire de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice [ibid.] (p. 2676).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances [12 septembre 1946] (A., p. 3716) ; — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 17, *Son amendement concernant l'attribution de l'indemnité d'eviction en cas de non-reconstruction d'une exploitation agricole* [4 octobre 1946] (p. 4611) ; Art. 30, *Son amendement relatif aux autorisations de transfert de bâtiments agricoles* (p. 4618).

## K

**KIR (M. Félix), Député du département de la Côte-d'Or.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 5 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1° de M. Jean Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes ; 2° de M. Bouvier-O'Gottereau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des Français non-producteurs des villes et des campagnes ; 3° de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le système d'attribution des suppléments régionaux, et nationaux, n° 688. — Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, n° 993. — Le 30 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet

de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, n° 1127.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales : du département de l'Aube [12 juin 1946] (A., p. 2500), du département de l'Ariège [13 juin 1946] (p. 2533). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [26 juillet 1946] (p. 2818). — Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 5 : *Amendement de M. Courtois* [6 août 1946] (p. 2992) ; — des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de Constantine, validation de M. Pantaloni [8 août 1946] (p. 3040) ; — d'une interpellation de M. André sur la politique de ravitaillement du Gouvernement : *Marché noir et ravitaillement individuel* [8 août 1946] (p. 3051) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *PRÉAMBULE*, alinéa 12 : *Amendement de M. Montillot* [29 août 1946] (p. 3420) ; *Sous-amendement de M. Cudenet, ses explications de vote* (p. 3127) ; — d'une proposition de résolution tendant aux reclassement et revalorisation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3486) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de

crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 3993) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4312) ; — du projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués au préfet par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4335).

**KRIEGEL - VALRIMONT (M. Maurice),**  
Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555) ; de la Commission de la justice et de législation générale [4 juillet 1946] (p. 2586).

**Dépôt :**

Le 5 septembre 1946, une proposition de loi tendant à la nationalisation de la sidérurgie, n° 682.

**Interventions :**

Participe à la discussion de la proposition de résolution de MM. d'Astier de la Vigerie et Duclos tendant à accorder la grâce amnistiante à certaines catégories à l'occasion du 14 juillet ; en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [11 juillet 1946] (A., p. 2659). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [18 juillet 1946] (p. 2714). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses observations sur les mises en liberté* [6 août 1946] (p. 3024). — Demande la discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3070, 3083). — Est entendu : pour un rappel au Règlement [9 août 1946] (p. 3127) ; — lors de la discussion : du rapport de M. Barangé sur les opérations électorales du département de

la Réunion (1<sup>re</sup> circonscription) : *Discussion générale* [27 août 1946] (p. 3312 et suiv., p. 3324) ; — d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, en qualité de *Président de la Commission* ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber* [29 août 1947] (p. 3396) ; — d'une proposition de loi relative aux majorations de loyers et aux droits à la prorogation : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3451, 3454) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES MINISTRES : Art. 43 : *Soutient l'amendement de M. Péron* [5 septembre 1946] (p. 3559). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4250). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission de la justice* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4337) ; — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hamon* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4349) ; Art. 4 : *Ses observations* (p. 4352) ; Art. 5 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri* (p. 4355) ; Art. 28 : *Ses observations* (p. 4357). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; *Son article additionnel à l'article 12, concernant les personnes condamnées pour faits de collaboration* [4 octobre 1946] (p. 4605 et suiv.).

**KRIEGER (M. Alfred), Député du département de la Moselle.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (*ibid.*)

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre l'application des dispositions de l'ar-

tielle 2, chapitre IV de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, aux femmes des départements du Rhin et de la Moselle, réintégrées de plein droit, mais ayant perdu leur nationalité du fait de mariage, n° 406. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à assurer l'unification législative successive des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 862.

#### Interventions :

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (p. 3238). — S'excuse de son absence [11 juillet 1946] (p. 2634) ; [4 septembre 1946] (p. 3448). — Obtient un congé [11 juillet 1946] (p. 2634) ; [4 septembre 1946] (p. 3448).



## L

**LABROSSE (M. Jean), Député du département du Var.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 juillet 1946] (p. 2586). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Cameroun français (Collège des non-citoyens) [23 août 1946] (p. 3308); (Collège des citoyens) [13 septembre 1946] (A., p. 3744).

**LACAZE (M. Henri), Député du département de Tarn-et-Garonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Somme [12 juin 1946] (A., p. 2526).

**LACOSTE (M. Robert), Député du département de la Dordogne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**LA GROUDIÈRE, voy. QUÉNAULT DE****LALLÉ (M. Albert), Député du département de la Côte-d'Or.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [17 septembre 1946] (p. 3754).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion de la proposition de résolution de M. Rochet tendant à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et déterminer les attributions de l'Office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (A., p. 2738).

**LAMARQUE-CANDO (M. Pierre), Député du département des Landes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 23 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts en Gascogne et à préparer la reconstruction agricole et sylvicole de la zone forestière de Gascogne, n° 529. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi instituant un fonds forestier national, n° 1037. — Le 19 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de combattre efficacement les invasions de criquets dans la région du Sud-Ouest, n° 902. — Le 30 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1945 relative à la mise en valeur des Landes de Gascogne, n° 1131.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la liquidation des « surplus » acquis par l'Etat : Art. 2 : *Son amendement tendant à introduire dans le conseil d'administration un fonctionnaire des services du Ministère de l'Agriculture* [9 août 1946] (A., p. 3145).

**LAMBERT (M. Emile), Député du département du Doubs.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 5 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur la législation sur les emplois réservés à certaines catégories de victimes de la

guerre et militaires de carrière, n° 685. — Le 21 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint, n° 973. — Le 24 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur la législation sur les emplois réservés à certaines catégories de victimes de la guerre et militaires de carrière ; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés aux anciens combattants pensionnés et aux victimes de guerre, n° 1021. — Le 28 septembre 1946, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur la législation sur les emplois réservés à certaines catégories de victimes de la guerre et militaires de carrière ; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à la reconduction de la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés et à son extension aux victimes de la guerre et de l'occupation 1939-1945 ; 3° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés aux anciens combattants pensionnés et aux victimes de guerre, n° 1115.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 150 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (A., p. 4136) ; *le retire* (p. 4137).

**LAMINE-GUEYE (M.), Député du Sénégal-Mauritanie (Collège des citoyens).**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Est nommé membre de la Com-

mission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

### Dépôts :

Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant rétablissement de la légalité républicaine en Afrique occidentale française et au Togo, n° 1165. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative des Etablissements français d'Océanie, n° 1178. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de l'archipel des Comores, n° 1179. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative du Cameroun, n° 1180. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative du Togo, n° 1181. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de loi présentées au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas : 1° tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française ; 2° tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du

Conseil général des territoires composant l'Afrique équatoriale française, n° 1184. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des îles de Saint-Pierre et Miquelon, n° 1185. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie, n° 1186. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de Madagascar, n° 1188.

### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [18 septembre 1946] (A., pp. 3797 et suiv.) ; Art. 71 K : *Contre l'amendement de M. Jullien* [20 septembre 1946] (p. 3908) ; Art. 5 : *Amendement de M. Baumann* [21 septembre 1946] (p. 3925) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : *Dispositions relatives aux territoires d'outre-mer* ; Art. 38 : *Ses explications de vote* [4 octobre 1946] (p. 4559) ; — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [5 octobre 1946] (p. 4712) ; *Amendement de M. Lecourt tendant à reprendre le texte du projet n° 965 du Gouvernement* (pp. 4713, 4714).

### LAMP'S (M. René), Député du département de la Somme.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-

arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (ibid.). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

#### Dépôt :

Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réparer en faveur des retraités de l'Imprimerie nationale une injustice commise par Vichy, n° 858,

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, GUERRE [11 juillet 1946] (A., p. 2652). — Est entendu sur la date de discussion des interpellations de MM. Denais et Bruyneel sur la situation des petits rentiers et épargnants [26 juillet 1946] (p. 2822). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2827) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat ; en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 10 : *Crédits supplémentaires* [2 août 1946] (p. 2973) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 4 bis nouveau : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4034) ; Art. 125 : *Son amendement* (p. 4054) ; Art. 153 A nouveau : *Ses observations* (p. 4066) ; Art. 154 : *Son amendement* (p. 4066) ; Art. 125 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4107) ; AIR, Chap. 3 : *Soutient l'amendement de M. Grésa* [2 octobre 1946] (p. 4414) ; IMPRIMERIE NATIONALE, Art. 76 : *Son amendement sur la caisse de secours* [3 octobre 1946] (p. 4520) ; *le retire* (ibid.).

#### LANDRY (M. Adolphe), Député du département de la Corse.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555). — Est nommé membre titulaire de la

Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

#### Dépôts :

Le 26 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi fixant le régime des prestations familiales, n° 266. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation de logement, n° 306. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi concernant l'assistance à la famille, n° 309. — Le 2 août 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi fixant le régime des prestations familiales, n° 355. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative à la structure sociale des sociétés anonymes, n° 378. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative aux monopoles artificiels, n° 379. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Landry et plusieurs de ses collègues concernant l'assistance à la famille, n° 604.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [6 août 1946] (A., p. 2984 et suiv.) ; Art. 9 : *Amendement de M. Segelle* (p. 2994) ; Art. 10 : *Amendement de M. B. Petit* (ibid.) ; *Amendement de Mme Méty* (p. 2996) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 5 : *Ses observations sur l'article* [3 septembre 1946] (p. 3489) ; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 M : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3526).

#### LANIEL (M. Joseph). Député du département du Calvados, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554). — Est proclamé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* [14 juin 1946] (p. 2538).

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à proroger le délai de paiement de l'impôt de solidarité nationale en faveur des contribuables sinistrés ou spoliés par suite de faits de guerre, n° 436. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant réparation intégrale des dommages de guerre, n° 439. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1<sup>er</sup> septembre 1942 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, n° 1142. — Le 5 octobre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, n° 1218.

**Interventions :**

Préside la 1<sup>re</sup> séance du 2 août 1946 (A., p. 2919) ; la 3<sup>e</sup> troisième séance du 22 août (p. 3252) ; la 1<sup>re</sup> séance du 29 août (p. 3389) ; la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 11 septembre (p. 3646) ; la 3<sup>e</sup> séance du 18 septembre (p. 3812) ; la 3<sup>e</sup> séance du 25 septembre (p. 4061). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2880). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Son amendement au 11<sup>e</sup> alinéa* [29 août 1946] (p. 3408) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 4006) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [3 octobre 1946] (p. 4528) ; — du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [4 octobre 1946] (p. 4580).

**LAREPPE (M. Pierre), Député du département des Ardennes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes

et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3158). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 5 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Thiriet concernant les dommages causés aux territoires ayant subi une annexion de fait* [4 octobre 1946] (p. 4602).

**LATTES (M. Robert), Député du territoire du Soudan-Niger (Collège des citoyens).**

Son élection est validée [1<sup>er</sup> août 1946] (A., p. 2885). — Est proclamé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [20 août 1946] (p. 3184).

**Dépôt :**

Le 24 septembre 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier dès leur naissance les métis des territoires d'outre-mer de l'Union française des droits attachés au titre de citoyen français, n° 1015.

**LAURENS (M. Camille), Député du département du Cantal.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (A., p. 2901) — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires :

Art. 9 : *Ses explications de vote* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4328) ; — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravalement et la santé de la nation : Art. 2 : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4334) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4380) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4491).

**LAURENT (M. Augustin), Député du département du Nord** (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Interventions :**

Demande à interpellier sur les conséquences graves qui pourraient résulter de la nomination au poste de directeur général des houillères du Nord et du Pas-de-Calais d'une personnalité qui ne remplirait pas les conditions morales requises pour exercer le rôle dirigeant d'un grand service nationalisé [18 septembre 1946] (A., p. 3828). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale : Observations de M. Bergasse* [24 septembre 1946] (p. 4000).

**LAURENT (M. Raymond). Voy. RAYMOND-LAURENT.**

**LAUWE (M. Chombard de). Voy. FÉLIX (Colonel).**

**LAVERGNE (M. Clément), Député du département du Cantal.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale

[26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission supérieure de la Caisse nationale d'assurance [30 juillet 1946] (p. 2840).

**Dépôts :**

Le 10 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 69 du Livre IV du Code du travail sur la représentation des ouvriers agricoles en justice par les permanents de leurs syndicats, n<sup>o</sup> 700. — Le 29 août 1946, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Delachenal relative aux allocations familiales agricoles, n<sup>o</sup> 617.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de l'Yonne [12 juin 1946] (A., p. 2528).

**LE BAIL (M. Jean), Député du département de la Haute-Vienne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [27 août 1946] (A., p. 3330).

**LECACHEUX (M. Joseph), Député du département de la Manche.**

Son élection est validée [18 juillet 1946] (A., p. 2675). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [23 juillet 1946] (p. 2750).

**Dépôt :**

Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 706.

**Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique générale du ravitaillement du Gouvernement : *Ses observations sur le dirigisme économique* [8 août 1946] (A., p. 3049) ; — d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3154). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits de l'exercice 1946 : Chap. L B, *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4139) ; — du projet et de propositions de loi sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4590).

**LECŒUR (M. Auguste), Député du département du Pas-de-Calais** (2<sup>e</sup> circonscription), *Sous-Secrétaire d'Etat à la production industrielle*.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à la Production industrielle (charbon) [*J. O.* du 25 juin 1946] (p. 5662).

**LECOURT (M. Robert), Député du département de la Seine** (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer un délai supplémentaire pour l'inscription sur les listes électorales,

n° 117. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1946 le recours ouvert aux préfets pour les élections aux Conseils municipaux et aux Conseils généraux qui ont eu lieu depuis le 29 avril 1945, lorsque ce recours sera basé sur la rectification d'une erreur matérielle dans les dépouillements, centralisations ou opérations de recensement des votes, n° 153. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, n° 181. — Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décider la suppression des « bons de circulation », n° 282. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à : 1° permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation ; 2° fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946 ; 3° protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements ; 4° renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations, n° 736.

**Interventions :**

Est entendu : dans la discussion du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (A., p. 2623) ; — sur le règlement de l'ordre du jour [6 août 1946] (p. 3028) ; — sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3070) ; — pour un rappel au règlement [9 août 1946] (p. 3128). — Participe à la discussion : d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Sa demande de suspension* [23 août 1946] (p. 3285) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3297) ; Art. 3 : *Amendement de M. Marin, ses explications de vote* [3 septembre 1946] (p. 3495) ; DU CONSEIL DES MINISTRES ; Art. 35 : *Amendement de M. Coty, renvoi à la Commission* [5 septembre 1946] (p. 3558) ; Art. 7 : *Amendement de M. Coty* [11 septembre 1946] (p. 3658) ; Art. 29 I : *Amendement de M. Cot* [12 septembre 1946] (p. 3702) ; Art. 30 : *Son amendement au 2<sup>e</sup> alinéa* (p. 3706) ; Art. 38 : *Son amendement* (p. 3711) ; Art. 78 bis nouveau : *Sa demande de seconde délibération sur l'ensemble*

[21 septembre 1946] (p. 3927) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : **DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**, Art. 29 A : *Ses explications de vote* [28 septembre 1946] (p. 4198) ; Art. 30 : *Ses explications de vote* (p. 4201) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4239). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [21 septembre 1946] (p. 3929) ; [26 septembre 1946] (p. 4140). — Participe à la discussion : du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hamon* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4350) ; — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer : *Son amendement tendant à reprendre le texte du projet n° 965 du Gouvernement* [5 octobre 1946] (p. 4712).

**LE COUTALLER (M. Jean), Député du département du Morbihan.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à instituer le vote par correspondance des réfugiés pour les élections municipales et cantonales, n° 411.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 20 : *Son amendement concernant le mobilier professionnel et autre* [4 octobre 1946] (A., p. 4613) ; Art. 21 ; *Son amendement sur la valeur vénale des éléments sinistrés* (ibid.).

**LÉCRIVAIN-SERVOZ (M. Albert), Député du département du Rhône (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Com-

mission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (ibid.).

**Dépôt :**

Le 21 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi relatif à la classification des aérodromes, n° 970.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; AIR : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (A., p. 4412) ; ARMEMENT : *Discussion générale* (p. 4429).

**LEDRU (M. Henri), Député du département de la Sarthe.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**LE DUC (M. Jean), Député du département du Finistère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la France d'outre-mer (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 28 septembre 1946, une proposition de loi tendant à la création d'une caisse autonome professionnelle de retraite et d'entraide médicales, n° 1106.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Meuse [12 juin 1946] (**A.**, p. 2514). — Participe à la discussion d'une interpellation de M. Morice sur l'application de la loi sur la sécurité sociale : *Ses observations contre la clôture de la discussion* [8 août 1946] (p. 3092).

**LEENHARDT (M. Francis), Député du département des Bouches - du - Rhône**  
(1<sup>re</sup> Circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des affaires étrangères (*ibid.*) ; de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 26 du Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante, n° 129. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, n° 935.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (**A.**, p. 2887) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, Art. 73 bis nouveau : *Ses observations* [10 septembre 1946] (p. 3595) ; Art. 76 : *Son amendement au premier alinéa* (p. 3596) ; Art. 77 : *Ses observations* [13 septembre 1946] (p. 3732) ; Art. 78 : *Son amendement* (pp. 3735, 3736, 3740). — Son rapport sur une pétition [19 septembre 1946] (p. 3873). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 158 : *Son amendement sur les emprunts communaux*

[25 septembre 1946] (p. 4069) ; Art. 168 nouveau : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4105) ; ECONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4437) ; Seconde lecture, Art. 158 à 168 : *Ses observations* [3 octobre 1946] (p. 4529) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4372) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 4390) ; *Son second amendement* (*ibid.*).

**LEFEBVRE (Mme Francine), Député du département de la Seine** (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2532). = Est nommée membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faciliter le reclassement des fonctionnaires mobilisés, prisonniers de guerre, déportés et internés, n° 115. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, conformément à l'article 33 de la loi du 22 mai 1946, un décret rendant applicable aux conjointes et aux veuves de salariés, ayant élevé 5 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, les dispositions de la loi portant extension de la sécurité sociale, n° 184. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi du 9 décembre 1927 aux fonctionnaires mobilisés, prisonniers, déportés ou internés politiques de la guerre 1939-1945, n° 283. — Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la protection de la liberté du travail dans la liberté d'opinion, n° 954.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (**A.**, p. 2920) ; *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3056).

— Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour [2 août 1946] (p. 2934). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 168 : *Son amendement sur les aveugles de la Résistance* [26 septembre 1946] (p. 4103); — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945; Article unique : *Amendement de Mme Brossolette* [4 octobre 1946] (p. 4375).

### **LÉGÈNDRE (M. Jean), Député du département de l'Oise.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2553).

#### **Interventions :**

Demande à interpeller : sur l'injuste pénalisation dont sont victimes les consommateurs de province à la suite de la fixation du prix du pain par le Gouvernement [22 août 1946] (A., p. 3262); — sur les conditions dans lesquelles ont été organisées les journées nationales du souvenir à Compiègne, qui ont revêtu un caractère partisan indigne de ceux qu'elles prétendaient honorer [22 août 1946] (p. 3262). — Intervient : lors du débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Roulon sur l'augmentation du prix de l'essence [12 septembre 1946] (p. 3687); — au cours de la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés; Art. 5 : *Amendement de M. d'Aragon* [23 septembre 1946] (p. 3954); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 octobre 1946] (p. 4562). — Participe à la discussion : du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION, Art. 82 : *Soutient l'amendement de M. Bétolaud* [28 septembre 1946] (p. 4215, p. 4217); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS, *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4433).

### **LEGRY (M. Hector), Député du Département du Nord (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [5 juillet 1946] (A., p. 2610). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

#### **Interventions :**

Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 5 : *Son amendement concernant les dommages subis par les navires dans leur corps et leurs engins* [4 octobre 1946] (A., p. 4601); Art. 35 : *Son amendement relatif aux petits dégâts mobiliers* (p. 4620).

### **LEJEUNE (M. Max), Député du département de la Somme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2339).

#### **Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers de guerre 1939-1945 le titre d'anciens combattants, n° 189. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le remboursement des marks recueillis en Allemagne parmi les prisonniers et les déportés avec affectation à une œuvre de bienfaisance, d'assistance ou d'entraide, n° 191. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à faire application des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 relative aux majorations d'ancienneté pour services de guerre, modifiée par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, aux fonctionnaires ayant participé aux opérations de la guerre 1939-1945, n° 411. — Le 25 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les crédits alloués aux Offices départementaux

des mutilés, anciens combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation, n° 1051.

### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 : GUERRE [11 juillet 1946] (p. 2652). — Est entendu sur le procès-verbal d'une précédente séance [27 août 1946] (p. 3327). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 17 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3966) ; Art. 10 : *Son amendement* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4303) ; *Ses explications de vote* [4 octobre 1946] (p. 4560). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 58 à 93 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4093) ; ARMÉES, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [2 octobre 1946] (p. 4393) ; Chap. 35 : *Ses observations* (p. 4417) ; Chap. 45 : *Amendement de M. Bougrain* (p. 4418) ; RAVITAILLEMENT : Chap. L F : *Son amendement* : [3 octobre 1946] (p. 4505) ; *Le retire* (ibid.) ; du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 63 : *Son amendement concernant la constitution de sociétés coopératives* [4 octobre 1946] (p. 4625).

### LEMARCHAND (M. Georges), Député du département du Calvados.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2535).

### LEMPEREUR (Mme Rachel), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de de la famille, de la population et de la santé publique (ibid.). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

### Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux instituteurs et institutrices chargés de famille, pour l'établissement de la retraite, les mêmes avantages qu'à leurs collègues célibataires ou mariés sans enfants à charge, n° 92. — Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés et déficients, n° 816. — Le 21 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de service, sans entraîner la nomination définitive à un poste, n° 979. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux veufs et orphelins de femmes fonctionnaires des droits identiques à ceux reconnus aux mêmes ayants cause de fonctionnaires masculins, n° 796. — Le 26 septembre 1946, une proposition de loi tendant à assurer aux instituteurs et institutrices chargés de famille, pour l'établissement de la retraite, les mêmes avantages qu'à leurs collègues célibataires ou mariés sans enfants à charge, n° 1066.

### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 19 : *Son amendement* [19 septembre 1946] (A., p. 3864) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4444) ; Chap. 44 : *Ses observations* (p. 4449) ; Seconde lecture : Art. 168 : *Amendement de M. Cayeux, retraites des instituteurs* [3 octobre 1946] (p. 4530).

### LENORMAND (M. André), Député du département de Calvados.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530).

**Dépôts :**

Le 26 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. René Coty, Courant et Chastellain tendant à inviter le Gouvernement à proroger la date limite du dépôt des déclarations des dossiers relatifs aux dommages de guerre, n° 280. — Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale, n° 477. — Le 17 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer l'allocation journalière d'attente et à relever le plafond des indemnités et ressources admises pour bénéficiaire de cette allocation, n° 853. — Le 19 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 800.000 francs aux familles de pêcheurs de Grandcamp disparus en mer au cours du naufrage du chalutier « La jeune Aimée », n° 920.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de Seine-et-Marne [12 juin 1944] (A., p. 2522). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3163); — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 17 : *Son amendement tendant à permettre aux vieux sinistrés à bénéficier d'une rente viagère* [4 octobre 1946] (p. 4611).

**LÉONETTI (M. Jean), Député du Maroc.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de Cons-

tantine et territoire de Touggourt (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens) [14 juin 1946] (A., p. 2539). — Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : Art. 71 J : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3907); *Le relire* (p. 3908).

**LE SASSIER-BOISAUNÉ (M. Etienne), Député du département de l'Orne.**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [23 juillet 1946] (p. 2750).

**Dépôts :**

Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à faciliter l'installation des jeunes cultivateurs, n° 744. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi relative à l'organisation et au contrôle syndical de la production des eaux-de-vie de cidre et de poire, n° 761. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une médaille commémorative en faveur de tous les Français et Françaises déportés politiques, n° 908. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Edouard Herriot et plusieurs de ses collègues tendant à créer une distinction au profit des réfractaires et maquisards, n° 915. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre comme point de départ dans la liquidation des pensions d'invalidité, les dates auxquelles les mutilés, les invalides ou les victimes de la guerre et de la répression se sont mis en instance de pension devant un centre de réforme, n° 1200.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Gabon—Moyen-Congo (Collège des non-citoyens) [4 juillet 1946] (**A.**, p. 2602). — S'excuse de son absence [6 août 1946] (p. 2984) ; [21 août 1946] (p. 3183). — Obtient un congé [6 août 1946] (p. 2984) ; [21 août 1946] (p. 3183).

**LE SCIELLOUR (M. Joseph), Député du département de Maine-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture, **n° 948**.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Vendée [12 juin 1946] (**A.**, p. 2527).

**LESCORAT (M. André), Député du département de Lot-et-Garonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 juillet 1946] (p. 2586). — S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).

**LESPÈS (M. Henri), Député du département de Seine-et-Marne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2532). — Est nommé membre : de la Com-

mission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) (*ibid.*)

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, **n° 86**. — Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à exonérer de l'imposition sur les postes de T.S.F., les petits rentiers et les vieux travailleurs, **n° 224**. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux petits rentiers voyageurs de l'Etat une allocation complémentaire de la rente et à relever le plafond des rentes viagères, **n° 288**. — Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur les brevets d'invention intéressant la défense nationale, **n° 586**. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur le projet de loi modifiant les conditions de recrutement des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, **n° 764**. — Le 13 septembre 1946, une proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à créer un institut d'étude des maladies professionnelles, **n° 823**. — Le 23 septembre 1946, une proposition de loi tendant à faire admettre tous les genres de création scientifique au bénéfice de la législation des brevets d'invention, **n° 1000**.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Morice sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement compte mettre en application la loi de sécurité sociale : *Discussion générale* [8 août 1946] (**A.**, p. 3075). — Retire sa proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale [8 août 1946] (p. 3095). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement au deuxième alinéa* [2 octobre 1946] (p. 4582) ; *le retire* (*ibid.*)

**LETOURNEAU (M. Jean), Député du département de la Sarthe, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones [J. O. du 24 juin 1946] (p. 5646).

**Dépôt :**

**En qualité de Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones :**

Le 6 août 1946, un projet de loi modifiant l'article 18 de la loi du 13 juillet 1911 relatif à l'envoi par la poste, contre remboursement, d'objets de correspondance, n° 392.

**Interventions :**

**En qualité de Ministre des Finances par intérim :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Ministre des Finances par intérim* : Art. 110 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (A., p. 4109); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* (p. 4116); FINANCES, Chap. 141 *ter* : *Ses observations* (p. 4120); AGRICULTURE, Chap. 96 : *Amendement de M. Baurens* (p. 4131); Chap. 150 : *Amendement de M. Guyon* (p. 4136); Chap. 176 *bis* : *Amendement de M. Maillocheau* (p. 4138); AIR, Chap. 3 : *Amendement de M. Grésa* [2 octobre 1946] (p. 4414 et suiv.); ARMÉES, Chap. 15 : *Ses observations* (p. 4416); ARMEMENT, Chap. 26 : *Ses observations* (p. 4429); Chap. 49 *bis* nouveau : *Amendement de M. Jean Moreau* (p. 4430); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 4445); Chap. 25 : *Ses observations* (p. 4448); Chap. 141 *quinquiès* : *Amendement de M. de Boysson* (ibid.); Chap. 35 : *Ses observations* (ibid.); Chap. 44 : *Ecoles normales primaires élémentaires* (p. 4449); Chap. 102 *ter* et 105 *ter* : *Sa demande de disjonction des crédits* (p. 4450); Chap. 295 : *Subventions* (p. 4452); Chap. 310 *bis* : *Sa demande de disjonction* (ibid.); Art. 145 *quinquiès* de la loi de finances : *Ses observations* (p. 4453); INFORMATION, *Discussion générale* (p. 4461); *Demande de renvoi de la discussion présentée par M. Deniau* (p. 4462); INTÉRIEUR, Chap. 42 : *Ses observations* [3 octobre

1946] (p. 4489); TRAVAIL, Chap. 26 : *Ses observations* (p. 4499); Chap. 60 : *Rentes mutualistes du combattant* (ibid.); PRODUCTION INDUSTRIELLE : Chap. 26 : *Amendement de M. Bouvier O'Collereau* (p. 4511); Chap. 61 *bis* nouveau : *Réduction du crédit* (ibid.); FINANCES, Art. 141 *quinquiès* : *Ses observations* (p. 4512); TRAVAUX PUBLICS : *Ouvrages dans la Nièvre* (p. 4515); AGRICULTURE : Chap. J : *Amendement de M. Garcia* (p. 4516); INTÉRIEUR, Chap. G : *Amendement de M. Cartier* (p. 4517); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Amendement de M. Frédéric-Dupont* (p. 4517); IMPRIMERIE NATIONALE, Art. 76 : *Amendement de M. Lamps* (p. 4520); DISPOSITIONS SPÉCIALES, Art. 170 nouveau : *Ses observations* (p. 4526); SECONDE LECTURE, Art. 157 : *Ses observations* (p. 4529); Art. 158 à 168 : *Cadre administratif des préfectures* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4249). — Participe à la discussion : d'une proposition de résolution sur le statut de la fonction publique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4407); — du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 2 : *Second amendement de M. Nisse* [4 octobre 1946] (p. 4598); Art. 7 : *Sa demande de suppression de la dernière phrase* (p. 4603); Art. 8 : *Amendement de M. Guillet concernant les cautions versées par les familles de résistants incarcérés* (ibid.); *Amendement de M. Louis Marin sur les fonds et espèces pillés* (ibid.); Art. 13 : *Amendement de M. René Coty tendant à tenir compte du travail du sinistré et de sa famille* (p. 4608); Art. 17 : *Amendement de M. Louis Marin concernant le non-emploi* (4610); Art. 19 : *Ses observations sur la nécessité de modifier le début de l'article* (p. 4613); Art. 24 : *Ses observations sur la nécessité de revoir l'article 20* (p. 4614); Art. 25 : *Amendement de M. Coudray sur les petits bateaux de pêche* (p. 4615); *Amendement de M. Courant concernant les augmentations de valeur d'immeubles du fait de réparations* (p. 4616); Art. 39 : *Ses observations sur la limitation des frais d'honoraires et de constitution des dossiers* (p. 4621); *Articles nouveaux de M. Louis Marin sur les modalités de paiement* (p. 4624); *Article nouveau de M. Louis Marin concernant l'attributaire d'indemnité débiteur de l'Etat* (p. 4626); *Article nouveau de M. Courant relatif au fonds national pour l'amélioration de l'habitat* (p. 4627); Art. 5 (réservé) : *Ses observations*

concernant les amendes de guerre infligées aux collectivités (p. 4646); Art. 8 (réservé) : *Ses observations relatives aux titres et coupons de rentes perdus* (ibid.); *Au remboursement des voitures* (ibid.); Art. 44 (réservé) : *Etablissements prêteurs* (p. 4646); Art. 49 (réservé); *Amendement de M. Chastellain concernant la représentation des sinistrés à la commission cantonale* (p. 4648); — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : Art. 5 bis proposé par M. Pineau concernant la durée du travail [5 octobre 1946] (p. 4676); — des propositions de résolution tendant à étendre le droit de vote par correspondance aux personnes immobilisées chez elles pour des raisons de santé : *Oppose à ce texte l'article 5 de la loi constitutionnelle du 2 novembre 1945* [5 octobre 1946] (p. 4710).

**En qualité de Ministre de la France d'outre-mer par intérim :**

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale : *Amendement du R. P. Bertho tendant à accorder deux sièges au Dahomey* [5 octobre 1946] (p. 4710); — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer : *Amendement de M. Lecourt tendant à reprendre le texte du projet n° 965 du Gouvernement* [5 octobre 1946] (p. 4712 et suiv.). — Son allocution au nom du Gouvernement au moment de la séparation de l'Assemblée Nationale Constituante [5 octobre 1946] (p. 4716).

### **LE TROQUER (M. André), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., 2532). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

#### **Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, n° 152. — Le 23 août 1946, une proposition de loi relative à l'inéligibilité, n° 537. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à créer un office national de l'habitation et un office de la propriété nationale agricole, n° 838.

#### **Interventions :**

Ses explications de vote lors de la discussion du rapport sur les opérations électorales dans la 1<sup>re</sup> circonscription du département de la Seine [4 juillet 1946] (A., p. 2597). — Participe à la discussion : sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de MM. d'Astier de la Vigerie et J. Duclos tendant à amnistier certaines catégories pour le 14 juillet [11 juillet 1946] (p. 2654, 2660); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions : *Discussion générale* [11 juillet 1946] (p. 2658); — du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet 1946] (p. 2711). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations de MM. Meck et July sur le rapatriement des prisonniers de guerre français [23 juillet 1946] (p. 2756). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 5 : *Pensions des anciens combattants* [2 août 1946] (p. 2969); — du rapport du 2<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales dans le département de Constantine (élection de M. Pantaloni) [8 août 1946] (p. 3045); — de la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3084); — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3274); *Intervention de M. Demusois* (p. 3273); *Son intervention* (p. 3276); *Ses explications de vote* (p. 3288); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, alinéa 12 : *Observations de M. H. Teitgen* [29 août 1946] (p. 3429); Art. 78 : *Amendement de M. Leenhardt* [13 septembre 1946] (p. 3737); *Ses observations sur la demande de seconde lecture de M. Lecourt* [21 septembre 1946] (p. 3927); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Observations de M. Herriot* [28 septembre 1946] (p. 4200); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4243); — d'une proposition de loi tendant à faire approuver

la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3580). — Est entendu lors d'une communication du Gouvernement sur le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946] (p. 3884). — Participe à la discussion : des conclusions du rapport sur la Constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice : Art. 5 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4355) ; — d'une proposition de loi relative à l'inéligibilité des personnes relevées de l'indignité nationale : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4571) ; — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 : Art. unique : *Amendement de Mme Brossolette* [4 octobre 1946] (p. 4576).

**LEVINDREY (M. Marcel), Député du département de l'Aisne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 19 juillet 1946, une proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 208.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (A., p. 4586) ; Art. 25 : *Son amendement concernant l'abattement pour vétusté ou mauvais état* (p. 4614) ; *le retire* (p. 4615).

**LHUISSIER (M. Camille), Député du département de la Mayenne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin

1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 28 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant l'expropriation des terrains et installations nécessaires à l'exercice de la culture physique et des sports dans les communes de moins de 5.000 habitants, n° 598. — Le 18 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant l'expropriation des terrains et installations nécessaires à l'exercice de la culture physique et des sports dans les communes de moins de 5.000 habitants, n° 886.

**LIQUARD (M. Émile), Député du département de la Gironde.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 5 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Jean-Raymond Guyon, Liquard et Sourbet tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 676. — Le 20 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Jean-Raymond Guyon, Liquard et Sourbet tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 951 — Le 20 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Jean-Raymond Guyon, Liquard et Sourbet tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 951 (rectifié).

**LOUSTAU (M. Kléber), Député du département de Loir-et-Cher.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Com-

mission de l'équipement national et de la production (Travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôt :

Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à la destruction des lapins en Sologne, n° 522.

#### LOUVEL (M. Jean-Marie), Député du département du Calvados.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (Travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter les entreprises nationalisées d'un statut commun de l'entreprise publique, n° 318. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre libres le marché et le transport des céréales secondaires, n° 772. — Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 957. — Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de loi de M. Louvel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 958.

#### Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3161) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur

l'exercice 1946 : Art. 98 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4045) ; *le retire* (ibid.) ; INTÉRIEUR, Chap. 53 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4490) ; *le retire* (ibid.) ; — de sa proposition de loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'équipement national et de la production* : *Donne lecture de son rapport* [27 septembre 1946] (p. 4165) ; — du projet et de propositions de loi sur la réparation des dommages de guerre ; Art. 3 : *Ses amendements* [4 octobre 1946] (p. 4599) ; Art. 13 : *Son amendement concernant la réparation pécuniaire en cas d'impossibilité de reconstruction* (p. 4608) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 41 : *Son amendement concernant les subventions et autres facilités financières* (p. 4621) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement ayant le même objet que le précédent* (ibid.) ; *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 48 : *Son amendement tendant à tenir compte des charges de famille pour l'avancement* [5 octobre 1946] (p. 4698) ; *le retire* (ibid.).

#### LOZERAY (M. Henri), Député du département du Cher.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Interventions :

Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (A., p. 3843).

#### LUCAS (M. Maurice), Député du département de la Manche.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587). — Est proclamé

secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

### Dépôts :

Le 1<sup>er</sup> août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'amnistie de certains délits de hausse illicite relevés à l'encontre de producteurs de lait postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946, n° 329. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les permissions dites « agricoles », n° 330. — Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre le pari mutuel au concours hippique, n° 521. — Le 10 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'amnistie de certains délits de hausse illicite relevés à l'encontre de producteurs de lait postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946, n° 689. — Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Lucas et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le pari mutuel au concours hippique, n° 819.

### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Hautes-Pyrénées [12 juin 1946] (A., p. 2518). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [26 septembre 1946] (p. 4140). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 26 : *Son*

*amendement sur le personnel auxiliaire temporaire* [3 octobre 1946] (p. 4509) ; *le retire* (p. 4510).

### LUSSY (M. Charles), Député du département de Vaucluse.

Son élection est validée [18 juillet 1946] (A., p. 2675). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

### Dépôts :

Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. André Le Troquer et plusieurs de ses collègues ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, n° 407. — Le 8 août 1946, une proposition de loi relative à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme), n° 410.

### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de Seine-et-Oise, 2<sup>e</sup> circ. [12 juin 1946] (A. p. 2523). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 ; en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [29 août 1946] (p. 3389 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber* (p. 3397) ; Art. 2 : *Amendement de M. Jacques Duclos* (p. 3398) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : INFORMATION, *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4456 et suiv.)

## M


**MABRUT (M. Adrien), Député du département du Puy-de-Dôme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'agriculture [4 juillet 1946] (p. 2586).

**Dépôts :**

Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 212. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Yacine Diallo et plusieurs de ses collègues portant amnistie des infractions commises en Guinée française à l'occasion des incidents des 16 et 17 octobre 1945, n° 778. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Achour et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie aux condamnés de Reibell et de Cherchell, n° 780. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-729 du 16 avril 1946 portant amnistie, n° 786. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de

la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Borra et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 5 de la loi du 9 mars 1946 portant amnistie de certaines infractions en Algérie à l'occasion des 1<sup>er</sup> et 8 mai 1945, n° 1058. — Le 28 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, n° 1118. — Le 4 octobre 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de résolution de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'amnistie de certains délits de hausse illicite relevés à l'encontre de produits de lait postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946, n° 1208.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Ar-dèche [12 juin 1946] (A., p. 2499).

**MACOUIN (M. Clovis), Député du département des Deux-Sèvres.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Com-

mission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

**MAHDAD ABDELKADER (M.), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra** (*Collège des électeurs français musulmans non citoyens*).

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

#### Dépôt :

Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à admettre en Algérie l'arabe comme langue officielle au même titre que le français, n° 272.

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, Art. 75 bis nouveau : *Soutient l'amendement de M. Abbas* [10 septembre 1946] (p. 3596).

**MAILLOCHEAU (M. Fernand), Député du département de la Vienne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôt :

Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter le bénéfice des primes de

prompte livraison aux blés et aux seigles jusqu'aux 1<sup>er</sup> novembre pour la prime de 400 francs et 1<sup>er</sup> décembre pour la prime de 75 francs dans les départements qui ont souffert es intempéries, n° 1163.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; AGRICULTURE, Cbap. 176 bis : *Son amendement* [26 septembre 1946] (A., p. 4138) ; *le retire* (ibid.).

**MALBRANT (M. René), Député du territoire de l'Oubangui-Chari-Tchad** (*Collège des citoyens*).

Son élection est validée [12 septembre 1946] (A., p. 3693). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur la liquidation des « surplus » acquis par l'Etat : Art. 6 : *Soutient l'amendement de M. Debidour* [9 août 1946] (A., p. 3147) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Ses observations* [18 septembre 1946] (p. 3792) ; Art. 69 : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3898) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 71 K : *Son amendement* (p. 3909) ; *le retire* (ibid.) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 38 : *Amendement de M. Tchicaya* [4 octobre 1946] (p. 4555).

**MALLERET (M. Alfred) (dit Général JOINVILLE), Député du département de la Seine** (*4<sup>e</sup> circonscription*).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554).

**MANCEAU (M. Robert), Député du département de la Sarthe.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2534) ; de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones [4 juillet 1946] (p. 2536).

**Dépôt :**

Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi tendant à approuver un quatrième avenant à la Convention du 26 novembre 1929, approuvée par la loi du 4 mars 1933, passée entre l'Etat et la Société générale des chemins de fer économiques pour l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général de Chateaucaille à la Guerche et de Sancoins à Lapeyrouse, n° 1092.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Deux-Sèvres [12 juin 1946] (A., p. 2525).

**MARC-SANGNIER (M.), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2534). — de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale départementale et communale (*ibid.*).

**Interventions :**

Participe au débat, sur la demande de discussion immédiate du projet de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice : *Ses explications de vote*

[8 août 1946] (A., p. 3083). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* [23 septembre 1946] (p. 3941 et suiv.) ; Art. premier : *Ses observations contre les amendements* [30 septembre 1946] (p. 4280) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 153 A : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4108).

**MARIE (M. André), Député du département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2534).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la modification, en faveur des réfractaires, des dispositions de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mai 1943, sur la réintégration obligatoire dans l'emploi, n° 119. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier, en faveur des réfractaires et des maquisards, les dispositions de l'article 9 du décret du 26 septembre 1939, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en temps de guerre, n° 120. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à assurer aux réfractaires et maquisards le versement de la prime, dite « primes de libération », n° 121. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à assurer aux réfractaires et maquisards leur congé payé pour la période 1944-1945, n° 122. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à assurer aux réfractaires et maquisards, contraints au chômage par faits de guerre, le bénéfice de la loi du 8 janvier 1944, modifiée par la loi du 20 mai 1944, n° 135.

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ; Art. 76 : *Ses observations* [10 septembre 1946] (A., p. 3598). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [17 septembre 1946]

(p. 3769). [21 septembre 1946] (p. 3931); — sur les propositions de la conférence des Présidents : *Organisation des débats* [24 septembre 1946] (p. 3935); — sur le procès-verbal de la précédente séance [30 septembre 1946] (p. 4262) — Participe à la discussion : d'une proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4275); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AIR, Chap. 3 : *Amendement de M. Gresa* [2 octobre 1946] (p. 4415); INTÉRIEUR, Chap. 35 : *Fonctions municipales des membres de l'enseignement laïque* [3 octobre 1946] (p. 4488); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 4531); — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires; Art. 45 : *Soutient l'amendement de M. Herriot relatif à l'avancement de grade par concours ou examen* (p. 4695 et 4696); Art. 48 : *Soutient l'amendement de M. Herriot concernant les conditions d'avancement de grade* (p. 4697); Art. 52 : *Soutient l'amendement de M. Herriot concernant la promotion à l'échelon supérieur* (p. 4698); *le retire* (ibid.); Art. 54 : *Soutient l'amendement de M. Herriot tendant à l'avancement à l'ancienneté des petits fonctionnaires* (p. 4699); Art. 57 : *Soutient l'amendement de M. Herriot tendant à l'annulation du tableau d'avancement en cas d'irrégularité* (ibid.); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 4709). — S'excuse de son absence [11 juillet 1946] (p. 2655). — Obtient un congé (ibid.).

### MARIN (M. Louis), Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 décembre 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à la réparation des dommages de guerre, n° 27. — Le 20 août 1946, une proposition de

résolution en vue d'établir le vote personnel à l'Assemblée Nationale Constituante, n° 492. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes d'inondations exceptionnelles qui ont ravagé certains cantons des départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle, n° 720. — Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif aux cimetières militaires alliés de la guerre 1939-1945, n° 943.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 : *Discussion générale* [11 juillet 1946] (A., p. 2538). — Dépose une demande d'interpellation sur les retards apportés par le Gouvernement à déposer le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre (ibid.) (p. 2660); est entendu sur la fixation de la date de discussion [23 juillet 1946] (p. 2756 et suiv.); développe son interpellation [9 août 1946] (p. 3128 et suiv., 3154, 3171); ordre du jour (p. 3172). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale [26 juillet 1946] (p. 2825). — Est entendu dans la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : 11<sup>e</sup> alinéa : *Ses observations* [29 août 1946] (p. 3408); *Amendement de M. Laniel* (p. 3409); *Ses observations sur l'alinéa 12, enseignement public* (p. 3413); Art. 5 : *Ses amendements* [3 septembre 1946] (p. 3490 et suiv.); *Son amendement touchant le vote obligatoire* (p. 3496); DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : Art. 29 E : *Ses observations sur l'article* [4 septembre 1946] (p. 3523); DU CONSEIL DES MINISTRES : Art. 33 : *Son amendement* [5 septembre 1946] (p. 3553); *le retire* (p. 3554); Art. 35 : *Amendement de M. Coty*; *Ses explications de vote* (p. 3556); *Amendement de M. P. Chevallier* (p. 3562). — Ses rapports sur des pétitions [19 septembre 1946] (p. 3873). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux cimetières militaires alliés de la guerre, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [21 septem-

bre 1946] (p. 3928); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : *Ses observations sur le panachage* [30 septembre 1946] (p. 4265); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* (p. 4286); *Son amendement sur l'obligation d'exercer le droit de vote* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4302); Art. 7 : *Son amendement* (p. 4304); Art. 13 : *Son amendement* (p. 4306); Art. 30 : *Son amendement* (p. 4308); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 octobre 1946] (p. 4562); — du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4580); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* (p. 4597); *le retire* (*ibid.*); Art. 2 : *Son amendement sur les territoires d'outre-mer* (*ibid.*); Art. 3 : *Son amendement tendant à la suppression de l'article* (p. 4598); *le retire* (p. 4599); Art. 4 : *Son amendement* (p. 4600); Art. 8 : *Son amendement concernant les fonds et espèces pillés* (p. 4603); Art. 14 : *Son amendement tendant à faire établir par la loi les exceptions au principe de l'intégralité de la réparation* (p. 4608); Art. 15 : *Son amendement concernant les acomptes touchés par les sinistrés* (p. 4609); *le retire* (p. 4610); Art. 17 : *Son amendement relatif au non-emploi* (*ibid.*); Art. 24 : *Son amendement sur les exceptions de emploi* (p. 4614); Art. 26 : *Son amendement tendant à reprendre cet article supprimé par la Commission* (p. 4616 et 4617); *Ses observations concernant le paiement des loyers par les sinistrés* (p. 4617); Art. 29 : *Son amendement relatif aux dérogations au emploi* (p. 4613); Art. 31 : *Son amendement tendant à l'audition du ministère public* (p. 4619); Art. 35 : *Son amendement concernant le délai de dépôt des dossiers* (p. 4619); *Son amendement relatif à l'évaluation des dommages et aux demandes d'indemnité* (p. 4620); *Son article nouveau tendant à prévoir une hausse de prix de plus de 10 0/0* (p. 4621); *Ses articles nouveaux sur les modalités de paiement* (p. 4623 et 4624); *le retire* (p. 4624); Art. 68 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 4625); *le retire* (*ibid.*); Art. 69 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (*ibid.*); *Son article nouveau concernant l'attributaire d'indemnité, débiteur de l'Etat* (p. 4626); *le retire* (*ibid.*); Art. 80 : *Son amendement tendant à rendre la loi applicable dès sa promulgation* (p. 4627); *le retire* (*ibid.*). — S'excuse de son absence [8 août 1946] (p. 3076); [17 septembre 1946] (p. 3754); [5 octobre 1946] (p. 4666).

### MARSELLI (M. André), Député du département de la Haute-Saône.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555); de la Commission du Règlement et des pétitions (*ibid.*).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Réunion (2<sup>e</sup> circonscription) [8 août 1946] (A., p. 3099). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ARMÉES, en qualité de *Président de la Commission* de la défense nationale : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4395 et suiv.); AIR : Chap. 3 : *Amendement de M. Grésa* (p. 4415); ARMÉES : Chap. 45 : *Amendement de M. Bougrain* [2 octobre 1946] (p. 4418). — S'excuse de son absence à la seconde séance du jour [9 août 1946] (p. 3127).

### MARTEL (M. Henri), Député du département du Nord (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (forces motrices, mines, travaux publics) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à relever de 30 0/0 toutes les prestations servies par la Caisse autonome des ouvriers mineurs, n<sup>o</sup> 447. — Le 10 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de résolution de M. Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans retard toutes les mesures pour hâter la renaissance du port de Dunkerque et lui assurer les moyens de lutter contre la concurrence des

ports étranger, n° 697. — Le 10 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de résolution de MM. Vendroux et Caron tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la remise en état et le développement des ports de Boulogne et Calais, n° 699. — Le 3 octobre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le décret du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs des dispositions en faveur des ouvriers mineurs et similaires licenciés pour action syndicale ou politique, n° 1192.

#### Interventions :

Participe à la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder une avance immédiate des prestations servies par la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs; *discussion générale* [29 août 1946] (A., p. 3431).

#### MARTEL (M. Louis), Député du département de la Haute-Savoie, Questeur de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554). — Est proclamé *Questeur de l'Assemblée Nationale Constituante* [14 juin 1946] (p. 2539).

#### MARTINEAU (M. Jean), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### MARTY (M. André), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie, de l'adminis-

nistration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la justice et de la législation générale [4 juillet 1946] (p. 2586).

#### Dépôt :

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder la mention « Mort pour la France » aux Français et Françaises tombés en Espagne, dans les rangs de l'armée régulière de la République espagnole, n° 175.

#### MASSON (M. Jean), Député du département de la Haute-Marne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du ravitaillement (p. 2555). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 6 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la relève des combattants d'Indochine, n° 385. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le régime du forfait pour les bouilleurs de cru institué par le décret-loi du 25 juin 1935, n° 423. — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 19 octobre 1945 relatif à la révision des allocations mobilières et à la réévaluation des valeurs assurées pouvant servir de base au calcul de ces allocations, n° 589. — Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 904 du Code civil et à assimiler au mineur appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, le mineur déporté, requis ou victime de faits de guerre et dont l'acte de décès mentionne qu'il est mort pour la France, n° 590.

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion : de la proposition de résolution de M. Rochet tendant à remettre en vigueur la loi du 13 août 1936 et déterminer

les attributions de l'Office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (A., p. 2736); — d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2925); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 71 : *Ses observations* [13 septembre 1946] (p. 3741); — du rapport fait sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Son amendement tendant à insérer la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* [28 septembre 1946] (p. 4191). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires; Art. 19 : *Soutient l'amendement de M. Herriot concernant l'élection des représentants des fonctionnaires du Conseil supérieur de la fonction publique* [5 octobre 1946] (p. 4679, 4680); *Soutient l'amendement de M. Herriot tendant à supprimer la référence à l'art. 78* (p. 4680); Art. 31 : *Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la prime de rendement* (p. 4683); Art. 43 : *Soutient l'amendement de M. Herriot concernant les notes et les appréciations* (p. 4692); *le retire* (p. 4695); Art. 65 : *Soutient l'amendement de M. Herriot sur la limitation des droits de l'autorité disciplinaire* (p. 4700); Art. 71 : *Amendement de M. Herriot concernant l'appel au Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4701); *le retire* (ibid.); Art. 78 : *Amendement de M. Herriot tendant à supprimer cet article* (p. 4702); *le retire* (ibid.)

#### **MAUDET (M. André), Député du département de la Charente-Maritime.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

#### **MAURELLET (M. Augustin), Député du département de la Charente.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **MAUROUX (M. Fernand), Député du département du Gers.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2331). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

#### **Dépôts :**

Le 22 août 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur les propositions de loi : 1° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française; 2° de M. Jacques Bardoux ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française; 4° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de la République »; 5° de M. Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française; 6° de M. Bétolaud et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française (Articles 25 et 26 du rapport n° 350), n° 509. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans le pays une large enquête sur le fonctionnement de la loi relative au métayage et au fermage, n° 714.

#### **Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques* : *Donne lecture de son rapport* [2 octobre 1946] (A., p. 4371); Art. 7 : *Son amendement* (p. 4390).

#### **MAYER (M. Daniel), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement [26 juin 1946] (A., p. 2565) ; — des projets de loi tendant à la ratification des accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission des affaires étrangères* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2908) ; — des propositions de la conférence des présidents : *Organisation des débats* [24 septembre 1946] (p. 3996) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4110).

**MAYER (M. René), Député du département de Constantine.**

Son élection est validée [8 août 1946] (A., p. 3040). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [11 juillet 1946] (p. 2633).

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à déclarer applicable à l'Algérie l'ordonnance du 14 novembre 1944 et le décret du 2 février 1945 relatifs à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, **n° 440**. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à compléter les ordonnances des 6 avril et 13 septembre 1945 et à mettre fin aux opérations du jury d'honneur, **n° 527**. — Le 3 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. René Mayer tendant à compléter les ordonnances des 6 avril et 13 septembre 1945 et à mettre fin aux opérations du jury d'honneur, **n° 661**.

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés ; Art. 17 : *Dépenses*

*militaires* [26 juillet 1946] (A., p. 2832) ; — des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2885) ; — du projet de loi relatif aux congés payés des jeunes travailleurs : *Application du texte à l'Algérie* [2 août 1946] (p. 2952) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la situation des fonctionnaires en Algérie* [2 août 1946] (p. 2962) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (p. 3257 et suiv.) ; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : Art. 29 C : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3522) ; DU CONSEIL DES MINISTRES : Art. 35 : *Amendement de M. Coty* [5 septembre 1946] (p. 3558) ; DES COLLECTIVITÉS LOCALES : Art. 75 : *Amendement de M. Sourbet* (p. 3559) ; *Ses explications de vote* (p. 3560) ; DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Art. 76 : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3600) ; Art. 21 : *Son amendement au second alinéa* [12 septembre 1946] (p. 3694) ; Art. 29 A : *Son amendement* (p. 3697) ; DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION : Art. 83 : *Son amendement au dernier alinéa* [17 septembre 1946] (p. 3765) ; *le retire* (*ibid.*) ; DE L'UNION FRANÇAISE : Art. 69 : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3897) ; *le retire* (*ibid.*) ; Art. 71 G : *Ses observations* (p. 3905) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 août 1946] (p. 3287) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote sur la question préalable* [17 septembre 1946] (p. 3758). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [21 septembre 1946] (p. 3931) ; — au cours de la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 5 : *Amendement de M. d'Aragon* [23 septembre 1946] (p. 3955) ; Art. 17 : *Soutient l'amendement de M. Badie* (p. 3965) ; *Ses explications de vote sur le nouveau projet* [30 septembre 1946] (p. 4269) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* (p. 4279). — Participe à la discussion : d'une proposition de loi éendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4573) ; — du projet

et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 2 : *Soutient l'amendement de M. Herriot tendant à admettre le recours contentieux* [5 octobre 1946] (p. 4675) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à faire nommer aux emplois supérieurs par décret* (p. 4675) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à reconnaître les associations de fonctionnaires* p. 4676, 4677) ; Art 65 : *Amendement de M. Herriot sur la limitation des droits de l'autorité disciplinaire* (p. 4701). — S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674). — Obtient un congé (ibid.).

### **MAZEL (M. Jean), Député du département de la Lozère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674).

### **MAZIER (M. Antoine), Député du département des Côtes-du-Nord.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

#### **Dépôt :**

Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi portant amélioration de la situation des pensionnés sur la Caisse de retraite des marins et sur la Caisse générale de prévoyance des marins français, n° 1093.

#### **Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (A., p. 3586).

### **MAZUEZ (M. Pierre), Député du département de Saône-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555).

#### **Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter considérablement le contingent des bons d'achats d'automobiles neuves et de pneumatiques mis à la disposition du corps médical français, n° 90. — Le 19 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter considérablement le contingent des bons d'achat d'automobiles neuves et de pneumatiques mis à la disposition du corps médical français, n° 202. — Le 11 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Debidour et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'accession aux diplômes d'Etat de docteur en médecine, chirurgien-dentiste et de pharmacien des titulaires de diplômes délivrés par les universités étrangères ayant rendu des services effectifs à la France dans l'armée ou dans la Résistance, n° 741. — Le 26 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de résolution : 1° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que l'exercice normal de leur droit de vote soit donné à tous les Français qui, pour une raison majeure, seraient absents de leur domicile légal lors des élections ; 2° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser des bureaux de vote dans tous les établissements hospitaliers et à étendre le droit de vote par correspondance aux personnes immobilisées chez elles pour des raisons de santé, n° 1071.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Marne [12 juin 1946] (A., p. 2513). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587). — Prend part, en qualité de *Rapporteur*, à la discussion de sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter considérablement le contingent des bons d'achat d'automobiles neuves et de pneumatiques mis à la disposition du corps médical français : *Donne lecture de son rapport* [26 juillet 1946] (p. 2818).

**MECK (M. Henri), Député du département du Bas-Rhin.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative au maintien de la Caisse d'assurance des employés d'Alsace et de Lorraine, n° 30. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 13 juillet 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, n° 31. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'aide aux tuberculeux telle qu'elle fonctionnait en Alsace et en Lorraine, n° 32. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler le plus tôt possible la question des emplois réservés, n° 33. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative au versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 34. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire verser aux expulsés alsaciens et lorrains des avances suffisantes en

vue de leur réinstallation, n° 36. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter l'instruction des demandes de pensions de guerre dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 37. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux vieillards et invalides par l'adaptation des prestations de reites et d'allocations à l'accroissement du coût de la vie, n° 38. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2714 du 2 novembre 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail agricoles ou à leurs ayants droit, n° 40. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de l'assurance contre les accidents professionnels aux accidents survenus pendant le trajet du domicile de l'assuré au lieu de travail et vice-versa, n° 41. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le taux des réquisitions militaires opérées par l'armée en 1940 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 48. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'échange des marks bloqués des rapatriés de la Wehrmacht et déportés alsaciens et lorrains, n° 146. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation à 100.000 francs de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes, n° 252. — Le 25 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Engel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter le rapatriement des Alsaciens et des Lorrains retenus en captivité par les armées alliées, n° 253. — Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint, n° 351. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs, n° 388. — Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'échange

des marks bloqués des rapatriés de la Wehrmacht et déportés alsaciens et lorrains, n° 513. — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle une instance d'appel pour les sanctions d'épuration prises par les administrations, n° 584. — Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à faire rembourser par l'Etat aux municipalités d'Alsace et de Lorraine les indemnités payées en vertu de l'ordonnance du 21 avril 1945, n° 585. — Le 28 août 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter l'instruction des demandes de pensions de guerre dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 594. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Clostermann tendant à assimiler les camps de Schirmeck et du Struthof (Bas-Rhin) aux camps de déportation, n° 1070.

#### Interventions :

Demande à interpeller : sur le rapatriement des Alsaciens-Lorrains retenus comme prisonniers dans les pays alliés ; — sur la façon injuste dont furent composés les comités provisoires des caisses de sécurité sociale dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [4 juillet 1946] (A., p. 2598) ; est entendu sur la date de la discussion [23 juillet 1946] (p. 2751, 2753) ; développe la première interpellation [25 juillet 1946] (p. 2786 et suiv., p. 2805). — Est entendu, en qualité de *Président de la Commission du travail*, sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2599). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 [11 juillet 1946] (p. 2643) ; — du projet de loi fixant le régime des prestations familiales, en qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale* : Art. 5 : *Amendement de M. Courtois* [6 août 1946] (p. 2993) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4433) ; —

du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, en qualité de *Président de la Commission du travail* : Art. 31 : *Son alinéa additionnel concernant l'assistance judiciaire* [4 octobre 1946] (p. 4633) ; *Le retire* (ibid.).

#### MÉDECIN (M. Jean), Député du département des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi complétant la liste des bénéficiaires du statut des grands invalides de guerre, n° 582. — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi abrogeant le décret du 20 janvier 1940 portant prescription quinquennale en matière de réparation du préjudice subi du fait de blessures de guerre, n° 583. — Le 23 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder l'indemnité spéciale de déportation aux populations frontalières des Alpes-Maritimes déportées par l'ennemi hors du territoire national et rapatriées après le 1<sup>er</sup> mars 1945, n° 992.

#### Interventions :

Son opposition au vote sans débat d'une proposition de loi concernant les herboristes [23 septembre 1946] (A., p. 3972). — S'excuse de son absence [19 juin 1946] (p. 2541).

#### MEHAIGNERIE (M. Alexis), Député du département de l'Ille-et-Vilaine,

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission de l'agriculture [4 juillet 1946] (p. 2586).

**MENDÈS-FRANCE (M. Pierre), Député du département de l'Eure.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [10 septembre 1946] (p. 3539).

S'excuse de son absence [4 juillet 1946] (A., p. 2585), [28 septembre 1946] (p. 4209). — Obtient un congé (*ibid.*).

**MENTHON (M. François de), Député du département de la Haute-Savoie, Ministre de l'Economie nationale.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

**En qualité de Ministre de l'Economie nationale :**

Le 23 juillet 1946, un projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de la liquidation du matériel dit « surplus » acquis par l'Etat, n° 234. — Le 24 septembre 1946, un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 1009. — Le 2 octobre 1946, un projet de loi prorogeant la réglementation des salaires et conditions de travail, n° 1175.

**Interventions :**

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [14 juin 1946] (A., p. 2539). — Est nommé Ministre de l'Economie nationale (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646).

**En cette qualité :**

Répond aux questions posées : par M. Desjardins sur la production automobile, en particulier des tracteurs agricoles [23 juillet 1946] (A., p. 2765) ; par M. André sur la répartition des

bicyclettes (*ibid.*) ; par M. Bruyneel sur la suppression des S. P. (*ibid.*) ; par M. Rousseau sur le prix du thon et de la sardine (p. 2767). — Participe à la discussion : de la proposition de résolution de M. Mazuez sur l'attribution de bons d'achats de voitures et de pneumatiques au corps médical [26 juillet 1946] (p. 2819) ; — des projets de loi portant ratification des accords de Washington et de la convention avec l'Export-Import Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2910). — Intervient lors du débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'essence [12 septembre 1946] (p. 3689). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; ECONOMIE NATIONALE : Chap. 7 : *Amendement de M. Rigal* [2 octobre 1946] (p. 4439 et suiv.).

**MERCIER (M. André), Député du département de l'Oise,**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555) ; de la Commission du Règlement et des pétitions (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 69 du Livre IV du Code du travail sur la représentation des ouvriers agricoles en justice par les permanents de leurs syndicats, n° 70. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à demander au Gouvernement la nomination d'une commission, désignée par l'Assemblée, chargée d'enquêter et de rapporter devant elle de l'emploi des fonds remis aux organisations politiques, militaires et paramilitaires, aux œuvres sociales de la Résistance, sur le budget de l'Etat et de toute provenance dans la clandestinité et depuis la Libération, n° 108. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux majorations des loyers et aux droits à la prorogation, n° 159. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à modifier le quatrième alinéa, article 35, de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 333. — Le 1<sup>er</sup> août 1946,

une proposition de loi tendant à reconnaître la qualité de salariés aux gérants de maisons d'alimentation de détail, des maisons d'alimentation à succursales multiples, ainsi qu'aux gérants de coopératives et à leur accorder le bénéfice de toutes les lois sociales, en les soumettant aux juridictions compétentes, n° 344. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à l'établissement d'un plafond des loyers en matière de baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial ou industriel (modification de l'art. 23 de la loi du 30 juin 1926 modifiée, concernant la propriété commerciale), n° 543. — Le 4 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale), n° 664. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale, n° 750. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale, n° 751. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe premier du cinquième alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946, sur la propriété commerciale, n° 770. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale, n° 771.

#### Interventions :

Participe à la discussion : de sa proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945, relative aux majorations des loyers et aux droits à la majoration : *Ses observations* [10 septembre 1946] (A., p. 3581) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; *ECONOMIE NATIONALE : Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4437).

#### MERCIER (M. André-François), Député du département des Deux-Sèvres.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le taux des réquisitions militaires opérées par l'armée en 1940 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 1083.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ARMEMENT : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (A., p. 4423).

#### MERCIER (M. François), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### MÉTAYER (M. Pierre), Député du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554).

#### MÉTY (Mme Mathilde), Député du département du Rhône.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommée membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [4 juillet 1946] (p. 2586).

#### Interventions :

San rapport ; au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Corrèze [12 juin 1946] (A., p. 2503). — Participe à la discussion du projet de loi fixant le

régime des prestations familiales; Art. 10 : *Son amendement concernant les enfants du sexe féminin vivant sous le toit de l'allocataire* [6 août 1946] (p. 2996); *Retire la seconde partie de l'amendement* (p. 2997).

**MEUNIER (M. Jean), Député du département de l'Indre-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1940 » portant modification de dispositions financières intéressant les départements et les communes, n° 940.

**Interventions :**

Participe à la discussion de la proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à instituer le vote par correspondance des réfugiés pour les élections municipales et cantonales, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'intérieur*; *Donne lecture de son rapport* [20 août 1946] (A., p. 3200).

**MEYNIEL (M. Jacques), Député du département du Cantal.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

faire affecter au compte des réparations dues par l'Allemagne le montant des taxes à verser pour les brevets d'invention, n° 800.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. André sur la politique du ravitaillement du Gouvernement; *Situation de l'agriculture* [8 août 1946] (A., p. 3054).

**MICHARD (M. Honoré), Député du département des Côtes-du-Nord.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forcé motrice) [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [23 juillet 1946] (p. 2750). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**MICHAUD (M. Louis), Député du département de la Vendée.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 28 août 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice du droit de reprise des propriétaires, bailleurs d'exploitations agricoles, n° 541.

**MICHAUT (M. Victor), Député du département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant, par l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre, à la réparation intégrale des dommages de guerre subis par les sinistrés, n° 155.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de Meurthe-et-Moselle [12 juin 1946] (A., p. 2514). — Est entendu lors du débat sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre [23 juillet 1946] (p. 2757). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre [9 août 1946] (p. 3137); — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : Art. 14 bis : *Soutient l'amendement de M. Pagon* [11 septembre 1946] (p. 3637); — du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4384).

**MICHEL (M. Maurice), Député du département de la Drôme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles la qualité d'ancien combattant est reconnue aux militaires des armées françaises faits prisonniers par les puissances de l'axe au cours de la guerre 1939-1945, n° 74. — Le 19 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un pécule

aux prisonniers de guerre qui ne percevaient ni solde mensuelle, ni traitement, pendant leur captivité, n° 919.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 : ANCIENS COMBATTANTS [11 juillet 1946] (A., p. 2644).

**MICHELET (M. Edmond), Député du département de la Corrèze, Ministre des Armées.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530).

**Dépôts :****En qualité de Ministre des Armées :**

Le 27 août 1946, un projet de loi portant déclassement de la place de Bergues (Nord), n° 574. — Le 3 septembre 1946, un projet de loi relatif à la nomination dans la réserve de l'armée de mer des officiers auxiliaires ainsi que des officiers et non officiers détenteurs d'un grade à titre temporaire, n° 641. — Le 3 septembre 1946, un projet de loi modifiant l'article 64 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des divers corps d'officiers de l'armée de mer, n° 642.

**Interventions :**

Est nommé Ministre des Armées (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646).

**En cette qualité :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 52 : *Nécessité d'un fonds de roulement* [25 septembre 1946] (A., pp. 4041 et suiv.); Art. 59 : TROUPES COLONIALES (p. 4044); Art. 58 à 95 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4094); ARMÉES : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (pp. 4404 et suiv.); AIR : *Discussion générale* (p. 4413); ARMÉES, Chap. 15 : *Ses observations* (p. 4416); Chap. 35 : *Matériel*

*automobile* (p. 4417) ; Chap. 45 : *Amendement de M. Bourgrain* (p. 4418) ; Chap. 60 : *Ses observations* (ibid.) ; EQUIPEMENT, Chap. D. : *Amendement de M. Minjoz* (p. 4431).

### MIDOL (M. Lucien), Député du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 25 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager les dispositions du décret du 20 août 1946 sur la vente de l'essence, n<sup>o</sup> 1032. — Le 25 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le statu quo en matière de coordination des transports, n<sup>o</sup> 1033.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 19 : *Son amendement concernant le remboursement forfaitaire du mobilier* [4 octobre 1946] (A., p. 4612).

### MIGNOT (M. André), Député du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la commission de la justice et de législation générale (ibid.). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à établir l'égalité de pension pour les veuves

de militaires de carrière, tués à l'ennemi antérieurement au 14 avril 1924, n<sup>o</sup> 576. — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation relative aux débits de boissons, n<sup>o</sup> 651. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 14 novembre 1944 concernant la réintégration de certains locataires, n<sup>o</sup> 891. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi n<sup>o</sup> 46-941 du 7 mai 1946 tendant à surseoir à l'expulsion des locataires de nationalité française prononcée au profit d'étrangers, n<sup>o</sup> 892. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix, n<sup>o</sup> 1077. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Schaffler et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 9 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 permettant, sous certaines conditions, au propriétaire ou au locataire principal de reprendre les locaux d'habitation pour les occuper lui-même, n<sup>o</sup> 1095.

#### Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [18 juillet 1946] (A., p. 2714). — Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 12 : *Son amendement concernant les travailleurs indépendants* [6 août 1946] (p. 2997) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Son amendement au 9<sup>e</sup> alinéa, limitation aux droits du travail* [28 août 1946] (p. 3374) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE, Art. 72 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4213) ; — d'une proposition de loi relative aux majorations de loyers et aux droits à la prorogation : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3453) ; — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; Art. 16 : *Son amendement au premier alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3638) ; Art. 16 *ter* nouveau : *Son amendement* (p. 3641) ; — Ses oppositions au vote sans débat du projet de loi concernant la sécurité sociale, de propositions de loi sur les adminis-

trateurs des caisses de sécurité sociale, du projet de loi concernant la mutualité sociale agricole [3 octobre 1946] (p. 4534) : — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : *Article additionnel de M. Kriegel-Valrimont concernant les personnes condamnées pour faits de collaboration* [4 octobre 1946] (p. 4607) ; — du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4628) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 4631) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à confier le secrétariat de la commission de première instance au greffier du tribunal civil* (p. 4631) ; Art. 31 : *Ses observations sur l'assistance judiciaire* (p. 4633).

### MINJOZ (M. Jean), Député du département du Doubs.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du règlement et des pétitions [4 juillet 1946] (p. 2586).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la restitution et le transfert, aux frais de l'Etat, des corps des victimes de la guerre et de l'occupation, n° 7. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris, en 1949, une exposition internationale, n° 8. — Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de l'acte dit loi du 25 septembre 1941 relatif au recensement des propriétaires des véhicules automobiles, n° 88. — Le 5 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter d'un statut définitif les « centres techniques », n° 97. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 2 de l'acte dit loi du 18 décembre 1940 et de la loi du 8 avril 1946 relatifs à la bonification du taux de l'intérêt servi par les caisses d'épargne, n° 160. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à tenir compte

aux institutrices et instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de la pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, n° 257. — Le 25 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 26 du Règlement de l'Assemblée Nationale Constituant, n° 264. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux ayants droit des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939, les avantages réservés aux veuves, ascendants et descendants des déportés politiques, n° 292. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-729 du 16 avril 1946, portant amnistie, n° 300. — Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux coopératives de production une priorité pour l'achat des matières premières nécessaires à leur fonctionnement, n° 359. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer, pour la prochaine rentrée des classes, le taux des cours et conférences complémentaires dans les facultés et écoles d'enseignement supérieur, n° 424. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à la reconduction de la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés et à son extension aux victimes de la guerre et de l'occupation 1939-1945, n° 431. — Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 18 avril 1946 relative à la propriété commerciale, n° 432. — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à permettre d'accorder des dommages-intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, n° 443. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'incompatibilité résultant de la parenté ou de l'alliance en matière d'élections municipales, n° 546. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier la procédure relative aux changements de nom, n° 547. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 164 du Code civil (empêchements au mariage), n° 548. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à permettre l'annulation de certaines décisions ayant prononcé, pendant l'occupation, le divorce, n° 549. — Le 23 août 1946, une proposition de résolution tendant à

modifier le décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 relatif aux assurances sociales en ce qui concerne la longue maladie, n° 551. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Megniel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire au compte des réparations dues par l'Allemagne le montant des taxes à verser pour les brevets d'invention, n° 1045. — Le 4 octobre 1946, une proposition de loi tendant à dispenser de l'examen prévu par la loi du 26 juin 1941 (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) les licenciés en droit ayant obtenu leur diplôme antérieurement au 26 juin 1941, n° 1212. — Le 5 octobre 1946, une proposition de loi tendant à conserver les avantages accordés aux retraités, chefs de famille, par la loi du 16 avril 1924, n° 1216.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Pyrénées-Orientales [12 juin 1946] (A., p. 2518) ; du territoire de Belfort (p. 2519). — Ses rapports sur des pétitions [8 août 1946] (p. 3100). — Participe à la discussion d'une proposition de loi relative aux majorations de loyers et aux droits à la prorogation : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3455). — Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire de Belfort [11 septembre 1946] (p. 3661). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4110) ; ARMÉES : *Équipement* ; Chap. D : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4431). — Ses rapports sur des pétitions [4 octobre 1946] (p. 4650).

**MOCH (M. Jules), Député du département de l'Hérault, Ministre des Travaux publics et des Transports.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

En qualité de Ministre des Travaux publics.

Le 6 août 1946, un projet de loi tendant à annuler l'acte dit loi n° 735 du 31 juillet 1943 fixant les droits à pension de certains ouvriers de l'ancien service géographique national, n° 390. — Le 27 août 1946, un projet de loi modifiant les conditions de recrutement des ingénieurs des ponts-et-chaussées et des mines, n° 566. — Le 27 août 1946, un projet de loi tendant à approuver un 4<sup>e</sup> avenant à la Convention du 26 novembre 1929, approuvée par la loi du 4 mars 1933, passée entre l'Etat et la Société générale des chemins de fer économiques pour l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général de Chateaufort à la Guiche et de Sancoins à Lapeyrouse, n° 568. — Le 4 septembre 1946, un projet de loi relatif à la classification des aérodromes, n° 672. — Le 19 septembre 1946, un projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1922 relative au régime des retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways, modifiée et complétée par les lois des 31 mars 1928, 31 mars 1932, 18 janvier 1936, par l'ordonnance du 2 décembre 1944 et la loi du 17 mai 1946, n° 916. — Le 19 septembre 1946, un projet de loi portant majoration des indemnités de cherté de vie et attribution d'indemnités exceptionnelles aux bénéficiaires de pensions de la loi du 22 juillet 1922, n° 924. — Le 21 septembre 1946, un projet de loi portant amélioration de la situation des pensionnés sur la Caisse de retraites des marins et sur la caisse générale de prévoyance des marins français, n° 962. — Le 21 septembre 1946, un projet de loi ayant pour objet de valider, en complétant certaines de ses dispositions, l'acte dit « loi n° 4834 du 30 novembre 1941 » relative à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, n° 965. — Le 24 septembre 1946, un projet de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, n° 1008.

#### Interventions :

Est nommé Ministre des travaux publics et des transports [J. O. du 24 juin 1946] (p. 5646).

**En cette qualité :**

— Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 113 : *Travaux du port de Dunkerque* [25 septembre 1946] (A., p. 4049) ; Art. 138 : *Crédit maritime mutuel* (p. 4057) ; Art. 143 : *Pêches maritimes* (p. 4062) ; Art. 145 : *Liberty Ships* (4064) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Chap. 65 : *Amendement de M. Benoît* [3 octobre 1946] (p. 4492) ; Chap. 76 : *Ses observations* (ibid.) ; MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* (p. 4493) ; Chap. 23 : *Ses observations* (ibid.).

**MOISAN (M. Edouard), Député du département de la Loire-Inférieure**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (ibid.) ; de la Commission supérieure de la caisse nationale d'assurance [30 juillet 1946] (p. 2840).

**Dépôts :**

Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître les obligations de l'Etat pour la liquidation intégrale de la solde due aux officiers, sous-officiers et gradés à solde mensuelle prisonniers de guerre rapatriés en 1945, n° 727. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder, dans des cas déterminés, l'intégralité des congés payés pour 1945-1946 aux anciens prisonniers, déportés politiques et déportés du travail, n° 865.

**Interventions :**

Participe à la discussion sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Félix sur les troubles de Nantes [3 septembre 1946] (A., p. 3460).

**MOLLET (M. Guy), Député du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Loire [12 juin 1946] (A., p. 2510). — Participe à la discussion du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur le coefficient 3,5* [9 août 1946] (p. 3124).

**MONNERVILLE (M. Gaston), Député du territoire de la Guyane.**

Son élection est validée [23 août 1946] (A., p. 3291). = Est nommé membre de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi déterminant, aux Antilles et à la Réunion, les conditions dans lesquelles des facilités pourront être accordées aux chefs d'entreprises mobilisés, en vue de leur permettre de reprendre leur activité, n° 730. — Le 11 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à la désaffectation des Iles Royales et Saint-Joseph du groupe des Iles du Salut de la Guyane française comme lieu d'exécution de la peine de la relégation et à la désignation d'un nouveau lieu de séjour des relégués, n° 747. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Saravane-Lambert portant organisation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Inde, n° 1067.

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la Répu-

blique française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [18 septembre 1946] (A., p. 3808 et suiv.)

**MONT (M. Claude), Député du département de la Loire.**

Son élection est validée [26 juin 1946] (A., p. 2554). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**MONTAGNER (M. Eugène), Député du département du Rhône (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*)

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles ; 2<sup>o</sup> de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n<sup>o</sup> 438. — Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la délivrance de licences d'importation pour l'achat de gibier de repeuplement, n<sup>o</sup> 445. — Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux chasseurs, d'une façon équitable, toute la production en munitions de chasse, n<sup>o</sup> 452. — Le 28 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles (adoptée par l'Assemblée le 29 août 1946 et pour laquelle le Gouvernement a demandé une seconde lecture), n<sup>o</sup> 1116.

**MONTEIL (M. André), Député du département du Finistère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la France d'outre-mer (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 2 août 1946, une proposition de loi étendant aux baux à domaine congéable le statut du fermage et du métayage prévu par l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946, n<sup>o</sup> 360.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales : du département de la Loire-Inférieure [12 juin 1946] (A., p. 2511) ; du département du Loiret (*ibid.*). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 52 : *Son sous-amendement* [25 septembre 1946] (p. 4042) ; ARMÉES : *discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4402) ; Art. 59 : *Ses observations* (p. 4411) ; ARMEMENT : *Discussion générale* (p. 4428).

**MONTEL (M. Pierre), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Creuse [12 juin 1946] (A., p. 2504). — Ses explications de vote lors de la discussion du rapport sur les opérations électorales du département de la Seine [4 juillet 1946] (p. 2596). — Est entendu lors de la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Morice sur l'application de la loi de sécurité sociale [26 juillet 1946] (p. 2825) ; *Discussion générale de cette interpellation* [8 août 1946] (p. 3066) ; *Ses expli-*

*cations de vote* (p. 3094); *Regrette que M. le Ministre du Travail n'ait pas répondu à la question qu'il lui a posée concernant les avantages réservés aux cadres* (p. 3095). — Participe à la discussion : du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3121); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE; *Amendement de M. Mignot au 9<sup>e</sup> alinéa* [28 août 1946] (p. 3374); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 37 bis nouveau : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4039); ARMÉES : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4397 et suiv.); ARMEMENT : *Discussion générale* (p. 4419, p. 4428); — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés : Art. 13 : *Amendement de M. Marin* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4307); — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hamon* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4350); Art. 2 : *Amendement de M. Toujas* (p. 4351); — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement au huitième alinéa* [2 octobre 1946] (p. 4383); *le retire* (ibid.).

### **MONTILLOT (M. Robert), Député du département de la Haute-Saône.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

#### **Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Amendement de M. Denais* [28 août 1946] (A., p. 3370); alinéa 12 : *Son amendement sur la liberté de l'enseignement* [29 août 1946] (p. 3415 et suiv.).

### **MOQUET (M. Prosper), Député du département de l'Yonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la

santé publique [26 juin 1946] (A., p. 2554); de la Commission de la justice et de législation générale (ibid.). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **Interventions :**

Est entendu dans la discussion du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse [18 juillet 1946] (A., p. 2685).

### **MORA (M. Albert), Député du département des Basses-Pyrénées.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

### **MORAND (M. Georges), Député du département de Maine-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **Dépôt :**

Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder les délais de paiement aux sinistrés et spoliés, acquéreurs de biens sous séquestre provenant de patriotes ennemis ou de collaborateurs, n<sup>o</sup> 788.

#### **Interventions :**

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question concernant les populations sinistrées par la

grêle dans les régions du Saumurois et du Choletais [23 juillet 1946] (A., p. 2771). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Son amendement concernant les délais de réclamation pour invalidité* [26 septembre 1946] (p. 4100).

### MORICE (M. André), Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à rétablir un juste et nécessaire équilibre entre les traitements d'activité, revalorisés, et les pensions, par la péréquation des retraites, l'admission des retraités au bénéfice de l'indemnité de résidence et la reconnaissance du droit de toutes les veuves au bénéfice de la pension de réversion, n° 17. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à la nullité de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 et au rétablissement des fonctionnaires et retraités des collectivités locales dans leurs droits acquis, n° 18. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à obtenir en faveur des prisonniers et déportés le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, n° 51. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un enseignement post-scolaire agricole et ménager dans les écoles primaires publiques des communes rurales de France, n° 52. — Le 19 juillet 1946, une proposition de loi tendant à rajuster les pensions d'invalidité des mutilés, veuves, ascendants et orphelins de la guerre, n° 204. — Le 19 juillet 1946, une proposition de loi tendant à augmenter les traitements annuels de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, n° 205. — Le 19 juillet 1946, une proposition de loi tendant à augmenter le taux de la retraite du combattant, n° 206. — Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à déposer un projet de loi en faveur des rentiers-viagers de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des retraités des caisses autonomes et des petits rentiers, n° 223. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à un juste rajustement de l'indemnité spéciale temporaire payée aux retraités proportionnels, n° 248. — Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser, jusqu'à la mise en vigueur de la loi du 25 avril 1946, une allocation dite d'attente à tous les vieux travailleurs âgés de plus de 65 ans et jusqu'alors exclus du bénéfice de toute allocation, n° 279. — Le 29 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs et des institutrices, n° 631. — Le 19 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés et à étendre le bénéfice de son application aux victimes de la guerre 1939-1945, n° 930.

#### Interventions :

Est entendu dans le débat sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Meck sur les caisses de sécurité sociale [23 juillet 1946] (A., p. 2753). — Demande à interpellier sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement compte mettre en application la loi de sécurité sociale [25 juillet 1946] (p. 2809) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [26 juillet 1946] (p. 2823) ; la développe [8 août 1946] (p. 3062 et suiv.) ; *Ses observations* (pp. 3093, 3094) ; — Est entendu : sur le Règlement de l'ordre du jour [30 juillet 1946] (p. 2857) ; — sur le procès-verbal de la précédente séance [2 août 1946] (p. 2871) ; — au cours de la discussion du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2956 et suiv.) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 2966) ; Art. 7 : *Son amendement portant à 25 0/0 le montant annuel de l'indemnité* (p. 2970) ; — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Félix sur

les troubles de Nantes [3 septembre 1946] (p. 3456). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (p. 3582) ; Art. 2 : *Son amendement* [11 septembre 1946] (p. 3624) ; Art. 6 : *Son amendement au second alinéa* (p. 3629) ; *le retire* (p. 3630) ; Art. 7 : *Soutient l'amendement de M. Hugues* (p. 3633) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 3634) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 167 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4087) ; — du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4581) ; Art. 5 : *Son amendement sur le droit à réparation* (p. 4601) ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux dommages résultant des destructions opérées par ordre des autorités militaires ou civiles* (p. 4602) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à calculer les abattements sur la valeur au moment du sinistre* (p. 4608) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 18 : *Son amendement concernant la variation des prix* (p. 4611) ; *le retire* (p. 4612) ; Art. 23 : *Son amendement sur la reconstitution des éléments d'exploitation industrielle* (p. 4614) ; Art. 29 : *Son amendement relatif aux transformations de matériel* (p. 4618) ; Art. 31 : *Son amendement concernant le refus du Ministre d'approuver une mutation entre vifs* (p. 4619) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4636).

**MORO-GIAFFERRI (M. Vincent de), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [4 juillet 1946] A., p. 2587). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à permettre au propriétaire ou locataire principal d'un local réquisitionné de donner congé au locataire jouissant d'une double rési-

dence, n° 841. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur le relogement, n° 842. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer la location des locaux devenus vacants, n° 843.

#### Interventions :

Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [11 juillet 1946] (A., p. 2661) ; — lors de la fixation de la date de la discussion des interpellations de MM. Meck et July sur le rapatriement des prisonniers de guerre français [23 juillet 1946] (p. 2755) ; — Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des allocations familiales : Art. 10 : *Amendement de M. E. Petit* [6 août 1946] (p. 2996). — Est entendu sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron portant réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur* de la Commission de la justice ; *Ses observations* [8 août 1946] (p. 3076) ; *Sa réponse à M. Jacques Duclos* (p. 3082) ; — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie ; *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3285) ; — d'une proposition de loi ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 : *Discussion générale* [29 août 1946] (p. 3391) ; Art. 2 : *Amendement de M. Jacques Duclos* (p. 3399) ; — d'une proposition de loi relative aux majorations de loyers et aux droits à la prorogation : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3451) ; *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3581) : — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE, Art. 72 : *Amendement de M. Bastid* ; *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3593) ; Art. 43 : *Amendement de M. Péron* [13 septembre 1946] (p. 3727) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU CONSEIL DES MINISTRES : Art. 30 : *Ses explications de vote* [28 septembre 1946] (p. 4201) ; DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION, Art. 82 : *Ses explications de vote* (p. 4218) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4317) ; — du projet de loi relatif à la

répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Coty* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4332) ; — du projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4336) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 4339) ; — des conclusions du rapport sur la Constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice : Art 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hamon* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4350) ; Art. 5 : *Son amendement* (p. 4353) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : *Citoyens français de la zone française du Maroc et de Tunisie*, Art. 46 : *Amendement de M. Colonna* [4 octobre 1946] (p. 4559).

**MOSTEFAÏ-EL-HADI (M. Mohamed),  
Député du département de Constantine et  
territoire de Touggourt** (*Collège des élec-  
teurs français musulmans non citoyens*).

Son élection est validée [19 juin 1946] (A., p. 2544) ; = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*) — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* ; [19 septembre 1946] (A., p. 3854 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4345).

**MOUCHET (M. Pierre), Député du départe-  
ment de la Haute-Savoie.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555).

**MOURON (M. Jules), Député du départe-  
ment des Ardennes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [4 juillet 1946] (p. 2586) ; de la Commission du ravitaillement (*ibid.*).

**MOUSSU (M. Raymond), Député du dé-  
partement d'Indre-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier les conditions de paiement des baux à ferme dont le prix est fixé en une quantité déterminée de denrées, n° 312.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Lot [12 juin 1946] (A., p. 2511). — Est entendu dans la discussion de la proposition de résolution de M. Rochet tendant à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et déterminer les attributions de l'Office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (p. 2737).

**MOUSTIER (M. Roland de), Député du  
département du Doubs.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DES COLLECTIVITÉS LOCALES : Art. 73 : *Amendement de M. Sourbet* ; *Ses explications de vote* [5 septembre 1946] (A., p. 3560) ; Art. 76 : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946]

(p. 3599). — S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).

**MOUTET (M. Marius), Député de la Drôme, Ministre de la France d'outre-mer.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et des pétitions [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission de la France d'outre-mer (*ibid.*).

**Dépôts :**

**En qualité de Ministre de la France d'outre-mer :**

Le 23 juillet 1946, un projet de loi tendant à la désaffectation des Iles Royales et Saint-Joseph du groupe des Iles du Salut de la Guyane française comme lieu d'exécution de la peine de la rélegation et à la désignation d'un nouveau lieu de séjour des relégués, n° 218. — Le 30 juillet 1946, un projet de loi portant modification à la réglementation forestière à la Guadeloupe, n° 296. — Le 20 août 1946, un projet de loi déterminant, aux Antilles et à la Réunion, les conditions dans lesquelles des facilités pourront être accordées aux chefs d'entreprises mobilisés, en vue de leur permettre de reprendre leur activité, n° 485. — Le 19 septembre 1946, un projet de loi portant rétablissement de la légalité républicaine en Afrique occidentale française et au Togo, n° 890. — Le 19 septembre 1946, un projet de loi relatif à l'Union française, n° 894. — Le 21 septembre 1946, un projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, n° 963. — Le 21 septembre 1946, un projet de loi étendant à la Martinique sous réserve de modifications, l'ordonnance du 5 septembre 1945 réglementant le bail à colonat partiaire dans la colonie de la Réunion, n° 964. — Le 2 octobre 1946, un projet de loi relatif à la révision des nominations et promotions abusives prononcées entre le 17 juin 1940 et le 17 août 1945 en faveur des personnels régis par décret ayant été en service en Indochine au cours de cette période, n° 1177. — Le 5 octobre 1946, un projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 1214.

**Interventions :**

Est nommé Ministre de la France d'outre-mer (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646).

**En cette qualité :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Intervention de M. Herriot sur l'Union française* [27 août 1946] (A., p. 3336) ; PRÉAMBULE : *Ses observations* [20 septembre 1946] (p. 3889) ; Art. 71 G : *Amendement de M. Airoldi* (p. 3902) ; *Amendement de M. Cot* (p. 3904) ; Art. 71 H : *Ses observations sur les amendements* (p. 3906) ; Art. J : *Amendement de M. Airoldi* (*ibid.*) ; *Amendement de M. Léonetti* (p. 3907). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [18 septembre 1946] p. (3824). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : FRANCE D'OUTRE-MER : Chap. 89 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4430) ; [3 octobre 1946] (p. 4481) ; Chap. 36 : *Remboursement à l'Administration des P.T.T.* (p. 4483) ; Chap. 72 bis : *Amendement de M. Deniau* (p. 4485) ; Chap. L B : *Ses observations* (p. 4486) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Amendement de M. Ravoahangy* [4 octobre 1946] (p. 4556).

**MOUTON (M. Adrien), Député du département des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la titularisation des anciens combattants 1939-1945, des prisonniers de guerre et des déportés, employés auxiliaires de l'Etat, n° 75. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Com-

mission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger au 1<sup>er</sup> décembre 1946, le délai de versement aux évadés, de l'indemnité dite de service extraordinaire, n° 605. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à reconduire la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés aux anciens combattants pensionnés et aux victimes de guerre, n° 704. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de MM. Bouvier-O'Gottereau et Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des banques populaires, caisses de crédit, les sommes nécessaires aux prêts spéciaux des prisonniers, déportés et F. F. L. anciens combattants, n° 787. — Le 25 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit procédé à l'échange des billets de banque périmés aux Français ayant été dans l'impossibilité de le faire avant la date fixée en raison des faits de guerre, n° 1034.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement portant le coefficient à 4* [9 août 1946] (A., p. 3121); *Le retire* (p. 3124). — Son rapport supplémentaire, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Nièvre [19 septembre 1946] (p. 3873). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 168 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4089).

#### MUDRY (M. René), Député du département de la Savoie.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôts :

Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur le projet de loi ayant pour objet de valider, en complétant certaines de ses dispositions, l'acte dit « loi n° 4834 du 30 novembre 1941 » relative à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, n° 1161. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de loi de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues portant indemnisation des expropriations pour la construction de retenues d'eau, barrages et centrales hydroélectriques, n° 1164.

#### MULLER (M. Pierre), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554).

#### MUSMEAUX (M. Arthur), Député du département du Nord (3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôt :

Le 9 août 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Jean Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser la retraite du combattant; 2° de M. Morice et plusieurs de ses collègues, tendant à augmenter le taux de la retraite du combattant, n° 449.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Marne [12 juin 1946] (A., p. 2513). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [4 juillet 1946] (p. 2599) [6 août 1946] (p. 3028). — Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Ses observations contre l'amendement de MM. Denais et Bergasse au 8<sup>e</sup> alinéa* [28 août 1946] (p. 3373).

**MUTTER (M. André), Député du département de l'Aube.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser l'ordonnance du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la sécurité sociale, n<sup>o</sup> 10. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à octroyer le bénéfice des prestations d'assurances sociales à certaines catégories de rapatriés, n<sup>o</sup> 21. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger l'article 76 de la loi du 27 avril 1946 et à reculer l'âge d'admission à la retraite des instituteurs, n<sup>o</sup> 900.

**Interventions :**

Intervient lors des explications de vote concernant l'élection du président du Gouvernement provisoire de la République française [19 juin 1946] (A., p. 2346). — Demande à inter-

peller sur la situation de la France en Indochine et sur les mesures que le Ministre de la France d'outre-mer compte prendre pour maintenir l'œuvre magnifique réalisée dans cette région [4 juillet 1946] (p. 2598). — Prend part à la discussion : sur le règlement de l'ordre du jour [11 juillet 1946] (p. 2662) ; — des projets de loi sur les accords de Washington et les accords avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2889) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 5 : *Ses observations sur les victimes de la guerre* [2 août 1946] (p. 2968) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : Art. 3 : *Sa demande de scrutin* [3 septembre 1946] (p. 3484) ; Art. 37 : *Son amendement* [12 septembre 1946] (p. 3709) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 37 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4211) ; *Le retire* (ibid.). — Est entendu : lors d'une communication du Gouvernement sur le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946] (p. 3885) ; — pour un rappel au règlement [26 septembre 1946] (p. 4101). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 4 *ter* nouveau, *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4108) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *Discussion générale* (p. 4110) ; ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 150 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4435) ; FRANCE D'OUTRE-MER, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4477) ; — des propositions de loi relatives à l'élection des députés : Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [30 septembre 1946] (pp. 4283, 4285) ; Art. 34 : *Son amendement* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4309) ; — des propositions de la conférence des présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4341).

## N

**NAEGELEN (M. Marcel), Député du département du Bas-Rhin, Ministre de l'Éducation Nationale.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Dépôts :****1° En qualité de Ministre de l'Éducation nationale :**

Le 3 septembre 1946, un projet de loi inscrivant l'École centrale des Arts et Manufactures au nombre des écoles nationales d'enseignement technique, n° 643. — Le 17 septembre 1946, un projet de loi relatif aux droits à percevoir pour les examens du baccalauréat au profit de l'Université d'Alger, n° 828.

**2° En qualité de Député :**

Le 1<sup>er</sup> août 1946, un avis au nom de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma sur le projet de loi tendant à approuver une Convention entre le Gouvernement provisoire de la République française et l'Export-Import Bank, n° 327.

**Interventions :**

Est nommé Ministre de l'Éducation nationale (J. O. du 24 juin 1946, p. 5646).

**En cette qualité :**

Répond à une question orale de M. le colonel Félix sur les examens du baccalauréat [23 juillet 1946] (A., p. 2763). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 153 A nouveau, *Ses observations sur l'apprentissage* [25 septembre 1946] (p. 4066) ; Art. 155 : *Observations de M. Herriot sur les écoles de musique* (p. 4068) ; Art. 162 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4083) ; Art. 153 A nouveau : *Sa demande de disjonction* (p. 4109) ; EDUCATION NATIONALE, *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4445) ; Chap. 11 : *Ses observations* (p. 4447) ; Chap. 43 : *Amendement de M. Tourlaud* (p. 4448) ; Chap. 44 : *Ses observations* (p. 4449) ; Chap. 70 : *Ses observations* (ibid.) ; Chap. 184 : *Ses observations* (p. 4450) ; Chap. 217 : *Elèves professeurs de l'enseignement* (p. 4451) ; Chap. 295 : *Subventions à l'Université* (p. 4452).

**NAEGELEN (M. René-Gaston), Député du territoire de Belfort.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532).

**Interventions :**

Prend part à la discussion des projets de loi concernant les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (A., p. 2894) — Se démet de son mandat de député [28 août 1946] (p. 3376).

**NEDELEC (Mme Raymonde), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommée membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux ascendants pensionnés la majoration prévue par l'ordonnance n° 45-2516 du 25 octobre 1945 en faveur des veuves infirmes ou âgées de 60 ans au moins, n° 71. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à faciliter et à étendre la légitimation des enfants adultérins, n° 320. — Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à rétablir le droit à pension en faveur des veuves de guerre remariées depuis le 15 octobre 1941 et à porter le taux de la pension de toutes les veuves de guerre remariées au taux des pensions de veuves fixées par la loi du 9 août 1946 sur le relèvement des pensions de guerre, n° 938.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 2501).

**NICOD (M. Léon-Valentin), Député du département du Doubs.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi relatif aux congés payés des jeunes travailleurs : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau après l'article 5* [2 août 1946] (A., p. 2951) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : *Dis-*

*ussion générale* [6 août 1946] (p. 2989). — Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du territoire de la Martinique (2<sup>e</sup> circonscription) [23 août 1946] (p. 3308) ; de la 1<sup>re</sup> circonscription [29 août 1946] (p. 3436).

**NISSE (M. Robert), Député du département du Nord.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*)

**Dépôts :**

Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à l'établissement d'une charte des sinistrés assurant à ceux-ci réparation intégrale des dommages qu'ils ont subis, n° 655. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à suspendre l'exigibilité des impôts dus au jour d'un sinistre par faits de guerre, par le contribuable qui en a été victime, n° 874. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à assimiler le statut fiscal des veuves des victimes de la guerre ou de la répression, non remariées sans enfant, à celui du chef de famille ayant élevé un enfant jusqu'à 16 ans, n° 887. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à uniformiser le mode de calcul des pensions des veuves de guerre quelle que soit la date de décès du mari, n° 888. — Le 18 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les dentelles, broderies et tissus brodés de la taxe unique spéciale de 16 0/0 instituée par le décret 46-135 du 20 janvier 1946, portant aménagement des taux majorés des taxes sur le chiffre d'affaires, n° 889. — Le 20 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant d'indemniser les petits propriétaires des pertes de loyers qu'ils ont subies par suite de l'application du décret du 26 septembre 1939 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en temps de guerre, n° 955. — Le 5 octobre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions

utiles pour que la prescription annale en matière de pensions ne soit appliquée qu'avec la plus extrême bienveillance aux victimes de la guerre, n° 1215.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de l'Ain [12 janvier 1946]. (A., p. 2497). — Participe à la discussion : d'un projet de loi portant relèvement des pensions de guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement concernant les nouveaux taux par rapport aux émoluments* [9 août 1946] (p. 3124) ; *Son amendement sur les pensions de veuves* (p. 3125) ; — d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3133 et suiv.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 169 nouveau : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4104) ; *le retire* (ibid.) ; — *Son second amendement* (ibid.) ; — du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4583) ; Art. 2 : *Son amendement sur la réparation intégrale* (p. 4598) ; *Son second amendement* (ibid.) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 4599) ; Art. 8 : *Son amendement relatif aux dommages causés aux fonds de commerce* (p. 4604) ; Art. 8 (réservé) : *Son amendement tendant au dédommagement de la perte d'un fonds de commerce* (p. 4646) ; Art. 54 (réservé) : *Son amendement tendant à la convocation des sinistrés devant la commission cantonale* (p. 4648).

#### NOËL (M. Marcel), Député du département de l'Aube.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### Dépôt :

Le 1<sup>er</sup> août 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif aux congés payés des jeunes travailleurs, n° 336.

#### NOGUÈRES (M. Louis), Député du département des Pyrénées-Orientales.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555). — Est proclamé président de la Haute Cour de justice [26 juin 1946] (p. 2571).

#### Interventions :

Participe au débat sur la discussion immédiate de la proposition de loi de M. Peron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (A., p. 3080). — En qualité de *Président du 7<sup>e</sup> bureau*, ses observations sur les opérations électorales du département de la Réunion (1<sup>re</sup> circonscription) [27 août 1946] (p. 3325). — Demande à interpellier sur le retard apporté à l'étude et à la mise en œuvre des mesures destinées à parer à la détresse de l'ensemble des travailleurs des régions pyrénéennes réduits au chômage depuis la fermeture de la frontière espagnole [5 septembre 1946] (p. 3564). — Est entendu sur un incident [30 septembre 1946] (p. 4275).

#### NOVAT (M. Jean), Député du département de l'Isère.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

O

**ORVOEN (M. Louis), Député du département du Finistère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [4 juillet 1946] (p. 2586).

**OURADOU (M. Gérard), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [4 décembre 1946] (p. 2586).

**Dépôts :**

Le 21 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1922 relative au régime des retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways, modifiée et complétée par les lois des 31 mars 1928, 31 mars 1932, 18 janvier 1936, par l'ordonnance du 2 décembre 1944 et la loi du 17 mai 1946, n° 974. — Le 21 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur le projet de loi portant majoration des indemnités de cherté de vie et attribution d'indemnités exceptionnelles aux bénéficiaires de pensions de la loi du 22 juillet 1922, n° 975.



## P

**PALEWSKI (M. Jean-Paul), Député du département de Seine-et-Oise** (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 30 juillet 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi tendant à approuver une convention entre le Gouvernement provisoire de la République française et l'Export-Import Bank, n<sup>o</sup> 314. — Le 30 juillet 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi tendant à autoriser le Président du Gouvernement provisoire de la République à ratifier l'accord conclu entre le Gouvernement provisoire de la République française et le Gouvernement des Etats - Unis d'Amérique, comportant règlement en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre, n<sup>o</sup> 315. — Le 30 juillet 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de la liquidation du matériel dit « surplus » acquis par l'Etat, n<sup>o</sup> 319. — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à instaurer une organi-

sation professionnelle fondée sur la liberté, n<sup>o</sup> 459. — Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réorganiser l'Ecole nationale d'horticulture de Versailles et à l'assimiler aux Ecoles Nationales d'agriculture, n<sup>o</sup> 941. — Le 21 septembre 1946, une proposition de loi tendant à l'organisation du Conseil économique, n<sup>o</sup> 976.

#### Interventions :

En qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, donne lecture de son rapport sur les projets de loi concernant les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank [1<sup>er</sup> août 1946] (A., pp. 2878 et suiv.). — Participe à la discussion du projet de loi sur la liquidation des « surplus » acquis par l'Etat, en qualité de *Vice-Président de la Commission des affaires économiques, Rapporteur pour avis de cette Commission : Ses observations lors de la Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3143) ; Art. 2 : *Second amendement de M. Charlot* (p. 3145) ; Art. 5 : *Ses observations* (p. 3146) ; Art. 7 : *Disjonction de l'article* (p. 3148) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 5 : *Son amendement à la fin de l'article* [25 septembre 1946] (p. 4035) ; Art. 118 : *Son amendement* (p. 4051). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4371) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 17 : *Ses observations sur l'organisation des administrations publiques* [5 octobre 1946] (p. 4678).

**PANTALONI (M. Paul), Député du département de Constantine.**

Son élection est soumise à enquête [8 août 1946] (**A.**, p. 3045). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

. Est entendu dans la discussion : des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Constantine : *Ses observations sur la partie du rapport le concernant* [8 août 1946] (**A.**, pp. 3042 et suiv.) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie [22 août 1946] (pp. 3231 et suiv.).

**PARPAIS (M. Raoul), Député du département de l'Indre.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 19 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à introduire des méthodes de gestion industrielles et commerciales dans les établissements à caractère industriel dépendant des Ministères de la Défense nationale, n° 898.

**Interventions :**

Demande à interpellier sur la non-attribution de l'indemnité exceptionnelle de 1.000 francs aux travailleurs de l'État, alors que cette indemnité est accordée aux fonctionnaires [25 juillet 1946] (**A.**, p. 2809) ; est entendu lors de la fixation de la date de discussion et retire son interpellation [26 juillet 1946] (p. 2823). — Est entendu dans la discussion des propositions de la conférence des Présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4341). — Participe à la discussion : de propositions de loi relatives à l'organisation du

Conseil économique ; Art. 5 : *Amendement de M. Angeletti* [2 octobre 1946] (p. 4382) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : **ARMEMENT** : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4421) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 43 : *Soutient l'amendement de M. Pineau relatif aux notes et appréciations générales* [5 octobre 1946] (p. 4693) ; *le retire* (p. 4695).

**PATINAUD (M. Marius), Député du département de la Loire, Sous-Secrétaire d'Etat au travail.**

Son élection est validée [26 juin 1946] (**A.**, p. 2554).

**Interventions :**

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> bureau sur les opérations électorales du département des Basses-Alpes [12 juin 1946] (**A.**, p. 2498). = Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat au travail [*J. O.* du 25 juin 1946] (p. 2552).

**PAUL (M. Gabriel), Député du département de la Finistère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2553) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 13 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter le bénéfice des primes de prompt livraison aux blés et aux seigles jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre pour la prime de 100 francs et 1<sup>er</sup> décembre pour la prime de 75 francs dans les départements qui ont souffert des intempéries, n° 814. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° la proposition de loi de M. Figuières et plusieurs de ses collègues tendant à l'indemnisation des heures perdues par

suite des mesures exceptionnelles fermant la frontière franco-espagnole; 2° la proposition de résolution de M. Delcos tendant à inviter le Gouvernement à déposer et à faire voter rapidement un projet de loi permettant d'indemniser le personnel des établissements situés à la frontière franco-espagnole, n° 889.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département d'Oran [13 juin 1946] (A., p. 2534).

#### PAUL (M. Marcel), Député du département de la Haute-Vienne, Ministre de la Production industrielle.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532).

#### Dépôt :

En qualité de Ministre de la Production industrielle :

Le 18 septembre 1946, un projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment à celle de l'apport en société de ces fonds, n° 855.

#### Interventions :

Est nommé Ministre de la Production industrielle (J. O. du 24 juin 1946, p. 5646).

En cette qualité :

Répond aux questions posées par : M. Delachenal, sur la vente au marché noir de matières premières comme l'acier [30 juillet 1946] (A., p. 2840); sur les travaux prévus à Tignes en Savoie (p. 2841); M. Desjardins sur la délivrance des bons de pneumatiques pour bicyclettes et automobiles (p. 2843); M. André sur les pneumatiques de tourisme (*ibid.*); Mme Bastide sur le déblocage de laine filée au profit des titulaires de la carte « V » (p. 2845).

#### PAUMIER (M. Bernard), Député du département du Loir-et-Cher.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes, n° 150. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 62 de la loi du 24 mai 1946 instituant le prêt d'installation aux jeunes ménages paysans, n° 171. — Le 25 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Boccagny et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever le prix du lait à la production, n° 247. — Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter l'article 62 de la loi du 24 mai 1946 instituant le prêt d'installation aux jeunes ménages paysans, n° 412. — Le 28 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bruyneel, tendant à compléter la loi du 24 juillet 1937, relative à la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier, n° 596. — Le 28 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Devinat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 24 mai 1946 instituant des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, n° 597. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à réorganiser l'École nationale d'horticulture de Versailles, n° 613. — Le 4 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à chaque viticulteur une part de vin réservataire correspondant aux besoins réels de son exploitation, n° 666. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission

de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions de métaux ferreux à l'agriculture et le contingent de monnaie-matière pour le machinisme agricole, **n° 878**. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : 1° la proposition de loi de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser l'accroissement de la production agricole ; 2° la proposition de résolution de M. Bourbon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en valeur les terres incultes expropriées par l'Etat et non utilisées, **n° 879**. — Le 28 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif au ban de vendanges, **n° 1112**. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Le Sassièr-Boisauné et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter l'installation des jeunes cultivateurs, **n° 1162**. — Le 2 octobre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Devinat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 24 mai 1946 instituant des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, **n° 1170**. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'organisation du marché des céréales, **n° 1203**.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Pas-de-Calais, 1<sup>re</sup> circonscription [12 juin 1946] (**A.**, p. 2516). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question au sujet des armes de chasse [30 juillet 1946] (p. 2846). — Participe à la discussion : du projet de loi portant modification du prix du permis de chasse : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3112) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; AGRICULTURE : Chap. 113 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4132) ; *Le retire* (ibid.) ; RAVITAILLEMENT : Chap. LG : en qualité de *Rapporteur : ses observations* [3 octobre 1946] (p. 4505).

#### PEETERS (M. René), Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 19 septembre 1946, une proposition de loi portant organisation de la sécurité des fonctionnaires, **n° 922**. — Le 19 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une indemnité provisoire aux fonctionnaires en attendant la fin des travaux de la Commission de reclassement, **n° 927**. — Le 4 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la participation française à la foire internationale de Stockholm et l'état des relations économiques entre la France et la Suède, **n° 1210**.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Eure-et-Loir [12 juin 1946] (**A.**, p. 2506). — Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2944) ; Art. 10 : *Crédits supplémentaires* (p. 2972) ; — du projet de loi relatif aux congés payés des jeunes travailleurs : Art. 4 : *Son amendement tendant à les étendre aux territoires d'outre-mer* [2 août 1946] (p. 2951) ; *Le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de résolution fixant le calcul de l'indemnité extraordinaire à attribuer aux retraités de l'Etat : *Discussion générale* [11 septembre 1946] (p. 3644) ; — de sa proposition de résolution concernant l'indemnité provisoire aux fonctionnaires : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3865) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 167 : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4088). — Prend part à

la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : Art. 32 : *Son amendement relatif à la fixation du minimum vital* [5 octobre 1946] (p. 4683) ; Art. 45 : *Son amendement sur l'avancement de grade à l'examen ou au concours* (p. 4695) ; Art. 139 : *Son amendement tendant à l'organisation des institutions sociales* (p. 4706) ; Art. 141 : *Son amendement concernant les situations acquises* (p. 4707).

### **PENNOY (M. René), Député du département des Ardennes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) (*ibid.*). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **Dépôt :**

Le 11 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par la nation les frais d'exhumation, de transfert et d'inhumation définitive des personnes évacuées par ordre et décédées victimes de la guerre en cours d'évacuation ou dans les localités de repli, n° 734

#### **Interventions :**

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Charente [12 juin 1946] (A., p. 2502). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de liquider les « surplus » acquis par l'Etat : Art. 2 : *Son amendement tendant à introduire dans le conseil d'administration un représentant du Ministère des Armées* [9 août 1946] (p. 3145). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [30 septembre 1946] (p. 4261). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ARMÉES, Chap. 45 : *Amendement de M. Bougrain* [2 octobre 1946] (p. 4418) ; EQUIPEMENT, Chap. D : *Amendement de M. Minjoz* (p. 4431).

### **PÉRI (Mme Mathilde), Député du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (A., p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **Dépôts :**

Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une prime de 8.000 francs aux ascendants, veuves et orphelins des patriotes tombés sur les territoires de France et d'outre-mer, n° 450. — Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de tuberculose, n° 476. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une prime de 8.000 francs aux ascendants, veuves et orphelins des patriotes tombés sur les territoires de France et d'outre-mer, n° 790.

#### **Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (A., p. 2958) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement touchant les pensions des ascendants* [9 août 1946] (p. 3125).

### **PERON (M. Yves), Député du département de la Dordogne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de

législation générale (*ibid.*). — Est proclamé vice-président de la Haute Cour de justice [26 juin 1946] (p. 2571).

#### Dépôts :

Le 30 juillet 1946, une proposition de loi portant réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice, n° 317. — Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale), n° 986.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 5<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de Maine-et-Loire [12 juin 1946] (A., p. 2512). — Est entendu dans la discussion du rapport sur les opérations électorales dans le département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription) [4 juillet 1946] (p. 2588 et suiv., p. 2595). — Pose à M. le Ministre de la Justice des questions : sur les stocks de lait en poudre des maisons de détention de Dordogne et Lot-et-Garonne [23 juillet 1946] (p. 2272) ; sur la situation de la prison de Mauzac (p. 2273). — Participe à la discussion d'une interpellation de M. Aubry sur l'épuration dans la magistrature : *Discussion générale* [6 août 1946] (p. 3006). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de loi concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3070) ; justifie cette demande (p. 3079). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES MINISTRES : Art. 43 : *Son amendement* [5 septembre 1946] (p. 3559) ; 13 septembre 1946] (p. 3726) ; du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravalement et la santé de la nation : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4331) ; — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur de la Commission de la justice* : *Donne lecture de son rapport* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4347 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hamon* (p. 4350) ; Art. 2 : *Amendement de M. Toujas* (p. 4351) ; Art. 3 : *Ses observations* (*ibid.*) ; Art. 4 : *Ses observations* (p. 4352) ;

Art. 5 : *Procureurs et avocats généraux* (*ibid.*) ; *Amendement de M. de Moro-Giafferri* (p. 4355) ; Art. 15 : *Amendement de M. Guillon* (p. 4356) ; Art. 17 : *Ses observations* (*ibid.*) ; Art. 28 : *Son amendement* (p. 4357 et suiv.).

#### PETIT (M. Albert), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la comptabilité (p. 2555) ; de la Commission d'études des services d'incendie [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Saône [12 juin 1946] (A., p. 2520). — Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2945) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : Art. 139 : *Son amendement relatif aux institutions médico-sociales* [5 octobre 1946] (p. 4705 et 4706) ; Art. 140 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4706).

#### PETIT (M. Eugène), dit CLAUDIUS, Député du département de la Loire.

Son élection est validée [26 juin 1946] (A., p. 2554). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi portant dérogation à l'acte dit loi du 23 dé-

cembre 1941 relative à la publication des annonces légales et judiciaires, n° 131. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 396. — Le 4 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. Debidour et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'accession aux diplômes d'Etat de docteur en médecine, chirurgien-dentiste et de pharmacien, des titulaires de diplômes délivrés par les universités étrangères ayant rendu des services effectifs à la France dans l'armée ou dans la Résistance, n° 667.

#### Interventions :

Ses explications de vote lors de la discussion du rapport sur les opérations électorales dans la 1<sup>re</sup> circonscription du département de la Seine [4 juillet 1946] (A., p. 2597). — Est entendu dans la discussion du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [3 juillet 1946] (p. 2624). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Baumel sur le problème allemand et le statut de la Ruhr [26 juillet 1946] (p. 2825). — Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : Art. 10 : *Son amendement concernant les enfants en apprentissage* [6 août 1946] (p. 2994); — d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses explications de vote* [6 août 1946] (p. 3027); — d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3158); *Ordre du jour* (p. 3172); *Ses explications de vote* (p. 3173); — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 août 1946] (p. 3288); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE; *Amendement de M. Laniel au 1<sup>er</sup> alinéa* : *Ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3412); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la

République française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 septembre 1946] (p. 4242); — d'une proposition de résolution tendant au reclassement et revalorisation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3486). — Intervient lors de la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'essence [12 septembre 1946] (p. 3690). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4249); sur les propositions de la Conférence des présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4340). — Participe à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4595 et suiv.).

#### PETIT (M. Guy), Député du département des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2534); de la Commission du ravitaillement (*ibid.*). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2589).

#### Dépôts :

Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir la frontière avec l'Espagne, n° 364. — Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à abroger et à normaliser certaines dispositions légales en matière de consommation d'alcool, n° 502. — Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. René Coty et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation relative aux propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre, n° 533. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 44 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, sur le taux et l'assiette du prélèvement opéré par les communes sur le produit des jeux, n° 632. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1948 les commerçants, industriels et artisans sinistrés par faits de guerre, dans les lieux où ils ont installé leur exploitation com-

merciale après le sinistre dont ils ont été victimes, n° 849. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à exclure de la prorogation instituée par la loi du 18 avril 1946 sur les baux commerciaux les concessionnaires de jeux en ce qui concerne les baux passés par les communes lorsque la concession y est attachée, n° 869.

### Interventions :

Demande à interpellier sur la composition du Gouvernement ainsi que sur l'attitude qu'il compte prendre devant les périls qui menacent l'existence même de la nation [26 juin 1946] (A., p. 2557). — Développe cette interpellation (*ibid.*). — Est entendu : sur le procès-verbal de la précédente séance [6 août 1946] (p. 2984). — Lors de la discussion des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de Constantine : validation de M. Pantaloni : *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3044). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique de ravitaillement du Gouvernement [8 août 1946] (p. 3045 et suiv.) ; — du projet de loi portant organisation du referendum ; Art. 6 : *Bulletins de vote ; Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3861) ; — d'une communication du Gouvernement sur le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946] (p. 3887) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (p. 4017 et suiv.) ; — d'une proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4276) ; — d'un projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4314) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Schauffler* (p. 4325) ; Art. 9 : *Ses observations* (p. 4330).

### PETSCHÉ (M. Maurice), Député du département des Hautes-Alpes.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

### Dépôts :

Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier les articles 4, 5 et 6 de l'ordonnance n° 45-2-448 du 19 octobre 1945, portant modification du régime agricole des assurances sociales et à doter les professions agricoles d'un régime d'assurances sociales répondant à leurs vœux, n° 102. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires pour la reconstruction du village de Ristolas (Hautes-Alpes), n° 144. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires pour venir en aide aux populations victimes des récentes calamités atmosphériques, n° 179. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser les barèmes des subventions allouées aux collectivités locales et associations syndicales pour l'amélioration de l'équipement rural, n° 197. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la réparation intégrale des dommages de guerre, n° 200. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 16 mai 1946 et tendant à exonérer du paiement des cotisations d'allocations familiales certaines catégories d'exploitants agricoles, n° 332. — Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer un meilleur ravitaillement aux non-producteurs dans les communes rurales et aux agriculteurs le bénéfice des rations de vin de la catégorie T 3, n° 448. — Le 27 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un prix de vente réduit pour l'essence utilisée pour les besoins agricoles, n° 579.

### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 159 *bis* : *Son amendement, subventions de l'Etat* [25 septembre 1946] (A., p. 4069) ; Art. 163 *bis* nouveau : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4084) ; Art. 169 *ter* nouveau : *Son amendement* (p. 4093, 4109).

**PEYRAT (M. Marcel), Député du département de l'Indre.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 29 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai un autorail rapide sur la ligne de chemin de fer Argenton-sur-Creuse — Poitiers par Le Blanc, n° 1110.

**PEYROLES (Mme Germaine), Député du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommée membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2345).

**Interventions :**

Est entendue dans la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [27 août 1946] (A., p. 3329).

**PFLIMLIN (M. Pierre), Député du département du Bas-Rhin, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Economie nationale.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554). — Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à l'Economie nationale [*J. O.* du 25 juin 1946] (p. 5662).

**PHILIP (M. André), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 23. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de résolution tendant à ordonner l'impression des procès-verbaux des séances tenues par la Commission de la Constitution pour l'élaboration de la Constitution de la République, n° 1138.

**Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française, en qualité de *Président de la Commission : Discussion générale, ses observations en réponse à M. Fajon* [20 août 1946] (A., p. 3199) ; *Intervention de M. Bruyneel sur le droit d'asile* [23 août 1946] (p. 3301) ; *Intervention de M. Herriot sur l'Union française et activité politique du général de Gaulle* [27 août 1946] (p. 3337 et suiv.) ; **PRÉAMBULE** : *Amen- dement de M. de Tinguy au premier alinéa* [28 août 1946] (p. 3364) ; *Amen- dement de M. Bergasse au huitième alinéa* (p. 3372) ; *Amen- dement de M. Mignot au neuvième alinéa* (p. 3375) ; *Amen- dement de M. July au dixième alinéa* [29 août 1946] (p. 3406) ; *Amen- dement de M. Laniel au onzième alinéa* (p. 3410) ; *Amen- dement de M. Montillot et sous-amendement au douzième alinéa de M. Cudenet* (p. 3425) ; **Art. 1<sup>er</sup>** : *Ses observations* [3 septembre 1946] (p. 3476) ; **Art. 3** : *Amen- dement de M. Desjar- dins* (p. 3484) ; **Art. 5** : *Amen- dements de M. Marin* (p. 3492) ; **Art. 9** : *Amen- dement de M. Bastid* (p. 3498) ; **Art. 13** : *Amen- dement de M. Coty* (p. 3499) ; **DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 C** : *Amen- dement de M. René Mayer* [4 septembre 1946] (p. 3522) ; **Art. 29 M** : *Amen- dement de M. Bastid* (p. 3526) ; **DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30** : *Amen- dement de M. Bastid* (p. 3530 et suiv.), *expli- cations de vote* (p. 3533) ; **Art. 31** : *Amen- dement de M. Delachenal* [5 septembre 1946] (p. 3551) ; **Art. 36** : *Amen- dement de M. Coty* (p. 3556) ; **DES COLLECTIVITÉS LOCALES, Art. 75** :

*Amendement de M. Sourbet* (p. 3559) ; Art. 35 : *Amendement de M. P. Chevallier* (p. 3563) ; DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE, Art. 72 : *Amendement de M. Bastid* [10 septembre 1946] (p. 3592, 3594) ; DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, Art. 75 bis : *Ses observations* (p. 3595) ; Art. 76 : *Ses observations* (p. 3597 et suiv.) Art. 15 : *Amendement de M. Reynaud au second alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3655 et suiv.) ; Art. 17 : *Ses observations* [12 septembre 1946] (p. 3680) ; Art. 29 A : *Amendement de M. R. Mayer* (p. 3698) ; Art. 29 II : *Amendement de M. Bétolaud* (p. 3699) ; Art. 29 I : *Amendement de M. Coty* (p. 3706) ; Art. 37 : *Amendement de M. Coty* (p. 3708) ; Art. 38 : *Amendement de M. Lecourt* (p. 3712) ; Art. 77 : *Amendement de M. Herriot* [13 septembre 1946] (p. 3734) ; Art. 79 : *Ses observations* (p. 3741) ; DE L'UNION FRANÇAISE : *Ses observations sur les articles* [20 septembre 1946] (p. 3889) ; *Contre-projet de M. Francis* (p. 3895) ; Art. 63 : *Amendement de M. Devinat* (p. 3896) ; Art. 65 : *Amendement de M. Devinat* (ibid.) ; *Amendement de M. Giraud* [20 septembre 1946] (p. 3897) ; Art. 71 D : *Ses observations* [21 septembre 1946] (p. 3925) ; *Demande de seconde délibération sur l'ensemble présentée par M. Lecourt* [21 septembre 1946] (p. 3927) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU PARLEMENT, Art. 17 : *Amendement de M. Chassaing* [28 septembre 1946] (p. 4194) ; Art. 21 : *Amendement de M. Reynaud* (p. 4195) ; DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Observations de M. Herriot* (p. 4200) ; DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION, Art. 82 : *Amendement de M. Caillaot* (p. 4216) ; *Amendement de M. Courant* (p. 4219) ; *Ses observations* (ibid.) ; *Explications de vote de M. Reynaud* (p. 4230) ; *Ses observations avant le vote sur l'ensemble* (p. 4244). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [13 septembre 1946] (p. 3742) ; [17 septembre 1946] (p. 3768 et suiv.) ; [21 septembre 1946] (p. 3929) ; [28 septembre 1946] (p. 4202). — Participe à la discussion du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4154 et suiv.) ; *Ses observations sur l'organisation technique* (p. 4167) ; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 4173) ; Art. 16 : *Amendement de M. Augarde* (p. 4177) ; Art. 19 : *Amendement de M. Bardoux* (p. 4179).

— Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4249). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : Art. 5 : *Ses observations sur les amendements* [2 octobre 1946] (p. 4386).

#### **PIERRE-GROUËS (M. l'abbé), Député du département de Meurthe-et-Moselle.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554).

#### **Dépôts :**

Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des réfractaires au service du travail obligatoire, n° 286. — Le 23 septembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer une promotion dans la Légion d'honneur au profit de certaines catégories d'habitants des régions tenues sous le feu de l'ennemi pendant la guerre 1914-1918, n° 983.

#### **Interventions :**

Participe au débat sur la demande de discussion immédiate du projet de loi de M. Péron portant réforme de la Haute Cour de justice : *Ses explications de vote* [8 août 1946] (A., p. 3085). = S'excuse de son absence [4 juillet 1946] (p. 2585). — Obtient un congé (ibid.).

#### **PINAY (M. Antoine), député du département de la Loire.**

Son élection est validée [26 juin 1946] (A., p. 2554). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [9 août 1946] (p. 3127). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### **Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur

l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (A., p. 4003). = S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674). — Obtient un congé (*ibid.*)

**PINÇON (M. François), Député du département de la Mayenne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, n° 866.

**Interventions :**

S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (A., p. 2674).

**PINEAU (M. Christian), Député du département de la Sarthe.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'inscription prévue par le second alinéa de l'article 6 de la loi du 17 juin 1938 relative à l'exercice de la médecine vétérinaire, n° 794.

**Interventions :**

Participe à la discussion : sur le règlement de l'ordre du jour, en qualité de *Président de la Commission* des finances et du contrôle budgétaire [5 juillet 1946] (A., p. 2625) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de cré-

aits sur l'exercice 1945 ; ANCIENS COMBATTANTS [11 juillet 1946] (p. 2640) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions [11 juillet 1946] (p. 2655). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Denais et Bruyneel sur la situation des petits rentiers et petits épargnants [26 juillet 1946] (p. 2822). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2828) ; — des projets de loi portant ratification des accords de Washington et de la convention avec l'Export-Import Bank ; *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2907). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [1<sup>er</sup> août 1946] (p. 2910) ; — au cours de la discussion du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Président de la Commission des finances* : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Abelin* [2 août 1946] (p. 2963) ; Art. 5 : *Ses observations* (p. 2969) ; Art. 10 : *Crédits supplémentaires* (p. 2972 et suiv.) ; Art. 11 : *demande le renvoi de l'article à la Commission* (p. 2974) ; — au cours de la discussion de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à rétablir les parités d'indemnité existant entre le personnel des P. T. T. et les régies financières : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2977) ; — du projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de la liquidation du matériel dit « surplus » acquis par l'Etat : *Ses observations sur la discussion immédiate* [9 août 1946] (p. 3112) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charlot* (p. 3144) ; *Amendement de M. Penoy* (p. 3145) ; Art. 5 : *Ses observations* (p. 3146) ; Art. 6 : *Amendement de M. Debidour* (p. 3147) ; — du projet de loi portant modification du prix du permis de chasse : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3112) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Amendement de M. July, ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3407) ; Art. 17 bis (nouveau) ; *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3518) ; *le retire* (*ibid.*). — Est entendu : au cours du débat sur la fixation de la date de certaines interpellations [29 août 1946] (p. 3413) ; — au cours de la discussion du projet de loi relatif à l'aide de

l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (p. 3584) ; Art. 2 : *Ses observations* [11 septembre 1946] (p. 3624) ; Art. 3 *ter* : *Ses observations* (p. 3628) ; Art. 6 : *Amendement de M. Valentino* (ibid.) ; *Amendement de M. Devinat* (p. 3630) ; *Ses observations sur l'article* (p. 3631) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 3633) ; Art. 12 : *Amendement de M. Delorme* (p. 3636) ; Art. 14 *bis* : *Amendement de M. Fagon* (p. 3637) ; Art. 15 : *Amendement de M. Valentino* (ibid.) ; Art. 16 : *Amendement de M. Denais* (p. 3639) ; Art. 16 *ter* nouveau : *Amendement de M. Mignot* (p. 3641) ; *Ses observations sur l'article* (p. 3642) ; Art. 17 *bis* : *Disjonction de l'article* (p. 3643) ; — sur une demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution de M. Dupuy tendant à l'application immédiate de la loi du 3 août 1946, en particulier de l'article 3 fixant le calcul de l'indemnité extraordinaire attribuée aux retraités de l'Etat [11 septembre 1946] (p. 3632, 3645). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* : *Ses observations consécutives à celles de MM. Viollette et Reynaud* [24 septembre 1946] (pp. 3992 et suiv.) ; *Ses observations sur les méthodes de discussion* [25 septembre 1946] (p. 4030) ; Art. 4 *bis* nouveau : *Ses observations* (p. 4034) ; Art. 5 : *Amendement de M. Palewski* (p. 4035) ; Art. 8 A : *Ses observations* (ibid.) ; Art. 52 : *Disjonction de l'article* (p. 4041) ; Art. 58 : *Ses observations* (p. 4043) ; Art. 105 *bis* nouveau : *Amendement de M. Truffaut* (p. 4046) ; Art. 117 : *Amendements de MM. Garcia et David* (p. 4050) ; Art. 123 *bis* nouveau : *Amendement de M. Besset* (p. 4053) ; Art. 125 : *Ses observations* (p. 4055) ; Art. 142 : *Amendement de M. Vâdrines* (p. 4060) ; Art. 150 : *Amendement de M. Champeix* (p. 4065) ; Art. 154 : *Amendement de M. Lamps* (p. 4067) ; Art. 159 *bis* ; *Amendement de M. Petsche* (p. 4070) ; Art. 123 *bis* : *Ses observations* (p. 4072) ; Art. 165 : *Amendement de M. Beugniez* [26 septembre 1946] (p. 4085) ; Art. 166 : *Ses observations* (p. 4086) ; Art. 169 *ter* nouveau ; *Lettre rectificative au collectif* (p. 4093) ; Art. 58 à 95 : *Ses observations* (p. 4094) ; Art. 168 : *Amendement de M. Figuières* (p. 4100) ; *Amendement de M. Aubry* (p. 4102) ; *Amendement de Mme Lefebvre* (p. 4103) ; *Amendement de M. Leenhardt* (p. 4106) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ; *Discussion générale*

(p. 4114) ; *Administration centrale, ses observations* (p. 4117) ; *Ses observations* (p. 4118) ; AGRICULTURE, Chap. 96 : *Amendement de M. Baurens* (p. 4132) ; ARMÉES, Art. 59 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4411) ; AIR, Chap. 3 : *Amendement de M. Gresa* (p. 4414) ; ARMÉES, Chap. 15 : *Ses observations* (p. 4416) ; Chap. 35 : *Entretien des chars* (p. 4417) ; Chap. 60 : *Ses observations* (p. 4418) ; ARMEMENT, Chap. 49 *bis* nouveau : *Amendement de M. Jean-Moreau* (p. 4430) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 89 : *Ses observations* (p. 4430) ; ARMEMENT, Chap. A : *Ses observations* (p. 4432) ; ANCIENS COMBATTANTS : *Discussion générale* (ibid.) ; Art. 150 : *Ses observations* (p. 4437) ; Art. 145 *quinquies* ; *Ses observations* (p. 4453) ; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4480) ; TRAVAUX PUBLICS, Chap. 71 : *Ses observations* (p. 4492) ; Chap. 23 : *Ses observations* (p. 4493) ; RAVITAILLEMENT, Chap. L G : *Ses observations* (p. 4505) ; FINANCES, Art. 141 *quinquies* nouveau ; *Ses observations* (p. 4512) ; AGRICULTURE, Chap. C : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau* (p. 4515) ; — d'une proposition de résolution sur le statut de la fonction publique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4407). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; *Son article additionnel concernant le recours contentieux* [5 octobre 1946] (p. 4675) ; *le retire* (ibid.) ; *Son article 5 bis relatif à la durée du travail* (p. 4676) ; Art. 19 : *Amendement de M. Herriot concernant l'élection des représentants des fonctionnaires au Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4680) ; Art. 31 : *Son amendement tendant à supprimer la prime de rendement* (p. 4682) ; Art. 32 : *Soutient l'amendement de M. Peeters relatif à la fixation du minimum vital* (p. 4684) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer le 2° alinéa* (p. 4692) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (ibid.) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 43 : *Son amendement concernant les notes et les appréciations* (ibid.) ; Art. 45 : *Soutient l'amendement de M. Peeters sur l'avancement de grade au concours ou à l'examen* (p. 4695 et 4696) ; Art. 52 : *Son amendement concernant la promotion à l'échelon supérieur* (p. 4698) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 54 : *Son amendement relatif à l'avancement à l'ancienneté des petits fonctionnaires* (p. 4699) ;

Art. 60 *bis* proposé par M. Doyen : *Ses observations sur les situations acquises* (p. 4700) ; Art. 139 : *Son amendement sur l'organisation des institutions sociales* (p. 4706 et 4707) ; Art. 141 : *Amendement de M. Peeters concernant les situations acquises* (p. 4707) ; *Ses observations sur l'ensemble* (p. 4709).

### POIMBŒUF (M. Marcel), Député du département des Vosges.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) (*ibid.*).

#### Interventions :

Ses explications de vote : lors de la discussion du rapport sur les opérations électorales dans la 1<sup>re</sup> circonscription du département de la Seine [4 juillet 1946] (A., p. 2596) ; — lors de la discussion du rapport du 2<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Constantine (validation de M. Pantaloni) [8 août 1946] (p. 3045). — Est entendu pour un fait personnel concernant la charte du travail [27 août 1946] (p. 3326). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *amendement de M. Denais au 8<sup>e</sup> alinéa* [28 août 1946] (p. 3373) ; *Amendement de M. Laniel au 11<sup>e</sup> alinéa* [29 août 1946] (p. 3411) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU PARLEMENT, Art. 21 : *Amendement de M. Reynaud, ses explications de vote* [28 septembre 1946] (p. 4195) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote sur la question préalable* [17 septembre 1946] (p. 3761). — Est entendu : sur le procès-verbal de la précédente séance [23 septembre 1946] (p. 3938) ; — au cours de la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 1 : *Amendement de M. d'Aragon* [23 septembre 1946] (p. 3955).

### POINSO - CHAPUIS (Mme Germaine), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à corriger certaines lacunes de la législation sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, n<sup>o</sup> 289. — Le 28 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n<sup>o</sup> 602. — Le 28 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à corriger certaines lacunes de la législation sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, n<sup>o</sup> 603. — Le 3 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir l'identité des salaires moyens mensuels départementaux de Marseille et des Bouches-du-Rhône avec ceux de Paris et de la Seine ; et, d'une façon plus générale, à proportionner rigoureusement tous les salaires moyens départementaux, et par là, les prestations familiales, aux salaires individuels réellement payés, n<sup>o</sup> 658. — Le 21 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser et poursuivre la lutte antialcoolique, n<sup>o</sup> 977. — Le 24 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accélérer et à améliorer la confiscation des profits illicites, n<sup>o</sup> 1017. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de Mlle Prevert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire valider, en vue de la retraite, le congé sans traitement accordé aux femmes fonctionnaires, dans certaines administrations, pour allaiter ou élever leurs enfants, n<sup>o</sup> 1068.

**Interventions :**

Est entendue dans la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *Amendement de M. July au 10<sup>e</sup> alinéa, ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3406) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4032) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4385).

**POIROT (M. Maurice), Député du département des Vosges.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à créer un insigne spécial pour les blessés civils de la guerre, n° 299. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier les barèmes en vigueur pour l'appréciation des invalidités donnant droit à pension, quelle qu'en soit l'origine, n° 404.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire de Saint-Pierre et Miquelon (Collège des citoyens) [26 juin 1946] (A., p. 2575). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 10 : *Son amendement concernant les associés ou gérants de personnes morales* [4 octobre 1946] (p. 4604) ; *Son amendement concernant les personnes morales devenues propriétés de français* (p. 4605) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à la suppression des mots : « sans motif valable »* (p. 4610) ; *Son amendement concernant l'indemnité d'éviction des vieillards, veuves de guerre et mutilés* (ibid.) ; *le retire* (p. 4611) ; *Son amendement tendant à remplacer les mots : « par la loi » par les mots : « par une loi »* (p. 4611).

**POULAIN (M. Abel), Député du département du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (A., p. 2554).

**POUMADÈRE (M. Pierre), Député du département de l'Ariège.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à autoriser les collectivités à résilier ou reviser les contrats de concessions qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée, n° 178. — Le 3 octobre 1946, un avis au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur : I. le projet de loi relatif à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; II. les propositions de loi : 1° de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les collectivités à résilier ou reviser les contrats de concession qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée ; 2° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; III. la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reviser ou résilier certains contrats passés avec les collectivités communales et départementales et relatifs à l'exploitation en régie par les communes et syndicats de communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 1190.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Var [12 juin 1946] (A., p. 2526).

**POURTALET (M. Henri), Député du département des Alpes-Maritimes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la France d'outre-mer (p. 2555).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Nièvre [12 juin 1946] (A., p. 2515).

**POUYET (M. Marcel), Député du département de l'Allier.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 25 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 42 *bis* de la loi du 13 avril 1946, portant statut du fermage et du métayage, n<sup>o</sup> 1050. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Baurens et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les combattants F. F. I. des dispositions de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-2468 du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts du Crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, n<sup>o</sup> 1099.

**PRÉVERT (Mlle Renée), Député du département de l'Ille-et-Vilaine.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommée membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire valider, en vue de la retraite, le congé sans traitement accordé aux femmes fonctionnaires, dans certaines administrations, pour allaiter ou élever leurs enfants, n<sup>o</sup> 457. — Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Fizaine et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux salariées, mères de famille, un supplément à leur congé annuel, n<sup>o</sup> 953.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 9<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 2525).

**PRIGENT (M. Robert), Député du département du Nord (1<sup>re</sup> circonscription), Ministre de la Population.**

Son élection est validée [5 juillet 1946] (A., p. 2610).

**Interventions :**

Est nommé Ministre de la Population (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646).

**En cette qualité :**

Intervient lors de questions orales posées à M. le Ministre des Armées qui n'a pas été avisé de ce débat [23 juillet 1946] (A., p. 2764) ; — Répond aux questions posées par : Mme Bastide sur les distributions de vivres à effectuer aux enfants non accueillis dans les colonies de vacances (p. 2774) ; M. Thamier sur la situation des mouvements laïques qui ne perçoivent pas les avances nécessaires aux colonies de vacances (p. 2775). — Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : Art. 5 : *Amendement de M. Courtois* [6 août 1946] (p. 2992) ; Art. 10 : *Amendement de M. E. Petit* (p. 2995) ; *Amendement de Mme Méty* (p. 2996).

**PRIGENT (M. Tanguy), Député du département du Finistère, Ministre de l'Agriculture.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

**En qualité de Ministre de l'Agriculture :**

Le 27 août 1946, un projet de loi tendant à constater la nullité de l'acte provisoirement applicable dit « loi du 31 décembre 1941 » portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles, n° 557. — Le 3 septembre 1946, un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole, n° 640. — Le 21 septembre 1946, un projet de loi instituant un fonds forestier national, n° 961. — Le 24 septembre 1946, un projet de loi relatif à l'organisation du marché des céréales, n° 1010. — Le 2 octobre 1946, un projet de loi portant modification du régime des accidents du travail dans l'agriculture et majoration des rentes des victimes d'accidents, n° 1176.

**Interventions :**

Est nommé Ministre de l'Agriculture (J. O. du 24 juin 1946, p. 5646).

**En cette qualité :**

Répond aux questions posées par : M. Delachenal au sujet du paiement des réquisitions allemandes aux cultivateurs [30 juillet 1946] (A., p. 2845); M. Waldeck Rochet sur le fermage et le métayage dans leurs nouvelles applications (*ibid.*); M. Paumier au sujet des armes de chasses (p. 2846); M. Dupuy sur la destruction des foyers de sauterelles dans le département de la Gironde (*ibid.*); M. Bernard sur l'aide à apporter aux viticulteurs sinistrés de la région de Pouilly-sur-Loire à Donzy [Nièvre] (p. 2847). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 150 : *Amendement de M. Champeix* [25 septembre 1946] (p. 4065); AGRICULTURE, *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4127 et suiv.); Chap. 113 : *Amendement de M. Guesdon* (p. 4132); Chap. 138 : *Amendements de*

*MM. Garcia, David et Guillet* (p. 4135); Chap. 150 : *Amendement de M. Lambert* (p. 4137); Chap. 168 : *Amendement de M. Rosenblatt* (p. 4138). — S'excuse de son absence [28 septembre 1946] (p. 4225).

**PRONTEAU (M. Jean), Député du département de la Charente.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545). — Est proclamé *Secrétaire* de l'Assemblée Nationale Constituante [4 juillet 1946] (p. 2598).

**Dépôt :**

Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur la proposition de loi de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, n° 1003.

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [2 octobre 1946] (A., p. 4369 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bergasse* (p. 4376); Art. 4 : *Amendement de M. Ramarony* (*ibid.*); Art. 5 : *Amendement de M. Jules-Julien* (p. 4381); *Amendement de M. Catrice* (p. 4382); *Amendement de M. Bouzom* (p. 4384); *Amendement de M. Taillade* (p. 4389); *Ses observations* (p. 4399).

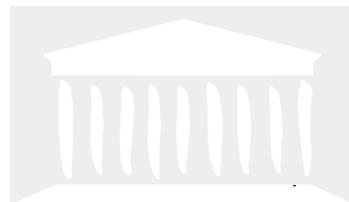
**PROT (M. Louis), Député du département de la Somme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 19 : *Ses observations sur la preuve par simple présomption* [4 octobre 1946] (A., p. 4613); Art. 65 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 4624).

Q

ASSEMBLÉE  
NATIONALE

**QUÉNARD (M. André), Député du département de l'Indre-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (*ibid.*). — S'excuse de son absence [28 septembre 1946] (p. 4225).

**QUÉNAULT de la GROUDIÈRE (M.), Député du département de la Manche.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555). — Se démet de son mandat de député [26 juin 1946] (p. 2554).

**QUILICI (M. François), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans).**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'admini-

nistration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Demande à interpellier sur la politique générale du Gouvernement en Algérie [4 juillet 1946] (A., p. 2598) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion [23 juillet 1946] (p. 2756) ; développe son interpellation [23 août 1946] (p. 3223 et suiv.) ; *Intervention de M. Abbas* (p. 3279) ; *Ses explications de vote* (p. 3286). — Prend part à la discussion : sur le règlement de l'ordre du jour [5 juillet 1946] (p. 2625) ; [11 juillet 1946] (p. 2661) ; — du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 6 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3861) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Ses observations sur la demande de seconde lecture de M. Lecourt* [21 septembre 1946] (p. 3927) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 septembre 1946] (p. 4236) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 21 : *Dispositions relatives à l'Algérie, ses observations* [4 octobre 1946] (p. 4547) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 4560). — S'excuse de son absence [4 septembre 1946] (p. 3518) ; [5 octobre 1946] (p. 4666). — Obtient un congé [4 septembre 1946] (p. 3518) ; [5 octobre 1946] (p. 4666).

## R

**RABIER (M. Maurice), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn Sefra** (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans*).

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la France d'outre-mer (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : **DE L'UNION FRANÇAISE, Discussion générale** [19 septembre 1946] (A., p. 3856). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4345).

**RAMADIER (M. Paul), Député du département de l'Aveyron.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (A., p. 2545).

**Dépôts :**

Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier et codifier la législation relative

aux coopératives de consommation, n° 347. — Le 2 août 1946, une proposition de loi portant statut de la coopération, n° 348.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (A., p. 2623) ; — d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses explications de vote* [6 août 1946] (p. 3026) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (pp. 3244 et suiv.) ; **PRÉAMBULE : Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bergasse au 8<sup>e</sup> alinéa** [28 août 1946] (p. 3373) ; **DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE, Art. 72 : Amendement de M. Bastid** [10 septembre 1946] (p. 3592) ; **Art. 7 : Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid** [11 septembre 1946] (p. 3648) ; **Art. 29 I : Ses observations** [12 septembre 1946] (p. 3703) ; — de la proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Oppose à la discussion la question préalable* [17 septembre 1946] (p. 3755) ; — d'une communication du Gouvernement sur le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946] (p. 3886) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : **Art. 140 : Amendement de M. Dupuy** [25 septembre 1946] (p. 4057) ; **Art. 159 bis : Soutient l'amendement de M. Allonneau** (p. 4071) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil

de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4157); Art. 2 : *Amendement de M. de Tinguy* (p. 4172); Art. 6 : *Ses observations* (p. 4176); Art. 12 : *Amendement de M. Coty* (p. 4176); — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés : *Ses observations sur le panachage* [30 septembre 1946] (p. 4265); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 octobre 1946] (p. 4562); — d'une proposition de loi tendant à compléter la loi constitutionnelle en cas de rejet de la Constitution : *Discussion générale* [30 septembre 1946] (p. 4277); — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice : Art. 4 : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4352).

### **RAMARONY (M. Jules), Député du département de la Gironde.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission du Règlement et des pétitions (*ibid.*).

#### **Dépôts :**

Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production et à la livraison du blé et du lait, n° 246. — Le 24 septembre 1946, une proposition de loi tendant à rendre une liberté contrôlée au commerce d'importation des céréales secondaires, n° 1006.

#### **Interventions :**

Ses explications de vote lors de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République française [19 juin 1946] (A., p. 2548). — Demande à interpellier sur la composition et la politique du Gouvernement [26 juin 1946] (p. 2557); Développe cette interpellation (p. 2559 et suiv.); *Ses explications de vote* (p. 2570). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 : ANCIENS COMBATTANTS [11 juillet 1946] (p. 2644); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions [11 juillet 1946] (p. 2658). — Est entendu sur

le règlement de l'ordre du jour [11 juillet 1946] (p. 2661). — Est entendu dans la discussion : du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse; *Ses explications de vote* [18 juillet 1946] (p. 2713); — d'une interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2937); *Ses observations sur l'ordre du jour* [8 août 1946] (p. 3056); — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3116); — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 août 1946] (p. 3287); — d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 août 1946] (p. 3400); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Amendement de M. Laniel au 11<sup>e</sup> alinéa : ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3412); *Amendement de M. Montillot et sous-amendement de M. Cudenet au 12<sup>e</sup> alinéa : Ses explications de vote* (p. 3427); *Son amendement au même alinéa* (p. 3431); *le retire* (p. 3433); DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : Art. 29 J : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3524); Art. 29 O : *Son amendement* (p. 3526); *le retire* (*ibid.*); DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72 : *Soutient l'amendement de M. July* [10 septembre 1946] (p. 3591); Art. 7 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid* [11 septembre 1946] (p. 3650); Art. 21 : *Ses observations sur l'article* [12 septembre 1946] (p. 3683); *Son amendement* (p. 3684); Art. 29 I : *Ses observations* (p. 3703); Art. 77 et 79 : *Ses observations* [13 septembre 1946] (p. 3732 et suiv.); Art. 78 : *Amendement de M. Leenhardt* (p. 3739); *Ses observations sur la demande de seconde lecture de M. Lecourt* [21 septembre 1946] (p. 3927); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU PARLEMENT : Art. 21 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4194); *Amendement de M. Reynaud : Ses explications de vote* (p. 4196); DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : Art. 29 A : *Son amendement* (*ibid.*); DISPOSITIONS TRANSITOIRES : Art. 93 *ter* : *Son amendement* (p. 4221); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4233); — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par

voie de referendum : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3577) ; — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (p. 3586) ; Art. 16 *ter* nouveau : *Reprend l'amendement de M. Mignot* [11 septembre 1946] (p. 3642). — Demande à interpeller sur les incidences et répercussions de la politique économique du Gouvernement, sur la petite et moyenne entreprise, sur l'artisanat et plus spécialement sur la situation des maîtres-artistes et patrons coiffeurs [12 septembre 1946] (p. 3713). — Participe à la discussion d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote sur la question préalable* [17 septembre 1946] (p. 3756). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour : *Son amendement aux propositions de la Conférence des Présidents* [17 septembre 1946] (p. 3770). — Participe à la discussion : du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 4 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3859 et suiv.) ; Art. 6 : *Questions à poser : Sa demande de scrutin* (p. 3862) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Ses observations* [27 septembre 1946] (p. 4164) ; Art. 2 : *Amendement de M. Ribeyre* (p. 4173) ; — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice : Art. 3 : *Ses observations* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4352) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : Art. 4 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4376) ; Art. 5 : *Ses observations* (p. 4377) ; *Son amendement* (p. 4385) ; *Son second amendement* (p. 4389).

### **RAMETTE (M. Arthur), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555).

#### **Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans retard toutes les mesures pour hâter la

renaissance du port de Dunkerque et lui assurer les moyens de lutter contre la concurrence des ports étrangers, n° 91. — Le 18 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur : 1° le projet de loi augmentant le taux des allocations aux vieux travailleurs salariés, pensions de vieillesse révisées et pensions d'invalidité, fixé par la loi n° 46-1 du 3 janvier 1946 et modifiant les ordonnances n° 45-170 du 2 février 1945, n° 45-2250 du 4 octobre 1945 et 45-2454 du 19 octobre 1945 relatives à la sécurité sociale ; 2° la proposition de résolution de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever les taux de « l'allocation aux vieux travailleurs » des bénéficiaires de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée par la loi du 3 janvier 1946, n° 868. — Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à l'incorporation de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et à la création de la Caisse nationale d'assurance sur la vie, n° 1023. — Le 24 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le champ d'application de l'assurance contre les accidents professionnels aux accidents survenus pendant le trajet du domicile de l'assuré au lieu de travail et vice-versa, n° 1026. — Le 24 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail, n° 1027. — Le 26 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur : I. le projet de loi tendant à accorder aux retraités de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs une avance sur pension. — II. les propositions de loi : 1° tendant à accorder une avance immédiate des prestations servies par la caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs (adoptée par l'Assemblée le 29 août 1946 et pour laquelle le Gouvernement a demandé une seconde lecture) ; 2° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs à verser immédiatement une avance de 30 0/0 aux retraités mineurs à dater du 1<sup>er</sup> juin 1946, n° 1078. — Le 2 octobre 1946, un avis au nom de la Commission des finances

et du contrôle budgétaire sur : I. le projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898, l'article 563 du Code des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine, et les articles 22 et 23 de l'ordonnance n° 45-2453 du 19 octobre 1945 sur les accidents du travail et à rajuster les rentes et allocations accordées à certaines victimes d'accidents du travail survenus dans les professions non agricoles ou à leurs ayants droit. — II. les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 13 juillet 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 2° de M. Chaze et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 120.000 francs la partie du salaire annuel non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 60.000 francs et à l'extension du rajustement aux mutilés atteints d'une incapacité égale ou supérieure à 10 0/0 ; 4° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation à 100.000 francs de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes, n° 1167. — Le 2 octobre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 1173.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 2501). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, TRAVAUX PUBLICS [11 juillet 1946] (p. 2650) ; — du projet de loi fixant le régime des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des finances et du contrôle budgétaire : *donne lecture de son rapport* [6 août 1946] (p. 2987) ; — de l'interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses explications de vote* [6 août 1946] (p. 3027) ; — d'une proposition de loi tendant à accorder une avance immédiate des prestations servies par la caisse autonome de retraites des

ouvriers mineurs, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des finances : *donne lecture de son rapport* [29 août 1946] (p. 3430) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3578). — Est entendu : sur le procès-verbal de la précédente séance [23 septembre 1946] (p. 3937) ; — au cours de la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 4 *bis* nouveau [25 septembre 1946] (p. 4034) ; Art. 37 *bis* nouveau : *Son amendement* (p. 4039) ; Art. 113 : *Ses observations sur le port de Dunkerque* (p. 4048) ; Art. 145 : *Son amendement* (p. 4064) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 123 *bis* : *Sa demande de scrutin* (p. 4073) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Ses observations* [3 octobre 1946] (p. 4510). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 31 : *Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la prime de rendement* [5 octobre 1946] (p. 4683).

#### RAMONET (M. Edouard), Député du département de l'Indre.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 43 : *Ses observations sur la décadence de la liberté syndicale* [5 octobre 1946] (A., p. 4694).

#### RASETA (M. Joseph), Député du territoire de Madagascar (2<sup>e</sup> circonscription) (Collège des non-citoyens).

Son élection est validée [11 juillet 1946] (A., p. 2635).

#### Dépôt :

Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un referendum à Madagascar, n° 442.

**Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (A., p. 3845). — Est entendu pour un fait personnel [19 septembre 1946] (p. 3857).

**RASSINIER (M. Paul), Député du territoire de Belfort.**

Son élection est validée [12 septembre 1946] (A., p. 3693). — Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [25 septembre 1946] (p. 3977).

**RAVOAHANGY (M. Andrianavalona), Député du territoire de Madagascar (1<sup>er</sup> circonscription) (Collège des non-citoyens).**

Son élection est validée [11 juillet 1946] (A., p. 2635).

**Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (A., p. 3801) — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : DISPOSITIONS RELATIVES AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Art. 38 : *Son amendement (collèges autochtones)* [4 octobre 1946] (p. 4555)

**RAYMOND-LAURENT (M.), Député du département de la Manche.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur les articles 115,

115 a), 116 et 116 a) du Livre II du Code du travail, relatifs à l'institution et au fonctionnement des commissions départementales du travail, n° 539.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3166).

**REILLE-SOULT (M. François), Député du département du Tarn.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555); de la Commission de la comptabilité (*ibid.*)

**Dépôts :**

Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes décisions utiles permettant le retour à la liberté des transactions pour la vente du tabac, n° 230 — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral applicable aux élections des membres du conseil municipal de toutes les communes de France, n° 465. — Le 17 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à définir un carburant agricole, n° 840. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi relative à l'élection des députés de la France métropolitaine, des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et de l'Algérie, n° 852.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (A., p. 2931). — Demande à interpeller sur la façon dont sont distribués les bons de pneus et dont ceux-ci sont honorés, ainsi que sur la répartition des bons

monnaie-matière acier et le marché noir qui en est la conséquence [19 septembre 1946] (p. 3868). — Participe à la discussion : de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 12 : *Soutient l'amendement de M. Bour* [23 septembre 1946] (p. 3957, 3961) ; *Ses observations sur l'utilisation des restes* [30 septembre 1946] (p. 4267) ; *Ses explications de vote sur le nouveau projet* (p. 4269, 4270) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* (p. 4284) ; *Amendement de M. Marin, ses explications de vote* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4302) ; Art. 38 : *Amendement de M. Ravoahangy* [4 octobre 1946] (p. 4556) ; — d'une proposition de loi de M. Figuères tendant à fixer à 23 ans l'âge de l'éligibilité, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4310).

**RENARD (M. Adrien), Député du département de l'Aisne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif aux conditions de validité du reçu pour solde de tout compte souscrit par un salarié lors de la résiliation du contrat de travail, n° 732.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 2<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département du Cher [12 juin 1946] (A., p. 2503).

**RENCUREL (M. Auguste), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Com-

mission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [11 juillet 1946] (p. 2635).

**Dépôts :**

Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. René Mayer et plusieurs de ses collègues tendant à déclarer applicable à l'Algérie l'ordonnance du 14 novembre 1944 et le décret du 2 février 1945 relatifs à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 1157.

— Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la réparation des préjudices matériels et moraux portés aux fonctionnaires du cadre algérien victimes de l'acte du 5 octobre 1940, n° 1158.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie [22 août 1946] (A., p. 3229) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 166 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dalloni* [26 septembre 1946] (p. 4087).

**RÉVILLON (M. Tony), Député du département de l'Ain.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530).

**Dépôt :**

Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huis-siers, n° 512.

**Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE ; *Son amendement au 8<sup>e</sup> alinéa* [28 août 1946] (p. 3374) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION, Art. 82 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4215).

**REYMOND (M. Camille), Député du département des Basses-Alpes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2535). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à simplifier et à accélérer la procédure relative aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités publiques, n° 211.

**REYNAUD (M. Paul), Député du département du Nord (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [5 juillet 1946] (A., p. 2624). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 24 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 71 du Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante, n° 1030.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (A., p. 2611 et suiv.) ; —

de la proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 : *Discussion générale* [29 août 1946] (p. 3391) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 15 : *Son amendement au second alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3652 et suiv.) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DU PARLEMENT, Art. 21 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4194) ; DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30 : *Ses explications de vote* (p. 4201) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4228). — Ses explications de vote sur la déclaration du Gouvernement concernant le personnel de la fonction publique [20 septembre 1946] (p. 3887). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 3987 et suiv.) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4495). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [3 octobre 1946] (p. 4498). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 32 : *Ses observations sur les incidences de l'augmentation des traitements des fonctionnaires* [5 octobre 1946] (p. 4684). — S'excuse de son absence [19 juillet 1946] (p. 2729).

**RIBEYRE (M. Paul), Député du département de l'Ardèche.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 13 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 86 de la loi du 23 mai 1920 relatif à la surtaxe des eaux minérales, n° 807. — Le 17 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux élèves boursiers le libre choix de l'établissement scolaire, n° 846. — Le 17 septembre 1946, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le service d'aumônerie dans les établissements du second degré, n° 847. — Le 24 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt le décret prévu à l'article 4 de la loi du 20 mai 1946 relative à la revision des salaires moyens départementaux et à l'article 27 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 1005.

#### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, alinéa 12 : *Son amendement sur l'enseignement public* [29 août 1946] (A., p. 3415) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3579) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : Art. 2 : *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4172) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, concernant le Conseil de la République : Art. 2 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4223).

#### RIBIÈRE (M. Henri), Député du département de l'Allier.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

#### RICHARD (M. Edouard), Député du département du Haut-Rhin.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### Dépôt :

Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux déportés politiques internés dans les camps de concentration et prisons d'Alsace les mêmes avantages qu'à ceux internés dans les camps de concentration et prisons d'Allemagne, n° 185.

#### Interventions :

Participe à la discussion des interpellations de MM. Meck et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés [25 juillet 1946] (A., p. 2802).

#### RIGAL (M. Albert), Député du Département du Loiret.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

#### Dépôt :

Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° récupérer en Allemagne des armes de chasse ; 2° répartir à prix minimum entre les personnes dont les armes de chasse ont été spoliées ou détériorées celles en dépôt dans les préfectures et non réclamées ; 3° livrer en priorité aux victimes de ces spoliations les armes actuellement fabriqués, n° 455.

#### Interventions :

Pose à M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, une question sur l'attribution au personnel vicinal de vêtements de travail, chaussures, bottes et vélocipèdes [23 juillet 1946] (A., p. 2777). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : ECONOMIE NATIONALE : Chap. 7 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4438).

**RIGAL (M. Eugène), Député du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur les traitements et salaires, n° 182.

— Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier dans l'intérêt des petits commerçants les modalités de paiement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 183.

— Le 19 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le retour au marché libre, en ce qui concerne le commerce de la viande, n° 210.

— Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à élever la somme limite relative au cumul de retraites et de rémunérations publiques, n° 225.

— Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à augmenter l'abattement accordé aux deux premiers gérants des sociétés à responsabilité limitée, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, n° 692.

— Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie, et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1946 le recours ouvert aux préfets pour les élections aux conseils municipaux et aux conseils généraux qui ont eu lieu depuis le 29 avril 1945, lorsque ce recours sera basé sur la rectification d'une erreur matérielle dans les dépouillements, centralisations ou opérations de recensement des votes, n° 947.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à rétablir les parités d'indemnité existant entre le personnel des P. T. T. et les régies financières : *Discussion générale* [2 août 1946] (A., p. 2977);

— d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3578); — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 14 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3958); Art 15 : *Son amendement* (ibid.) ; *Les retire* (p. 3962, 3963) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 37 bis nouveau : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4038).

**RINCENT (M. Germain), Député du département de l'Aube.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) (ibid.).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département du Doubs [12 juin 1946] (A., p. 2505). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 31 : *Son amendement tendant à soumettre les mutations entre vifs à l'autorisation du tribunal civil* [4 octobre 1946] (p. 4618).

**RIVET (M. Paul), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la pro-

position de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir la frontière avec l'Espagne, n° 901.

**ROCA (Mme Gilberte), Député du département du Gard.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommée membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Est entendue dans la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [27 août 1946] (A., p. 3332).

**ROCHET (M. Waldeck), Député du département de Saône-et-Loire.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'Agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et à donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, n° 9. — Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application pour le 1<sup>er</sup> janvier 1947, la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la Sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance-vieillesse et l'allocation aux vieux, n° 275. — Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à consolider la propriété paysanne et à faciliter l'accession des travailleurs de la terre à la propriété en leur réservant l'achat des terres mises en vente, n° 370. — Le 28 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions de métaux ferreux à l'Agriculture et le contingent de monnaie matière

pour le machinisme agricole, n° 600. — Le 21 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de l'Agriculture sur le projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, n° 980.

**Interventions :**

Est entendu au cours : du débat sur les opérations électorales du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription) [4 juillet 1946] (A., p. 2593); — de la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945; ANCIENS COMBATTANTS [11 juillet 1946] (p. 2644). — Participe, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture*, à la discussion de sa proposition de loi tendant à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et déterminer les attributions de l'Office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (p. 2736). — Pose : à M. le Ministre du Ravitaillement une question sur la ration de vin [23 juillet 1946] (p. 2760); *ses regrets de l'absence de M. le Ministre de l'Agriculture qui ne peut, de ce fait, répondre à ses questions* (p. 2763); à M. le Ministre de l'Agriculture une question sur l'application des nouvelles lois sur le fermage et le métayage [30 juillet 1946] (p. 2845). — Est entendu dans la discussion : de l'interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du Ravitaillement [30 juillet 1946] (p. 2855), [2 août 1946] (p. 2927); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 4003 et suiv.); DISPOSITIONS SPÉCIALES, Art. 171; *Abattement de cotisations, Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4527); *le retire* (ibid.); *Son second amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 172 nouveau: *Son amendement* (p. 4528); d'un projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture* : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4311 et suiv.); *Addition à l'article 1<sup>er</sup>* (p. 4326); Art. 9 : *Ses observations* (p. 4329).

**ROCLORE (M. Marcel), Député du département de la Côte-d'Or.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commis-

sion de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

### Dépôt :

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation des réquisitions de voitures automobiles, de chevaux et mulets, n° 245.

### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, rémunération des personnels et pensions : *Discussion générale* : [11 juillet 1946] (A., p. 2657) ; — de la proposition de résolution de M. Mazuez concernant l'attribution de bons d'achats et de pneumatiques au corps médical : *Son amendement* [26 juillet 1946] (p. 2819). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature [26 juillet 1946] (p. 2819). — Demande à interpellier sur les incidents qui se sont produits en Côte-d'Or, le 23 juillet dernier, à l'occasion de réquisitions illégales de bétail et qui ont motivé des protestations de la part du représentant de la C. G. A. [26 juillet 1946] (p. 2833). — Est entendu dans la discussion : de l'interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du Ravitaillement [30 juillet 1946] (p. 2850) ; *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3057) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* : [2 août 1946] (p. 2955) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 août 1946] (p. 3286) ; — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Félix sur les troubles de Nantes [3 septembre 1946] (p. 3456) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : Art. 3 : *Amendement de M. Desjardins* [3 septembre 1946] (p. 3484) ; DU CONSEIL DES MINISTRES : Art. 35 : *Amendement de M. Coty, sa demande de renvoi à la Commission* [5 septembre 1946] (p. 3557) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République fran-

çaise : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 septembre 1946] (p. 4237) ; — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de referendum : *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3579) ; *Ses explications de vote sur la question préalable* [17 septembre 1946] (p. 3761). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [21 septembre 1946] (p. 3930).

### ROLLAND (M. Jean-Louis), Député du département du Finistère.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [17 septembre 1946] (p. 3754).

### Interventions :

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du territoire Soudan-Niger, Collège des non-citoyens [11 juillet 1946] (A., p. 2667) ; Collège des citoyens [30 juillet 1946] (p. 2863).

### ROLLIN (M. Louis), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

### Dépôts :

Le 11 septembre 1946, une proposition de loi ayant pour objet de prévenir des délits et des crimes par des mesures d'hygiène et de prophylaxie mentales, n° 737. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi ayant pour objet d'assurer et de rendre définitive l'expulsion hors de France des étrangers condamnés pour crimes ou délits, n° 784. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à réaliser au plus tôt l'ensemble des réformes indispensables à la protection et à la sauvegarde de l'enfance en danger physique ou moral et à créer à cet effet un organisme spécial relevant exclusivement de la Présidence du Conseil possédant en cette matière les attributions et les crédits actuellement répartis entre différents Ministères et ayant tous pouvoirs de décision et d'action, n° 709. — Le 25 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appeler la Chambre syndicale des représentants et voyageurs de commerce en tant que groupement le plus représentatif à participer aux Commissions paritaires et, en général, à toutes délibérations où sont traités les intérêts des représentants et voyageurs de commerce, n° 1052.

### Interventions :

Demande à interpellier sur la situation grave et dangereuse dans laquelle se trouvent un très grand nombre d'enfants abandonnés ou délinquants et sur les mesures que compte prendre M. le Garde des Sceaux [25 juillet 1946] (A., p. 2809); est entendu sur la fixation de la date de discussion [26 juillet 1946] (p. 2823). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* [29 août 1946] (p. 3397); *Le retire* (p. 3398). — Demande à interpellier sur la carence d'autorité à la faveur de laquelle — deux ans après la libération — des groupes organisés et armés peuvent, dans une grande ville, sans rencontrer le moindre obstacle, se rendre maîtres de la prison, y procéder à l'exécution de détenus et se retirer librement, à l'abri de l'impunité et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer — ce qui est l'essentiel de sa fonction — le maintien de l'ordre public et le respect de la légalité républicaine [10 septembre 1946] (p. 3601). — Participe à la discussion : du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Art. 76 : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4214); — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'amende-*

*ment de M. Schauffler* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4324); Art. 6 nouveau : *Ses observations* (p. 4328); — du projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4335 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* (p. 4339); Art. 2 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement* (ibid.); *Le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : INTÉRIEUR : Chap. 27 : *Ses observations* [3 octobre 1946] (p. 4487); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Son rappel au Règlement* (p. 4496); — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4573).

### ROPHÉ (M. Adrien), Député du département du Calvados.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*).

### Dépôt :

Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, n° 959.

### Interventions :

Pose à M. le Ministre du Ravitaillement une question concernant l'épuration dans son Ministère [23 juillet 1946] (A., p. 2762). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2921, 2932); — d'un projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4311, 4315); *Sa réponse à M. de Moro-Giafferri* (p. 4317); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Schauffler* (p. 4324).

— Prend part à la discussion du projet de loi et des propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 47 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « dans le cadre de la Caisse autonome »* [4 octobre 1946] (p. 4622).

### ROSENBLATT (M. Marcel), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les allocations militaires et familiales, indûment supprimées par les nazis dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 331. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à accorder des délais de paiement aux sinistrés et spoliés, acquéreurs de biens sous séquestre provenant de patrimoines ennemis ou des collaborateurs, n° 334. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2060 du 8 septembre 1945 qui prévoit l'extension de la législation sur la reconstruction aux biens détruits ou enlevés du fait de l'occupation ennemie, n° 335. — Le 21 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour augmenter la puissance et le rayonnement du poste émetteur de Radio-Strasbourg, n° 967.

#### Interventions :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Meck sur les caisses de sécurité sociale [23 juillet 1946] (A., p. 2752). — Pose à M. le Ministre des Finances des questions sur la taxation de la valeur des prêts immobiliers récupérés sur des Allemands ou des collaborateurs (p. 2769). — Participe à la discussion : d'interpellations de MM. Meck et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés

[25 juillet 1946] (p. 2803) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 168 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4137) ; *le retire* (p. 4138).

### ROSSIGNOL (M. Pierre), député du territoire de Madagascar (2<sup>e</sup> circonscription) (Collège des citoyens).

Son élection est validée [26 juillet 1946] (A., p. 2818).

### ROUBERT (M. Alexandre), Député du département des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [4 juillet 1946] (p. 2586).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire remettre en vigueur le tarif réduit spécial accordé, antérieurement aux hostilités, aux bénéficiaires de congés payés, n° 142. — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts depuis plus de dix ans dans la ville de Cannes, n° 650. — Le 28 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. André Le Troquer et plusieurs de ses collègues relative à l'inéligibilité, n° 1119. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne la ville de Paris, certaines dispositions du Code des contributions indirectes résultant de l'acte dit loi du 31 décembre 1941, modifiée par l'ordonnance du 17 avril 1945 concernant le recouvrement de la taxe sur les spectacles, n° 1139. — Le 4 octobre 1946, un avis au nom de la Com-

mission des finances et du contrôle budgétaire sur : I. le projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues portant statut général des fonctionnaires ; 2<sup>o</sup> de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut général des fonctionnaires, n<sup>o</sup> 1209.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur les amendements* [2 août 1946] (p. 2964) ; Art. 3 : *Son amendement sur les indemnités extraordinaires* (p. 2965) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [25 septembre 1946] (p. 4019 et suiv.) ; EDUCATION NATIONALE : Chap. 8 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4446) ; INTÉRIEUR : Chap. 6 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4486) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi de M. Le Troquer relative à l'inéligibilité de personnes relevées de l'indignité nationale, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [4 octobre 1946] (p. 4570).

#### ROUCAUTE (M. Gabriel), Député du département du Gard.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531).

#### Dépôts :

Le 11 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir dans le collectif d'août 1946 les crédits permettant l'indemnisation des viticulteurs victimes des récentes calamités agricoles et, en particulier, des violents orages des 30 et 31 août qui ont dévasté les communes de la Vallée de la Tave dans le département du Gard, n<sup>o</sup> 743. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à autoriser la Caisse autonome de retraite

des ouvriers mineurs à verser immédiatement une avance de 30 0/0 aux retraités mineurs à dater du 1<sup>er</sup> juin 1946, n<sup>o</sup> 745.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Nord (1<sup>re</sup> circonscription) [13 juin 1946] (A., p. 2534) ; son rapport supplémentaire [26 juin 1946] (p. 2574). — En qualité de *Rapporteur*, donne lecture de son rapport sur les opérations électorales de la 1<sup>re</sup> circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (p. 2610 et suiv.).

#### ROUCAUTE (M. Roger), Député du département de l'Ardèche.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines et forces motrices) (ibid.) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder certains avantages aux réfractaires du service du travail obligatoire, n<sup>o</sup> 660. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur : 1<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance ; 2<sup>o</sup> la proposition de résolution de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour définir le titre de combattant de la résistance, n<sup>o</sup> 904.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; ARMÉES : Art. 59 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (A., p. 4411).

**ROULON (M. Henri), Député du département de l'Aube.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 18 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger la prime de 100 francs sur le blé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1947, n° 870.

**Interventions :**

Demande à interpeller sur la rétribution des prisonniers de guerre allemands utilisés dans l'agriculture française [25 juillet 1946] (A., p. 2809); est entendu sur la fixation de la date de discussion [26 juillet 1946] (p. 2823); — demande à interpeller sur l'incidence de l'augmentation du prix de l'essence sur les prix de revient des produits agricoles [10 septembre 1946] (p. 3587). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4122).

**ROUSSEAU (M. Charles), Député du département de la Vendée.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554); de la commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les capitaines patrons

pratiquant les pêches au large, des majorations de pension accordées aux capitaines au long cours et au cabotage ayant quatre années de commandement, n° 945.

**Interventions :**

Pose : à M. le Ministre du Ravitaillement une question sur la liberté du commerce pour le poisson [23 juillet 1946] (A., p. 2762); à M. le Ministre de l'Economie nationale une question sur le prix du thon et de la sardine (p. 2766). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2928); — d'une interpellation de M. Morice sur la sécurité sociale : *Discussion générale* [8 août 1946] (p. 3085); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 112 : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4047); Art. 138 : *Crédit maritime mutuel* (p. 4057); Art. 143 : *Ses observations* (p. 4061); Art. 145 : *Liberty ships* (p. 4064); Art. 163 : *Ses observations sur la suppression des organismes d'achat et de répartition* [26 septembre 1946] (p. 4083); Art. 169 bis nouveau : *Ses observations* (p. 4091); AGRICULTURE : *Discussion générale* (p. 4126); TRAVAUX PUBLICS, MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4492); RAVITAILLEMENT : *Discussion générale* (p. 4500); Chap. LG : *Son amendement* (p. 4505). — S'excuse de son absence [22 août 1946] (p. 3223). — Obtient un congé (*ibid.*).

**RUFFE (M. Hubert), Député du département de Lot-et-Garonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à affecter une somme de deux milliards de francs à la dotation du crédit agricole en vue de permettre l'octroi, aux agriculteurs sinistrés,

prisonniers rapatriés ou déportés, de prêts spéciaux prévus par les ordonnances des 17 octobre 1944 et 20 octobre 1945, n° 437. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy, n° 1160.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 7<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Bas-Rhin [12 juin 1946] (A., p. 2518). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE, *Discussion générale* [26 septembre 1946].(p. 4123).



## S

**SAADANE (M. Ahmed), Député du Département d'Alger** (*Collège des électeurs français musulmans non-citoyens*).

Son élection est validée [19 juillet 1946] (**A.**, p. 2730). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [22 août 1946] (**A.**, p. 3255 et suiv.); *Observations de M. Borra* (p. 3275). = S'excuse de son absence [19 juin 1946] (p. 2541). — Obtient un congé (*ibid.*).

**SAID MOHAMED CHEIK, (M.) Député de la 3<sup>e</sup> circonscription du territoire de Madagascar (Archipel des Comores).**

Son élection est validée [29 juillet 1946] (**A.**, p. 2730). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (**A.**, p. 3847).

**SANGNIER, Voy. MARC-SANGNIER.**

**SARAVANE-LAMBERT (M.), Député du territoire des Etablissements français de l'Inde.**

Son élection est validée [19 juillet 1946] (**A.**, p. 2730). = Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 12 septembre 1946, une proposition de loi portant organisation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Inde, n° 774.

**Interventions :**

Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [18 septembre 1946] (**A.**, p. 3807); — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer [5 octobre 1946] (p. 4713 et suiv.).

**SATOR (M. Kaddour), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt** (*Collège des électeurs français musulmans non-citoyens*).

Son élection est validée [19 juin 1946] (**A.**, p. 2544). = Est nommé membre : de la Commis-

sion du Règlement et des pétitions [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [10 septembre 1946] (p. 3589).

#### Dépôt :

Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Abbas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie, n° 931.

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion : d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement ; *Ses explications de vote* [26 juin 1946] (A., p. 2570) ; — du rapport de M. Archidice sur les opérations électorales du département d'Alger et du territoire de Ghardaïa [19 juillet 1946] (p. 2731) ; — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 août 1946] (p. 3288) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 21 : *Dispositions relatives à l'Algérie* [4 octobre 1946] (p. 4547) ; *Amendement de M. Abbas* (p. 4548) ; Art. 23 : *Soutient l'amendement de M. Abbas* (p. 4550) ; *Second amendement de M. Abbas* (p. 4552) ; Art. 24 : *Amendement de M. Abbas* (p. 4553) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4563).

#### SCHAFF (M. Joseph), Député du département de la Moselle.

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

#### Dépôt :

Le 13 septembre 1946, une proposition de loi tendant à supprimer l'effet rétroactif de l'ordonnance du 23 juillet 1945 relative au cumul de deux ou plusieurs pensions, n° 813.

#### Interventions :

S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (A., p. 2674). — Obtient un congé (*ibid.*).

#### SCHAUFFLER (M. Charles), Député du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [30 juillet 1946] (p. 2840).

#### Dépôt :

Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 permettant, sous certaines conditions, au propriétaire ou au locataire principal de reprendre les locaux d'habitation pour les occuper lui-même, n° 446.

#### Interventions :

Participe à la discussion d'une interpellation de M. André sur la politique de ravitaillement du Gouvernement : *Situation des commerçants* [8 août 1946] (A., p. 3053). — Demande à interpellier sur la situation particulière des transporteurs routiers du fait de l'augmentation du prix de l'essence [10 septembre 1946] (p. 3587) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion [12 septembre 1946] (p. 3686). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 44 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4040) ; ECONOMIE NATIONALE : Chap. 7 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4438) ; — du projet de loi tendant à accor-

der à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4322).

**SCHERER (M. Marc), Député du département de la Haute-Marne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> bureau : sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime [12 juin 1946] (A., p. 2502); sur les opérations électorales du territoire de la Côte d'Ivoire, Collège des non-citoyens [18 juin 1946] (p. 2719); Collège des citoyens [6 août 1946] (p. 3033). — Participe à la discussion du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4162).

**SCHIEVER (M. Georges), Député du département de l'Yonne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**SCHMIDT (M. Robert), Député du département de la Haute-Vienne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**SCHMITT (M. Albert), Député du département du Bas-Rhin.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi relative au prêt au mariage, n<sup>o</sup> 80. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n<sup>o</sup> 81. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer le prêt au mariage, n<sup>o</sup> 284.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3169). — S'excuse de son absence [14 juin 1946] (p. 2537), [23 juillet 1946] (p. 2750). — Obtient un congé [23 juillet 1946] (p. 2750).

**SCHMITT (M. René), Député du département de la Manche.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531) = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, n<sup>o</sup> 405. — Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Maurice Petsche et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la réparation intégrale des dommages de guerre, n<sup>o</sup> 503. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des bons de priorité qui seraient remis aux propriétaires de voitures automobiles réquisitionnées afin de leur per-

mettre de compenser le préjudice subi, n° 799. — Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. — Le projet de loi sur les dommages de guerre ; II. — Les propositions de loi : 1° de M. Louis Marin tendant à la réparation des dommages de guerre ; 2° de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre ; 3° de M. Victor Michaut et plusieurs de ses collègues tendant, par l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre, à la réparation intégrale des dommages de guerre subis par les sinistrés ; 4° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2060 du 8 septembre 1945 qui prévoit l'extension de la législation sur la reconstruction aux biens détruits ou enlevés du fait de l'occupation ennemie ; 5° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre ; 6° de M. Nisse tendant à l'établissement d'une Charte des sinistrés assurant à ceux-ci réparation intégrale des dommages qu'ils ont subis ; III. — Les propositions de résolution : 1° de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuée par ou pour l'ennemi ; 2° de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, n° 987. — Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. — Le projet de loi sur les dommages de guerre ; II. — Les propositions de loi : 1° de M. Louis Marin tendant à la réparation des dommages de guerre ; 2° de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre ; 3° de M. Victor Michaut et plusieurs de ses collègues, tendant, par l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre, à la réparation intégrale des dommages de guerre subis par les sinistrés ; 4° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2060 du 8 septembre 1945 qui prévoit l'extension de la législation sur la reconstruction aux biens détruits ou enlevés du fait de l'occupation ennemie ; 5° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues sur la réparation des dommages

causés par les faits de guerre ; 6° de M. Nisse tendant à l'établissement d'une Charte des sinistrés assurant à ceux-ci réparation intégrale des dommages qu'ils ont subis ; III. — Les propositions de résolution : 1° de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuée par ou pour l'ennemi ; 2° de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, n° 987 (nouvelle rédaction). — Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des bons de priorité qui seraient remis aux propriétaires de voitures automobiles réquisitionnées afin de leur permettre de compenser le préjudice subi, n° 991.

#### Interventions :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre [23 juillet 1946] (A., p. 2757) ; prend part à la discussion de cette interpellation [9 août 1946] (p. 3139). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Amendement de M. Laniel au 11<sup>e</sup> alinéa* : *Ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3412) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 158 : *Soutient l'amendement de M. Leenhardt* [25 septembre 1946] (p. 4069) ; — des propositions de la Conférence des présidents [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4341) ; — d'une proposition de résolution sur le statut de la fonction publique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4406) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [4 octobre 1946] (p. 4577 et suiv.) ; *Discussion générale* (p. 4593) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marin* (p. 4597) ; Art. 3 : *Amendement de M. Marin* (p. 4599) ; Art. 4 : *Amendement de M. Marin* (p. 4600) ; Art. 5 : *Amendement de M. Darou sur les dommages causés aux navires de pêche* (p. 4601) ; Art. 9 : *Amendement de*

*M. Desjardins concernant les Français acquéreurs d'immeubles appartenant aux étrangers* (p. 4604).  
 Art. 13 : *Amendement de M. Baumann concernant le cas où la reconstruction est impossible* (p. 4608); Art. 13 : *Amendement de M. Louvel concernant la réparation pécuniaire en cas d'impossibilité de reconstruction* (p. 4608); Art. 17 : *Amendement de M. Baumann tendant à supprimer cet article* (p. 4610); Art. 19 : *Amendement de M. Midol concernant le remboursement forfaitaire du mobilier* (p. 4612); *Ses observations concernant le forfait par enfant* (p. 4613); Art. 20 : *Amendement de M. Zunino tendant à supprimer les mots : « faute de preuve »* (p. 4613); Art. 23 : *Amendement de M. Morice sur la reconstitution des éléments d'exploitation industrielle* (p. 4614); *Amendement de M. Zunino concernant la preuve de l'importance des stocks* (p. 4614); Art. 24 : *Amendement de M. Louis Marin sur les exceptions de emploi* (ibid.); Art. 26 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à reprendre cet article* (p. 4617); Art. 32 : *Ses observations sur les successions* (p. 4619); Art. 36 : *Ses observations sur les présomptions admises par l'article 1553 du Code civil* (p. 4620); Art. 41 : *Amendement de M. Halbout sur l'attribution d'acomptes* (p. 4621); *Articles nouveaux de M. Louis Marin sur les modalités de paiement* (p. 4624); *Ses observations sur les articles réservés* (p. 4645).

**SCHNEITER (M. Pierre), Député du département de la Marne, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531).

**Interventions :**

Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères [J. O. du 25 juin 1946] (p. 5662).

**En cette qualité :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (A., p. 4114 et suiv.); *Administration centrale : Ses observations* (p. 4117); *Autriche* (ibid.); ARMÉES :

Chap. 15 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4416); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Chap. 48 bis nouveau : *Ses observations* [3 octobre 1946] (p. 4518).

**SCHOCK (M. André), Député du territoire de la Côte d'Ivoire.**

Son élection est validée [8 août 1946] (A., p. 3062). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [23 juillet 1946] (p. 2750); de la Commission de l'amnistie en Algérie [20 août 1946] (p. 3184).

**Interventions :**

Demande à interpellier sur la politique coloniale que le Gouvernement entend suivre, notamment en matière économique, dans le territoire de la Côte d'Ivoire [27 août 1946] (A., p. 3342). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4478).

**SCHUMANN (M. Maurice), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier dans le plus bref délai les médaillés du travail de l'allocation aux vieux travailleurs, n° 464. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité pour perte de salaire aux employés titulaires des établissements industriels de l'Etat, licenciés en application de l'acte, dit loi du 12 mai 1941, sur la résorption du personnel en surnombre des établissements industriels de l'Etat, et à valider pour leur retraite la période de licenciement, n° 864.

**Interventions :**

Demande la discussion de l'interpellation de **M. Morice** sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement compte mettre en application la loi de sécurité sociale [8 août 1946] (**A.**, p. 3062). — Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; **PRÉAMBULE** : Alinéa 12 : **Amendement de M. Montillot** [29 août 1946] (p. 3420); **Art. 1<sup>er</sup>** : *Ses observations* [3 septembre 1946] (p. 3474 et suiv.); **DU CONSEIL DES MINISTRES** : **Art. 30** : **Amendement de M. Bastid** : *Ses explications de vote* [4 septembre 1946] (p. 3533). — Est entendu sur un incident : *Manuels d'histoire de l'école libre* [3 septembre 1946] (p. 3487). — Participe à la discussion : du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Ses observations* [27 septembre 1946] (p. 4164); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : **Art. 1<sup>er</sup>** : *Ses explications de vote* [30 septembre 1946] (p. 4284).

**SCHUMAN (M. Robert), Député du département de la Moselle, Ministre des Finances.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (**A.**, p. 2537). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

**En qualité de Ministre des Finances et du contrôle budgétaire.**

Le 4 juillet 1946, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, **n° 65**. — Le 4 juillet 1946, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 66**. — Le 4 juillet 1946, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1946 pour le relèvement : 1° de la rémunération des personnels de l'Etat (activité et retraite); 2° des pensions des victimes militaires et civiles de la guerre, **n° 67**. — Le 18 juillet 1946, un projet de loi et une lettre rectificative au projet de loi portant ouverture

de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, **n° 154**. — Le 23 juillet 1946, un projet de loi tendant à approuver une convention entre le Gouvernement provisoire de la République française et l'Export-Import Bank, **n° 232**. — Le 23 juillet 1946, un projet de loi tendant à autoriser le Président du Gouvernement provisoire de la République à ratifier l'accord conclu entre le Gouvernement provisoire de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, comportant règlement en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre, **n° 233**. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, un projet de loi portant amélioration de la situation des personnels en activité et en retraite de l'Etat, relèvement des pensions de guerre des lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, **n° 321**. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, un projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1945 à l'exercice 1946, **n° 326**. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, un projet de loi relatif à l'impôt sur les traitements et salaires, **n° 342**. — Le 1<sup>er</sup> août 1946, un projet de loi portant modification du prix du permis de chasse et création d'un permis de chasse général unique, **n° 343**. — Le 6 août 1946, un projet de loi portant relèvement des pensions de guerre des lois des 31 mars et 24 juin 1919 et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, **n° 387**. — Le 8 août 1946, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1946, **n° 399**. — Le 22 août 1946, un projet de loi et une lettre rectificative au projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, **n° 508**. — Le 27 août 1946, un projet de loi portant modification de l'article 4 de l'ordonnance du 7 décembre 1944 relatif à la composition de la commission supérieure des caisses d'épargne, **n° 570**. — Le 27 août 1946, un projet de loi portant relèvement du taux applicable au paiement des manquants à la charge des planteurs de tabacs, **n° 571**. — Le 27 août 1946, un projet de loi portant relèvement de l'indemnité spéciale temporaire accordée aux fonctionnaires des établissements nationaux de bienfaisance retraités en application des décrets des 29 mars 1862 et 29 avril 1905, **n° 572**. — Le 27 août 1946, un projet de loi portant ratification de décrets portant ouverture et annulation de crédits, **n° 573**. — Le 3 septembre 1946, un projet de loi et deux lettres rectificatives au projet de loi portant ouvertures et annulation de

crédits sur l'exercice 1946, n° 637. — Le 19 septembre 1946, un projet de loi fixant la contribution de la France à la réparation des dommages de guerre en Tunisie, n° 928. — Le 30 septembre 1946, un projet de loi relatif à la liquidation des avoirs allemands situés en France, n° 1129.

### Interventions :

Est nommé Ministre des Finances (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 [11 juillet 1946] (*A.*, p. 2636) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 [11 juillet 1946] (p. 2638) ; ANCIENS COMBATTANTS (p. 2641) ; EDUCATION NATIONALE (p. 2646) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 2651) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 pour le relèvement de la rémunération des personnels de l'Etat et des pensions des victimes militaires et civiles de la guerre : *Discussion générale* [11 juillet 1946] (p. 2658). — Répond à une question : de M. Desjardins sur les rations de tabac [23 juillet 1946] (p. 2768) ; de M. Delachenal sur les cautionnements pour les transports du bétail dans les communes frontalières (*ibid.*) ; de M. Rosenblatt sur la taxation de la valeur des prêts immobiliers récupérés sur des Allemands ou des collaborateurs (p. 2769) ; de M. Besset sur le dégrèvement des petits viticulteurs victimes des intempéries (p. 2769) ; de M. Bernard sur les taux et âges de mise à la retraite des ouvriers et fonctionnaires de l'Etat (*ibid.*) ; de M. Bartolini sur l'acompte provisionnel des travailleurs de l'Etat et des fonctionnaires d'outre-mer (p. 2770) ; de M. Boulet sur le paiement des primes aux viticulteurs (*ibid.*). — Est entendu lors de la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Denais et Bruyneel sur la situation actuelle des petits rentiers et petits épargnants [26 juillet 1946] (p. 2820). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2826) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des person-

nels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2950) ; *Rapport de M. Duclos* (p. 2953) ; *Ses observations* (p. 2961) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Abelin* (p. 2963) ; Art. 3 : *Amendements de MM. Dupuy et Roubert* (p. 2964) ; Art. 5 : *Ses observations sur les taux de pensions des anciens combattants* (p. 2967, 2969) ; Art. 10 : *Crédits supplémentaires* (p. 2971 et suiv.) ; — de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à rétablir les parités d'indemnités existant entre le personnel des P. T. T. et les régies financières : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2976). — Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : Art. 5 : *Amendement de M. Courtois* [6 août 1946] (p. 2993) ; Art. 10 : *Amendement de M. E. Petit* (p. 2995) ; Art. 12 : *Amendement de M. Mignot* (p. 2998) ; — du projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de liquider les « surplus » acquis par l'Etat : *Demande la discussion immédiate* [9 août 1946] (p. 3112) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charlot* (p. 3145) ; — du projet de loi portant modification du prix du permis de chasse : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3112) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3118) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements tendant à adopter le coefficient 4* (p. 3123) ; *Relèvement des pensions de veuves* (p. 3125) ; *Des pensions des ascendants* (*ibid.*) ; — d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3170) ; — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [11 septembre 1946] (p. 3622) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* (p. 3623) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements* (p. 3624) ; *Amendement de M. Hutin-Desgrées* (p. 3625) ; Art. 3 *ter* (nouveau) : *Ses observations* (p. 3627) ; Art. 6 : *Amendement de M. Morice* (p. 3630) ; *Amendement de M. Devinat* (p. 3631) ; *Ses observations sur l'article* (*ibid.*) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 3633) ; Art. 11 : *Amendement de M. Morice* (p. 3634) ; Art. 12 : *Amendement de M. Valentino* (p. 3636) ; Art. 14 *bis* : *Amendement de M. Pagon* (p. 3637) ; Art. 15 : *Amendement de M. Valentino* (*ibid.*) ; Art. 16 : *Amendement de M. Mignot* (p. 3639) ; *Amendement de M. Denais*

(*ibid.*); Art. 16 *bis* : *Ses observations* (p. 3640); Art. 16 *ter* nouveau : *Amendement de M. Mignot* (p. 3641); *Ses observations sur l'article* (p. 3642); Art. 17 *bis* : *Disjonction de l'article* (p. 3643); Art. 20 : *Ses observations* (*ibid.*); — d'une proposition de résolution fixant le calcul de l'indemnité extraordinaire à attribuer aux retraités de l'Etat : *Discussion générale* [11 septembre 1946] (p. 3645). — Est entendu au cours de la discussion : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations de MM. Bruyneel, Schauflier et Roulon [11 septembre 1946] (p. 3646) [12 septembre 1946] (p. 3685 et suiv.); — d'une proposition de résolution concernant l'indemnité provisoire aux fonctionnaires : *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3866); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Ses observations avant la discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 3981 et suiv., 4009, 4018); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de M. Figères et de Mme Poinso-Chapuis* [25 septembre 1946] (p. 4032); Art. 4 *bis* nouveau : *Ses observations* (p. 4033 et suiv.); Art. 8 A : *Ses observations* (p. 4035); Art. 14 : *Ses observations* (p. 4036); Art. 34 *ter* nouveau : *Application de la loi* (p. 4037 et suiv.); Art. 37 *bis* nouveau : *Amendement de M. Rigal* (p. 4039); Art. 54 : *Ses observations* (p. 4043); Art. 117 : *Ses observations* (p. 4051); Art. 118 : *Amendement de M. Palewski* (*ibid.*); Art. 124 *ter* nouveau : *Ses observations* (p. 4054); Art. 126 : *Amendement de M. Bartolini* (p. 4055); Art. 137 : *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 4057); Art. 142 : *Amendement de M. Vedrines* (p. 4060); Art. 156 : *Ses observations* (p. 4068); Art. 157 : *Chèques postaux* (p. 4069); Art. 159 *bis* : *Amendement de M. Petsche* (p. 4070); *Amendement de M. Allonneau* (p. 4071); Art. 123 *bis* : *Ses observations* (p. 4073); Art. 163 : *Cotisations des industriels et commerçants aux organismes d'achat* [26 septembre 1946] (p. 4084); Art. 166 : *Amendement de M. Dalloni* (p. 4087); Art. 167 : *Ses observations* (p. 4087); Art. 168 : *Amendement de M. Badie* (p. 4090); *Ses observations sur la procédure* (p. 4094); Art. 168 *ter* : *Grands invalides* (*ibid.*); *Amendement de M. Figères* (p. 4101); *Amendement de M. Aubry* (p. 4102); *Amendement de Mme Lefebvre* (p. 4103); Art. 169 nouveau : *Amendement de M. Nisse* (p. 4104); *Amendement de M. Cayeux* (p. 4105); *Amendement de M. Leenhardt* (p. 4106); Art. 4 *bis, ter et quater* nouveaux : *Ses observations* (p. 4107).

### SÉGELLE (M. Pierre), Député du département du Loiret.

Son élection est validée [13 juin 1946], (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à définir la qualité de réfractaire et de maquisard en vue d'accorder à ceux qui pourront se prévaloir légalement de ce titre un certain nombre d'avantages déjà consentis à d'autres victimes de la guerre et de la répression, n° 188. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves de guerre le bénéfice des prêts de démarrage prévus par l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, n° 190. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour définir le titre de combattant de la résistance, n° 192. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger au 1<sup>er</sup> décembre 1946, le délai de versement aux évadés, de l'indemnité dite de service extraordinaire, n° 193. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux mères qui élèvent seules leurs enfants des avantages particuliers au titre de l'allocation de salaire unique et des allocations familiales, n° 195. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves de guerre non remariées et sans enfant, le bénéfice des abattements prévus pour les ménages sans enfants par l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, n° 198. — Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 25 0/0 le taux des pensions des victimes de la guerre, à étendre le bénéfice du taux spécial de pension prévu pour les veuves âgées et infirmes et à en déterminer le montant sur de nouvelles bases, et à accorder aux compagnes des combattants ainsi qu'aux veuves des étrangers morts pour la France le bénéfice des pensions prévu par la loi du 31 mars 1919, n° 372. — Le 20 août 1946, une proposition de loi tendant à

modifier la loi du 25 février 1946 relative à la rémunération des heures supplémentaires de travail en accordant le paiement des majorations prévues par cette loi, aux heures de dérogations permanentes, n° 484. — Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre les « Rémunérations d'entreprises », n° 514. — Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférant, n° 515. — Le 22 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'ordonnance du 11 mai 1945 concernant les rapatriés, aux évadés ayant rejoint leur domicile postérieurement au 6 juin 1944, n° 516. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail, n° 616. — Le 5 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de MM. Mutter et July tendant à octroyer le bénéfice des prestations d'assurances sociales à certaines catégories de rapatriés, n° 680. — Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Poirot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier les barèmes en vigueur pour l'appréciation des invalidités donnant droit à pension, quelle qu'en soit l'origine, n° 726. — Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur le projet de loi tendant à annuler l'acte dit loi n° 735 du 31 juillet 1943 fixant les droits à pension de certains ouvriers de l'ancien service géographique national, n° 728. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à l'institution d'un salaire minimum progressif, n° 822. — Le 18 septembre 1946, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Poirot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier les barèmes en vigueur pour l'appréciation des invalidités donnant droit à pension, quelle qu'en soit l'origine, n° 883. — Le 19 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'organisation des services

médicaux du travail, n° 895 (1). — Le 20 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi portant réorganisation des Contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, n° 939. — Le 25 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualité d'anciens combattants aux cheminots effectivement en service dans les gares bombardées, n° 1054. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à étendre les « rémunérations d'entreprises », n° 1063. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur: I. le projet de loi relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre. — II la proposition de loi de M. Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à mettre à la charge de la nation les frais d'exhumation, de transfert et d'inhumation définitive des militaires décédés au cours de la guerre, des combattants des forces françaises de l'intérieur, des victimes civiles de la guerre, des déportés et internés. — III. les propositions de résolution: 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser la restitution et le transfert, aux frais de l'Etat, des corps des victimes de la guerre et de l'occupation; 2° de M. Baumel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires pour hâter le transfert des corps des victimes militaires et civiles de la guerre 1939-1945; 3° de Mme Texier-La Houlle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par la nation les frais d'exhumation, de transfert et d'inhumation définitive dans les lieux choisis par les familles de toutes les victimes de la guerre et de l'occupation; 4° de M. Penoy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par la nation les frais d'exhumation, de transfert et d'inhumation définitive des personnes évacuées par ordre et décédées victimes de la guerre en cours d'éva-

(1) Retiré par l'auteur.

cuation ou dans les localités de repli, n° 1074. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale et fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale. — II. les propositions de loi : 1° de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à établir l'élection des administrateurs des caisses de sécurité sociale ; 2° de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la Sécurité sociale et fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale, n° 1102. — Le 3 octobre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale et fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale. — II. les propositions de loi : 1° de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à établir l'élection des administrateurs des caisses de sécurité sociale ; 2° de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la Sécurité sociale et fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale, n° 1195. — Le 5 octobre 1946, une proposition de loi tendant à réparer les préjudices subis par les réfractaires et maquisards et à leur accorder de légitimes compensations morales ou, à défaut, matérielles, n° 1217.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 5 : *Ses observations sur les taux des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre* [2 août 1946] (A., p. 2966) ; — du projet de loi fixant le régime des prestations familialee ; Art. 9 : *Son amendement concernant les femmes seules ayant des enfants à charge* [6 août 1946] (p. 2994) ; — de l'interpel-

lation de M. Morice sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement compte mettre en application la loi de sécurité sociale [8 août 1946] (p. 3072) ; *Ses explications de vote* (p. 3094) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3117). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4628) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Grimaud concernant le contentieux des accidents du travail et des maladies professionnelles* (p. 4629 et 4630) ; Art. 12 : *Amendement de M. Mignot tendant à confier le secrétariat de la commission de première instance au greffier du tribunal civil* (p. 4631) ; Art. 31 : *Ses observations sur la gratuité de la procédure* (p. 4633).

#### SEIGNON (M. Henri), Député du territoire du Gabon-Moyen Congo.

Son élection est validée [20 août 1946] (A., p. 3184). — Est proclamé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 septembre 1946] (p. 3754).

#### SENGHOR (M. Léopold), Député du territoire de Sénégal-Mauritanie.

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

#### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *alinéa 12* : *Amendement de M. Montillot sur la liberté de l'enseignement* [29 août 1946] (A., p. 3419) ; DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* : *Ses observations* [18 septembre 1946] (p. 3790) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Art. 71 F bis : *Ses observations* [28 septembre 1946] (p. 4213).

**SEMAISONS (M. Olivier de), Député du département de la Loire-Inférieure.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [18 juillet 1946] (p. 2674).

**Dépôts :**

Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Desjardins, July et Bergasse tendant à supprimer la taxation des produits agricoles, à supprimer les subventions de l'Etat permettant de livrer à la consommation ces produits à un prix inférieur à celui payé aux producteurs et d'utiliser le montant desdites subventions au versement d'une allocation d'attente aux vieillards privés de ressources, n° 767. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux prisonniers et déportés des dégrèvements d'impôt pour la période de leur captivité ou de leur déportation, n° 917.

**Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Son amendement au 7<sup>e</sup> alinéa* [28 août 1946] (A. p. 3370); *le retire* (p. 3371); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 128; *Amendement de M. David* [26 septembre 1946] (p. 4134); Chap. 150 : *Son amendement* (p. 4136); *le retire* (p. 4137); AGRICULTURE, Chap. S : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4516); *le retire* (ibid.); — d'un projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4311 et suiv.); *Addition à l'article 1<sup>er</sup>* (p. 4326). — S'excuse de son absence [5 juillet 1946] (p. 2609).

**SIEFRIEDT (M. Louis), Député du département de la Seine-Inférieure (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Com-

mission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [20 août 1946] (p. 3184).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : Art. 2 : *Son amendement sur les veuves d'allocataires* [6 août 1946] (A., p. 2991); *Son second amendement sur l'assistance à la famille* (ibid.); *les retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement concernant les travailleurs indépendants* (p. 2998); *le retire* (ibid.); Art. 24 : *Son amendement concernant les travailleurs indépendants* (p. 2999); *le retire* (ibid.). — S'excuse de son absence [5 juillet 1946] (p. 2609). — Obtient un congé (ibid.).

**SIGRIST (M. Joseph), Député du département du Bas-Rhin.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à l'application aux planteurs de tabac des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 6 janvier 1929, n° 608.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'interpellations de MM. Meck et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés [25 juillet 1946] (A., p. 2794). — S'excuse de son absence [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4302). — Obtient un congé (ibid.).

**SIMONNET (M. Maurice), Député du département de la Drôme.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission chargée d'enquêter sur la validité de l'élection de M. Pantaloni (département de Constantine et territoire de Touggourt, collège des électeurs français, citoyens musulmans et non musulmans), n° 990.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du rapport de M. Barangé sur les opérations électorales du département de la Réunion (1<sup>re</sup> circonscription) [27 août 1946] (A., p. 3322 et suiv.). — S'excuse de son absence [12 juin 1946] (p. 2491). — Obtient un congé (*ibid.*).

**SION (M. Paul), Député du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2534). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant au rajustement des rentes accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 60.000 francs et à l'extension du rajustement aux mutilés atteints d'une incapacité égale ou supérieure à 10 0/0, n° 94. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet d'augmenter de 25 0/0 les prestations servies par la Caisse autonome des ouvriers mineurs, n° 297. — Le 9 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de résolution de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet d'augmenter de 25 0/0 les prestations servies par la Caisse autonome des ouvriers mineurs, n° 454. — Le 22 août 1946, une proposition

de loi portant amélioration du régime spécial de retraites des ouvriers mineurs, n° 505. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à accorder une avance immédiate des prestations servies par la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, n° 607. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices), sur : 1° le projet de loi tendant à accorder aux retraités de la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs une avance sur pension ; 2° la proposition de loi tendant à accorder une avance immédiate des prestations servies par la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs (adoptée par l'Assemblée du 29 août 1946 et pour laquelle le Gouvernement a demandé une seconde lecture) ; 3° la proposition de loi de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs à verser immédiatement une avance de 30 0/0 aux retraités mineurs à dater du 1<sup>er</sup> juin 1946, n° 1060. ==

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département d'Alger (Collège des électeurs français musulmans et non-musulmans) [12 juin 1946] (A., p. 2498). — Participe à la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder une avance immédiate des prestations servies par la Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs, en qualité de *Rapporteur* : donne lecture de son rapport [29 août 1946] (p. 3430). — Demande à interpellier sur le refus par le Gouvernement et notamment par les Ministres des Finances et du Travail, de promulguer la loi qui a décidé l'augmentation des retraites des mineurs, votée unanimement par l'Assemblée Nationale Constituante dans sa deuxième séance du 29 août 1946 [12 septembre 1946] (p. 3713).

**SISSOKO (M. Fily Dabo), Député du territoire du Soudan-Niger (Collège des non-citoyens).**

Son élection est validée [18 juillet 1946] (A., p. 2675). — Est nommé membre de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à aligner, sur un pied d'égalité, les pensions et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer, avec celles de la métropole, n° 712. — Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Ferracci et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux indigènes coloniaux anciens combattants, l'égalité des droits à pensions prévus par la loi du 31 mars 1919 en faveur des militaires métropolitains victimes de la guerre et lorsqu'il y a polygamie, à réserver à l'épouse la plus ancienne le droit à pension de réversion, n° 729.

**Interventions :**

Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *alinéa 15* ; *Amen- dement de M. Montillot* [29 août 1946] (A., p. 3419) ; DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (p. 3819). — S'excuse de son absence [4 juillet 1946] (p. 2585). — Obtient un congé (*ibid.*).

**SOLINHAC (M. Jean), Député du département de l'Aveyron.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*).

**Interventions :**

Son opposition au vote sans débat d'une proposition de loi concernant les herboristes [23 septembre 1946] (A., p. 3972).

**SOLOMON-LANGEVIN (Mme Hélène), député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Est nommée membre de la Com-

mission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2534).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 10<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire de la Côte française des Somalis [11 juillet 1946] (A., p. 2667). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Chap. 272 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4452) ; *le retire* (*ibid.*).

**SOURBET (M. Jean), député du département de la Gironde.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 4<sup>e</sup> Bureau : sur les opérations électorales du territoire de Guinée Collège des citoyens [18 juillet 1946] (A., p. 2719) ; Collège des non-citoyens (*ibid.*) ; — sur les opérations électorales du territoire des Établissements français de l'Inde (*ibid.*) ; — sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> circonscriptions) [8 août 1946] (p. 3098). — Participe à la discussion : du projet de loi portant modification du prix du permis de chasse : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3112) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DES COLLECTIVITÉS LOCALES, Art. 75 : *Son amendement* [5 septembre 1946] (p. 3559) ; Art. 77 : *Ses observations sur les préfets* [13 septembre 1946] (p. 3730 et suiv.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4127) ; Chap. 42 : *Amen- dement de M. Dupuy* (p. 4130) ; Chap. L.B. : *Soutient l'amendement de M. Lecacheux* (p. 4138) ; *le retire* (p. 4139).

**SPORTISSE (Mme Alice), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra** (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans*).

Son élection est validée [14 juin 1946] (**A.**, p. 2537). — Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*) ; de la commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 15 du Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante, en vue de créer une Commission de l'Algérie, n° 87. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer en Algérie le caïdat, les communes mixtes et le régime spécial des territoires du sud, n° 429. — Le 30 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition

de loi de M. d'Astier de la Vigerie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi n° 46-815 du 26 avril 1946 rendant applicables pour 1946, aux Assemblées prévues par la Constitution, les inéligibilités relatives aux élections de 1945, n° 1122.

#### Interventions :

Est entendue dans la discussion : des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de Constantine, (validation de M. Pantaloni) [8 août 1946] (**A.**, p. 3041) ; — de l'interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3271) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : **DE L'UNION FRANÇAISE**, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3852) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 23 : *Son amendement au deuxième alinéa : Femmes musulmanes veuves de guerre* [4 octobre 1946] (p. 4552) ; *le retire* (*ibid.*) ; — d'une proposition de loi de M. d'Astier de la Vigerie étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945 : en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [4 octobre 1946] (p. 4572).



T



**TAILLADE (M. Clément), Député du département du Tarn.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (**A.**, p. 2538). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 28 août 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la coopération commerciale et à organiser son statut, n° 601.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Eure [12 juin 1946] (**A.**, p. 2506). — Participe à la discussion : de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : Art. 5 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4389) ; *le retire* (ibid.) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 octobre 1946] (p. 4561). — S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).

**TCHICAYA (M. Félix), Député du territoire du Gabon-Moyen Congo (Collège des non-citoyens).**

Son élection est validée [5 juillet 1946] (**A.**, p. 2610). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : **DE L'UNION FRANÇAISE : Discussion générale** [19 septembre 1946] (**A.**, p. 3845) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Dispositions relatives aux territoires d'outre-mer* ; Art. 38 : *Son amendement, collèges électoraux* [4 octobre 1946] (p. 4554) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4562) ; — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer [5 octobre 1946] (p. 4713, 4715).

**TEITGEN (M. Henri), Député du département de la Gironde, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Interventions :**

Est proclamé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* [14 juin 1946] (A., p. 2538). — En cette qualité : préside la séance du 26 juillet 1946 (p. 2818); la 1<sup>re</sup> séance du 8 août 1946 (p. 3039) et la 1<sup>re</sup> partie de la seconde séance de cette même date (p. 3061); la séance du 11 septembre 1946 (p. 3622); la 2<sup>e</sup> séance du 26 septembre 1946 (p. 4097); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 27 septembre 1946 (p. 4158); la 3<sup>e</sup> séance du 2 octobre 1946 (p. 4410). — Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; *Discussion générale* [22 août 1946] (p. 3236 et suiv.); *Intervention de M. Cot* (p. 3248); Alinéa 12 : *Amendement de M. Montillot* [29 août 1946] (p. 3424); *Ses explications de vote sur l'alinéa* (p. 3429).

**TEITGEN (M. Pierre-Henri), Député du département de l'Ille-et-Vilaine, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531).

**Dépôts :**

**En qualité de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :**

Le 23 juillet 1946, un projet de loi relatif à la déclaration des biens meubles détenus à l'insu de leurs propriétaires, n° 213. — Le 23 juillet 1946, un projet de loi réprimant la remise clandestine aux détenus de fonds, correspondances, documents ou objets, n° 215. — Le 30 juillet 1946, un projet de loi portant abrogation des lois des 29 juillet 1941 et 31 octobre 1941 permettant l'inscription temporaire de certains avocats dans un second barreau, n° 294. — Le 30 juillet 1946, un projet de loi portant rétablissement dans sa rédaction primitive de l'article 4 de la loi validée du 4 septembre 1943 relative à la stabilisation des baux à ferme, n° 295. — Le 20 août 1946, un projet de loi constatant la nullité de l'acte dit « loi du 4 novembre 1942 », conférant les pouvoirs d'officier d'état civil et les attributions notariales aux chefs des offices consulaires français en Allemagne et validant certains actes reçus par lesdits offices, n° 472. —

Le 20 août 1946, un projet de loi relatif à certaines décisions des tribunaux mixtes d'Égypte, n° 473. — Le 20 août 1946, un projet de loi relatif à la codification de certains textes législatifs, n° 474. — Le 20 août 1946, un projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, n° 475. — Le 27 août 1946, un projet de loi relatif aux mariages contractés à l'étranger entre un Français et une femme étrangère, n° 555. — Le 27 août 1946, un projet de loi modifiant les articles 9, 16 et 50 du Code d'instruction criminelle relatifs aux officiers de police judiciaire, n° 556. — Le 27 août 1946, un projet de loi portant modification de la loi n° 46-446 du 18 mars 1946 tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes de divorce, n° 565. — Le 27 août 1946, un projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix, n° 567. — Le 27 août 1946, un projet de loi modifiant le dernier alinéa de l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 569. — Le 3 septembre 1946, un projet de loi relatif à la prorogation de certains délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la cour de cassation et le tribunal des conflits, n° 644. — Le 12 septembre 1946, un projet de loi relatif au droit matrimonial dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 757. — Le 12 septembre 1946, un projet de loi tendant à compléter les énonciations des actes de mariage dressés pendant l'occupation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 758. — Le 12 septembre 1946, un projet de loi relatif à l'exercice des fonctions d'huissier dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, n° 759. — Le 12 septembre 1946, un projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la Nation, n° 782. — Le 17 septembre 1946, un projet de loi relatif à la validation des actes de l'état civil établis par des personnes ayant exercé sans mandat légal les fonctions d'officier de l'état civil, n° 825. — Le 18 septembre 1946, un projet de loi sur le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, n° 856.

**Interventions :**

Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (J. O. du 24 juin 1946, p. 5646).

**En cette qualité :**

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Aubry sur l'épuration dans la magistrature [23 juillet 1946] (p. 2758) ; [26 juillet 1946] (A., p. 2819). — Répond aux questions posées par : M. Desjardins sur la situation paradoxale de certains tribunaux, tel celui de Vervins (p. 2771) ; M. Grenier : sur la mise en vente des appartements (p. 2772) ; sur le commissaire Brunet ex-directeur de Clairvaux (*ibid.*) ; M. Péron : sur les stocks de lait en poudre des maisons de détention de Dordogne et Lot-et-Garonne (*ibid.*) ; sur la situation de la prison de Mauzac (p. 2773) ; M. d'Astier de la Vigerie sur : la situation d'un inculpé poursuivi par la cour de justice de Grasse (*ibid.*) ; les mesures de grâce amnistiante prises à l'occasion du 14 juillet (p. 2774). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Aubry sur l'épuration dans la magistrature : *Sa réponse à l'interpellateur* [6 août 1946] (p. 3007 et suiv. ; 3024 et suiv.) ; — de la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron portant réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice : *Ses observations* [8 août 1946] (p. 3078, 3081) ; — d'une proposition de loi relative aux majorations de loyers et aux droits à la prorogation : *Discussion générale : Ses observations* [3 septembre 1946] (p. 3448 et suiv.) ; — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : **JUSTICE** : Chap. 48 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4453) ; Chap. 47 : *Achat de matériel automobile* (p. 4454) ; **INFORMATION** : *Discussion générale* (p. 4460). — Sa communication au nom du Gouvernement sur le Sous-Secrétariat d'Etat à l'Information [3 octobre 1946] (p. 4506). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des Députés : citoyens français de la zone française du Maroc et de Tunisie ; Art. 46 : *Amendement de M. Colonna* [4 octobre 1946] (p. 4558).

**TERPEND-ORDASSIÈRE (M. Jean), Député du département de l'Isère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'Agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**TERRENOIRE (M. Louis), Député du département de l'Orne.**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux déficients de la motilité les mêmes avantages que ceux dont bénéficient les invalides de guerre et les mutilés du travail pour leurs déplacements, n° 261.

**TEXIER-LAHOULLE (Mme Marie), Député du département du Morbihan.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommée membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant au relèvement du taux des pensions, allocations, majorations, de la loi du 31 mars 1919 en ce qui concerne les veuves de guerre, n° 157. — Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux veuves de guerre le bénéfice des prêts de démarrage prévus par l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, n° 507. — Le 29 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par la Nation les frais d'exhumation, de transfert et d'inhumation définitive dans les lieux choisis par les familles de toutes les victimes de la guerre et de l'occupation, n° 620. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la

proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder des facilités de voyage aux familles des morts pour la France, n° 910. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux anciens combattants des Forces françaises libres et aux anciens maquisards de bénéficier des prêts attribués aux anciens prisonniers de guerre et déportés, n° 1064. — Le 27 septembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de l'acte dit loi du 9 septembre 1941 supprimant le droit à pension aux veuves de guerre remariées, n° 1101. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'emploi de veuves de guerre dans les administrations publiques, n° 1197. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir un juste et nécessaire équilibre entre les traitements d'activité, revalorisés, et les pensions, par la péréquation des retraites, l'admission des retraités au bénéfice de l'indemnité de résidence et la reconnaissance du droit de toutes les veuves au bénéfice de la pension de réversion, n° 1198.

#### Interventions :

Est entendue dans la discussion du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3115).

#### THAMIER (M. Henri), Député du département du Lot.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des étrangers, n° 239. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer le prêt au mariage, n° 277. — Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues relative au prêt au mariage ; 2° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le prêt au mariage ; 3° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le prêt au mariage, n° 510.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Drôme [12 juin 1946] (A., p. 2505) ; — Pose à M. le Ministre de la Population une question sur la situation des mouvements laïques qui ne perçoivent pas les avances nécessaires aux colonies de vacances [23 juillet 1946] (p. 2775). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires ; Art. 9 : *Ses explications de vote* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4329).

#### THIBAUT (M. Edouard), Député du département du Gard.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie, de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la France d'outre-mer (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de

M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la publication au *Journal officiel* et la mise à la disposition du public des projets, propositions et rapports déposés sur le bureau de l'Assemblée Nationale Constituante, n° 806. — Le 24 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire allouer aux Associations familiales, pour qu'elles en assurent elles-mêmes la répartition entre leurs membres, des galoches, ou chaussures, des articles confectionnés pour enfants et surtout des articles textiles vendus au mètre, n° 1018.

**THIRIET (M. Jules), Député du département de la Moselle.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3167) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 5 : *Son amendement concernant les dommages subis par les spoliés* [4 octobre 1946] (p. 4601) ; Art. 6 : *Son amendement concernant les dommages causés aux populations expulsées d'office ou par ordre de l'autorité militaire* (p. 4602) ; *Article additionnel de M. Kriegel-Valrimont relatif aux personnes condamnées pour faits de collaboration* (p. 4607) ; Art. 25 : *Son amendement concernant la reconstruction des bâtiments agricoles* (p. 4615) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 17 (réservé) : *Ses observations concernant la reconstruction des bâtiments agricoles* (p. 4647).

**THOMAS (M. Eugène), Député du département du Nord (5<sup>e</sup> circonscription),**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 7 mai 1946 portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, n° 552.

**THOREZ (M. Maurice), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription),  
Ministre, Vice-Président du Conseil.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532).

**Dépôt :**

**En qualité de Vice-Président du Conseil :**

Le 27 août 1946, un projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires, n° 559.

**Interventions :**

Est nommé Vice Président du Conseil [Ministre sans portefeuille] (*J. O.* du 24 juin 1946 p. 5646).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 6 : *Amendement de M. René Mayer tendant à reconnaître les associations de fonctionnaires* [5 octobre 1946] (p. 4677) ; Art. 19 : *Amendement de M. Herriot concernant l'élection des représentants des fonctionnaires au conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4680) ; Art. 31 : *Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la prime de rendement* (p. 4682) ; Art. 32 : *Amendements de MM. Peeters et Barangé relatifs à la fixation du minimum vital* (p. 4684) ; *Ses observations sur les incidences du relèvement du minimum vital des fonctionnaires* (p. 4685) ; *Ses observations sur le minimum vital* (ibid.) ; Art. 43 : *Amendements de MM. Herriot et Pineau relatifs aux notes et appréciations générales* (p. 4693 et suiv.) ; Art. 45 : *Amendements de MM. Peeters et Herriot concernant l'avancement de grade à l'examen ou au concours* (p. 4696) ; Art. 48 : *Amendement de M. Herriot concernant les conditions d'avancement de grade*

(p. 4697); *Amendement de M. Louvel tendant à tenir compte des charges de famille pour l'avancement* (p. 4698); Art. 65 : *Amendement de M. Herriot sur la limitation des droits de l'autorité disciplinaire* (p. 4701); Art. 71 : *Amendement de M. Herriot concernant l'appel au conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4701); Art. 139 : *Amendement de M. Picaud sur l'organisation des institutions sociales* (p. 4706 et 4707); *Article additionnel 145 bis de M. Dumas tendant à l'application du statut aux agents de la ville de Paris* (p. 4708) : *Ses observations sur l'ensemble* (p. 4708 et 4709).

**THULLIER (M. René-Alfred), Député du département de l'Aisne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555).

**TILLON (M. Charles), Député du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription), Ministre de l'Armement.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532).

**Dépôt :**

**En qualité de Ministre de l'Armement :**

Le 17 septembre 1946, un projet de loi tendant à obliger les ingénieurs élèves de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique d'une part et les ingénieurs des travaux de l'air de 3<sup>e</sup> classe d'autre part à souscrire l'engagement de demeurer au service de l'Etat pendant une durée de huit ans, n° 824.

**Interventions :**

Est nommé *Ministre de l'Armement* (J. O. du 24 juin 1946, p. 3646).

**En cette qualité :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur

l'exercice 1946 : ARMEMENT : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4424 et suiv.) ; Chap. A : *Ses observations* (p. 4432).

**TINGUY DU POUET (M. Lionel de), Député du département de la Vendée.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la publication au *Journal officiel* et la mise à la disposition du public des projets, propositions et rapports déposés sur le bureau de l'Assemblée Nationale Constituante, n° 180. — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi relative au rétablissement de la légalité républicaine, n° 657. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de la Constitution sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, n° 1136.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3114); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3303 et suiv.); PRÉAMBULE : *Son amendement au premier alinéa* (p. 3363); DU CONSEIL DES MINISTRES : Art. 35 : *Amendement de M. Coty*; *Ses explications de vote* [5 septembre 1946] (p. 3557); DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72 : *Amendement de M. Bastid*; *Ses explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3593); Art. 29 I : *Ses observations contre l'amendement de M. Cot* [12 septembre 1946] (p. 3701); — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : Art. 2 : *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4165, 4170); *Le retire* (p. 4173); — du rapport sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* de la Commission de la Constitution : *Donne lecture de son rapport* [2 octobre 1946] (p. 4391).

**TONY RÉVILLON, voy. RÉVILLON (M. Tony).**

**TOUJAS (M. Jean), Député du département des Hautes-Pyrénées.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

**Dépôts :**

Le 9 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux majorations des loyers et aux droits à la prorogation, n° 453. — Le 23 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier, en faveur des réfractaires et des maquisards, les dispositions de l'article 9 du décret du 26 septembre 1939 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en temps de guerre, n° 534. — Le 4 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux majorations des loyers et aux droits à la prorogation, n° 674.

**Interventions :**

Est entendu : lors de la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Aubry sur l'épuration dans la magistrature [23 juillet 1946] (A., p. 2758) ; — sur le procès-verbal de la précédente séance [27 août 1946] (p. 3311). — Participe à la discussion d'une proposition de loi relative aux majorations de loyers et aux droits à la prorogation, en qualité de *Rapporteur* de la Commission de la justice et de législation générale : *Donne lecture de son rapport* [4 septembre 1946] (p. 3445) ; — d'une propo-

sition de loi de M. Mercier (Oise) relative aux majorations des loyers et aux droits à la prorogation, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [10 septembre 1946] (p. 3580) ; — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice ; Art. 2 : *Son amendement* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4351).

**TOURTAUD (M. Auguste), Député du département de la Creuse.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi relatif à laide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (A., p. 3583) ; Art. 2 : *Son amendement* [11 septembre 1946] (p. 3625) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; EDUCATION NATIONALE : Chap. 43 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4448) ; *le retire* (p. 4449).

**TRUFFAUT (M. Pierre), Député du département de la Charente-Maritime.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur : I. le projet de loi relatif à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; II les propositions de loi : 1° de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les collectivités à

résilier ou réviser les contrats de concession qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée ; 2° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues relatif à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; III. la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser et à résilier certains contrats passés avec les collectivités communales et départementales et relatifs à l'exploitation en régie par les communes et syndicats de communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 1143.

### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 105 *bis* nouveau : *Son amendement* [25 septembre 1946] (A., p. 4046) ; Art. 105 *ter* nouveau : *Son amendement tendant à la suppression de l'article* (ibid.) ; — du projet de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles : *Sa demande d'ajournement du débat* [4 octobre 1946] (p. 4634) ; *la retire* (ibid.) ; *Discussion générale* (p. 4635).



## V

**VAILLANT-COUTURIER (Mme Marie-Claude), Député du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommée membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive, n° 241.

**VALAY (M. Gabriel), Député du département des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [18 juillet 1946] (p. 2674).

**Dépôt :**

Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2714 du 2 novembre 1945 portant rajustement des

rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail agricoles ou à leurs ayants droit, n° 630.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; AGRICULTURE : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (A., p. 4124 et suiv.).

**VALENTINO (M. Paul), Député du département de la Guadeloupe (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [9 août 1946] (A., p. 3127). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 septembre 1946] (p. 3754).

**Dépôts :**

Le 27 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 1103. — Le 28 septembre 1946, une proposition de loi tendant à l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1944 instituant des commissions paritaires pour statuer sur les contestations en matière de baux ruraux, modifiée par la loi du 13 avril 1946, n° 1120.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; PRÉAMBULE : *Son amendement au second alinéa* [28 août 1946] (A., p. 3365) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement au troisième alinéa* (p. 3368) ; *le retire* (p. 3369) ; DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : Art. 75 *bis* nouveau : *Ses observations* [10 septembre 1946] (p. 3595) ; Art. 76 : *Son amendement* (p. 3599) ; Art. 37 : *Son amendement* (p. 3710) ; DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art 71 E : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3899), [21 septembre 1946] (p. 3925) ; *le retire* (ibid.) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française ; DISPOSITIONS TRANSITOIRES : Art. 93 *ter* : *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4221) ; — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; Art. 6 : *Son amendement au premier alinéa* [11 septembre 1946] (p. 3628) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 3636) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter l'article* (p. 3637) ; *le retire* (p. 3638) ; — d'une proposition de résolution fixant le calcul de l'indemnité extraordinaire à attribuer aux retraités de l'Etat : *Discussion générale* [11 septembre 1946] (p. 3645) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 158 : *Son amendement sur les emprunts communaux* [25 septembre 1946] (p. 4069) ; — d'une proposition de loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Ses amendements* [27 septembre 1946] (p. 4166) ; *les retire* (ibid.). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi portant modification à la réglementation forestière à la Guadeloupe [28 septembre 1946] (p. 4251). — S'excuse de son absence [6 août 1946] (p. 2984).

**VARENNE (M. Alexandre), Député du département du Puy-de-Dôme, Ministre d'Etat.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531).

**Interventions :**

Est nommé Ministre d'Etat (*J. O.* du 24 juin 1946, p. 5646).

**En cette qualité :**

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art. 71 G. : *Amendement de M. Airoldi soutenu par M. Cot* [20 septembre 1946] (A., p. 3903).

**VAUTHIER (M. Marcel), Député du territoire de la Réunion.**

Son élection est validée [27 août 1946] (A., p. 3330). = Est nommé membre : de la Commission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission de la justice et de la législation générale [23 juillet 1946] (p. 2750). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice [9 août 1946] (p. 3127).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du Gabon-Moyen Congo (Collège des citoyens) [9 août 1946] (A., p. 3175). — Est entendu au cours de la discussion du rapport de M. Barangé sur les opérations électorales du département de la Réunion (1<sup>re</sup> circonscription) [27 août 1946] (p. 3320).

**VÉDRINES (M. Henri), Député du département de l'Allier.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la radio, de la presse et du cinéma [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôts :**

Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à la rupture des contrats affermant le domaine thermal de l'Etat à des sociétés privées d'exploitation et à la nationalisation de toutes les ressources thermales appartenant à des sociétés privées, n<sup>o</sup> 444. — Le 10 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma sur la proposition de loi de M. Eugène Petit (dit Claudius) et

plusieurs de ses collègues portant dérogation à l'acte dit loi du 23 décembre 1941 relative à la publication des annonces légales et judiciaires, n° 717. — Le 25 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails rapides sur les lignes de chemin de fer : de Montluçon à Clermont-Ferrand, par Nérès-les-Bains, Marcillat et Goutières, de Moulins à Gannat par la Ferté-Hauterive et Saint-Pourçain-sur-Sioule, de Moulins à Montluçon, n° 1053. — Le 27 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer la loi qui accorde aux préfets la possibilité de déléguer aux maires leurs pouvoirs de réquisition votée par l'Assemblée Nationale Constituante au cours de sa 2<sup>e</sup> séance du 26 avril 1946, n° 1089.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Hautes-Alpes [12 juin 1946] (A., p. 2498). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 141 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4060) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 142 : *Son amendement* (ibid.) ; *Le retire* (p. 4061) ; Art. 160 : *Amendement de M. Dusseaulx* [26 septembre 1946] (p. 4082).

#### VÉE (M. Gérard), Député du département de l'Yonne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'agriculture (ibid.).

#### Dépôts :

Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers et déportés leur maintien dans les administrations et services publics jusqu'au licenciement total des agents de leur catégorie nommés postérieurement au 10 juillet 1940, n° 187. — Le 22 août 1946, une proposi-

tion de loi tendant à relever le taux des rentes viagères constituées avant le 20 juin 1940, n° 518. — Le 27 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier le régime agricole des assurances sociales, n° 1100.

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion de la proposition de résolution de M. Rochet tendant à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et déterminer les attributions de l'office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (A., p. 2736).

#### VENDROUX (M. Jacques), Député du département du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à exiger un minimum de conditions d'habitabilité pour les constructions à usage d'habitation, n° 6. — Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre, n° 100. — Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la remise en état et le développement des ports de Boulogne et Calais, n° 363.

#### Interventions :

En qualité de *Président de la commission de reconstruction et des dommages de guerre*, prend part au débat sur la fixation de la date d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre [23 juillet 1946] (A., p. 2758) ; intervient dans la discussion de cette interpellation [9 avril 1946] (p. 3132 et suiv.) ; est entendu sur l'ordre du jour (p. 3172). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur la liquidation des

« surplus » acquis par l'Etat ; Art. 5 : *Ses observations* [9 août 1946] (p. 3147) ; — au cours de l'adoption des propositions de la conférence des présidents : *Organisation des débats* [24 septembre 1946] (p. 3995). — Participe à la discussion du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre, en qualité de *Président de la Commission* : Art. 2 : *Amendement de M. Nisse* [4 octobre 1946] (p. 4598) ; Art. 8 : *Amendement de M. Nisse concernant les dommages causés aux fonds de commerce* (p. 4604) ; Art. 9 : *Amendement de M. René Coty concernant les ascendants d'étrangers ayant servi au cours d'hostilités* (ibid.) ; Art. 10 : *Amendements de MM. Allonneau et Poirot concernant les associés ou gérants de personnes morales* (p. 4604) ; *Article additionnel de M. Kriegel-Valrimont relatif aux personnes condamnées pour faits de collaboration* (p. 4607) ; Art. 13 : *Amendement présenté par M. René Coty tendant à tenir compte du travail du sinistré et de sa famille* (p. 4608) ; Art. 17 : *Amendement de M. Poirot concernant l'indemnité d'éviction des vieillards, veuves de guerre et mutilés* (p. 4611) ; Art. 19 : *Amendement de M. Midol concernant le remboursement forfaitaire du mobilier* (p. 4613) ; Art. 24 : *Ses observations sur les contradictions des articles 20 et 25* (p. 4614) ; Art. 26 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à reprendre cet article* (p. 4616 et 4617) ; *Ses observations concernant le logement des sinistrés* (p. 4617) ; Art. 35 : *Amendement de M. Louis Marin concernant le délai de dépôt des dossiers* (p. 4620) ; *Amendement de M. Legry relatif aux petits dégâts mobiliers* (ibid.) ; *Article nouveau de M. Louis Marin tendant à prévoir une hausse de prix de plus de 10 0/0* (p. 4621) ; *Articles nouveaux de M. Louis Marin sur les modalités de paiement* (p. 4623) ; *Article nouveau de M. Louis Marin concernant l'attributaire d'indemnité débiteur de l'Etat* (p. 4626) ; Art. 80 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à rendre la loi applicable dès sa promulgation* (p. 4627) ; Art. 44 (réservé) : *Etablissements prêteurs* (p. 4647) ; *Ses remerciements au Gouvernement et à l'Assemblée pour le vote de la loi* (p. 4649).

**VERDIER (M. Robert), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). = Est nommé membre de la commis-

sion de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôt :**

Le 3 septembre 1946, un rapport au nom de la commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder rapidement à un reclassement et à une revalorisation de la fonction enseignante, n° 646.

**Interventions :**

Participe à la discussion d'une proposition de résolution de M. Devèze tendant aux reclassement et revalorisation de la fonction enseignante, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [3 septembre 1946] (A., p. 3485 et 3486).

**VERMEERSCH (Mlle Jeannette), Député du département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommée membre de la commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à reconnaître la qualité de salariés au personnel des services domestiques en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, n° 72.

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : Art. 5 : *Amendement de M. Courtois* [6 août 1946] (A., p. 2993) ; Art. 10 : *Amendement de Mme Méty* (p. 2996).

**VIARD (M. Paul), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa** (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans*).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

#### Dépôt :

Le 25 septembre 1946, une proposition de loi tendant à dispenser du stage certains avocats retardés du fait de la guerre, n° 1049.

#### Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale* [23 août 1946] (A., p. 3277); *Ses explications de vote* (p. 3287); — de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 21 : *Dispositions spéciales à l'Algérie* [4 octobre 1946] (p. 4549); Art. 23 : *Son amendement au deuxième alinéa* (p. 4551); *Le retire* (p. 4552). — S'excuse de son absence [6 août 1946] (p. 2984). — Obtient un congé (*ibid.*).

**VIATTE (M. Charles), Député du département du Jura.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

#### Dépôts :

Le 26 juin 1946 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser les frais engagés pour les élections du 10 mars 1946 aux chambres de métiers, n° 11. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à reporter au 1<sup>er</sup> janvier 1947 l'application

de l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, n° 22. — Le 2 août 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Lespès et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, n° 346. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à établir l'élection des administrateurs des caisses de sécurité sociale, n° 618. — Le 5 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Draveny et plusieurs de ses collègues relative au statut de l'artisanat; 2° de M. Frédéric-Dupont tendant à réglementer les conditions d'accès à la profession de photographe; 3° de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à la réglementation des entreprises de réparations de chaussures, n° 681.

#### Interventions :

Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [4 juillet 1946] (A., p. 2598); — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Morice concernant l'application de la loi de sécurité sociale [26 juillet 1946] (p. 2825); au cours de la discussion de cette interpellation [8 août 1946] (p. 3067 et suiv.); *Ses explications de vote* (p. 3094). — Sur le règlement de l'ordre du jour (p. 3028). — Ses observations sur le procès-verbal de la séance du 4 octobre 1946 [5 octobre 1946] (p. 4666). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : Art. 139 : *Son amendement relatif aux œuvres culturelles et sociales* [5 octobre 1946] (p. 4706); *Le retire* (*ibid.*).

**VIELJEUX (M. Christian), Député du département de la Charente-Maritime.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 17 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur : 1° la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur; 2° sur la proposition de résolution de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, n° 836. — Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur : 1° la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur; 2° sur la proposition de résolution de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, n° 1135.

**Interventions :**

Demande à interpeller sur la politique économique et financière du Gouvernement et ses répercussions sur les salaires [23 juillet 1946] (A., p. 2778). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2827); — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2946); — d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : Art. 6 : *Ses observations sur l'article* [11 septembre 1946] (p. 3632).

**VIÉNOT (Mme Andrée), Député du département des Ardennes, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Éducation nationale (Jeunesse et Sports).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommée membre de la Commis-

sion de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Est nommée *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Éducation nationale (Jeunesse et Sports)* [J. O. du 25 juin 1946] (p. 5662).

**En cette qualité :**

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : EDUCATION NATIONALE : Chap. 8 : *Amendement de M. Roubert* [2 octobre 1946] (A., p. 4447).

**VILLARD (M. Jean), Député du département du Rhône (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] (p. 2555); de la Commission du Règlement et des pétitions [30 juillet 1946] (p. 2840). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

**Dépôts :**

Le 19 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'extrême urgence les mesures nécessaires pour que les agriculteurs perçoivent les rations de vin de la catégorie T. 3, n° 209. — Le 22 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à utiliser les crédits affectés jusqu'ici aux subventions économiques, à l'extension immédiate de l'aide aux vieux, n° 520.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Sénégal-Mauritanie (Collège des citoyens et Collège des non-citoyens) [26 juin 1946] (A., p. 2576).

**VILLON (M. Pierre), Député du département de l'Allier.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555).

**Dépôt :**

Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 702.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 3<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département des Côtes-du-Nord [12 juin 1946] (A., p. 2504). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Aubry sur l'épuration dans la magistrature : *Ses observations sur MM. Zambeaux et Rolland* [6 août 1946] (p. 3009); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Art. 58 : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4044); ARMÉES : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4399).

**VIOLLETTE (M. Maurice), Député du département d'Eure-et-Loir.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

En qualité de *Président du 4<sup>er</sup> Bureau*, prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du département d'Alger et du territoire de Ghardaïa [19 juillet 1946] (A., p. 2733). — Est entendu lors de la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Denais et Bruyneel sur la situation des petits rentiers et petits épargnants [26 juillet 1946] (p. 2822). — Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique générale de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946]

(p. 2937), [8 août 1946] (p. 3047); *priorité de l'ordre du jour de M. Masson* [8 août 1946] (p. 3056); — du projet de loi fixant le régime des prestations familiales; Art. 30 : *Son amendement sur les exonérations de cotisations* [6 août 1946] (p. 2999); *le retire* (ibid.); — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 août 1946] (p. 3286); — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles; Art. 2 : *Ses observations* [11 septembre 1946] (p. 3624); Art. 3 *ter* nouveau : *Ses observations* (p. 3627); Art. 16 *bis* : *Ses observations* (p. 3641); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 3983 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis* [25 septembre 1946] (p. 4033); Art. 123 *bis* nouveau : *Amendement de M. Besset* (p. 4052); Art. 124 *ter* nouveau : *Ses observations* (p. 4054); Art. 169 *bis* nouveau : *Ses observations* [26 septembre 1946] (p. 4092); Art. 168 : *Articles additionnels : Son amendement* (p. 4104); *le retire* (ibid.); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Chap. LB : *Ses observations* [3 octobre 1946] (p. 4486); — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4332); — d'une proposition de loi relative à l'inéligibilité des personnes relevées de l'indignité nationale : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4572). — S'excuse de son absence [18 septembre 1946] (p. 3795). — Obtient un congé (*ibid.*)

**VIVIER (M. Emile), Député du département d'Eure-et-Loir.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la justice et de législation générale [4 juillet 1946] (p. 2586).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements tendant à adopter le coefficient 4* [9 août 1946] (p. 3122).

**VUILLAUME (M. Jean), Député du département de la Meuse.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

**Dépôts :**

Le 23 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition

de résolution de M. Villard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'extrême urgence les mesures nécessaires pour que les agriculteurs perçoivent les rations de vin de la catégorie T 3, n° 255. — Le 3 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter à 20.000 francs le montant de l'abattement pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles, n° 636.



## W

**WAGNER (M. Jean), Député du département du Haut-Rhin.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**WASMER (M. Joseph), Député du département du Haut-Rhin.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la justice et de législation générale (*ibid.*). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de l'article 16 de la loi du 16 juillet 1930 sur l'organisation judiciaire, n° 59. — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, portant codification de la nationalité française, n° 458. — Le 9 août 1946, une proposition de loi tendant à autoriser les changements de prénoms donnés sous la contrainte de l'ennemi dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 463. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à assurer

la protection des animaux, n° 538. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi relatif à l'exercice des fonctions d'huissier dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, n° 871. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de justice et de législation générale sur le projet de loi tendant à compléter les énonciations des actes de mariage dressés pendant l'occupation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 872. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi relatif au droit matrimonial dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 873.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 9<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription) [12 juin 1946] (A., p. 2525). — Participe à la discussion d'interpellations de MM. Meck et July sur la situation des prisonniers de guerre français non rapatriés [25 juillet 1946] (p. 2815).

**WEBER (Mlle Marie), Député du département du Haut-Rhin.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommée membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554). — Est proclamée Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

## Y

**YVON (M. Joseph), Député du département du Morbihan.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

**Interventions :**

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur

l'exercice 1946, en qualité de *Rapporteur* pour avis de la Commission des moyens de communication, Art. 143 : *Reconstruction de la flotte de pêche : Donne lecture de son rapport* [25 septembre 1946] (A., p. 4062) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 23 : *Ses observations sur une demande de renvoi à la Commission* [3 octobre 1946] (p. 4493) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 36 : *Ses observations sur la preuve par présomption* [4 octobre 1946] (p. 4620) ; Art. 64 : *Son amendement concernant les navires en copropriété* (p. 4624) ; Art. 65 : *Son amendement concernant la réparation d'un navire en copropriété* (p. 4625).

## Z

**ZUNINO (M. Michel), Député du département du Var.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [18 juillet 1946] (p. 2674). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de

ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts dans les départements du Sud-Est de la France, n° 1040.

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de la Côte-d'Or [12 juin 1946] (A., p. 2504). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « faute de preuve »* (p. 4613); Art. 23 : *Son amendement concernant la preuve de l'importance des stocks* (p. 4614).



---

**Imprimerie de l'Assemblée Nationale Constituante.**

---

